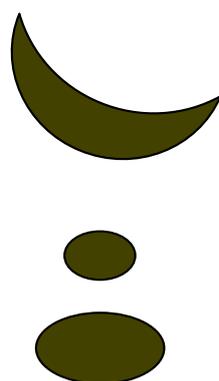


Jean-Louis Michel



Le croissant et les boules

Agacements irrévérencieux

Paris, 2009

Préambule

Le croissant, tout le monde le sait, est un symbole de l'islam¹. Autant vous prévenir tout de suite, je n'ai pas écrit ce livre parce que, lorsque je pense à l'islam, « j'ai les boules ». Pas du tout. Les boules évoquées par le titre ne sont autres que ces boules de cuivre d'inégale dimension, au nombre de deux ou trois, selon les endroits, enfilées sur la tige qui se termine par un croissant plantée sur les coupes des mosquées. Aucun de mes amis musulmans n'a pu m'en expliquer la signification symbolique et je ne l'ai pas davantage trouvée dans les livres. Je n'ai pas lieu de m'en plaindre : le mystère nourrit la poésie.

Maintenant, si vous faites partie de ceux à qui l'islam, dans ses développements contemporains, « fout les boules », laissez-moi vous dire que vous avez tort. L'islam en tant que tel ne vous veut aucun mal, ses promoteurs vous le rappellent d'ailleurs sur tous les tons. Ils veulent juste vous aider à « trouver la voie ». Que les lecteurs du *Lotus bleu* n'y cherchent surtout pas une allusion.

Et puis, qui vous dit qu'il n'est pas notre avenir ?

Les rapports entre l'Occident et l'Islam² ont été tumultueux, de sorte que l'Occident en est venu à considérer qu'il existait entre lui et la religion du Prophète – béni soit son nom –, au minimum, une incompatibilité d'humeur.

Il est aujourd'hui de bon ton de la nier. Au nom de la tolérance et de la liberté de conscience, ce qui est bien. Au nom, bien sûr, de tout ce que notre civilisation doit à l'Islam, ce qui est louable, quoique plus discutable car c'est en bonne partie en s'affirmant face à lui qu'elle a forgé certains des caractères qui déterminent sa singularité. Et surtout, il faut l'avouer, par pusillanimité à l'égard des réactions d'une communauté où l'on a facilement la tête près du bonnet, ce qui n'a rien de glorieux. Il n'y a aucun doute qu'il est souhaitable de se libérer des « peurs irraisonnées » que l'islam inspire, paraît-il, à beaucoup de nos compatriotes. Pour les remplacer par quoi ? Par la fascination béate à quoi nous invitent ceux qui commandent à nos inclinations, ou par une vigilance « raisonnée » ?

Du côté du monde islamique, comme chez pas mal de bons esprits de chez nous, on feint d'oublier qu'à une époque c'était l'Islam qui s'était

LE CROISSANT ET LES BOULES

étendu au détriment de l'Occident et que des occidentaux ont longtemps été opprimés par leurs maîtres musulmans. On ne veut retenir que le mouvement inverse du balancier par lequel l'Occident a agressé l'Islam, à travers les Croisades et le colonialisme. Tout cela pourrait n'être que du passé, s'il ne s'y était ajouté le traumatisme infligé à l'Orient par la greffe mal prise du projet sioniste, l'interventionnisme occidental dans les affaires intérieures de l'aire islamique ainsi que la résistance, à vrai dire assez molle et loin d'être unanime, mais irritante pour les musulmans, que l'Occident oppose à l'installation et à la progression de l'islam sur ses terres.

Cette résistance n'est peut-être pas justifiée, et pourtant, je l'avoue, j'ai quelques raisons de la comprendre.

Dans le Proche-Orient d'autrefois, celui auquel j'ai été initié par mon épouse arabe et sa famille et dont j'ai pu observer ce qu'il en restait il y a presque quarante ans, la question identitaire était toujours au cœur des relations interpersonnelles et elle était vécue au niveau de l'appartenance religieuse. Le pays se proclamait « arabe », on enseignait aux enfants des écoles les glorieux faits d'armes de leurs « ancêtres » arabes, mais l'arabité était plus un caractère attaché à la nation dont ils étaient ressortissants qu'à une identité personnelle à caractère ethnique car le fait de se dire tous « arabes » ne gommait pas les différences. C'est ainsi que les familles étaient « orthodoxes », « sunnites », « alaouites » ou « druzes ». Les nombreux Arméniens de Damas, les seuls à ne pas se prétendre « arabes », s'exprimaient volontiers en français lorsqu'ils étaient en société, mais étaient arabophones dans la vie courante, sans renier leur identité propre. Chaque communauté gardait une certaine distance à l'égard des autres, ce qui ne faisait pas obstacle à une cohabitation paisible et fructueuse dans la vie économique, culturelle ou mondaine, ni même à des relations amicales tant qu'elles n'enfreignaient pas le principe d'endogamie inhérent au *modus vivendi* intercommunautaire. Ce n'est pas pur hasard si la cuisine du Proche-Orient a développé toute une gamme de recettes « transculturelles », en particulier les plats à base d'huile d'olive et de légumes, comme le *hommous* et le *babaghanouche*, permettant aux membres de diverses communautés de partager des repas sans avoir à se heurter aux interdits alimentaires des uns et des autres. Rien de tout cela n'impliquait d'hostilité ou de mépris à l'égard des autres communautés : on peut très bien respecter « l'autre » – pardon, l'« Autre », j'avais oublié la majuscule – tout en voulant rester « soi ». Ce n'est pas qu'avaient toujours régné l'harmonie et la concorde : chacune des familles chez qui j'ai été reçu gardait mémoire d'épisodes douloureux du passé et on n'en faisait pas tout un plat. Ni d'ailleurs que régnait l'égalité au sens « républicain » du terme : les juifs, par exemple, n'étaient pas acceptés

PREAMBULE

dans l'armée tandis que la vie politique – enfin, ce qu'il en existait – était le monopole des alaouites. Mais c'était « comme ça » et, faute de pouvoir rien y changer, on faisait avec. Parmi les choses dont on apprenait à s'accommoder, il y avait un tout petit détail qui m'avait tout de même mis la puce à l'oreille : la Syrie « laïque » de l'époque respectait la liberté de conscience et il était possible à tout un chacun de s'affirmer « libre penseur » – le vocable qu'on utilisait pour ne pas dire « incroyant », mot que la langue arabe charge d'une signification infâmante –, quelle que fût sa religion d'appartenance, sauf ... *s'il était musulman*. Et quant à ceux qui ne l'étaient pas, il leur était « conseillé » de ne jamais manquer de la révérence due à la religion du Prophète – un peu comme chez nous aujourd'hui – sous peine de conséquences sérieuses : personne ne savait au juste lesquelles, car personne ne s'y risquait jamais et, à la mode orientale, on mettait cette prudence sur le compte de la courtoisie.

J'y ajouterai une autre raison. Ma proximité avec des personnes de langue arabe me permet d'entendre les deux sons de cloche. Cela me suffit pour avoir perçu quelques bribes des idées que se font nombre de nos chers compatriotes mahométans du futur statut de leur religion dans notre société. Je me garderai toutefois de vous en faire part à tout propos pour ne m'attacher qu'aux paroles publiques et aux faits et gestes que chacun peut observer.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais m'expliquer sur la méthode et l'esprit de ce livre.

Le nom d'auteur qui figure sur la couverture n'est pas celui de mon état civil. Si je n'utilise pas mon nom patronymique, c'est, outre le fait que mon statut professionnel m'impose une obligation de réserve, qu'il figure aussi sur les papiers de mon épouse. Elle a encore des parents éloignés qui vivent « là bas » et que je n'ai aucune raison de mettre dans l'embarras : cela fait partie des réflexes de prudence qu'on acquiert dès l'enfance sous les régimes autoritaires.

Je sais qu'il n'est pas convenable, pour l'auteur d'un ouvrage dit « sérieux », d'user d'un pseudonyme mais, rien qu'au titre, vous vous doutiez qu'il ne s'agit pas d'un traité universitaire. Essai d'opinion, pamphlet, coup de gueule, texte d'humeur, appelez le comme vous voudrez. Je pense néanmoins que le fait d'avouer une visée polémique n'autorise pas à écrire n'importe quoi. C'est pourquoi je me suis efforcé de faire ressortir, soit en le mentionnant explicitement, soit en le signalant par un changement de ton, ce qui relève d'interprétations ou d'hypothèses par rapport à ce qui

LE CROISSANT ET LES BOULES

relève de faits établis. C'est aussi la raison pour laquelle, bien que je me sois abstenu de truffier le texte de citations, on trouvera en notes de fin une sélection de justifications et de références bibliographiques étayant mes dires lorsqu'ils ne s'appuient pas sur une expérience personnelle de témoin oculaire ou qu'ils ne concernent pas des faits largement connus, ainsi que des précisions et des commentaires qui, sans constituer des digressions, auraient rompu le fil du discours. S'y ajoutent des références à des idées déjà exprimées par d'autres, non pour m'abriter derrière leur autorité, mais pour reconnaître ma dette à leur égard ou, à l'inverse, pour rappeler que –,

D'ailleurs, je n'avais aucune raison de chercher à rédiger un ouvrage d'érudition et mon tempérament me porte plutôt au mode polémique. Je ne suis pas un érudit. Juste une personne qui a vu et vécu beaucoup de situations pittoresques en parcourant le monde pour gagner sa vie et à qui il est arrivé d'occuper l'attente d'avions en retard avec des lectures autres que le dernier roman d'été. Si je me laisse parfois aller à un ton acide, que certains pourront trouver grinçant, n'y voyez pas l'expression d'un dépit. Certes, je n'ai pas fait la « belle carrière » à quoi mes titres et ma capacité de travail m'autorisaient à prétendre, mais je n'en ressens aucune amertume car je sais que je le dois, non à une quelconque fatalité ou à la malignité des jaloux, mais à mes propres choix. Celui de ne pas me plier aux fastidieuses disciplines inhérentes à l'exercice de hautes responsabilités. Celui aussi de laisser parler mes goûts, qui me portent plus au travail de terrain qu'aux fonctions d'appareil.

Si frustration il y a eu chez moi, c'est celle de buter sur une énigme, toujours la même : constater que *le monde ne tourne pas comme l'opinion commune voudrait qu'il tourne* – ou fait semblant de croire qu'il tourne – et ne pas comprendre pourquoi. Vous connaissez ce sentiment s'il vous est arrivé un jour de vouloir mettre en service un appareil électronique dont la logique de fonctionnement ne vous semblait pas correspondre à ce qu'annonçait la notice en quinze langues contenue dans la boîte. C'est pour surmonter cette frustration – et comment mieux y parvenir qu'en m'efforçant de percer l'énigme ? – que j'ai peu à peu été amené à pousser ma réflexion hors des sentiers battus. Mes choix professionnels, celui de ne pas m'asservir aux exigences d'une « carrière », celui du contact avec le terrain, m'y ont aidé. Quand vous organisez la progression d'une colonne militaire en territoire peu sûr, vous allez faire marcher le gros des troupes le long des routes, car c'est là que vous pourrez faire avancer avec elles le ravitaillement et les armements lourds. Mais, si vous ne voulez pas qu'elles se fassent tirer comme des lapins, il vous faut aussi détacher des voltigeurs qui vont cheminer par les crêtes pour sécuriser l'itinéraire en prenant les embuscades

PREAMBULE

à revers. C'est une tâche fatigante : il faut grimper vers les sommets, s'enfoncer dans les taillis, affronter les précipices, dévaler les éboulis, contourner les sables mouvants, franchir les torrents et les massifs de ronces, se passer de panneaux indicateurs pour trouver tout seul son orientation par les lignes du paysage, la direction du soleil et l'inclinaison des arbres, sans oublier le risque des mauvaises rencontres qui se règlent au couteau. Et une tâche peu récompensée : c'est aux carrefours des grands axes que se jouent les batailles décisives où se gagnent les médailles. Mais c'est tellement plus amusant aussi : ne plus avoir à marcher au pas ; respirer l'air de la liberté ; rencontrer la beauté du monde, les perspectives inattendues sur les villages de la vallée, les empreintes des animaux sur le chemin des sources, les fleurs qui n'ont pas de nom dans les livres. Et, quand on y a goûté, je vous assure qu'on perd l'envie de rentrer dans le rang.

Vous ne vous étonnez donc pas que mes interprétations s'écartent parfois des « vérités » qui marchent au pas cadencé le long de la route, en particulier celles qu'exprime l'histoire « officielle ». Je m'explique sur ce terme. Il ne vise pas l'*historiographie universitaire*. La recherche historique actuelle est riche, diverse et rigoureuse ; elle a élargi son champ en s'ouvrant aux faits de l'économie et de la « société civile ». Les ouvrages de synthèse visant un public plus large – c'est plutôt dans ceux-ci que j'ai puisé mes sources³ – sont en général solidement appuyés sur les travaux de recherche et ont le souci d'éviter les spéculations hasardeuses dont les historiens d'autrefois étaient friands. L'*histoire officielle*, c'est autre chose, un exercice qui entretient avec la science historique des rapports distants, une « vulgate » enseignée dans les écoles et les lycées⁴, gravée dans le marbre des plaques commémoratives, propagée par les médias et le discours institutionnel. Elle a pour objet de forger une vision partagée plus que d'initier aux approches critiques, à partir d'un *corpus* limité de faits qu'on charge de « sens » en fonction de l'idéologie dominante du moment⁵. Elle fournit ainsi les paradigmes qui ordonnent – et enferment – le débat public. C'est à ces paradigmes qu'il m'arrive de chercher à échapper dans les aperçus historiques dont j'ai émaillé mon propos. Je n'ai ni la compétence, ni la prétention de « réécrire l'histoire ». Je me borne à la « relire » pour y trouver comment les enjeux d'aujourd'hui s'articulent avec les mémoires et les pesanteurs que les peuples ont hérité du passé.

À l'attention de ceux que l'idée qu'on peut « relire » l'histoire sans la « réécrire » rendrait perplexes, je voudrais rappeler l'épisode des « six bourgeois de Calais ». Il est commémoré par un célèbre groupe en bronze de Rodin. J'en connais trois exemplaires. L'un est au musée Rodin à Paris, un

LE CROISSANT ET LES BOULES

autre devant l'hôtel de ville de Calais, c'est la moindre des choses. Le troisième se trouve ... dans les jardins du parlement britannique⁶ à Westminster. Curieux, non ? C'est que cet épisode est aussi une des « figures imposées » de l'histoire anglaise. Le récit qu'on en fait est identique des deux côtés de la Manche : voilà pour l'« écriture » de l'histoire. Mais le « sens » qu'on lui donne n'est pas le même. Alors qu'il illustre pour les écoliers français l'héroïsme civique des six bourgeois, pour les petits Anglais il illustre la magnanimité chevaleresque du roi d'Angleterre faisant grâce à des adversaires valeureux : voilà pour la « relecture ». La réécriture de l'histoire doit être laissée aux gens de métier : aux chercheurs de l'historiographie universitaire qui ne cessent de s'y livrer à la lumière des nouveaux documents mis au jour et des nouvelles interrogations qu'ils suscitent ; aux promoteurs de l'histoire officielle qui s'efforcent de la conformer à des exigences politiques et à des demandes sociales changeantes. C'est pourquoi, en matière d'histoire officielle les vérités d'aujourd'hui ne sont pas celles d'hier *et encore moins celles de demain*.

Tenez, par exemple, la bataille de Poitiers. Rappelez vous ce qu'en disaient les manuels scolaires d'autrefois. Quelque chose comme : « Les Arabes qui tentaient d'envahir la Gaule ont été arrêtés à Poitiers en 732 par les Francs de Charles Martel ». L'historiographie universitaire ne peut pas se contenter de cet énoncé schématique. Les sources sont incertaines et les indices archéologiques sont minces. La bataille a-t-elle seulement eu lieu à cet endroit précis et, si oui, a-t-elle été décisive ? Les chroniques qui l'affirment⁷ ont peut-être « monté en épingle » un épisode particulier pour légitimer la prise du pouvoir par la dynastie carolingienne du dit « Martel ». A cette époque, les musulmans, pas tous arabes, s'étaient lancés au nord des Pyrénées depuis l'Espagne et auraient même poussé au-delà de Poitiers jusqu'à la Loire⁸. Étaient-ce toujours des incursions armées, ou y avait-il aussi des expéditions commerciales plus pacifiques ? Il y a certainement eu bien d'autres batailles puisqu'il a fallu attendre le règne de Charlemagne pour que la *reconquista* franque sécurise la ligne des Pyrénées. Les musulmans se sont en effet maintenus un bon moment après Poitiers : ils ont tenu Narbonne jusqu'en 759. Oui, rappelez vous, Victor Hugo et *La légende des siècles* : « le lendemain Aymery prit la ville⁹ ». En bref, le tableau est plus complexe que ce qu'évoque l'énoncé initial et laisse subsister assez d'incertitudes pour que l'histoire officielle enseignée dans les écoles françaises puisse, d'ici deux ou trois décennies, conter ces événements de la manière suivante :

« Une fois que les lumières de l'islam se furent levées sur l'Espagne, des groupes de croyants ont poursuivi leur mission au nord des Pyrénées.

PREAMBULE

Jaloux des succès que remportait en Gaule leur prédication de paix et de tolérance, les derniers rois fainéants ont levé des hordes de fanatiques pour les persécuter. C'est à Poitiers en 732 que Charles Martel a perpétré le plus brutal de ces actes de génocide à l'encontre de paisibles messagers de la foi ».

Ricanez, ricanez : ce n'est pas si loin de ce qu'on entend déjà à la télé.

Bon, ça y est, on est dans le bain. À cheval !

I

Le sang des croisades

Je crois bien que le tollé provoqué par George Bush dans le monde musulman avec sa « croisade contre le terrorisme » est venu d'un malentendu. Pour cet homme du Nouveau Monde peu porté aux références historiques, le mot devait davantage évoquer les « croisades contre le péché », menées par les *born again Christians* à grand renforts d'assemblées chantantes vêtues de *tee-shirts* proclamant : « *I love Jesus ! And you ?* » et de stands débitant des saucisses grillées arrosées de *root beer*¹⁰, que les conquêtes levantines des Francs au Moyen-Age. Mais, de Tanger à Ternate, c'est l'interprétation inverse qui a été entendue. C'est dire à quel point les Croisades, que vos historiens décrivaient jadis comme une « épopée », éveillent des sentiments amers pour les peuples d'Orient.

Essayons de mettre cette question en perspective, non pas pour préciser des faits historiques – les historiens sont bien plus qualifiés que moi sur ce plan – mais pour proposer une interprétation de la manière dont le souvenir des Croisades est évoqué aujourd'hui de part et d'autre et « fonctionne » dans la vision que l'Occident et l'Islam portent sur leurs rapports, dans lesquels il n'est pas facile de démêler ce qui relève de la religion et ce qui relève de la politique.

Jusqu'au mors des chevaux

Le premier reproche que notre sensibilité contemporaine formule à l'encontre des conquérants croisés est leur brutalité à l'égard des vaincus.

Alors que les chefs musulmans, qu'ils l'eussent fait par humanité ou par précaution de crainte d'être trahis, avaient laissé sortir les chrétiens et les juifs de Jérusalem avant l'assaut des Francs, les hommes de Godefroi de Bouillon avaient mis tant d'ardeur à exterminer la population de la ville que, disent les chroniques, « les croisés chevauchaient dans le sang jusqu'aux genoux et au mors des chevaux¹¹ ». Il ne sert à rien de rappeler que, lors de la prise de Jérusalem par les Turcs seldjoukides deux décennies plus tôt, ceux-ci n'y avaient guère laissé âme qui vive : c'était en effet de leur part

LE CROISSANT ET LES BOULES

simple délicatesse à l'égard de vaincus à qui ils n'avaient ôté la vie que par humanité, afin de leur épargner la tristesse de voir leur ville livrée aux exactions et à l'arrogance des vainqueurs. Nulle trace de haine de l'« Autre » chez ces conquérants bienveillants : quel contraste avec la conduite inqualifiable des croisés ! Passons aussi sur les méfaits d'un calife fatimide d'Égypte, Al-Hakim. Il avait fait détruire les églises de Jérusalem, dont la vénérable basilique de Constantin sur le site du Saint-Sépulcre. Faute vénielle : c'était juste le coup de tête d'un despote lunatique désavoué par ses propres coreligionnaires, la situation avait été aussitôt normalisée par son successeur qui avait autorisé la communauté chrétienne locale à reconstruire ses édifices et à se placer sous la protection de l'empereur byzantin, trois-quarts de siècle s'étaient écoulés depuis lors et il y avait prescription.

Non, la violence du massacre de 1099 ne se justifiait ni par la nécessité militaire ni par un droit de représailles à l'égard des musulmans. Ceux-ci, semble-t-il, n'exerçaient plus à l'époque sur les pèlerins se rendant au tombeau du Christ d'autres brimades que les petits rackets habituels, pas pires que ceux qui sévissaient en terre chrétienne sur les chemins de Compostelle. Sans doute, les Seldjoukides n'étaient-ils pas arrivés à assurer à l'Orient la tranquillité qui y régnait du temps de l'âge d'or des califats. Il est tout à fait possible que des pèlerins aient été victimes de l'insécurité ou des conflits sporadiques opposant les différents émirats et que de tels incidents, grossis par la rumeur, aient accredité en Europe occidentale l'idée que la route de Jérusalem était devenue interdite aux chrétiens et qu'il convenait de rétablir « la liberté de circulation ». On reconnaît là un argument récurrent volontiers invoqué à l'époque coloniale pour justifier des interventions : il y a longtemps que les blancs aiment « circuler » sans entrave et n'apprécient pas qu'on les en empêche. Sur ce plan, ils n'ont d'ailleurs pas changé : en témoigne leur obstination qui dépasse l'entendement à vouloir traverser les halls d'immeubles ou emprunter les escaliers, refusant de se mettre dans la tête qu'il ne s'agit pas de voies de circulation, mais de « lieux de convivialité ».

Il est peu plausible en revanche d'imaginer qu'il y ait eu un sombre complot du pape et des rois d'Occident pour habiller de prétextes leur fanatisme religieux. C'est plutôt l'inverse : à supposer qu'il y ait eu complot, c'était pour habiller de motifs religieux un dessein politique. L'hypothèse ne s'impose pas d'elle-même, car les hommes de ce temps n'étaient pas des tendres et n'avaient pas coutume de se chercher des prétextes pour engager des expéditions de conquête ou de rapine. Il faut donc y regarder de plus près.

Un prêté pour un rendu

Attribuer au « fanatisme » la projection de forces qu'a représentée l'expédition des croisés fait oublier sa dimension géopolitique. Celle-ci doit s'interpréter par rapport à deux phénomènes du contexte de l'époque.

Le premier était que, après trois siècles marqués par la progression de l'aire de domination arabe face à une Europe chrétienne dont le domaine n'arrêtait pas de rétrécir, il s'est produit à partir de l'an mil un renversement progressif de la balance des forces au profit de cette dernière. Des principautés nées au fond des vallées pyrénéennes et cantabriques restées à l'écart de la conquête arabe avaient réussi à s'étendre vers le sud. Leurs éléments avancés avaient pu franchir la vallée de l'Ebre et prenaient pied sur la *meseta* pour y édifier la ligne de places fortifiées qui allait donner son nom à la Castille¹². L'Italie du sud avait été reprise aux musulmans et les Normands s'étaient emparés de la Sicile.

On peut voir dans ce retournement de tendance l'effet d'un mouvement de balancier qui serait une « loi de l'histoire », à supposer qu'on croie à l'existence de telles lois, ou l'interpréter de façon moins poétique comme la conjonction, peut-être fortuite, de deux évolutions internes parallèles dans la sphère occidentale et dans la sphère arabo-musulmane. D'une part, l'Europe s'était ressaisie après une longue période d'éclipse. Elle retrouvait une certaine prospérité agricole : si, aux environs de l'an mil, elle commence à se couvrir du fameux « blanc manteau d'églises » qu'évoquent les chroniques, c'est parce qu'elle arrive à dégager les surplus économiques dont elle tire de quoi en financer la construction. Parallèlement, elle consolidait ses structures politiques, en mettant au point, après plusieurs siècles de tâtonnements, la formule de la royauté féodale qui convenait aux conditions de l'époque. D'autre part, l'empire arabe s'était affaibli et s'était divisé en entités rivales dont certaines étaient tombées aux mains des Turcs seldjoukides. Un indice révélateur de ces deux évolutions inverses est que, au XI^e siècle, les marchands cessent de vendre des esclaves européens aux Arabes¹³, ce qui semble indiquer que les besoins de main d'œuvre avaient augmenté en Europe, ou diminué en Orient, ou les deux. Le monde arabo-musulman n'était plus en posture conquérante et abordait en état de faiblesse une phase historique où il se retrouvait sur la défensive.

Le deuxième phénomène est lié à la situation politique interne de l'Europe. Là, deux facteurs se conjuguent. D'un côté l'émergence du pouvoir royal en France¹⁴ se heurte à la puissance des dynasties féodales qui

LE CROISSANT ET LES BOULES

n'entendent pas renoncer à l'indépendance qu'elles ont acquise. De l'autre le pape, chef spirituel de la chrétienté latine, vient de perdre la partie face à l'église orthodoxe qui s'est enfin décidée, avec l'appui des empereurs byzantins, à rejeter définitivement les prétentions à la primauté de l'évêque de Rome. Ce que la papauté a perdu du côté de l'Orient, elle s'emploie à le compenser en se faisant reconnaître un rôle d'arbitre à l'égard des princes d'Occident. Non sans mal : la « querelle des investitures » opposant le pape Grégoire VII à l'empereur germanique Henri IV, illustrée par l'épisode de Canossa (1076), s'est soldée par un match nul. Qu'à cela ne tienne, les circonstances offrent un bon moyen de « botter en touche ». C'est ainsi que la Croisade, quels qu'en fussent les motivations pour ceux qui s'y sont engagés, était pour ceux qui l'ont encouragée un bon moyen de concilier deux objectifs : pour les rois, envoyer se faire voir chez les ... autres des vassaux batailleurs qu'ils avaient assez vus ; pour le pape, affirmer son influence sur l'Occident en le mobilisant en vue d'un projet commun. Le zèle religieux y avait sa part ; il n'en était pas le ressort premier. À cet égard, le prêche prononcé par le pape Urbain II le 18 novembre 1095 devant le porche de la cathédrale de Clermont-Ferrand est éclairant. On n'en possède pas le texte officiel, mais plusieurs reconstitutions partielles rédigées quelques années plus tard par des témoins directs de l'événement¹⁵. Elles laissent percevoir un discours trop bien construit, avec un art rhétorique trop consommé pour être l'expression au premier degré d'un « fanatisme » viscéral et ne pas être au contraire celle d'une stratégie politique réfléchie, l'expression parfaitement maîtrisée d'un dessein calculé.

Les deux phénomènes, retournement de tendances entre Islam et Occident d'une part, jeux de pouvoir au sein de la Chrétienté d'autre part, se conjuguent : dans la situation géopolitique du monde euro-méditerranéen du XI^e siècle, si les tensions internes à la sphère occidentale ont pu se projeter sur le théâtre oriental, c'est parce que le rapport de forces était devenu défavorable à la sphère arabo-musulmane. Sinon, c'est l'inverse qui aurait fini par arriver, soyez en sûrs.

Passons sur les péripéties ultérieures, les croisades royales du XII^e siècle, les tentatives de rapprochement politique et de synthèse culturelle de Frédéric II, de nombreux ouvrages décrivent cela en détail et je n'ai pas de lumières particulières à apporter sur le sujet. La première croisade avait jeté les bases de la présence franque en Orient et la suite découle de la dynamique ainsi lancée. La question à laquelle je voudrais m'attacher maintenant est celle-ci : l'Occident a-t-il matière à se reprocher sur le plan moral de s'être lancé dans cette entreprise ?

LE SANG DES CROISADES

Nous ne saurions pas trouver d'excuses à la brutalité de la conquête et la férocité avec laquelle ont été traités les vaincus. Elle s'explique pourtant par une conjonction de facteurs. Le zèle religieux y entrainait sans doute pour une part mais, là encore, on aurait tort d'en faire la raison majeure. L'époque était rude et les soudards qui composaient l'armée croisée étaient habitués à ne pas faire de quartier dans les guerres de rapine qu'ils menaient en pays franc. Leur logique était celle du *vae victis* qu'ils appliquaient sans émoi lorsqu'ils étaient vainqueurs et à laquelle ils savaient faire face avec force d'âme s'ils venaient à perdre. Ces gens ignorants et frustes devaient éprouver en se retrouvant dans des pays si différents des leurs un sentiment de peur et d'étrangeté, bien propice à tous les excès. Rien d'étonnant que les orientaux de l'époque, aux mœurs plus raffinées et plus policées, les aient pris pour des sauvages. Il n'y a pas matière à de longs raisonnements sur cette question. Il n'y a pas non plus matière pour les Européens d'aujourd'hui à avoir honte de leurs ancêtres et à répudier de leur mémoire collective ce qui reste une aventure extraordinaire¹⁶, ponctuée de faits héroïques aptes à inspirer « la naïve romance que leur gloire oubliée apprit aux troubadours¹⁷ ». Reste que, au delà de tout jugement moral sur le comportement des croisés, ils ont commis une faute politique grave. Dresser contre eux les populations de l'Orient, musulmans, juifs et chrétiens confondus, n'était certainement pas le meilleur moyen d'assurer la pérennité de leur établissement. L'effondrement des royaumes francs du Levant a été leur châtement : ils ont payé et n'y revenons plus.

Il y a d'autant moins matière à repentance que, d'une certaine façon, la croisade n'était qu'un prêt pour un rendu. Pendant les quatre siècles précédents¹⁸, la situation était inverse. C'étaient les Arabes musulmans qui avaient entrepris de conquérir et de coloniser l'Europe – en partie pour les mêmes motifs qui animeraient plus tard les souverains européens au moment des Croisades : offrir un dérivatif à leurs seigneurs de la guerre – et y étaient parvenus de manière durable en Espagne et en Sicile. Doit-on, devez-vous, occidentaux d'aujourd'hui, exiger du monde arabo-musulman qu'il batte sa coulpe pour avoir attaqué l'Espagne wisigothique qui pourtant ne lui cherchait aucunement noise ? Devez-vous reprocher aux Arabes d'avoir dominé pendant des siècles des peuples européens ? Attention à votre réponse. N'allez surtout pas dire que les choses étaient différentes car cela ne pouvait faire que du bien aux peuples d'Europe encore englués dans la barbarie et l'obscurantisme de voir arriver les Arabes, à l'époque plus avancés et plus civilisés : vous ne voudriez quand même pas justifier le

LE CROISSANT ET LES BOULES

colonialisme qui se servait il y a un siècle du même argument à l'égard des peuples exotiques ?

La raison du plus fort

Oui, certes, si les Arabes ont su conquérir si vite l'Espagne c'était parce qu'ils étaient plus forts militairement et mieux organisés ; s'ils ont su la garder si longtemps en leur possession c'est parce qu'ils ont su mieux l'administrer. Si les Francs ont conquis le Levant et s'y sont établis, c'est qu'ils ont bénéficié d'une supériorité militaire temporaire, celle que leur conféraient l'emploi massif de la cavalerie lourde dans le choc frontal et la technique des machines de siège ; s'ils n'ont pas su le conserver – ils l'ont tout de même tenu un siècle et demi, c'est à dire le double de la domination coloniale européenne en Afrique – c'est parce qu'ils n'ont pas su reconverter la configuration purement offensive de leur appareil militaire pour l'adapter aux nécessités de la situation défensive où les mettait désormais leur statut de maîtres des lieux. C'est aussi parce qu'ils n'ont pas su créer les conditions politiques aptes à rendre leur conquête durable.

Si l'on veut en effet tirer une leçon politique et morale des raisons qui ont fait perdre leur suprématie aux Francs, on trouvera au premier degré le facteur que j'ai évoqué tout à l'heure : la manière dont ils ont traité les pays conquis. Passons sur la cruauté du massacre de la prise de Jérusalem : après tout l'époque n'était déjà plus celle de la *pax arabica* et les orientaux s'étaient sans doute résignés eux aussi à la logique du *vae victis*. Les conquérants adroits, une fois l'exaltation guerrière retombée, sont ceux qui savent établir un *modus vivendi* acceptable pour les peuples conquis. Mais il faut élargir la perspective : les Francs ne sont pas arrivés à le faire, parce qu'ils en étaient « culturellement » incapables.

L'éthique guerrière qui assurait le fondement moral de la société féodale européenne s'était forgée dans un univers rythmé par des opérations de rapine promptement suivies d'expéditions punitives lancées autant pour venger l'offense que pour se refaire en reprenant le butin à l'adversaire, si possible majoré des dépens. Autour de l'an 1100, les barons francs ne s'en étaient pas encore dégagés. De la sorte, ils n'étaient en mesure ni de mettre sur pied des opérations militaires d'envergure et de les soutenir sur une longue durée, ni de procéder à la conquête méthodique d'un territoire. Ils n'entraient pas dans leur vision du monde qu'il y avait plus à tirer d'un pays conquis en l'administrant pour le rendre prospère qu'en le pillant. L'Orient arabe avait connu prospérité et bonne administration du temps des califes et

LE SANG DES CROISADES

il en gardait le souvenir. Les conséquences de la culture prédatrice des croisés ont été multiples.

On le voit bien sur le plan militaire lorsque des barons francs se dispersent dans l'attaque d'objectifs ponctuels avec pour seuls motifs de s'emparer d'un butin ou de venger un affront, sans se soucier de réunir les moyens nécessaires, sans avoir seulement examiné quelle était la balance des forces ni de quel côté était l'avantage du terrain, et encore moins s'être interrogés sur les conséquences que l'opération pourrait avoir sur l'équilibre militaire et politique entre leurs états et les états voisins. On est tenté de citer la fameuse phrase de Clausewitz, qu'on met si souvent à toutes les sauces pour flétrir le cynisme prêté à son auteur : « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Elle ne revient pas à « banaliser » l'usage de la force, elle signifie au contraire que la guerre ne constitue une option à envisager que si elle s'inscrit dans un projet politique viable. On peut remporter toutes les batailles qu'on veut, si on ne sait pas ce qu'on veut faire de sa victoire, on a déjà perdu avant de commencer. C'est très clair, par exemple, avec les actions intempestives qui ont ruiné les projets de Frédéric de Hohenstaufen à des moments critiques. Les Arabes avaient beau jeu de moquer l'impulsivité des Francs qu'ils comparaient à leur propre « nature » réfléchie, tandis que les Francs s'enorgueillissaient de leur propre bravoure en la comparant à la « couardise » et à la « perfidie » des Sarrasins pour qui la conduite de la guerre était d'abord affaire de calcul – pas étonnant pour des gens dont l'esprit tortueux avait inventé l'algèbre. D'un côté c'était : « regardez moi ces imbéciles qui attaquent sans en avoir les moyens » ; et de l'autre : « regardez ces pleutres qui se dérobent quand ils sont en infériorité ». Difficile de se comprendre à partir de perceptions aussi opposées. Remarquez, j'ai encore souvenir de mes livres d'histoire du primaire qui montraient à quel point les Allemands étaient des méchants et des tricheurs d'avoir préparé à l'avance leurs plans pour faire la guerre en 1914 alors que les gentils et loyaux Français témoignaient de leur amour de la paix en ne comptant que sur leur courage pour arrêter les casques à pointe – traduisez : le gouvernement ne compte que sur le sacrifice de ses soldats pour réparer les conséquences de son impéritie. Comme disait un humoriste¹⁹, « la seule leçon de l'histoire, c'est que les leçons de l'histoire ne servent à rien ».

Toujours dans le domaine militaire mais à un niveau plus stratégique, on relèvera que jamais les Francs ne sont arrivés à couper les lignes de communication des musulmans entre l'Égypte et la Syrie, une des causes directes de leur défaite. Ils n'avaient sans doute pas assez d'hommes pour

LE CROISSANT ET LES BOULES

verrouiller un si vaste périmètre, mais je crois qu'il faut surtout y voir encore une fois l'effet de leur conception prédatrice et locale de la guerre en tant que série d'opérations coup de poing sans lien entre elles menées sur un compartiment de terrain à petit rayon. Dans ces régions où l'eau est rare, les itinéraires sont jalonnés de points de passage obligés de sorte que les mouvements de l'adversaire sont prévisibles, à condition d'avoir du renseignement, de connaître la géographie et de posséder des cartes. Des cartes, il en existait, les Arabes en avaient dressé, encore fallait-il avoir l'idée de s'en servir et, apparemment les Francs ne s'y intéressaient pas. Quant au renseignement, on ne peut en obtenir qu'en s'assurant la loyauté de la population indigène.

L'Orient méditerranéen avait déjà vu passer tant de conquérants et d'envahisseurs qu'il n'en était pas à un près. Ce qu'il attendait de ceux qui le gouvernaient c'était qu'ils administrassent le pays pour le faire prospérer. Les couches dirigeantes arabes – et le Prophète lui-même en faisait partie – étaient de tradition commerçante depuis l'époque préislamique. Elles avaient plaqué sur les pays conquis une superstructure militaire, administrative et commerciale qui ne portait pas atteinte aux intérêts matériels de la population, bien au contraire. Le négoce arabe faisait circuler les produits de l'agriculture et de l'artisanat pour en tirer bénéfice. En termes modernes on dirait que leur richesse venait de la plus-value générée par les échanges commerciaux sur les produits des paysans et des artisans. Ils offraient ainsi en retour à ceux-ci, outre la protection militaire et la paix civile, des débouchés accrus et la possibilité de diversifier leurs productions : c'était donc un jeu « gagnant-gagnant ». Les barons francs, en revanche, étaient propriétaires terriens dans leurs pays d'origine et leurs revenus ne provenaient que du fait qu'ils arrivaient par la coercition militaire à prélever – extorquer pourrait-on dire – la partie la plus grande possible du surplus des paysans, ce qui n'était au fond qu'une autre forme de leur mode de vie prédateur. Bien entendu, arrivés en Orient, ils ne pouvaient pas imaginer autre chose que d'accaparer le maximum de terres pour reproduire le modèle auquel ils étaient accoutumés, le seul concevable pour eux. Ce n'est pas la meilleure méthode pour se faire des amis dans un pays conquis où l'on est minoritaire.

Quand on raconte aux petits écoliers arabes d'aujourd'hui que les croisés avaient accaparé des terres en Palestine pour s'y constituer des fiefs, vous vous doutez bien que cela leur fait penser à quelque chose de très précis et de très contemporain. Je ne crois pas qu'il y a cent ans la mémoire des Croisades était si vivante. C'est le parallèle avec la situation présente, justifié

LE SANG DES CROISADES

ou non, qui a ravivé les blessures. Lorsque les Arabes fustigent aujourd'hui le souvenir des Croisades, il est difficile pour un occidental de comprendre comment de si vieilles histoires peuvent encore être invoquées en tant que matière à contentieux sans prendre en compte le parallèle qu'il évoque dans l'esprit des peuples du Proche-Orient.

Il ne sert donc à rien d'argumenter pour savoir si l'Occident d'aujourd'hui est coupable ou non des cruautés, des maladroites ou des perfidies commises il y a huit ou neuf cents ans, ni même de s'interroger pour savoir si ces actes blâmables ont des excuses ou des explications par rapport au contexte de l'époque et encore moins de rappeler que la férocité a, sans aucun doute, été réciproque. C'est un passé lointain et, depuis, bien de l'eau a coulé dans le Jourdain. Le reproche que font les Arabes à l'Occident à propos des Croisades n'est qu'un *procédé rhétorique* pour lui exprimer ce qu'ils ressentent à l'égard de la responsabilité occidentale vis-à-vis d'un phénomène historique qui, lui, est totalement actuel : l'implantation du sionisme et l'éviction des Palestiniens de leur pays. Phénomène qui, vu d'Orient, apparaît à tort ou à raison comme une réédition des Croisades du moyen-âge. Voilà pourquoi le mot de Bush est resté en travers de la gorge des Arabes.

La morale, quand même

J'ai avancé le mot de « perfidie ». C'est, il faut le dire, une des autres grandes causes de l'échec final des Croisades.

Tant que les croisés massacraient, pillaient et accaparaient, ils ne se conduisaient pas en Orient autrement qu'ils le faisaient d'ordinaire en Occident, où ce genre de comportement était dans les mœurs du temps. Cela n'était, certes, conforme ni aux nécessités politiques et militaires de leur situation ni aux normes morales d'aujourd'hui – ni, bien entendu, aux préceptes intemporels de la religion chrétienne dont ils se réclamaient. On ne peut cependant pas leur reprocher d'avoir enfreint les règles de leur propre éthique guerrière. Il en va tout autrement à l'égard d'un autre principe qui était un des fondements de l'éthos chevaleresque : la loyauté à la parole donnée.

Permettez-moi d'illustrer ce point à travers l'exemple de la question d'Antioche.

Lorsque l'armée franque est arrivée en vue de Constantinople au cours de la première croisade, de longues tractations se sont engagées entre ses chefs et l'empereur byzantin pour l'obtention du droit de passage et d'un

LE CROISSANT ET LES BOULES

appui éventuel à leur entreprise. L'empereur a accordé aux croisés de traverser en armes sa capitale, leur a fait avoir des bateaux pour passer sur la rive asiatique, leur a donné permission de se ravitailler dans ses provinces et leur a fait part de son appui moral. Peut-être était-ce un peu maigre aux yeux des chefs croisés qui devaient en attendre davantage, mais ils ont dû s'en contenter et ont consenti en retour à prêter le serment d'allégeance que le Byzantin exigeait d'eux. Aux termes de ce pacte, les Francs recevaient toute liberté pour se tailler à leur gré des domaines sur les terres conquises au Levant, à la condition expresse que les futures seigneuries franques reconnaîtraient la suzeraineté du *basileus*.

La première ville d'importance prise par les croisés a été Antioche. Les communautés chrétiennes de rite oriental n'ont pas tardé à être en butte à quelques tracasseries de la part des Francs et de leur clergé. Elles en ont appelé à la protection de l'empereur byzantin, ce qui était tout à fait conforme à la logique du pacte féodal conclu par les croisés à Constantinople. La réaction des Francs a été de récuser l'autorité impériale et d'ériger Antioche en principauté indépendante de toute allégeance à l'égard des Byzantins, trahissant ainsi le serment qu'ils avaient prêté. On peut se dire, d'un point de vue politique, que les croisés ne faisaient que tirer parti d'un rapport de forces favorable. Le souverain grec était loin, ses moyens militaires étaient limités. En face, les royaumes latins du Levant commençaient à se consolider, d'autant plus que la conquête des ports méditerranéens de Saint-Jean d'Acre et de Beyrouth leur permettait de se renforcer grâce à des immigrants venus d'Occident.

Un tel raisonnement était sans doute dans la logique même du projet politique des Croisades qui visait *aussi* à affirmer la puissance de la chrétienté latine face à l'empire d'Orient²⁰, situation fort classique où l'on prétend combattre un adversaire commun en ayant en fait pour but d'affaiblir ses « alliés » naturels. Le raisonnement était pourtant à courte vue et aboutissait à se tromper d'adversaire. Au plan politique interne, l'ascendant moral de l'empereur byzantin et du patriarcat orthodoxe sur les communautés chrétiennes orientales – qui formaient encore une proportion importante de la population du Levant – pouvait être mis à profit pour pacifier les relations que les souverains francs entretenaient avec les populations qui leur étaient soumises et mieux assurer leur emprise sur le territoire conquis. Ils se sont à l'évidence privés d'un tel atout en ouvrant un conflit avec Constantinople.

Les Francs ont ainsi été les acteurs de leur propre perte, comme quoi la morale peut tout de même jouer en politique un rôle non négligeable.

LE SANG DES CROISADES

Dans le contexte féodal où le respect de la foi jurée était un des piliers de l'éthique chevaleresque, la trahison de leur serment les rendait indignes de confiance. Ils ne pouvaient constituer, comme on dirait aujourd'hui, des partenaires fiables pour les empereurs byzantins. Les alliances de circonstance qu'ils ont renouées à certains moments avec Constantinople n'ont jamais été durables. Au contraire, l'empereur Alexis Comnène a même été tellement excédé par l'attitude des croisés qu'il a cherché à s'allier avec les souverains musulmans d'Égypte pour reprendre Antioche et se débarrasser des Francs. Au final, les tensions ont culminé avec la désastreuse croisade de 1204, le sac de Constantinople et la destruction de l'empire byzantin.

J'ai dit plus haut que la situation générale au moment où s'est engagé le mouvement des croisades était celle d'un basculement du rapport de forces géopolitique en faveur de l'Occident. C'était vrai à l'échelle globale du monde euro-méditerranéen et, d'ailleurs, l'échec de la Croisade et la perte des royaumes latins du Levant n'ont été qu'une péripétie par rapport à la dynamique générale de montée en puissance de l'Occident. Cela ne l'était pas à l'échelle plus réduite du théâtre levantin où les forces des émirats arabes et seldjoukides conjuguées à celles des mamelouks d'Égypte surclassaient largement celle des petits états francs, même avec l'appoint des ordres de chevalerie et des corps expéditionnaires envoyés de temps à autres par les souverains latins sous la forme des « croisades royales ». Seule une alliance loyale et stable entre les croisés et l'empereur de Constantinople pouvait, peut-être, rétablir la balance des forces. Le conflit entre Francs et Byzantins apparaît ainsi comme une des causes de fond de l'échec des croisades.

La faille entre ses composantes « latine » et « orthodoxe » est restée au cours des siècles un facteur de vulnérabilité de l'Occident face au monde arabo-musulman. Et cela continue jusqu'à notre époque sous la forme d'alliances de revers nouées avec des pays musulmans contre la Russie, même depuis la fin de la guerre froide.

En détruisant l'empire byzantin pour le dépecer en fiefs rivaux, les croisés de 1204 n'ont fait qu'aggraver leur situation et barrer le chemin à la réconciliation. Il y avait, de toute manière, déjà longtemps que le pieux Nouredine et son successeur Saladin avaient rassemblé sous l'étendard de la foi les forces égyptiennes et syriennes, repris Jérusalem et balayé les royaumes francs²¹. Ceux-ci n'existaient plus que sous une forme résiduelle en s'accrochant à quelques places de la côte. La messe était dite. Avec des

LE CROISSANT ET LES BOULES

azymes : la chrétienté latine avait de quoi être fière ; elle s'était vengée de la rébellion de ses frères orientaux.

La gueule de bois

Reste une question. On sait ce que les Croisades ont apporté à l'Occident : une nouvelle confiance en soi qui venait renforcer la dynamique qui s'amorçait en Europe, et en prime les cerises, les pêches, les confitures et pas mal d'autres choses dont nous aurons l'occasion de reparler. Mais qu'ont-elles apporté à l'Orient ?

En premier lieu, la prise de conscience de sa vulnérabilité. À ce titre, elles marquent un tournant dans le développement historique de la civilisation islamique. C'est à partir de ce moment qu'apparaissent les interrogations qui ne cesseront désormais de hanter le monde oriental. « Qu'avons nous fait pour mériter cela ? ». Les réponses contradictoires données à cette question, « nous nous étions écartés du droit chemin de la tradition islamique et nous avons été punis par la volonté d'Allah » pour les uns, « nous n'avons pas assez compris en quoi résidait la force des Francs » pour les autres, structurent *encore aujourd'hui* le débat au sein du monde arabe et musulman. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette question et les deux amorces de réponse ne sont pas si difficiles à transposer au cas de l'Occident d'aujourd'hui, dans des termes même qui constituent la trame de ce livre.

Sans doute aussi, pour les nombreux chrétiens du Levant, le problème était de savoir de quel côté se ranger. Non pas qu'ils aient toujours pactisé avec les croisés. Ils n'étaient pas, au sein des états musulmans, dans une situation qui leur eût fait désirer à toute force d'être « libérés » par leurs coreligionnaires latins, à quelques exceptions près. C'est ainsi qu'Édesse, un émirat arménien de la Jazira menacé par les incursions des Turcs seldjoukides – déjà – s'est placée sous la protection des Francs, et en a été fort mal récompensée quelques années après, lorsque ceux-ci y ont pris le pouvoir, massacré une partie de la population et soumis le reste à une oppression qui lui a fait regretter la situation antérieure²². Si les chrétiens orientaux n'avaient pas de raisons particulières d'être hostiles aux croisés, tant que ceux-ci ne se mêlaient pas de leurs particularités doctrinales ou culturelles et qu'ils ne portaient pas atteinte à leurs intérêts temporels, ils n'avaient à l'inverse pas davantage lieu d'être enchantés de leur arrivée. Un climat de neutralité bienveillante aurait pu s'instaurer. Des chrétiens arabes ont joué des rôles d'intermédiaires entre occidentaux et musulmans, tirant

LE SANG DES CROISADES

parti du préjugé de confiance qu'ils rencontraient de part et d'autre. Plusieurs des barons francs ont épousé des chrétiennes orientales²³ et leurs descendants sont parfois restés dans le pays après la disparition des royaumes latins. Au fil des années, la situation s'est pourtant dégradée. Les chrétiens étaient soumis dans la société islamique à un statut d'infériorité parfois pénible. Ce n'est pas pour autant que leur statut était plus favorable dans ce morceau de société féodale nord européenne projeté à l'extrémité de la Méditerranée. La hiérarchie sociale reconstituée par les Francs ne laissait qu'une place subalterne à ceux qui n'avaient pas la chance d'appartenir à la caste chevaleresque. Les brimades et les spoliations entraînées par la rapacité des barons francs n'ont pas épargné les intérêts matériels des populations chrétiennes. Le conflit avec les Byzantins ne pouvait que susciter la méfiance des orthodoxes vis-à-vis des latins²⁴. Enfin, il était clair pour qui ouvrait les yeux que la politique suicidaire menée par les royaumes francs augurait mal de leur pérennité. Pourquoi prendre le parti d'étrangers qui, un jour ou l'autre, devront s'en aller ? Ne vaut-il pas mieux sauvegarder ses chances pour le moment où les musulmans reprendront le dessus ? Et puis, au moins, avec eux, ça fait quatre cents ans qu'on a mis au point le mode d'emploi pour s'arranger.

Je n'ai pas assisté aux conciliabules qui ont pu se tenir dans les communautés chrétiennes d'Orient du temps des Croisades, mais j'ai assez entendu, il y a quarante ans, mes amis de Damas évoquer les dilemmes auxquels ils avaient été confrontés dans les derniers temps du mandat français en Syrie pour imaginer ce qui a pu se passer au XII^e siècle, avec une problématique assez voisine. Certains avaient été militants du nationalisme arabe, d'autres s'accommodaient fort bien de la présence française qui avait à leurs yeux l'avantage de hâter la modernisation du pays et de l'orienter vers une voie « démocratique » et laïque. Cela ne les empêchait pas de conserver entre eux des relations cordiales, de même qu'avec les autorités du mandat français. Les nationalistes n'étaient d'ailleurs pas les derniers à traiter avec celles-ci des affaires profitables si l'occasion s'en présentait. Et tout ce beau monde causait librement. Cela ne signifiait nullement qu'il n'existait pas de fortes tensions traversant la société syrienne et sa classe politique, comme c'est toujours le cas dans un contexte dont on sait qu'il est provisoire. À la fin des années trente, la crise internationale a conduit la France à resserrer la surveillance policière par crainte d'une infiltration des mouvements nationalistes par les agents allemands. Le climat s'est alourdi. La guerre arrivant, la France a été contrainte de céder aux revendications de la Turquie et de lui abandonner le *sandjak* d'Alexandrette²⁵, territoire

LE CROISSANT ET LES BOULES

historiquement syrien et de population arabe, dont la ville principale n'est autre qu'Antioche. On y revient décidément : c'est toujours la question d'Antioche qui fait achopper les relations entre Francs et orientaux. Sans doute la France n'avait-elle pas les moyens d'une confrontation militaire avec les Turcs qui risquaient en outre, à l'occasion de ce contentieux, de se ranger aux côtés de l'Allemagne. On ne pouvait pas mieux illustrer la contradiction entre les intérêts de la France et ceux de la Syrie dont elle était la dépositaire au titre de son mandat. Bien entendu la cession d'Antioche a été ressentie comme une trahison par l'opinion syrienne y compris pour les amis de la France. Ceux-ci ont été obligés de choisir leur camp. Certains, par sentiment ou par méfiance à l'égard du nationalisme arabe, auraient tout de même voulu conserver un lien avec la France mais ils n'avaient rien à opposer à l'argument qu'ils entendaient depuis des années dans la bouche de leurs amis nationalistes : « ne compte pas sur les *Frangiyé*, un jour ils partiront et ils te laisseront tomber, tu assurerais mieux ton avenir en nous rejoignant tout de suite ». Aujourd'hui encore, le *sandjak* fait figure d'Alsace-Lorraine de la Syrie et j'ai moi-même entendu à Damas quelqu'un m'apostropher : « vous les Français, qui avez vendu Antioche aux Turcs ».

Depuis les Croisades, donc, les chrétiens d'Orient n'ont pas cessé d'être ballottés entre leur identité arabe et ce que leur héritage religieux leur fait partager avec leurs frères occidentaux. Le soupçon, jamais formulé mais toujours latent chez leurs compatriotes musulmans, que leur loyauté n'est pas aussi robuste que celle des autres citoyens les a tenus dans une sorte de statut politique « un peu moins égal » et a peut-être contribué à l'échec des projets de démocratie laïque que poursuivaient les promoteurs – musulmans et chrétiens confondus – de la « renaissance arabe » au début du XX^e siècle, échec qui a poussé par un mouvement inverse les pays d'Orient dans une voie identitaire ouverte à l'influence islamique. Mais peut-être est-ce chercher l'explication trop loin dans l'histoire : il se peut tout simplement que l'idée d'une société à la fois multiculturelle, multiconfessionnelle et *démocratique* ne soit qu'une chimère.

À part ces ferments de déstabilisation des sociétés orientales et, bien entendu, quelques monuments remarquables comme le Krak des Chevaliers, qu'ont apporté les Croisades à l'Orient ? On n'en sait rien. Il n'y a pas d'ouvrage sur ce thème. La réponse est sans doute : rien²⁶. Pourquoi ? Parce que les orientaux de l'époque n'ont rien trouvé de bon à emprunter à l'Occident. Confrontés à un dilemme similaire, les Ottomans du XIX^e siècle pouvaient répondre : « la technologie » ; les tenants de la renaissance arabe des années 1900 pouvaient y ajouter : « les formes modernes d'organisation

LE SANG DES CROISADES

politique ». Huit cents ans plus tôt, il n'était question de rien de tout cela car la supériorité technique et politique était du côté des Arabes.

Il ne faudrait pas en déduire que l'Occident médiéval ne portait en lui rien d'intéressant : s'il a pu ensuite émerger et imposer sa domination²⁷, c'est qu'il possédait sans doute derrière sa façade rustique et archaïque une force interne, une dynamique, une ambition. C'était cela justement que soupçonnaient ceux des Arabes qui s'interrogeaient sur le ressort de la victoire initiale franque. L'Orient avait trop de finesse pour ne pas avoir percé le secret qui faisait la force des Francs mais il a refusé d'adopter la recette. Et pourquoi donc ? Parce que la société arabe, fragilisée par le choc des Croisades, a senti que son état de faiblesse du moment lui interdisait d'emprunter à l'Occident un élément aussi essentiel de son identité *sous peine d'y perdre la sienne*. Cela, elle ne le voulait pas. Si, au lieu de rassembler toutes ses énergies pour expulser le corps étranger des états latins, l'Orient s'était engagé au XII^e siècle dans la voie du « métissage culturel » avec la civilisation médiévale européenne, s'il s'était laissé submerger par la dynamique sociale des conquérants, on ne parlerait peut-être plus du « monde arabe » car il n'en resterait rien.

II

Le miel de la paix et de la tolérance

L'islam est une religion de paix et de tolérance.

Cette affirmation a été si souvent répétée qu'elle en est devenue rituelle. Je ne manquerai pas, vous le constaterez, de sacrifier au rite. Ne me demandez pas si j'en suis convaincu ou non, cela n'a pas d'importance. L'important est de savoir si *vous* en êtes convaincus ou non. Quand je dis « vous », je ne m'adresse pas seulement au lecteur ; je me réfère collectivement à l'opinion générale qui a cours dans nos pays. Mon sentiment est qu'il y a encore du travail à faire avant que l'idée s'étende en-dehors des cercles médiatiques mais qu'elle fait doucement son chemin. L'opinion occidentale reste méfiante à l'égard de l'islam. Il faut dire que certains de ceux qui se réclament de cette religion, pas tous loin de là, donnent des motifs à cette méfiance.

En tout cas, que la méfiance soit fondée ou non, l'islam représente aujourd'hui – mais cela n'a-t-il pas toujours été le cas ? – un défi majeur pour la civilisation européenne.

Je me propose en premier lieu de régler leur compte à quelques mythes bien-pensants. Non pas que je veuille leur tordre le cou. Ces mythes ne sont pas sans fondement. Il convient seulement de les remettre en perspective afin de regarder les réalités en face. Deux de ces mythes sont plus particulièrement à la mode aujourd'hui : celui d'un âge d'or de la civilisation arabo-musulmane qui aurait fécondé la civilisation européenne et celui de la tolérance musulmane qu'on oppose volontiers au « fanatisme » occidental.

Mythes et âges d'or

Un mot symbolise à lui seul le mythe de l'âge d'or dans l'imaginaire contemporain : *Al-Andalous*, l'Espagne musulmane où la fêrue bienveillante des califes aurait fait éclore un monde de paix, d'harmonie et de progrès malheureusement détruit par les barbares de la *Reconquista*. Le grand avantage de cette représentation, c'est que musulmans et occidentaux – du moins certains occidentaux – peuvent y souscrire ensemble. Un mythe qui serait donc gage de réconciliation entre l'Occident et l'Islam : pourquoi pas ?

Que cela ne nous empêche pas d'y regarder de plus près en commençant par une question incongrue : *la civilisation arabe est-elle vraiment arabe ?*

Arabe, oui ; quoique ...

L'identité « arabe » est, dans les pays du Levant, un sujet sensible. Selon les occidentaux, les Arabes, partis du Hedjaz, ont envahi l'ensemble de l'Orient au VII^e siècle. L'histoire officielle enseignée dans ces pays affirme quant à elle que les populations de toute la région étaient déjà « arabes » depuis la plus haute antiquité. Est-ce vrai ? Et bien, oui et non.

A l'époque de l'Empire romain, l'ensemble des peuples du Proche-Orient – y compris les Juifs – partageait l'héritage commun de la vieille culture araméenne, toujours présent sous une hellénisation peut-être superficielle, en tout cas dans les campagnes²⁸. Tout au long de l'antiquité, les peuples de l'aire araméenne n'ont jamais cessé d'entretenir des contacts culturels, commerciaux et souvent guerriers avec la civilisation bédouine de l'Arabie péninsulaire.

La langue araméenne n'est pas si éloignée de l'arabe pour qu'on ne puisse pas faire l'amalgame. Si vous connaissez l'arabe et si vous avez vu le film controversé de Mel Gibson, *La Passion du Christ*, avec sa VO en araméen, je suis à peu près sûr que vous êtes arrivés à comprendre presque un mot sur deux des dialogues, comme lorsqu'on regarde la VO d'un film italien sans avoir appris la langue. L'écriture syriaque, variante de l'araméen en usage depuis l'Empire romain, est difficile à distinguer de l'écriture arabe pour un œil non exercé et toutes deux dérivent en effet de l'araméen ancien, lui même issu de l'écriture alphabétique phénicienne. Celle-ci s'est diffusée aussi bien vers l'ouest que vers l'est²⁹. Un simple exemple suffit à l'illustrer. Le signe phénicien correspondant au son « s » est une sorte de zébrure, semblable à ces éclairs de colère – « pour qui sont ces serpents ... ? » – qui ponctuent les bulles des bandes dessinées. On y voit le modèle du « _ » grec et du « S » latin, mais aussi, par rotation d'un quart de tour, du « _ » arabe

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

(« *sin* ») et du « _ » hébreu (« *shin* ») dont les Frères moraves³⁰ s'inspireront pour façonner le « _ » cyrillique (« *cha* »).

Là où le discours historique « arabiquement correct » en vigueur dans les pays du Levant est contestable, c'est en ce qu'il inverse l'ordre des facteurs, non pas une, mais deux fois : au niveau de la genèse de la culture arabe préislamique, puis à celui de la formation de la civilisation de l'âge d'or. Il ne s'agit pas d'une question sémantique portant sur le point de savoir si « araméen » est ou non un sous-ensemble de « arabe », à la manière dont on peut débattre, par exemple, si le provençal ou le gascon sont des branches de l'occitan ou bien des langues distinctes.

La civilisation « araméenne », ou plus exactement la civilisation née dans l'aire géographique qui deviendra plus tard celle de l'araméen, est à coup sûr l'une des plus anciennes de l'histoire de l'humanité. Elle est la matrice de toutes les grandes civilisations du Proche-Orient, *y compris celle des Arabes*³¹. Tout a commencé avec l'apparition des premières formes urbaines, la domestication des céréales et l'invention du *pain* il y a dix mille ans au nord-ouest de la Syrie, entre le cours de l'Oronte et la Méditerranée, région qui verra fleurir, quatre ou cinq mille ans plus tard, Ougarit, « la Venise de l'âge du bronze³² ». Pourquoi diable ce pays va-t-il chercher les références de sa légitimité historique dans un passé « arabe » mythique alors qu'il possède sur son propre sol tout le matériau nécessaire pour fonder la fierté d'une nation ? Et comme cela ne suffit pas, on réitère l'opération avec l'histoire de l'âge d'or.

Mes amis levantins, descendants des antiques Araméens, héritiers des Perses et des Byzantins, estiment avoir au moins autant façonné la civilisation « arabe » que les Arabes ont transformé la leur. C'est en effet à partir de la conquête de la Syrie que la civilisation arabe prend sa forme classique³³, celle qui assurera son succès pendant cinq bons siècles, celle sous laquelle elle deviendra objet d'admiration et d'émerveillement pour vos historiens et vos penseurs. Objet de nostalgie aussi pour beaucoup d'Arabes et de musulmans d'aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de nier ce qui a été l'apport essentiel des tribus bédouines : leur langue et leur génie politique.

La langue arabe, qui appartient, je l'ai dit, à la même famille que l'araméen et l'hébreu, avait été illustrée dès l'ère préislamique par une brillante production poétique. Est-ce parce que sa structure se prête particulièrement à la poésie ? Certains pensent que le système de formation des mots autour d'un squelette de trois consonnes invariables parmi lequel les voyelles permutent pour décliner les différents sens et dérivés offre une matière propice aux effets poétiques³⁴. Est-ce plutôt le produit des mœurs

MYTHES ET AGES D'OR

bédouines, des veillées au clair de lune au milieu du désert, de l'absence de repères dans une nature grandiose, qui incitent à se concentrer sur la parole ? Je ne le sais pas. Ce dont je suis convaincu en revanche, c'est que la force poétique de la langue coranique, sa puissance incantatoire, ont fait au moins autant pour la propagation de la foi mahométane que le contenu théologique du saint Livre. La langue arabe et sa poésie ont modelé l'âme des peuples où elles se sont implantées et lui ont donné ce caractère lyrique et sentimental – on pourrait dire : « romantique » – dont ont si bien joué les leaders du nationalisme arabe et sans lequel il est difficile de comprendre les vicissitudes et les incertitudes de la politique proche-orientale. J'invite ceux qui tiennent l'arabe pour une langue rauque et dure à écouter les enregistrements de Fayrouz³⁵, à admirer la modulation de la voix et la subtilité des sonorités. Quant à ceux qui doutent que les Arabes soient des grands sentimentaux, y compris en politique, je les invite à se souvenir du reportage télévisé des obsèques de Nasser en 1970, avec tout ce peuple en larmes qui avançait comme une houle dans les rues du Caire en scandant « *ya habibi Abd-el-Nasser* », « mon Nasser bien-aimé ».

Je ne saurais faire la part respective, dans l'habileté politique dont les Arabes ont fait preuve pour réaliser leurs conquêtes et consolider leur domination, de l'héritage des coutumes bédouines d'organisation du pouvoir, de la dynamique propre de la parole coranique, du génie personnel du Prophète et de l'intelligence collective de son noyau de compagnons. Lorsque Mahomet quitte La Mecque en 622, en butte à la persécution de notables que sa prédication dérange – c'est l'épisode fondateur connu sous le nom d'« Hégire » qui marque le début de l'ère islamique –, il porte ses pas vers Yathrib, la future Médine, répondant à l'invitation d'un groupe de sages désireux de faire appel à lui pour pacifier la ville, déchirée par des luttes de clans³⁶. Dans son rôle de « juge de paix », le Prophète ne s'est pas seulement reposé sur le charisme et l'autorité naturelle que lui prêtent ses biographes, il a su tirer les leçons de son échec à La Mecque – normal, direz-vous : « nul n'est prophète en son pays » – pour faire de Médine, ville où il était libre d'attaches et d'allégeances, le laboratoire d'une expérimentation sociale innovante et dégager des maximes faisant reposer l'harmonie de la cité sur des principes moraux traduits en solutions pratiques simples. Si la combinaison singulière d'élévation spirituelle, de force morale, de capacité d'organisation, de sens pratique et d'imagination conquérante qu'offre le personnage, à la manière d'un Bouddha ou d'un Socrate³⁷ qui ajouterait à ses vertus les talents d'un Napoléon ou d'un Lénine, est assez exceptionnelle pour justifier la révérence qu'il continue à inspirer à ses disciples, le schéma de son aventure n'est pas unique : on en retrouve bien des éléments avec Solon à Athènes, Calvin à Genève ou les jésuites au Paraguay. Le « génie

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

politique » de l'islam des origines pourrait ainsi être le fruit d'une réflexion approfondie nourrie d'une expérience de terrain ; ajoutez-y, si vous le voulez, une once d'inspiration divine ... Ou alors, si vous tenez absolument à le voir en sens inverse, interprétez-le comme le fait des hasards de la vie – ou des desseins de la Providence – qui ont mis un personnage d'exception dans des conditions objectives propices à l'éclosion d'une pensée féconde et diablement efficace.

Toujours est-il que les Arabes, armés du « logiciel » de contrôle social que leur avait fabriqué le Prophète, ont su l'appliquer pour rallier à leur cause les peuples qu'ils entendaient soumettre et ensuite absorber leurs talents pour les mobiliser au service d'un projet de civilisation commun. L'un des éléments essentiels de ce « logiciel », le principe coranique d'égalité entre les croyants, a permis à des Syriens, des Persans, des Égyptiens ou des Andalous de figurer dans la longue liste des penseurs, des artistes ou des scientifiques de l'âge d'or arabe, en laissant oublier leurs origines diverses. Qui se souvient qu'Ibn Sina, notre « Avicenne », le grand philosophe et savant « arabe » de l'an mil, était, non pas arabe, mais persan, ou plus exactement, tadjik³⁸ ? Il ne s'agit nullement de « brassage », encore moins de multiculturalisme comme on le dit trop aujourd'hui. Le brassage est un phénomène spontané qui peut se produire lorsque différentes cultures sont en contact. La manière dont s'est développée la culture de l'empire des califes ne répond pas à ce schéma : il s'agit plutôt d'une dynamique d'*assimilation sélective*, où les apports des différentes composantes sont triés, filtrés, au crible de la norme coranique pour concourir à l'enrichissement d'une culture *dominante* qui ne leur laisse pas pour autant la licence d'altérer ses principes de base. Ceux-ci se sont fixés une fois pour toutes dès qu'a été achevée la conquête du Levant et qu'a été réalisée la synthèse fondatrice entre l'héritage bédouin et l'héritage araméen. J'en veux pour exemple l'architecture islamique : la mosquée des Omeyyades à Damas, édifiée sur le site du tombeau de saint Jean Baptiste, intègre des formes inspirées de l'art byzantin mises au service des exigences fonctionnelles du culte musulman. Le schéma structurel mis en place à Damas a servi de modèle sans modification autre qu'anecdotique à toutes les mosquées qui ont été construites par la suite d'un bout à l'autre du monde arabo-musulman. Ce n'est donc pas pour rien que Damas fait encore aujourd'hui figure de berceau de la culture arabe et jouit d'un prestige inégalé même par Bagdad qui a pourtant été le siège du califat aux heures les plus brillantes de l'islam classique.

Je répète donc ma question : si la Syrie du premier siècle de l'Hégire a été le creuset de la civilisation dite « arabe », et si cette dernière doit tant à la

MYTHES ET AGES D'OR

culture du pays où elle a fleuri pour la première fois et à ses antiques racines, pourquoi donc les Levantins ont-ils si constamment et si haut revendiqué leur appartenance « arabe » au lieu de leur identité propre ?

Parce que les Arabes étaient leurs vainqueurs et leurs maîtres. Se déclarer « arabe », c'était se placer dans le camp des vainqueurs et pouvoir espérer accéder au sérail des maîtres, ce qui était précisément l'objectif poursuivi par la politique qui a fait leur force. En revanche, un enfermement dans leurs identités antérieures eût fait d'eux des vaincus à perpétuité. Je crois que vous me comprenez : dans l'acharnement des Français à se vouloir « latins », n'y a-t-il pas une trace lointaine du désir d'effacer de leur mémoire la défaite de leurs « ancêtres » gaulois ? Dans l'agacement que vous ressentez parfois à vous faire traiter de « Gaulois », n'y a-t-il pas le sentiment confus qu'« ils » prennent un plaisir inconscient à vous la rappeler, à faire revivre votre antique statut de « colonisés » ?

Mille et une nuits

La civilisation née dans le creuset damasquin – en français savant, on dit « damascène », mais les francophones d'Orient disent plutôt « damasquin » –, n'était peut-être justement pas assez « arabe » au goût des maîtres de l'époque pour qu'ils aient éprouvé le besoin d'en transporter le foyer en fondant une ville en terrain vierge, Bagdad, afin de mieux la perfectionner *in vitro*. L'époque de la dynastie Abbasside, illustrée par Haroun Al-Rachid, contemporain de Charlemagne, et par le recueil de contes des *Mille nuits et une nuit*, fait ainsi figure de référence non seulement culturelle, mais aussi politique, dans tout le monde arabe et musulman.

Je ne m'étendrai pas sur l'aspect culturel car nous aurons l'occasion d'y revenir. Voyons la question politique.

Les premiers califes ont manifesté très vite une remarquable capacité d'innovation en mettant en place un système administratif que nous pourrions qualifier de moderne. À une époque où l'Occident n'arrivait pas à faire revivre le modèle politique de l'empire romain – comme en témoigne l'échec de la « renaissance carolingienne » – et s'engageait dans l'émiettement féodal, le califat était déjà structuré à la manière d'un *Etat*. Cela est particulièrement perceptible dans le domaine des finances publiques, notion totalement étrangère à l'Occident médiéval. Quand on examine le système fiscal des royaumes arabes de l'âge d'or³⁹, qui combinait les impôts sur la propriété foncière, des taxes perçues aux frontières et les revenus des monopoles sur le sel, le papier, les armes et quelques autres denrées essentielles, on est frappé par la ressemblance qu'on peut y trouver

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

avec la formule napoléonienne mise au point mille ans plus tard. L'impôt foncier lui-même était assis sur une évaluation précise de la contenance et de la valeur économique des propriétés confiée à un corps de géomètres. Il n'est donc pas étonnant que le mot « cadastre », tout comme ceux de « douane », de « gabelle » et d'« arsenal », aient été empruntés à l'arabe par la langue française. À ces impositions s'ajoutait le tribut payé par les juifs et les chrétiens, une sorte de capitation dont étaient exemptés les musulmans.

L'originalité de la gestion financière des califats par rapport au contexte de l'époque ne se manifestait pas que dans le domaine des recettes fiscales mais aussi dans la manière dont leur produit était utilisé. Un système performant de comptabilité publique reposant sur un corps de fonctionnaires spécialisés – persans pour la plupart, de sorte qu'il y avait moins de chances qu'ils se coalisent avec les gouverneurs de provinces, issus des vieilles familles originaires du Hedjaz, préfiguration du principe de la « séparation des ordonnateurs et des comptables » – permettait de décentraliser la gestion tout en la contrôlant étroitement. On pouvait ainsi réduire au minimum les mouvements d'espèces, toujours problématiques en raison des distances et des risques d'attaque par des dissidents ou des bandits, les gouverneurs recevant délégation du pouvoir central pour utiliser directement les recettes locales pour les dépenses locales, de manière à ne transférer que les soldes⁴⁰. En cas d'insuffisance temporaire des ressources locales, les gouverneurs pouvaient même émettre des titres de dette publique à leurs fournisseurs pour que ceux-ci se les fassent payer par le Trésor central. Outre l'entretien d'une armée permanente, plus efficace que le système de l'*ost* qui prévalait dans l'Europe féodale, la disposition de ressources stables permettait à l'État arabe de l'époque classique d'offrir à sa population une gamme étendue de services d'utilité publique tels que l'adduction d'eau et le pavage des rues de la capitale, et même des écoles, des hôpitaux et des bibliothèques.

Je serais enclin à voir dans l'attention que les califes portaient à des besoins sociaux une conséquence de la conception du pouvoir dans la culture islamique. La légitimité du pouvoir ne repose pas sur la manière dont il a été *acquis*, fût-ce par usurpation, mais sur la manière dont il est *exercé*⁴¹. Un pouvoir est légitime dès lors qu'il est *juste*. Juste d'abord en ce qu'il doit se conformer aux maximes coraniques, mais aussi en ce qu'il fait régner la paix civile et contribue au bien-être du peuple des croyants. On peut se demander si le scepticisme que l'on observe au Proche-Orient à l'égard des notions occidentales de « démocratie⁴² » et le penchant pour des formules de « despotisme éclairé » ne trouvent pas leur source lointaine dans cette tradition.

MYTHES ET AGES D'OR

Celle-ci est toutefois porteuse de deux conséquences qui semblent avoir contribué au déclin de l'empire califal. En premier lieu la notion de « pouvoir législatif » lui est étrangère : toute la Loi étant contenue dans le Coran, il n'y a aucun besoin d'en produire d'autres et le pouvoir politique n'a pas cette mission ; il reste purement « exécutif ». Non seulement, cela ne laisse pas de place pour la « séparation des pouvoirs » au sens de Montesquieu – la seule qui existe porte sur la fonction d'interpréter la Loi, confiée aux *ulemas* –, mais, au plan pratique, le pouvoir politique se trouve privé du moyen d'agir sur la société civile en changeant les lois. C'est donc toujours, malgré les apparences, un pouvoir *faible*, dont les manifestations d'arbitraire – relevées avec complaisance par les auteurs occidentaux prompts à dénigrer le « despotisme asiatique » – ne portent que sur des questions anecdotiques. En second lieu, l'indifférence quant à la méthode de transmission du pouvoir fait obstacle à sa continuité. C'est ainsi que l'« âge d'or » de l'Islam a été relativement bref, à l'échelle de l'histoire des civilisations, puisque dès le X^e siècle, l'empire arabe tombe en décadence et s'émiette.

La civilisation arabe ne s'arrête pas sur sa lancée pour autant, mais la puissance géopolitique – et donc la capacité d'expansion – qu'elle tirait de son unité est brisée. Elle ne la retrouvera plus jamais et déjà, le reflux s'amorce avec les premières reconquêtes chrétiennes dans la péninsule ibérique et en Italie méridionale, tandis que le Proche-Orient passe sous la domination des Turcs seldjoukides et des Mamelouks. L'assurance tranquille de l'âge d'or fait place à la nostalgie et Bagdad perd son rôle de foyer culturel incontesté : le Caire et Cordoue prennent le relais, mais à une échelle plus locale.

No hay peor desgracia que ser ciego en Granada

Parmi les monuments splendides légués par la civilisation de l'Islam médiéval il en est peu qui témoignent d'autant de raffinement que ceux du sud de l'Espagne : Cordoue, Séville, Grenade surtout. La fraîcheur des ombrages de l'Alhambra, la rumeur de ses fontaines, sa fière silhouette d'acropole montagnarde, la finesse de l'architecture des palais, la délicatesse des ornements de stuc, l'harmonie des perspectives ouvertes sur les vallées et les sommets enneigés, tout enchante dans cette oasis suspendue entre deux précipices, suspendue entre deux mondes. Je n'irai pas plus loin dans l'évocation des charmes de Grenade, tant d'autres l'ont fait avant moi et mieux que je ne saurais le faire. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ce mélange rare de noblesse et de douceur de vivre excite l'imagination et ait donné

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

corps à la belle légende d'Al-Andalous, ce monde de paix, de progrès et de tolérance créé par les musulmans d'Espagne.

Dans l'Europe du VII^e siècle, le royaume wisigothique avait sans doute réalisé la synthèse la plus harmonieuse entre l'héritage de l'Empire romain et la fougue guerrière des tribus germaniques. Protégé par son éloignement, il était resté à l'abri des dernières vagues d'invasion et retrouvait une certaine prospérité. Sa capitale, Tolède, avait pris le relais de Ravenne, dévastée par les Huns, comme pôle de la vie intellectuelle et artistique du continent. C'est dire que les conquérants arabes menés par l'émir Tariq n'étaient pas en présence d'une masse barbare exigeant de grands efforts pour s'ouvrir aux bienfaits de la civilisation. Il leur suffisait, une fois le roi Rodéric liquidé, de recueillir l'héritage et d'être assez habiles pour le laisser fructifier⁴³. Ils n'avaient même pas à inventer la tolérance religieuse : elle avait déjà existé car les souverains wisigoths, qui penchaient vers l'arianisme, avaient su se faire les promoteurs d'un *modus vivendi* avec les chrétiens restés fidèles à l'orthodoxie romaine ainsi qu'avec la nombreuse communauté israélite. À ceci près qu'ils se sont subitement mis à persécuter les juifs au début du VIII^e siècle, juste avant le débarquement des armées de Tariq. Même punition, même motif : cela ne leur a pas porté chance en affaiblissant leur pays et en poussant les juifs à accueillir les Arabes en libérateurs. Les principes politiques qui avaient fait le succès de la conquête musulmane dans les pays du Levant trouvaient donc en Espagne un terrain favorable pour produire leurs plus heureux effets. Les voyageurs occidentaux qui décrivent Cordoue aux IX^e et X^e siècles pouvaient ainsi être éblouis par la prospérité des campagnes, la bonne tenue de la ville et une vie intellectuelle et scientifique florissante. Ils pouvaient en outre admirer l'efficacité d'une administration centralisée et la qualité des services publics comme il n'en existait nulle part ailleurs en Europe. Al-Andalous a été pendant quatre ou cinq siècles une des civilisations les plus brillantes que l'histoire a connues. C'est suffisant pour qu'on n'ait pas besoin d'idéaliser davantage⁴⁴.

Pour commencer à remettre les choses en place, observons que l'histoire d'Al-Andalous est loin d'avoir été un « long fleuve tranquille ». Les conquérants avaient importé dans leurs bagages les rivalités séculaires opposant les différents clans du Hedjaz et du Yémen. Celles-ci n'ont pas cessé de nourrir des luttes sanglantes et confuses pour le pouvoir ainsi que les velléités centrifuges des gouverneurs de provinces périphériques, débouchant au final sur l'éclatement du domaine califal entre une multitude de petits émirats plus ou moins indépendants, les « royaumes de *taifa* ». De la sorte, les période de paix, de « bonne gouvernance » et de floraison

MYTHES ET AGES D'OR

artistique font plutôt figure de parenthèses – assez longues toutefois – dans une histoire passablement agitée.

La vulgate contemporaine décrit Al-Andalous comme un creuset de brassage et de « métissage », ce qui lui conférait à l'évidence toute sa puissance de progrès et d'harmonie. L'idée est séduisante, mais est-elle juste ? Le fait que, plus de trois cents ans après la conquête, les chroniques s'attachent toujours à faire ressortir l'origine des acteurs placés sur le devant de la scène, lignées issues des tribus du Hedjaz, Yéménites, Berbères ou indigènes islamisés, relativise sérieusement cette image : même entre musulmans, le brassage était encore inachevé. De là à invoquer l'argument à l'appui de la thèse du caractère « étranger » de la couche dirigeante musulmane d'Espagne et, par voie de conséquence, de la situation « coloniale » où la maintenait la domination arabe, il n'y a qu'un pas ; je ne le franchirai pas : le sujet est tabou. On en sait beaucoup moins sur la manière dont les choses se passaient dans la masse des populations. Et pas davantage sur celle dont s'articulaient les relations de cette aristocratie arabe ou arabisée formant la superstructure militaire, administrative et économique d'Al-Andalous, avec les couches profondes de la société. Les chroniques, comme c'est presque toujours le cas, s'y intéressaient peu. Le joli mot de *convivencia*, qui revient sous la plume des bons auteurs pour décrire le climat particulier de cette société « plurielle », n'est pas étranger aux illusions que l'islamophilie « tendance » entretient sur Al-Andalous. On se garde en général de le traduire en français, comme pour profiter de l'association subliminale qu'éveille sa proximité phonétique avec celui de « convivialité ». Or, il n'a pas ce sens aimable⁴⁵, mais celui, plus neutre, de « coexistence ». On aimerait, bien sûr, imaginer que la cohabitation entre les communautés de l'Espagne musulmane a été toujours fraternelle et joyeuse. Elle l'a été, certes, *parfois*, du moins au sommet de l'échelle sociale : de nombreux récits en attestent. Ma petite expérience et celle, bien plus étendue, que m'a transmise la mémoire familiale de mes amis levantins, de la *convivencia* à la mode proche-orientale me font plutôt soupçonner que la déclinaison qu'en donnait Al-Andalous a bien dû être, par moments, indifférente ; et plus souvent encore, vigilante, voire méfiante.

Quant à l'incomparable « douceur de vivre » d'Al-Andalous, soyons réalistes : il devait en être de même que pour celle des années d'« avant la Révolution » évoquées par le mot célèbre de Talleyrand. Comme dans toutes les époques, c'était vrai surtout pour les membres des classes dominantes⁴⁶. J'imagine que pour les masses rurales la vie devait être un peu moins douce. Il régnait certes dans les campagnes andalouses un niveau de sécurité physique bien meilleur qu'au nord des Pyrénées ; les rendements multipliés

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

par les travaux hydrauliques réalisés à l'initiative de vizirs éclairés devaient sans doute laisser aux paysans une plus grande part du fruit de leur travail, mais je ne suis pas sûr que ceux qui avaient été dépossédés au profit des nouveaux maîtres en étaient tous enchantés, qu'ils fussent réduits à l'état de serviteurs des colons arabes ou relégués sur les pentes arides des *sierras* où ils se vengeaient en élevant des cochons⁴⁷. Pour imaginer ce qu'ils devaient éprouver, il suffit de se référer à la problématique du déclenchement de l'explosion nationaliste corse dans les années soixante-dix. À la fin de la guerre d'Algérie, le gouvernement français avait engagé un vaste projet de mise en valeur de la plaine orientale de l'île en finançant de grands travaux d'irrigation. Les terres ont été attribuées à des agriculteurs rapatriés d'Algérie qui ont bénéficié de crédits à des conditions très avantageuses pour y implanter des cultures d'arbres fruitiers et des exploitations viticoles. Ceux-ci s'étant plaints « de ne trouver aucun Corse » pour travailler sur leurs domaines – un cliché qui fait recette, n'est-ce pas ? –, ils avaient fait venir de la main d'œuvre immigrée du Maroc. Pouvait-on reprocher aux paysans corses de n'avoir « jamais rien fait » jusque-là de cette région – autre cliché bien établi dans l'opinion « continentale » –, alors que l'irrigation exige des investissements colossaux pour lesquels les moyens financiers leur faisaient défaut ? Et pouvait-on s'attendre à ce qu'ils fussent ravis d'occuper les emplois d'ouvriers agricoles qu'on leur proposait sur des terres qui leur avaient appartenu et dont on les avait expropriés au profit des nouveaux venus ? La majorité des Corses reste, pour l'instant, sceptique à l'égard des thèses nationalistes ; cela ne l'empêche pas de déplorer l'injustice qui a été ainsi faite aux intéressés et de compatir à leur amertume, sans en faire un drame pour autant. En bref, les populations autochtones d'Al-Andalous ont été tout bonnement assujetties par les conquérants musulmans à un statut de type « colonial », mais ont trouvé à s'en accommoder, comme c'est en général le cas lorsque la domination coloniale est gérée de manière intelligente, c'est-à-dire avec fermeté et retenue à la fois. L'ironie de l'affaire est que les auteurs bien-pensants qui se posent, avec une belle unanimité, en chantres de la si vantée *convivencia* andalouse font ainsi, sans s'en rendre compte, l'éloge du régime colonial.

Et quant à l'atmosphère de tolérance inégalée, elle faisait sans doute contraste avec la rigidité prévalant à l'époque dans la chrétienté latine, mais elle était toute relative à l'aune des normes d'aujourd'hui. Oui, des juifs et des chrétiens pouvaient être investis de charges importantes à la cour des califes⁴⁸ ; des évêques, des moines et des rabbins pouvaient disputer de questions de théologie avec des érudits musulmans ; cela ne signifie pas qu'ils étaient toujours à l'abri des persécutions s'ils dépassaient des limites qu'il ne leur appartenait pas de fixer et que les autorités pouvaient modifier à

MYTHES ET AGES D'OR

leur seule convenance. La chronique a ainsi retenu la mémoire de l'évêque Euloge de Cordoue, mis à mort à la suite d'un débat entre intellectuels musulmans et chrétiens⁴⁹, où ces derniers avaient franchi la « ligne rouge » en critiquant certains aspects de la doctrine mahométane, crime puni de mort selon les bienveillantes lois en vigueur dans cette heureuse contrée⁵⁰. Plus tard, lors de la période glorieuse ouverte par la reconquête almohade, chrétiens et juifs ont été poliment priés de se faire mahométans ou d'aller se faire pendre ailleurs. Bel exemple de tolérance, puisque ces « unitariens » – c'est le sens de « almohade » –, qui prêchaient l'*unité* absolue de Dieu et en tiraient sans doute des conclusions logiques sur l'unité nécessaire de la communauté, ont eu la délicatesse de ne pas pratiquer une islamisation forcée, laissant à leurs sujets la liberté pleine et entière de choisir entre la conversion, l'exil, la mort ou la déportation. C'est ainsi qu'un gros contingent de réfractaires a été expédié en Afrique du nord pour y servir comme esclaves.

En réalité, la remarquable floraison d'Al-Andalous – ou plus exactement de ses périodes fastes – est due à une conjonction heureuse de prospérité économique, de sagesse politique et de relative liberté intellectuelle⁵¹, à quoi s'ajoutait la sécurité extérieure que l'État califal pouvait assurer grâce à sa supériorité militaire. Elle ne nous paraît si miraculeuse que parce qu'on oublie trop facilement les bases matérielles et politiques sur lesquelles elle reposait. D'ailleurs, la perte du pouvoir par la caste guerrière au profit d'une élite juridico-religieuse – les « énarques » de l'époque – a été un facteur déterminant de l'effacement de l'Andalousie musulmane. Qu'importe, les légendes et les mythes n'ont que faire des caractères objectifs du contexte qui les a vu naître.

Il est sûr que si l'on s'intéressait à ce qui se cache derrière le mythe, on risquerait de trouver d'autres « Al-Andalous » dans l'histoire du monde arabo-musulman. Avec à chaque fois le même ingrédient : un pouvoir politique assez ferme pour contenir les tensions sociales et forcer communautés et confessions à cohabiter en paix, assez sage pour être débonnaire et limiter les brimades au strict nécessaire, assez pénétré de la nécessité d'assurer la prospérité matérielle des populations, assez sûr de lui pour permettre l'expression des idées et le développement des courants culturels, assez puissant pour tenir à l'écart les ingérences extérieures. Me permettez-vous d'en donner des exemples ? Vous attendiez sans doute celui d'Alexandrie autour de 1900 : mais là où on voit surtout un effet brillant et fructueux du « brassage » réalisé par ce concentré de Méditerranée, j'ai tendance à voir d'abord celui du despotisme éclairé des khédives d'Égypte. Éclairé, oui, mais par quoi ? Par les conseils bienveillants des consuls

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

britanniques, conseils d'autant plus sages et d'autant mieux suivis qu'ils étaient appuyés par la présence des régiments de sa Majesté. Hélas, cela n'a pas duré bien longtemps. Dans le portrait que nous en peint Durrell⁵², Alexandrie est déjà dans l'automne de son âge d'or, elle vit dans la nostalgie de ce qui n'est pas encore enfui, mais dont on sait déjà que les jours sont comptés.

Oserai-je un autre exemple, au risque de faire grincer des dents ? Oui, j'ose : l'Algérie de l'entre-deux-guerres, l'Algérie de la jeunesse d'Albert Camus, avec ses villes cosmopolites, sa douceur de vivre, ses joies simples, son activité culturelle intense. La production intellectuelle de l'Algérie « française » ne se limite pas à Camus et à la littérature. L'université d'Alger était un des grands pôles des études sur la civilisation arabe et islamique, illustrées par les noms de Louis Massignon, de Jacques Berque, de Charles-André Julien. C'est dans ce vivier exceptionnel que Fernand Braudel a fait ses premières armes d'historien. Il ne faut pas oublier non plus l'immense contribution des nombreux intellectuels et artistes français du dernier demi-siècle issus de la communauté juive d'Algérie, de Jean Daniel à Sacha Distel en passant par Jacques Derrida, le philosophe français « le plus lu dans le monde », paraît-il. Vous avez dit Al-Andalous ? Tout ça c'est bien beau, me direz-vous, mais l'égalité n'y régnait pas entre européens et musulmans. Non sans doute, mais pas moins que dans l'Al-Andalous des califes de Cordoue. La seule différence est que les rôles étaient inversés.

Les passeurs de lumières

Un des mérites dont on crédite l'Islam est la transmission de l'héritage gréco-latin. Selon la vulgate actuelle⁵³, sans le soin vigilant des penseurs musulmans à conserver les textes de l'Antiquité, Aristote, Platon, Cicéron et les autres seraient aujourd'hui perdus pour l'humanité. Votre fameuse « Renaissance » et l'essor de l'humanisme ne sont que des retombées de la civilisation islamique, retombées qui, au demeurant, ont mal tourné entre vos mains maladroites et cupides, puisque, chanson connue, elles ont produit les fruits vénéneux du colonialisme et de l'arrogance occidentale. En réalité, l'affaire est moins simple qu'il y paraît.

Tout d'abord, dans l'Occident médiéval, le latin – oh, pas la langue limpide et concise de Cicéron ou de Tacite – continuait à être employé et pas seulement dans la liturgie, mais aussi comme langue administrative et véhicule de savoir. L'Université enseignait en latin et, jusqu'au XIX^e siècle, le titre de docteur n'était obtenu qu'après la soutenance de *deux* thèses, dont l'une rédigée en latin. C'était aussi l'idiome international de communication, jusqu'au XVIII^e siècle où il a été supplanté dans ce rôle par le français. Dans

MYTHES ET AGES D'OR

mes années adolescentes, les professeurs nous enseignaient qu'il était incorrect d'incorporer dans nos dissertations des vocables ou des expressions en langues étrangères, mais cela ne s'appliquait pas au latin car, nous disaient-ils, *ce n'est pas une langue étrangère*. Les textes latins classiques – littérature profane comprise – étaient conservés et recopiés dans les bibliothèques monastiques, ne serait-ce que pour servir à enseigner le bon usage de la langue. On connaît à cet égard le rôle qu'ont joué les moines irlandais pour sauvegarder ce patrimoine qui a pu ainsi traverser les « siècles obscurs ». Il est vrai que les textes grecs étaient bien plus rares, sauf en Italie du sud, qui était restée sous hégémonie byzantine plusieurs siècles après la fin de l'empire romain d'Occident. Mais enfin, l'Occident n'est pas tout et nous l'oublions trop souvent.

L'Orient était de culture hellénique et n'était pas *que* musulman, même après la conquête arabe⁵⁴. D'immenses collections de textes de l'Antiquité grecque étaient conservées à Constantinople par les Byzantins qui savaient les lire – évidemment, c'était leur langue ! –, ainsi que dans les monastères qui restaient nombreux au Levant. La contribution des Arabes chrétiens à la sauvegarde du patrimoine hérité de la Grèce classique et hellénistique est au moins aussi grande que celle des intellectuels musulmans, même s'il est de bon ton de la passer sous silence⁵⁵. Du reste, parmi ces derniers, peu lisaient le grec, et ce n'est à travers les traductions établies par des érudits appartenant aux différentes confessions chrétiennes, melkites, jacobites ou nestoriens, qu'ils ont eu accès à ces textes.

Oui, *les Arabes* ont largement contribué à nous transmettre l'héritage antique. Non, *l'islam* n'en porte pas seul le mérite. Bien entendu, la tolérance dont les musulmans ont fait preuve à l'égard des chrétiens et des juifs dans les territoires conquis a établi le cadre permettant à ceux-ci d'exercer leur œuvre de conservation. Ce serait minimiser leur contribution que de la réduire à un travail de copistes. Les érudits syriaques ont aussi été à l'origine d'une production intellectuelle originale. Du reste, par rapport à leurs collègues musulmans, ils étaient, *en tant qu'infidèles*, plus à l'abri de la censure islamique – tant qu'ils ne se mêlaient pas des affaires de la religion mahométane, cela va sans dire. C'est ainsi que le théologien saint Jean Damascène pouvait exercer des fonctions de vizir auprès d'un calife omeyyade et utiliser ses loisirs à rédiger des traités chrétiens en grec et en syriaque.

Il est vrai que c'est d'abord à travers des traductions arabes que bon nombre d'ouvrages grecs, ensuite traduits en latin par des érudits arabisants, sont passés en Italie via la Sicile musulmane et l'école d'Amalfi, ou en Provence via l'Andalousie musulmane et les juifs majorquins, et ont pu

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

pénétrer dans l'Europe médiévale. On peut, par exemple, retracer assez précisément l'itinéraire par lequel les commentaires d'Aristote par Ibn Ruchd – notre « Averroès » – sont arrivés à la connaissance de Thomas d'Aquin⁵⁶. Il ne faut pas oublier, pourtant, le rôle des rois de Castille après leur reconquête de Tolède où ils ont favorisé les activités intellectuelles et notamment la traduction en latin des ouvrages grecs et arabes, tâche souvent confiée aux savants juifs.

La « transmission » de l'héritage antique par les Arabes ne portait pas sur un patrimoine de textes conservés tels quels. Les savants musulmans ne s'intéressaient qu'à des *contenus* porteurs d'un savoir qui pouvait leur être utile. Ils ne sont aucunement préoccupés de sauvegarder les originaux grecs une fois qu'ils avaient été traduits, de sorte qu'ils ont presque tous été perdus. Ils n'ont transmis aucune œuvre à caractère littéraire. Ils ne sont pas davantage intéressés aux ouvrages religieux : pour eux, la Bible n'était qu'une « falsification » produite par les juifs et les chrétiens, tout son message « authentique » étant contenu dans le Coran. Les érudits arabes eux-mêmes n'ont pas eu accès à des textes intacts en prenant possession des bibliothèques byzantines lors de leur conquête de la Syrie et de l'Égypte, mais à un *corpus* où les traces des textes d'origine s'entremêlent d'une superposition de gloses et de paraphrases produites par dix siècles d'activité des copistes grecs. Ils ont encore compliqué la situation en ajoutant leurs propres interprétations⁵⁷ avant que les traducteurs latins fassent de même. L'« Aristote » sur lequel travaillent les philosophes scolastiques n'est donc ni l'Aristote d'origine⁵⁸ – que nous ne connaissons pas – ni l'« Aristote » reconstruit par les philologues modernes en cinq siècles de travaux de recherche et de confrontation des sources à partir des manuscrits « exfiltrés » vers l'Occident au moment de la chute de Constantinople⁵⁹.

Je n'aurai pas l'indélicatesse de faire remarquer que, si des œuvres ont pu être transmises, il fallait bien qu'elles aient existé au préalable. Le mérite dont on crédite aujourd'hui la civilisation arabo-musulmane pour avoir reconnu, conservé et transmis une part du trésor de savoirs et de sagesse de l'Antiquité classique, fait presque oublier par qui celui-ci avait d'abord été constitué. Il faudrait donc faire la part, dans ce que l'Europe doit à la civilisation islamique – minorités chrétiennes et juives comprises –, entre ce qui est simplement transmis et ce qui est un apport original de celle-ci. Je ne m'aventurerai pas dans une telle analyse qui relève d'études très « pointues » dont la lecture exige une solide culture spécialisée. Je me contenterai d'évoquer deux points particuliers, mais capitaux, touchant à cette question : les savoir-faire pratiques et la contribution épistémologique. Je vous donne rendez-vous à cet effet quelques paragraphes plus loin. En attendant, je

MYTHES ET AGES D'OR

soumets à votre sagacité une question naïve. Pourquoi donc l'Occident médiéval, ou du moins la poignée d'intellectuels qui pouvait s'y intéresser, a-t-il sélectionné, parmi l'impressionnant catalogue d'ouvrages offert à sa curiosité par ses contacts avec l'Islam, ceux qui, précisément, s'appuyaient sur l'héritage gréco-latin et non, par exemple, les spéculations de théologie ou de jurisprudence coraniques pourtant produites en bien plus grande quantité ? Ne serait-ce pas, tout simplement, parce qu'il se reconnaissait dans cet héritage ?

En vérité, la théorie simplificatrice, et presque caricaturale, de la transmission de la culture antique par l'Islam « fonctionne » à la manière d'un *écran de fumée*. Elle ne sert pas seulement à occulter la contribution des chrétientés orientales et l'origine même de cette culture. Je lui reproche surtout de faire passer les Arabes pour des « copieurs » en occultant leur immense *contribution propre* aux progrès des sciences et des technologies⁶⁰.

Je ne vais pas en dresser un inventaire, ce qui a été déjà fait dans d'excellents ouvrages consacrés à ce thème⁶¹, mais seulement en rappeler quelques points clefs. On pense en premier lieu, bien sûr, aux mathématiques avec les fameux chiffres « arabes⁶² » et la numération de position qui permet d'effectuer rapidement les calculs arithmétiques⁶³, et surtout à l'algèbre, création tout à fait originale, attribuée au mathématicien Al-Khwarizmi au IX^e siècle. L'astronomie occidentale leur a emprunté d'utiles concepts de géométrie sphérique, les perfectionnements apportés à l'astrolabe – son invention est attestée dès l'époque hellénistique et attribuée à Hipparque – et a bénéficié de leurs patientes compilations d'observations astronomiques dont témoignent les noms arabes de beaucoup d'étoiles familières comme Altaïr ou Aldebaran. C'est sans doute aux domaines de la médecine et de la pharmacie que les Arabes de l'âge d'or ont fait accomplir les plus grands progrès. Pas seulement en termes de connaissances empiriques mais aussi en dégageant des notions fécondes, comme celle de *contagion* qui mettra bien longtemps à s'imposer en Occident et sans laquelle on n'aurait pas pu s'engager dans la recherche des agents infectieux⁶⁴. Il faudrait aussi mentionner la métallurgie, la chimie, la botanique, les techniques de sélection des variétés d'arbres fruitiers ou d'animaux domestiques, la distillation des essences aromatiques, la confection des étoffes et l'invention qui a sans doute le plus contribué à la modernité culturelle et politique, la fabrication du *papier*, sans laquelle on ne saurait concevoir ni instruction de masse ni bureaucratie⁶⁵. Il ne faut pas oublier le domaine des arts, surtout celui de la musique, où le violon dérive du '*oud* arabe. En bref, la liste est impressionnante.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Je m'arrêterai sur une invention arabe qui a révolutionné à *elle seule* l'économie occidentale : celle de la fabrication du sucre à partir du jus de la canne, elle-même résultat d'une sélection patiente effectuée parmi diverses espèces de roseaux endémiques des régions d'estuaire du Proche-orient, sans doute de l'Oronte⁶⁶. On connaît le goût des orientaux pour les sucreries. Il est ainsi à l'origine d'une foule d'inventions comme celle des confitures et d'une friandise appelée « *charab* », faite de neige conservée depuis l'hiver dans des caves fraîches mêlée d'une réduction de fruits et de sucre, mot d'où viennent en français « sorbet » et « sirop », de même qu'en anglais « *julep* », en espagnol « *jarabe* » et en portugais « *xarope* ». Je me plais à penser que, en initiant les Européens à la *civilisation du sucre*, les Arabes ont contribué à l'adoucissement progressif des mœurs occidentales. Et tant pis si les militants de la cause noire reprochent à la technique arabe de la canne à sucre, transmise aux Européens par les juifs espagnols, puis transportée aux Amériques, d'avoir été la cause de leurs malheurs : ça ne les empêche pas, que je sache, de se gaver de boissons gazeuses sucrées à cent cinquante grammes par litre et, si on allait par là, les occidentaux pourraient tout aussi bien reprocher aux Arabes l'une des inventions dont l'abus menace le plus leur santé⁶⁷ !

Il y a toutefois plus important encore que toutes ces découvertes, même en prenant la juste mesure de leur postérité intellectuelle et de leurs impacts sociaux : c'est l'apport *méthodologique*, sans lequel elles pourraient n'être qu'anecdotiques.

C'est un lieu commun d'affirmer que la pensée scientifique moderne trouve sa source chez les Grecs, plus précisément chez les philosophes d'Ionie dont Thalès de Milet⁶⁸ serait le premier. Certes, la curiosité pour les phénomènes de l'univers et pour les mécanismes de la pensée et des passions humaines, ainsi que la réflexion sur la nature du pouvoir et les modalités de son exercice, sont constitutives du fameux « miracle grec ». On peut ajouter que la multiplicité des observations et des hypothèses accumulées par les savants grecs – et surtout ceux de la période hellénistique – ont ouvert la voie aux grandes avancées scientifiques des Temps modernes. Mais il a manqué à la science grecque un ingrédient essentiel dont l'absence la condamnera peu à peu à tourner en rond, à « gloser et s'entregloser⁶⁹ » sans fin.

Ce dé clic, c'est dans l'Islam de l'an mil qu'il se produit. Avicenne, le premier, mettra en lumière, en étudiant Aristote et Galien, la propension des penseurs grecs, à partir d'un *corpus* d'observations pertinentes et précises mais limitées, ou même à partir de constatations presque « naïves », à échafauder hypothèses et théories, puis à développer celles-ci à travers des

MYTHES ET AGES D'OR

raisonnements abstraits⁷⁰. Les continuateurs occidentaux, ceux de l'Antiquité tardive comme ceux de la première philosophie scolastique, s'évertuent à trouver leur chemin en confrontant les auteurs, en accumulant les commentaires, puis les commentaires de commentaires, s'enferment dans un cercle vicieux sans apporter de contribution nouvelle au savoir⁷¹. La culture arabe, elle, saura accomplir la percée. Pour Avicenne⁷², il est stérile de vouloir valider les affirmations de Galien en les confrontant à telle ou telle autre *auctoritas* qui n'a fait elle-même que gloser sur Galien. Bien plus fructueux est de les confronter à l'expérience, d'imaginer de quelle manière un raisonnement théorique peut être mis à l'épreuve du réel. D'une certaine manière, cette percée est à mettre au compte de la religion mahométane, ou plus exactement, de l'empire qu'elle exerce sur la société et sur la vie intellectuelle. Pour le savant de l'âge d'or, qui se doit avant tout d'être un musulman pieux *parce que la piété est une condition nécessaire de son statut social*⁷³, la plus extrême méfiance est de règle à l'égard de tout savoir d'origine non coranique. C'est pourquoi les énoncés légués par l'Antiquité païenne ne peuvent pas être pris pour argent comptant : ils ne sont pas recevables tels quels de par la force d'*auctoritates* à qui on ne reconnaît aucune légitimité intrinsèque ; ils ne le deviennent qu'à l'issue d'un examen critique faisant intervenir l'observation directe de la nature. C'est l'origine lointaine mais décisive de la *méthode expérimentale* dont l'Occident n'esquissera la théorie que bien plus tard.

L'apport capital de la civilisation arabo-musulmane de l'âge d'or – ou plutôt, d'ailleurs, au déclin de l'âge d'or – n'est pas la prétendue « transmission » de la culture antique, ce n'est même pas l'accumulation impressionnante des savoirs et des savoir-faire – ce que nous appelons de nos jours « technologies » – c'est un apport *épistémologique*. Ce n'est pas tant la « science » que les Arabes ont léguée à l'Occident, c'est l'âme de la science, c'est l'étincelle qui déclenchera l'explosion des savoirs, c'est la sortie de l'enfermement, d'un espace clos de pensée abstraite où s'était éteinte la culture des Anciens⁷⁴.

Comparé à toutes les bibliothèques d'ouvrages antiques qu'ils ont transmises, à la somme d'observations qu'ils ont consignées, à tout le catalogue d'innovations techniques qu'ils ont introduites, c'est impalpable, mais c'est immense.

La fille aînée de l'islam

Peut-on aller jusqu'à dire que l'Europe et sa civilisation sont « filles » de l'Islam ou, à l'inverse, que l'islam fait partie intégrante de la civilisation occidentale ?

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Après tout, l'Andalousie et la Sicile, pour avoir été musulmanes, n'en sont pas moins en Europe et leur période musulmane est un chapitre brillant de l'histoire européenne. D'autre part, si on élargit la perspective et qu'on examine cette question du point de vue d'un Chinois, il est possible qu'on reste sur l'impression que Occident et Islam ne sont que deux déclinaisons d'une même civilisation exotique, un peu comme nous pouvons en avoir nous-mêmes l'impression à l'égard de la Chine et du Japon⁷⁵. Lorsque je me rends dans un pays « oriental⁷⁶ » j'y trouve des repères familiers que je ne retrouve pas en Asie du sud-est. Est-ce seulement parce que j'ai longtemps vécu en pays musulman ou en est-il de même pour un Français sédentaire ? Je n'en sais rien. Il est clair qu'à l'échelle planétaire, la civilisation occidentale et la civilisation arabo-musulmane partagent nombre de racines communes, de la tradition biblique à l'héritage de l'Antiquité méditerranéenne.

De ces racines communes, elles n'ont pas fait du tout le même usage. Il y a nombre de raisons. J'en évoquerai trois⁷⁷.

La première est d'ordre *politique*. Au moment où se constituait l'empire des califes, l'Europe s'engageait dans la voie du régime féodal. La formule impériale est plus propre à réaliser des desseins grandioses, s'il y a à la tête une vision et si elle est soutenue par une armature administrative efficace. Ce fut le cas pour les deux grandes dynasties des débuts de l'Islam, les Omeyyades et les Abbassides. Le risque pour les empires est la sclérose lorsque la vision se brouille et que la logique d'appareil cultivée par le pouvoir prend le pas sur celle de la dynamique sociale. L'empire arabe, malgré ses réalisations brillantes, n'y a pas échappé. La féodalité est, au premier degré, un système « à la petite semaine », qui semble bien peu fait pour déployer plus que des visions étriquées, purement locales et patrimoniales. On peut toutefois observer que, dans un contexte de pénurie, celui d'une société agricole ne dégagant que d'infimes surplus, la formule de la monarchie féodale est extrêmement *économe* au niveau des coûts administratifs, comparée à celle des empires centralisés⁷⁸, en déclinant à l'extrême le « principe de subsidiarité ». Les vassaux veillent sur leurs seigneuries, assez près du terrain pour se passer de bureaucratie : un notaire et un sergent d'armes leur suffisent pour contrôler un territoire de la taille d'un canton actuel. Ils « se paient sur la bête » et n'ont pas de comptes à rendre à des échelons centraux ; ceux-ci ne se soucient pas d'en recevoir⁷⁹. Le roi n'a donc pas à rémunérer une structure lourde pour l'assister et se contente d'un conseil restreint de parents et de grands feudataires. Les revenus de ses domaines propres lui suffisent donc sans avoir besoin de percevoir des impôts. A l'autre bout de l'échelle, il peut donc rester assez de

MYTHES ET AGES D'OR

surplus entre les mains des propriétaires fonciers pour qu'ils puissent être réinvestis dans les moyens de production : extension des défrichages, petits ouvrages hydrauliques, outillage, accroissement du cheptel : *grosso modo* ce qui s'est passé dans l'Europe « franque » autour de l'an mil. La formule ne reste avantageuse que pour autant que les féodaux, rois compris, mènent une vie frugale et investissent leurs surplus au lieu de les consommer. Les choses se gâtent quand ils prennent des goûts de luxe. Comment résoudre le problème ? Le mode de vie prédateur de la chevalerie occidentale ne lui permet pas d'entrevoir d'autre moyen d'accroître ses richesses, une fois que les espaces vides ont été occupés et que les paysans ont été pressurés au maximum, que de s'emparer de celles du voisin. C'est ainsi que le système féodal débouche sur une lutte concurrentielle acharnée. S'il se fige, il tend à décourager l'initiative économique. Pourquoi s'ingénier à produire des surplus qui seront confisqués par le seigneur ? Mais la logique même du système empêche qu'il reste figé. Les conflits sont permanents entre les seigneurs. Ils ouvrent des brèches dans le maillage féodal. En profitent, d'une part le pouvoir royal, et d'autre part des petits malins qui vont chercher à se tailler des espaces échappant à l'emprise seigneuriale, où leur dynamisme pourra se déployer : c'est ainsi que se constituent les villes marchandes et manufacturières « libres », tandis que s'ébauche une alliance objective entre leurs bourgeoisies et la royauté. En bref, tout sauf une situation de sclérose. Et exactement l'inverse de l'empire califal. Le contact avec le monde oriental à l'occasion des Croisades, initiant les barons francs aux plaisirs du luxe, a lui-même accéléré la déstabilisation du système féodal, et donc « dopé » sa dynamique concurrentielle propre en même temps qu'il nourrissait l'essor du commerce : qui sait si les confitures, les parfums, les étoffes de brocart et les vins de Malvoisie n'ont pas pesé plus lourd dans le destin ultérieur de l'Occident que l'héritage d'Aristote transmis par Averroès ?

La seconde raison tient à la différence des visions *éthiques* et à leur articulation avec la vie sociale. L'islam règle avec minutie les actes de la vie quotidienne et son âge d'or édifie un ordre temporel calqué sur son éthique. La chrétienté a tiré du *même* patrimoine biblique des préceptes abstraits, tout en s'organisant au Moyen-âge selon un ordre social fondé sur une éthique *en opposition complète* avec ses principes moraux. L'institution ecclésiale, elle-même partie prenante de l'ordre féodal, est bâtie sur un modèle guère compatible avec les maximes évangéliques ; avant même d'être dénoncée par Calvin – ce qui n'empêchera pas celui-ci, en tant que « guide de la révolution » de la république théocratique qu'il établit à Genève, de succomber à son tour aux tentations du pouvoir –, cette contradiction l'avait été par les promoteurs des ordres mendiants, Dominique de Guzman et

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

François d'Assise. C'est de celle-ci, bien plus que de la fameuse et trop souvent évoquée parole évangélique « rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu », que vient la différence profonde entre l'Occident et l'Islam au niveau de l'articulation de la religion avec l'ordre temporel. Rapport *de congruence* d'un côté, rapport *conflictuel* de l'autre. Ce caractère conflictuel a pour effet de reléguer les principes moraux dans le champ de la vie privée, tandis que l'ordre politique ne sacrifie aux rites de l'Église que pour mieux s'affranchir du magistère moral de sa doctrine. Un double mouvement qui, à la fois, retrouve la vieille distinction que faisaient les Romains entre *res publica* et *res privatae*, mais aussi prépare et annonce la future sécularisation des sociétés d'Occident. Bonne raison pour rester sceptique à l'égard de la pieuse prétention des commémorateurs de la loi de 1905 d'en faire l'élément fondateur d'une laïcité qui aurait vocation « naturelle » à s'étendre à nos compatriotes musulmans : si « 1905 » a pu se produire chez nous et « fonctionner », c'est parce ce n'était que l'aboutissement d'un processus engagé depuis six bons siècles et qui est *structurellement étranger* à la manière dont s'est développée la civilisation islamique. Isolé du contexte général du discours évangélique, le « rendez à César », résonne comme un appel à se soumettre au pouvoir civil et à se tenir à l'écart de ses tentations, il ne rend pas compte de la formidable puissance subversive de la doctrine chrétienne, qui sera l'un des éléments-clefs de l'évolution future des sociétés occidentales, et qui se prolongera sous une forme laïcisée à partir des Temps modernes. Bien sûr, cette maxime, qui faisait de nécessité vertu en un temps où les chrétiens étaient minoritaires au sein d'un empire païen, n'avait pas sa place dans le monde édifié sous l'impulsion d'un Prophète qui donnait mission à ses successeurs de devenir eux-mêmes César.

Si une parole évangélique pouvait mieux résumer la différence fondamentale de vision entre Chrétienté et Islam, je choisirais volontiers la réponse de Jésus à Pilate : « mon royaume n'est pas de ce monde », faisant écho à la prédication du « Royaume de Dieu » qui occupe une si grande place dans l'Évangile de Matthieu. Le message est limpide : recherchez sans relâche « le Royaume de Dieu et sa justice », mais *n'espérez pas le réaliser en ce monde* ; tous ceux qui vous le promettent ne sont que des imposteurs, des faux messies ; toutes les utopies prétendant réaliser ici-bas le Bien et la Justice absolus préparent à l'humanité un avenir de malheur. La prétention du Prophète de l'Islam de construire un ordre politique et social parfait, réalisation temporelle de l'idéal du Royaume de Dieu, est, non seulement péché d'orgueil, mais aussi *blasphème* pur et simple : Mahomet est donc bien l'un de ces « faux Messies » annoncés par l'Apocalypse ; il est pour la chrétienté médiévale, sinon une incarnation de Satan, du moins la figure *par*

MYTHES ET AGES D'OR

excellence de l'« Antéchrist ». C'est pourquoi l'art religieux chrétien de cette époque n'hésite pas à le représenter au nombre des démons dans des scènes du Jugement dernier, comme sur cette fresque d'une église de Bologne qu'il avait fallu mettre sous surveillance policière pour la protéger d'une menace d'attentat proférée par un groupuscule islamiste. Mais, me direz-vous, ce sont des vieilleries qu'il faut dépasser aujourd'hui. Qu'ont à faire nos sociétés modernes et séculières de ces arguties théologiques d'un autre âge ? D'un autre âge ? Pensez-vous que les idées de Bien et de Justice soient devenues à ce point inactuelles qu'il faille remiser au placard toutes les interrogations qu'elles peuvent soulever ? Pensez-vous vraiment que la manière dont elles se sont déclinées tout au long de l'histoire de l'Occident, d'abord sous une enveloppe religieuse, ensuite sous une forme « laïque », ne fait pas partie intégrante de votre héritage et ne participe pas intimement de votre vision du monde ? Oubliez-vous tous les tumultes des deux derniers siècles, depuis les Lumières et les révolutions, déclenchés par la lutte entre ceux qui prétendaient imposer le Bien dans une société idéale et ceux qui estimaient que le Bien, le bien absolu et définitif, est l'ennemi du mieux ? Et tout cela, alors que, en face de vous et même parmi vous, une idéologie qui prétend avoir trouvé une fois pour toutes dans un Livre la formule magique du Bien absolu, gagne chaque jour du terrain ?

Une troisième raison tient à l'empreinte du langage artistique dans l'évolution culturelle et la formation des *sensibilités*. L'islam prohibe la représentation de la figure humaine, au moins en principe car il y a de brillantes exceptions. En tout cas, il n'en fait pas usage dans son art religieux. Alors que les églises médiévales, d'une manière qui n'est pas sans préfigurer nos bandes dessinées d'aujourd'hui, déclinent en images les épisodes des deux Testaments, l'islam se confine à une abstraction qui *semble* réduire ses arts plastiques à une dimension purement décorative – je veux dire par là : privée de la capacité de véhiculer des émotions. Je dis bien : « semble », car cette lecture au premier degré est réductrice. Les combinaisons savantes de formes géométriques et de calligraphies de l'art islamique relèvent d'une algèbre dont le pendant occidental est plus à chercher du côté de la musique – on peut penser à des œuvres comme les fugues de Bach ou les *Variations Diabelli* de Beethoven – que de celui de la tradition picturale « classique ». L'assemblage des matières des *zelliges*, tantôt réfléchissantes, tantôt absorbantes, ou les reliefs finement ciselés comme dans les stucs du salon des Ambassadeurs à l'Alhambra de Grenade, s'offrent à la lumière et lui impriment une vibration qui fait d'elle l'acteur principal de la composition. On peut y voir une intention mystique d'inspiration néo-platonicienne – révéler l'unité de la lumière divine qui donne du « sens » à la diversité des « accidents » du monde matériel.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

L'intention n'est pas si éloignée de celle de l'art gothique tel que Suger en a exposé le projet⁸⁰ : c'est le vocabulaire plastique qui est différent et qui déterminera, à partir de métaphores spéculatives procédant d'un même parenté intellectuelle, des postérités divergentes. Côté occidental, il faudra attendre une époque plus récente pour que la peinture impressionniste – au sens large, de Turner à Bonnard, en passant par Monet et les « pointillistes » – et certaines tendances de l'art abstrait – on peut citer, dans des genres différents, Vasarely ou Soulages – retrouvent une vision similaire où le « sujet » est pur prétexte, quand il ne disparaît pas complètement, le vrai sujet étant *la lumière* dont l'œuvre n'est qu'un capteur ou un metteur en scène. Il y a donc bien, dans l'art islamique, production d'*émotions*, mais il s'agit d'émotions intellectuelles ou mystiques ne faisant pas appel à l'affectivité. Malgré sa subtilité, la différence est assez profonde pour que la vision du monde façonnée par le climat esthétique n'ait pas du tout le même caractère de part et d'autre.

Marx est passé de mode et on se fait traiter de ringard quand on s'y réfère ; il n'avait pourtant pas si tort en énonçant que les idées n'ont « ni histoire ni développement » : le devenir des idées est déterminé au moins autant par le terreau où on les sème que par la logique propre qui les anime. C'est ainsi que les deux civilisations, l'occidentale et l'islamique ont, en dépit de racines *partiellement* communes⁸¹, divergé *dès leurs origines* et même adopté des orientations diamétralement opposées que les retombées des Croisades ne feront que confirmer. Un rendez-vous manqué ? Peut-être, et on est libre d'en garder la nostalgie. Ou de la laisser aux poètes.

Quittons ces sphères éthérées pour descendre dans le bruit et la fureur de l'arène des batailles.

En grande partie, l'identité de l'Occident s'est forgée, ou plutôt s'est *affirmée*, par référence à un « autre » ou un « ailleurs » en qui il voyait son antithèse, et cet autre était le monde musulman. On peut même dire que *la lutte contre l'Islam* est à mettre au rang d'*événement fondateur de l'identité européenne*. Que vous l'appeliez « mythe », si cela vous fait plaisir, ne l'empêche pas d'être fondateur. Dans cette perspective, si l'Europe est redevable à l'Islam, c'est d'avoir été pour elle l'aiguillon qui a stimulé ses réactions de défense grâce auxquelles elle a pu tirer parti d'innombrables emprunts culturels, scientifiques et techniques à la civilisation islamique sans y perdre son identité. On peut, du reste, voir dans les Découvertes une de ces réactions : ce qui a donné aux projets de Christophe Colomb et de Vasco da Gama leur impulsion décisive, n'était autre que le désir de prendre l'Islam à revers afin de capter les flux commerciaux dont il tirait sa richesse et de conjurer ainsi la menace qu'il faisait peser sur l'Europe⁸². Le processus

MYTHES ET AGES D'OR

a été d'autant plus efficace qu'après que l'Europe ait achevé d'absorber les contributions des Arabes et alors qu'elle était encore en train de les digérer, les vagues successives des assauts ottomans lui ont administré assez de piqûres de rappel pour que les défenses immunitaires ne se relâchent pas. Ce que l'Europe médiévale a réussi à réaliser, absorber les savoirs de l'Islam pour achever de construire son identité et la projeter dans le futur, ressemble fort à une image en négatif du projet islamiste contemporain : emprunter à la modernité occidentale ses savoirs scientifiques et techniques afin d'en tirer de quoi renforcer l'identité musulmane et de faire revivre la gloire ancienne de l'Islam.

Tout cela va, je le reconnais, à contre-courant d'une thèse très en vogue selon laquelle l'Europe et l'Islam n'étaient nullement des adversaires. Leur opposition relèverait d'une falsification historique, du même genre que celle qui, dans *La chanson de Roland*, transforme pour les besoins de la cause les montagnards basques attaquant l'arrière-garde de « l'empereur à la barbe fleurie » en « Sarrasins ». Désolé, la question n'est pas de savoir si, oui ou non, la version des chansons de geste est « révisionniste », mais *pourquoi* la culture médiévale a élaboré une telle version, si ce n'est parce que l'Europe *se sentait* – ou se croyait – en conflit avec l'Islam. Peu importe que cette conviction ait été fondée ou non, elle est attestée⁸³ et elle a joué un rôle opératoire dans le devenir historique des uns et des autres⁸⁴. La preuve qu'ils n'étaient pas de vrais ennemis, renchérissent les défenseurs de la thèse qui ne se démontent pas si aisément, c'est que jamais les deux rives de la Méditerranée n'ont cessé de commercer et d'en tirer des profits réciproques. La belle affaire ! Où avez-vous vu que les conflits arrêtent le *business* ? Celui-ci a ses impératifs et ses motivations – le besoin de denrées qu'on n'a pas chez soi, le lucre – qui ne sauraient s'embarrasser des vicissitudes politiques. Tout au plus les guerres font monter les prix – et les bénéfices. Estimer que les luttes opposant les deux bords étaient « artificielles », c'est faire bon marché des trois siècles – du VIII^e au X^e – pendant lesquels les Européens ont vu leur territoire sans cesse rogné par les conquêtes musulmanes, c'est faire bon marché de la résistance qu'a opposée l'Orient à l'entreprise des Croisades, ce qui a donné à celles-ci un caractère différent de celui des guerres féodales sur le théâtre européen ou des rivalités entre les émirats arabes⁸⁵. Oui, la frontière entre les deux camps n'a jamais été étanche : le Cid a, par moments, mis son épée au service de l'émir de Saragosse ; oui des princes syriens ont été tantôt adversaires, tantôt alliés des royaumes croisés ; oui, les Grecs ont eux-mêmes livré la Morée aux Ottomans, mais il a bel et bien existé, sous la perspective plus vaste de la longue durée, *deux camps*. Nous pouvons juger que les deux côtés avaient tort de se faire la guerre. Et alors ? On a *toujours* tort de se faire la guerre au

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

lieu de s'arranger pacifiquement. Le hic, c'est que cela peut s'avérer impossible quand les deux bords ont des visions incompatibles de leurs « intérêts vitaux ».

L'Occident médiéval, avec sa civilisation fruste, n'a voulu voir dans l'Islam qu'une menace, alors même que le monde arabe, plus développé, plus raffiné, pouvait être singulièrement attrayant pour les esprits éclairés de l'époque parmi lesquels on se plaît à mettre en relief la figure énigmatique de Frédéric de Hohenstaufen. Faut-il voir dans ce rejet des « Lumières » islamiques par l'Occident chrétien la marque d'un obscurantisme borné ? Que dire alors du rejet des « Lumières » occidentales par les nationalistes identitaires des pays colonisés ? Même si l'ignorance et la peur irraisonnée de l'« Autre » ont joué un rôle dans le refus viscéral que l'Europe a opposé aux séductions de la civilisation arabo-musulmane, la question ne se pose pas dans ces termes. L'alternative était, soit de succomber à la fascination d'un univers plus avancé, soit de combattre pour rester soi-même. L'Occident a choisi le combat. Et il en est au final — « au final », c'est peut-être vite dit, car l'affaire est encore loin d'être terminée — sorti victorieux, malgré l'échec militaire des Croisades. C'est à ce choix, incarné par des figures aussi dissemblables que Pelayo⁸⁶, le prince asturien qui a engagé la *Reconquista*, ou Bernard de Clairvaux prêchant la croisade, que vous devez peut-être d'avoir perdu deux ou trois cents ans dans l'avancement des sciences et de la civilisation matérielle. Mais vous lui devez aussi d'être ce que vous êtes et que, semble-t-il, vous n'avez plus envie d'être, c'est-à-dire des acteurs de l'histoire au lieu d'en être les jouets. Si vous m'autorisez un parallèle osé, la France des années 1940 a, dans le fond de ses tripes de vieille nation digne et fière, refusé de se fondre dans l'ordre nazi dont elle ne pouvait pas accepter de partager les valeurs, alors même que nombre de ses notables y avaient trouvé convenance et que pas mal des bons esprits de l'époque étaient fascinés par la vitalité et la force conquérante qui émanaient de la « nouvelle Allemagne ». Tout autant que le choix de la France résistante, celui de vos ancêtres médiévaux mérite d'être respecté comme il en est de tous les choix impliquant efforts, courage et sacrifices. Et tant pis pour les bons esprits d'aujourd'hui qui font mine de le déplorer en le jugeant « obscurantiste » et « fanatique ».

Nous pouvons aujourd'hui estimer que la chrétienté médiévale commettait une erreur en se représentant l'Islam comme son antithèse⁸⁷, je dirais même un *péché* contre l'esprit du dialogue des civilisations, mais je crois que c'est un total *anachronisme*. Il est nourri de la perspective bien plus large que nous a offerte entre temps la découverte de mondes combien plus étranges, l'Asie orientale, l'Amérique précolombienne, l'Afrique

MYTHES ET AGES D'OR

traditionnelle. Nourri aussi d'un recul historique grâce auquel nous décelons, dans l'émergence de la modernité, tout ce qu'elle doit aux avancées matérielles et intellectuelles de l'âge d'or arabo-musulman. Nourri surtout par un paradigme moralisant qui prétend juger les siècles passés à l'aune des critères du politiquement correct. Mais, à l'évidence, vos ancêtres médiévaux, alors qu'ils étaient en train d'édifier leur civilisation, ne pouvaient disposer ni de cette perspective ni de ce recul. S'ils versaient – déjà ! – dans les minauderies politiquement correctes, leur « politiquement correct » à eux, celui de l'éthique chevaleresque dont la classe féodale habillait la poursuite de ses intérêts, n'était pas le même que le vôtre.

Une autre raison contribue peut-être à fausser le jugement. Comparer la société occidentale et la société arabo-musulmane à la veille des croisades, comme on a pris l'habitude de le faire depuis que l'Orient médiéval est mieux connu – et surtout mieux *reconnu* – en Europe, revient à mettre en regard deux instantanés photographiques. Cela dissimule les mouvements différents, et même diamétralement contraires, qui animent les deux univers à partir de l'an mil. L'Islam a atteint, avec la société de l'âge d'or, une forme de perfection qui représente une sorte de « fin de l'histoire ». En face, l'Europe médiévale, certes plus fruste et moins avancée politiquement, économiquement, intellectuellement et culturellement, est une société inaboutie qui cherche encore sa voie et qui situe son accomplissement dans un avenir indéterminé, la perspective eschatologique du « royaume de Dieu ». La société européenne n'a pas attendu les Croisades pour se mettre en mouvement : elle a déjà amorcé un « décollage » endogène. Dès le IX^e siècle, les rendements agricoles s'accroissent, ils auront doublé en 1200⁸⁸. Ce n'est pas le signe d'une société statique confinée dans son arriération, mais au contraire celui d'une société parcourue d'une puissante dynamique. À la limite, l'échec de la Croisade, lui démontrant qu'elle n'est pas encore mûre pour envisager une expansion territoriale hors de son aire géographique « naturelle », l'oblige à exercer sur place sa capacité de développement. Elle n'est pas mûre parce que les processus de compétition entre les différents centres de pouvoir et les entités sociales rivales⁸⁹ n'ont pas encore « cristallisé » pour atteindre un état d'équilibre. N'ayant pas d'exutoire à ses tensions, elle ne peut que les laisser se développer en interne jusqu'à ce que se produise la consolidation⁹⁰ qui sera la base de son hégémonie future.

Le contraste est total avec ce qui se passe au même moment « en face ». La doctrine islamique, en réglant le quotidien dans tous ses détails, a fourni une formule pratique de vie sociale si efficace qu'elle a favorisé un essor rapide de la civilisation musulmane et lui a permis d'atteindre, un

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

siècle à peine après l'Hégire, un état d'équilibre et d'épanouissement qu'elle ne pourra plus dépasser, non seulement parce que « l'âge d'or » réalise si parfaitement l'accomplissement de l'idéologie religieuse mais aussi parce que l'emprise de la religion sur le quotidien est si forte et si profonde qu'elle barre la route à la contestation d'un ordre social qui est en tel accord avec ses préceptes. Ce qui, peut-être, a été le facteur déclenchant de la révolution scientifique de l'Islam de l'an mil, constitue à l'inverse un facteur de *sclérose* de sa dynamique sociale. L'islam, qui a permis à la société arabomusulmane d'atteindre si vite son apogée, devient par là même le facteur essentiel de son blocage dans un état de perfection dont elle ne voudrait plus s'écarter. Lorsque les intellectuels musulmans d'aujourd'hui se rebiffent contre toute remise en cause de la « perfection » absolue de l'islam, avec un discours qui n'a pas changé par rapport à celui d'il y a onze siècles, ils ne font pas autre chose que reproduire cette logique. Dans la mesure où la religion et l'ordre social sont aussi étroitement imbriqués, la pensée religieuse elle-même se ferme à toute possibilité d'enrichissement car la moindre déviation doctrinale est perçue comme un ferment de dissidence politique⁹¹. La résistance de l'ordre social au changement s'oppose ainsi à ce que l'idéologie religieuse puisse évoluer et s'adapter à des circonstances changeantes. Lorsque des événements extérieurs, les Croisades, les conquêtes européennes, la capture de ses courants commerciaux, déstabilisent la société islamique, il n'y a rien de surprenant à ce que la réaction de celle-ci, au lieu de se lancer dans la recherche d'une nouvelle formule, soit la tentation nostalgique d'un retour à l'ordre ancien, comme l'illustrent les mouvements fondamentalistes contemporains.

Le christianisme à l'inverse ne donne pas de recette quant à l'organisation pratique des relations sociales. La société doit se débrouiller pour se fabriquer son mode d'emploi. La méthode qui s'imposera dans le contexte de confusion installé depuis la disparition des dernières structures impériales est celle de la lutte concurrentielle : luttes entre groupes sociaux et à l'intérieur de chacun d'eux pour la suprématie individuelle. C'est au fond une logique darwinienne, qui assure à chaque étape la victoire de ceux dont le mode d'existence et de fonctionnement est le plus approprié aux nécessités du moment, c'est-à-dire un processus *d'une extraordinaire puissance adaptative*. C'est joli à dire, d'un point de vue intellectuel, mais dans le concret, cela signifie que nos ancêtres en ont méchamment bavé, quatre ou cinq cents ans au bas mot. Cette hégémonie des plus forts ou des plus aptes ainsi que la manière dont ils l'exercent est en telle contradiction avec les principes chrétiens que cela crée une tension constante entre la logique sociale et l'idéologie religieuse. La chrétienté n'arrivera jamais à occulter tout à fait la contradiction ni à apaiser la tension. En témoignent les

MYTHES ET AGES D'OR

hérésies cathare et vaudoise, qui sont aussi une révolte contre la logique cruelle de cet âge de fer et de feu et contre la complaisance de l'Église officielle à son égard. Tout cela débouchera à partir du XVI^e siècle sur des mutations majeures résultant des efforts de la société pour résoudre cette contradiction : une révision de l'idéologie de l'« économie du salut » – la Réforme – puis la mise en cause des postulats religieux eux-mêmes, et donc la sécularisation de la pensée ; l'affranchissement du pouvoir d'État et de la société civile par rapport à l'idéologie religieuse et à l'institution cléricale, qui trouve d'abord sa traduction dans la formule de la monarchie absolue puis, bien plus tard, dans celle de la république laïque. La pensée religieuse est obligée de prendre ses distances par rapport au pouvoir politique et de se replier sur la sphère privée.

Ainsi, la cristallisation de l'identité européenne et l'affirmation de l'originalité de sa civilisation procèdent d'une dynamique historique *exactement inverse* de celle qu'a connue en même temps le monde islamique. Les contradictions entre la société occidentale et les principes religieux dont elle se réclamait ne lui ont pas permis d'évoluer aussi vite que la société islamique mais lui ont conféré en revanche un dynamisme, une robustesse, une résilience, qui la mettront pour quatre siècles en posture conquérante.

Ce n'est pas que je veuille minimiser la dimension géopolitique. L'Europe a non seulement construit son identité à partir de principes totalement opposés à ceux de l'islam, mais aussi par la délimitation et la consolidation de son aire territoriale à travers un affrontement avec l'Islam, arabe d'abord, ottoman ensuite. L'enjeu était l'hégémonie sur le monde euro-méditerranéen. Mais il faut observer que l'Europe n'a plus jamais connu, depuis la fin de l'Empire romain, une unité de son cadre politique qui aurait pu être en soi porteuse d'identité⁹². Ce qui laisse à penser que l'opposition entre l'Europe et l'Islam – opposition millénaire, bien antérieure à la modernité – est d'abord celle de *deux logiques opposées des rapports de la religion avec l'ordre social*.

C'est pourquoi, on peut bien invoquer, dans la floraison intellectuelle du XIII^e siècle européen, avec la redécouverte d'Aristote par ses philosophes, la conception de ses cathédrales et de ses universités, le luth de ses troubadours, ce qu'elle doit aux idées et aux savoirs empruntés aux Arabes, les logiques des deux cultures sont trop antinomiques pour qu'on puisse en gommer les différences afin d'en faire deux simples volets d'une prétendue « civilisation commune ». C'est comme si on disait que la Chine, parce qu'elle a emprunté aux occidentaux la machine à vapeur, la mécanique quantique et le marxisme, était « fille de l'Occident ». Si la Chine a pu rester

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

elle-même, malgré les vicissitudes et les malheurs que son contact avec l'Occident a entraînés, c'est parce que son identité, qui s'était forgée deux bons millénaires avant l'émergence de l'Occident, était robuste et cohérente. Si l'Europe a pu assimiler ses emprunts à la civilisation arabe sans y perdre son identité, ni même sans l'altérer, c'est parce qu'elle était engagée dans une dynamique ascensionnelle, qu'elle avait relevé le défi géopolitique et que la menace militaire de l'Islam était contenue.

Alors, quand la constitution espagnole reconnaît l'héritage qu'elle tient des siècles de présence musulmane sur son sol, c'est un effort sympathique pour tendre la main à ceux qui n'ont pas renoncé à la restaurer. C'est aussi une évidence au regard des témoignages éclatants que celle-ci a laissés dans les paysages et les villes de la péninsule. Mais c'est faire bon marché des six siècles de *Reconquista* qui ont forgé dans la douleur l'identité nationale du pays. Lorsque les rédacteurs de la « constitution » avortée proposée aux Européens se sont interdit de faire mention en termes explicites de l'héritage judéo-chrétien, en dépit de son rôle fondateur dans leur identité *commune*, sous prétexte qu'il faudrait alors, par raison de symétrie, y faire aussi figurer une référence à l'héritage islamique, on peut penser qu'ils ont commis, au minimum, une sérieuse erreur de perspective.

Une si douce tolérance

La fameuse et légendaire « tolérance » de l'Empire ottoman et, plus largement, du monde musulman est aujourd'hui une des figures imposées du discours bien-pensant. Cette vulgate mérite d'être remise en perspective.

Pour commencer, je vous invite à observer que la question de la tolérance religieuse en terre d'islam, y compris dans l'Empire ottoman, est presque toujours évoquée sous un seul angle : l'attitude *des autorités* vis-à-vis des communautés *non musulmanes*. C'est très réducteur car cela conduit à passer sous silence deux aspects au moins aussi importants.

Celui du comportement des populations de base vis-à-vis de ces communautés, qui a été, en mainte circonstance, spécialement dans des situations de crise, bien moins aimable, au point que les autorités ont souvent été obligées d'intervenir pour protéger les minorités « infidèles » de la vindicte populaire ; pas pour des raisons « humanitaires », certes, mais juste pour sauvegarder l'ordre public. On en voit un exemple tout à fait actuel en Égypte, avec les pogroms visant les coptes dans la région d'Assiout.

Celui, aussi, de la manière dont les empires musulmans se sont employés avec constance à réprimer les déviances internes relatives à la doctrine et à la pratique islamiques. Il suffit de citer à cet égard les persécutions sanglantes dont les chiites ont été victimes sous le califat abbasside – et dont l'impasse politique actuel en Irak est une suite lointaine –, ainsi que le souci des sultans ottomans de faire prévaloir avec la plus extrême fermeté l'orthodoxie sunnite chez leurs sujets mahométans⁹³. Je ne développerai pas ces deux points, car je n'ai rien à ajouter à ce qu'ont déjà écrit nombre de bons auteurs sur le sujet, ni sur le plan des faits historiques, ni sur le plan de l'analyse et de l'interprétation.

Je me limiterai donc à la question classique de la tolérance manifestée par les pouvoirs islamiques au bénéfice de leurs « protégés » chrétiens et juifs. Celle-ci n'était en rien le résultat d'une position idéologique ou d'une posture morale à la manière actuelle. Elle devait tout, en revanche, à un calcul politique rationnel.

Des empires et de la tolérance

La tolérance n'est peut-être pas une obligation évidente pour sauvegarder la cohésion des grands empires. Beaucoup de ceux qui ont tenu ont certes adopté cette voie : c'était déjà le cas de l'empire romain, qui a fonctionné longtemps comme la superstructure militaire d'une confédération de cités et de principautés gardant une grande autonomie à l'intérieur de

leurs limites. Le *Raj* britannique en Inde⁹⁴, l'empire dynastique des Habsbourg d'Autriche, du moins à partir du sceptique Joseph II, ont, eux aussi, adopté la voie de la tolérance. Mais pas tous : la Chine, l'empire espagnol d'Amérique, ont joué la carte de l'homogénéité : ethnique, culturelle et administrative dans le cas de la Chine ; religieuse, linguistique et administrative dans le cas des possessions américaines des Habsbourg d'Espagne. Si l'on analyse les différences entre ces deux postures, on pourra trouver toutes sortes d'explications tenant au tempérament des peuples, à l'existence de cultures ou de traditions plus ou moins fanatiques, tout ce que l'on voudra. Et pourtant, s'agissant d'une question politique, je crois qu'on passe à côté de l'explication véritable si on ne se livre pas à un raisonnement de nature *politique*. Or l'approche politique passe toujours par la perception des *rapports de forces*.

On oublie trop souvent quels étaient les équilibres démographiques et confessionnels dans l'Empire ottoman, et surtout dans ses différentes composantes, car il était loin d'être homogène à cet égard. Si l'on se situe peu après 1815, une période de pause avant l'accélération de sa décadence et du rétrécissement de son périmètre géographique, les populations chrétiennes représentaient entre trente et quarante pour cent de sa population totale, selon qu'on inclut ou non l'Égypte, théoriquement toujours vassale de Constantinople⁹⁵, mais bénéficiant d'un statut « d'état associé » dirigé par des gouverneurs héréditaires largement maîtres de leur politique.

Échec aux bachi-bouzouks

Parmi les provinces européennes, la Grèce, la Bulgarie, la Valachie, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie méridionale – région qu'on appelle aujourd'hui le Kosovo –, la Crète et Chypre restaient, plusieurs siècles après la conquête turque, fermement attachés au christianisme orthodoxe. Seule l'Albanie, réservoir où la Porte recrutait ses capitaines et ses administrateurs les plus fidèles et les plus talentueux, était en majorité musulmane, tandis la Bosnie-Herzégovine, la Thrace, la Macédoine et la Dobroudja possédaient d'importantes minorités d'origine turque ou converties à l'islam.

Constantinople, la capitale de l'empire, était quant à elle une métropole cosmopolite. On y trouvait en plus des chrétiens indigènes d'origine grecque ou bulgare, de nombreux représentants des chrétientés orientales, des Arméniens aux Coptes en passant par les émigrés du Mont Liban, ainsi que des catholiques latins, souvent établis depuis plusieurs générations soit pour travailler dans les succursales des maisons de commerce génoises ou vénitiennes, soit pour servir dans la bureaucratie impériale qui leur confiait volontiers les tâches d'administration financière

UNE SI DOUCE TOLERANCE

des provinces balkaniques. Tous ces « Phanariotes », nom tiré du quartier du Phanar où leurs communautés avaient concentré leurs institutions, églises, couvents, écoles et consulats, formaient le milieu fréquenté par les visiteurs occidentaux. Même s'ils étaient loin de constituer l'essentiel de la population de l'Istanbul ottomane, ils contribuaient à l'image d'une Constantinople « européenne » dont la mémoire s'est conservée jusqu'à nos jours. D'autant plus que les ambassadeurs représentant la Porte à Paris, à Londres et dans quelques autres capitales, lorsqu'ils n'étaient pas phanariotes, pouvaient aussi bien être des aristocrates italiens, hongrois ou russes, que la disgrâce d'un autocrate, les dettes de jeu ou les intrigues d'alcôve avaient contraints à s'exiler pour se faire mercenaires à son service.

– Et les bachi-bouzouks, que viennent-ils faire là-dedans ?

Oh, pas grand-chose : c'étaient juste des milices levées par les Turcs dans les Balkans pour trancher la gorge aux réfractaires à leur tolérance, avant de faire dévorer leurs cadavres par des chiens affamés. On n'est jamais assez sévère avec les ennemis de la tolérance, tonnerre de Brest ! La preuve, c'est qu'il y a encore des sceptiques. Les bachi-bouzouks ont sans doute été trop doux.

Ni turque, ni musulmane

La Turquie d'Asie, quant à elle, se partageait en trois sous-ensembles : l'Asie mineure, la « Syrie » et l'Arabie péninsulaire.

L'Asie mineure, dont le contour est à peu près celui de la partie asiatique du territoire de la Turquie actuelle, n'était pas comme aujourd'hui un bloc mahométan.

Les Grecs, majoritaires dans certains cantons de la côte de l'Égée, avaient fait de Smyrne, la plus occidentale des « échelles du Levant », leur métropole commerciale et culturelle. En outre, jusque dans les localités de l'Anatolie profonde, de petites communautés grecques s'adonnaient au commerce de gros et de détail. Cette situation a perduré jusqu'après la Première guerre mondiale ; en 1914, Smyrne comptait plus de population grecque qu'Athènes tandis que deux mille écoles grecques étaient en activité dans l'ensemble de l'Asie mineure⁹⁶. Tout cela a été balayé en 1922, en partie de la faute de la politique d'expansion territoriale menée par le gouvernement de Venizelos, d'abord appuyée de façon irréfléchie par les Alliés occidentaux avant que ceux-ci l'abandonnent à la vindicte des nationalistes turcs.

L'espace compris entre la Cilicie et la frontière avec la Russie et la Perse, comprenant le bassin supérieur du Tigre et de l'Euphrate ainsi que les

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

hauts plateaux qui l'entourent, zone bien plus vaste que ce que les atlas modernes désignent sous le nom d'Arménie turque, était peuplé de paysans chrétiens, la plupart arméniens, mais aussi assyriens et syriaques jacobites, que j'ai entendu qualifier de « Kurdes chrétiens », appellation dont je ne suis pas sûr qu'elle était pertinente et qui suscite aujourd'hui un froncement de sourcils intrigué.

Le génocide arménien ne se réduit pas à la campagne d'extermination de 1915, qui n'a été ni la première, ni la dernière. On ne peut pas l'imputer aux seules circonstances politiques de la Grande Guerre et aux craintes d'une collusion des Arméniens de Turquie avec leurs frères de Russie. Il a en effet été constitué d'une succession de massacres qui se sont déroulés entre la fin du XIX^e siècle et les années 1920, *sous trois régimes différents*, celui du sultan Abdul-Hamid, celui des « Jeunes Turcs » d'Enver Pacha et celui d'Atatürk qui a fini le « travail », témoignant d'une extrême persévérance dans la volonté exterminatrice. On n'en prend pas la juste mesure si on ne tient pas compte de l'étendue des régions d'où la présence arménienne – en même temps que celle des autres chrétiens – a été effacée pour toujours. La conduite des opérations a été d'autant facilitée que le pouvoir turc a confié la sale besogne à des milices kurdes pour qui l'enjeu était à l'évidence territorial. C'est ainsi que les régions qui connaissent aujourd'hui l'activité sécessionniste kurde ne sont pas une terre historique du peuple kurde : elles ont été arrachées il y a moins de cent ans par le massacre et l'exil forcé à une nation constituée depuis dix-sept siècles. Il me semblait utile de le préciser car, si je trouve humain de compatir aux souffrances qu'endurent aujourd'hui, à titre individuel, beaucoup de Kurdes, on est, en revanche, fondé à être plus réservé à l'égard de la « cause » kurde en tant que telle. Passons sur cette question, car il ne s'agissait que de rappeler que l'est de l'Anatolie n'était autrefois *ni turc ni musulman*.

Reste enfin, parmi les régions allogènes du sous-ensemble anatolien, la partie orientale du littoral méditerranéen, qu'on appelle la Cilicie et qui a pour chef-lieu Tarsus, la ville natale de saint Paul. Cette plaine fertile aux étés torrides était, à l'époque ottomane, surtout peuplée d'arabophones. Si j'en crois ce qu'un vieux professeur originaire de là-bas m'a chuchoté à l'oreille lors d'un dîner dans une université turque, en s'assurant bien que ses collègues n'entendaient pas, elle l'est encore « un peu ». Il est difficile de savoir à quel point car l'usage public de cette langue y est proscrit. D'ailleurs, la plupart de ceux qu'on qualifiait de « grecs orthodoxes », sans doute parce qu'ils parlaient arabe à la maison, français à l'école, syriaque à l'église et turc dans la rue, en ont été chassés entre 1915 et 1923, du moins ceux qui n'avaient pas été égorgés avant d'avoir pu faire leurs bagages,

UNE SI DOUCE TOLERANCE

comme ce fut le cas du grand-père paternel de mon épouse, tué en 1915 par les Turcs dans la même fournée que les Arméniens, nombreux eux aussi dans la région.

Contiguë à la Cilicie, et comme elle de tradition à la fois arabe et chrétienne, se trouve l'enclave d'Antioche. Là, bien que cette région soit retournée en 1939 sous administration turque, on est déjà, du double point de vue géographique et historique, dans le sous-ensemble « syrien ».

Entre mer et déserts

Le terme de « Syrie » désignait à l'époque une aire bien plus vaste que celle de l'actuelle République Arabe Syrienne. Il s'appliquait à l'ensemble des terres s'étendant entre l'Égypte et la Mésopotamie, englobant donc non seulement la Syrie et le Liban d'aujourd'hui, mais également une bonne bande du territoire turc actuel au nord et à l'ouest d'Alep, la Palestine, les régions occidentales de la Jordanie. La forme de cette région sur la carte, ses ressources hydrauliques et l'ancienneté de sa civilisation agricole lui ont valu l'appellation de « croissant fertile ». Est-ce l'héritage commun de l'antique tradition araméenne, ou est-ce au contraire son caractère multiculturel, affirmé et assumé, contrastant avec certains des blocs voisins, qui en détermine – ou plutôt « déterminait », jusqu'à l'intrusion du corps étranger qu'y constitue le sionisme – la forte unité historique ? Unité d'ailleurs paradoxale, car elle ne s'est jamais concrétisée dans une construction politique durable, comme si cette même diversité s'y était toujours opposée à l'émergence d'une puissance politique *indigène* capable de mettre en échec les convoitises rivales des voisins hittites, mésopotamiens, égyptiens, perses, sassanides, bédouins, turcs, sans parler des impérialismes à plus grand rayon, macédonien, romain, franco-normand, mongol, français, russe, britannique et, aujourd'hui, américain. A l'époque ottomane donc, ce sous-ensemble « syrien » devait compter entre un quart et un tiers de populations chrétiennes, avec des concentrations supérieures dans les principales agglomérations urbaines telles que Damas et Beyrouth, et dépassant les cinquante pour cent dans les fiefs historiques du Mont Liban ou de la ville d'Alep – encore que, pour Alep, cette proportion n'a été atteinte que dans les années 1920 du fait de l'afflux de réfugiés des régions frappées par le génocide.

Le troisième sous-ensemble de la « Turquie d'Asie » comprenait d'un côté l'Arabie péninsulaire, où l'élément chrétien était inexistant de sorte que les gouverneurs ottomans veillant paresseusement sur le Hedjaz, le Yémen, les rives du golfe Persique et même la lointaine Érythrée, n'avaient pas à se poser la question de la politique à mener à son égard ; de l'autre côté, en

Basse Mésopotamie, de Bagdad à Bassora – la Haute Mésopotamie⁹⁷ faisant, elle, partie de l'aire « syrienne » –, ce n'étaient pas tant les communautés chrétiennes, anciennes et vénérables, mais peu nombreuses, qui mettaient à l'épreuve la capacité de tolérance de l'Empire, que la majorité chiite avec son islam doloriste et théâtral encadré par un clergé affirmant son indépendance face à la fonction spirituelle du sultan-calife de Constantinople.

Si on laisse de côté l'Égypte, en raison de son appartenance incertaine à la juridiction de la Porte, le reste de l'Afrique méditerranéenne alors sous domination ottomane, Libye, Tunisie et Algérie, se vantait d'être totalement « pur » de toute présence des infidèles chrétiens.

Sépharades et « juifs arabes »

À côté des chrétiens, existaient évidemment les communautés juives. Là encore, la situation était contrastée. À Constantinople, Smyrne et Salonique, qui abritaient les plus importantes implantations sépharades ainsi qu'en bien d'autres localités balkaniques comme Sarajevo ou Plovdiv, les juifs formaient certes une minorité d'autant plus voyante qu'elle pratiquait encore le *ladino*, ou judéo-espagnol, mais cette minorité était immergée au sein d'un ensemble où les Turcs musulmans n'occupaient qu'une place limitée. En « Turquie d'Asie » et en Afrique du Nord, les communautés juives, qu'elles fussent indigènes comme les « *Bagdadis* » ou les juifs berbères de Djerba et du sud algérien, présents depuis l'empire romain, ou d'origine sépharade comme beaucoup de celles d'Alger, de Tlemcen ou de Tunis, avaient adopté la langue, le costume et les habitudes arabes et se fondaient dans la masse, au moins aux yeux des occupants ottomans.

Reste une question : si les Arabes d'abord et les Ottomans ensuite ont fait preuve de tolérance à l'égard des chrétiens en raison d'un calcul politique basé sur le rapport de force numérique, quel était le calcul vis-à-vis des juifs ? En particulier, lors de l'accueil par l'empire ottoman des juifs chassés d'Espagne en 1492.

Pour commencer, les musulmans n'ont pas pour le culte mosaïque l'aversion que leur inspire la religion chrétienne – et réciproquement d'ailleurs : nombre de dogmes et de pratiques du christianisme sont des abominations aux yeux de certains juifs pieux qui trouvent en revanche ceux de l'islam plus acceptables. Les juifs sont circoncis, ils ne mangent pas de cochon et ils sont monothéistes. La circoncision, d'accord : cela vient des racines bibliques communes à l'islam et au judaïsme et c'est justement le point sur lequel portait le débat entre les tout premiers chrétiens qui ont

UNE SI DOUCE TOLERANCE

résolu d'en dispenser les « gentils » qui voulaient se convertir. On peut dire ce qu'on veut en Occident sur les « religions du Livre », pour un musulman convaincu, il n'est pas convenable qu'un incirconcis se prévale du Livre. Donc, un point pour les juifs. Quand on connaît l'horreur des musulmans pour le cochon et pour ceux qui en mangent – même si certains boivent de l'alcool, il est excessivement rare qu'un musulman accepte d'absorber, de toucher, voire de regarder, du porc⁹⁸ – le fait que les juifs s'interdisent cette déplorable pratique⁹⁹, c'est un deuxième bon point pour eux. Reste le monothéisme. Les chrétiens *se croient* monothéistes mais les musulmans ne partagent pas cette opinion. Ils sont en effet très perplexes quant aux implications du dogme de la Trinité, avec ce Père qui est aux cieux, ce prophète Issa qu'on dit non seulement fils de Dieu, mais Dieu lui-même et, comme si ce n'était pas assez compliqué comme ça, il faut encore avaler cette bizarrerie d'Esprit-saint dont les chrétiens font une personne distincte, alors qu'il serait si simple de convenir que c'est juste un autre nom de Dieu. Quant au culte marial, il aboutit, chez beaucoup de catholiques pieux, à l'apparence d'un panthéon de quatre divinités, trois dieux et une déesse, quand ce n'est pas la « déesse » qui fait figure de divinité principale, entourée et servie par des divinités masculines, comme on le voit sur le retable du *Couronnement de la Vierge* d'Enguerrand Quarton exposé au musée de Villeneuve les Avignon¹⁰⁰. Et je ne parle même pas de la ribambelle de divinités secondaires à qui ils marmonnent des oraisons qui ne sont que blasphèmes, de saint Georges à sainte Rita en passant par saint Antoine. Voilà qui clarifie les choses : ces gens là sont en réalité des idolâtres et des polythéistes. Alors, quand les chrétiens « tendance » viennent servir leur discours sur les bienfaits de l'entente entre les « trois grands monothéismes » – naturellement, je parle des chrétiens occidentaux, les orientaux étant plus réservés quant aux *shows* interconfessionnels et autres repentances –, on penche la tête, on lève les yeux au ciel d'un air inspiré et on soupire en mettant la main sur le cœur, juste pour ne pas leur faire de peine, parce qu'en Islam on est des gens polis, mais on ne peut pas les prendre au sérieux. Avec les juifs, en revanche, pas de problème : nickel-chrome les juifs, question monothéisme. Troisième bon point. Et c'est pourquoi les juifs sont des gens beaucoup plus fréquentables, et qu'on peut les tolérer, *même quand ils ne sont pas assez nombreux et puissants* pour qu'on soit obligé de composer avec eux. Du moins jusqu'à ce que l'irruption du sionisme ait gâté l'ambiance.

Et puis, il y a des intérêts économiques et stratégiques. A la fin du XV^e siècle, les juifs d'Espagne formaient une communauté prospère, instruite et dynamique. Quand ils furent bannis en 1492 par l'édit des Rois catholiques¹⁰¹, ils ne s'exilèrent pas tous en terre d'islam. Certains purent

s'installer au Portugal et s'y investir dans les entreprises coloniales. Lorsque le Portugal tomba entre les mains de Philippe II d'Espagne trois-quarts de siècle plus tard et que celui-ci étendit à sa nouvelle possession les lois anti-juives, ils reprirent le chemin de l'exil. Quelques uns vinrent s'établir à Bayonne en y implantant l'art du chocolat¹⁰². Une forte communauté rallia Amsterdam et y transféra les intérêts qu'elle détenait dans le commerce des Indes, enclenchant ainsi le fameux « siècle d'or » de la Hollande¹⁰³. Lorsque le souverain ottoman décida d'offrir l'asile après 1492 à un important contingent de juifs espagnols, il était certainement conscient du potentiel dont ils pourraient faire bénéficier leur terre d'accueil, s'ajoutant au capital que représentaient les liens commerciaux qu'ils avaient tissés de l'Afrique du nord à l'Italie et aux Flandres. Les juifs apportaient également la connaissance et la compréhension des mœurs des occidentaux, de leurs méthodes de gouvernement, de leurs circuits économiques, de leurs codes sociaux, de leurs rivalités politiques, ce qui était une contribution précieuse au moment où Constantinople était si fortement engagée dans sa guerre de conquête en Europe, tandis que les épreuves qui leur avaient été infligées par ordre de leurs Majestés catholiques garantissaient leur loyauté vis à vis du Sultan. Il y avait donc tout avantage pour l'Empire à faire une place aux juifs, d'autant plus que leur petit nombre et leur culture de minoritaires écartaient le risque de les voir se mêler des affaires du pouvoir.

Si l'histoire des sépharades ottomans s'est, pour beaucoup, terminée tragiquement, c'est à cause de l'occupation allemande des Balkans pendant la seconde guerre mondiale. La mémoire collective de la communauté juive a occulté les tracasseries et les persécutions mineures que les Turcs ne pouvaient pas s'empêcher de lui infliger, tant cela pèse peu en regard des horreurs perpétrées par les nazis, de sorte qu'elle conserve des quatre siècles passés sous la « protection » des sultans un souvenir teinté de nostalgie. Le paradigme de la « tolérance ottomane » et, plus largement, de la « tolérance musulmane » doit certainement beaucoup à cette nostalgie. Les chrétiens arabes, qui peuvent difficilement effacer de leur mémoire ce qu'il est advenu de leurs frères arméniens et grecs ainsi que de beaucoup des leurs au début du XX^e siècle, revendiquent plutôt le droit d'être sceptiques. Et plus d'un parmi eux pense que vous seriez bien inspirés de l'être aussi, mais la condition qui est la leur dans les pays d'Orient est bien trop exposée pour qu'ils se risquent à l'exprimer à haute voix.

Tolérance à géométrie variable

Ainsi, à l'exception notable du cœur anatolien où Grecs et Arméniens formaient des minorités exposées au sein d'une masse turque, *nulle part*

UNE SI DOUCE TOLERANCE

dans l'empire les populations turques ne se trouvaient en position dominante. Dans les Balkans – à l'exception de l'Albanie et de quelques cantons de Macédoine – les éléments non musulmans, chrétiens et juifs, formaient l'écrasante majorité de la population. En « Syrie », les chrétiens, sans être majoritaires, étaient trop nombreux et trop intégrés aux autres communautés de la population arabe pour que le pouvoir ottoman puisse les persécuter sans que cela apparaisse comme une atteinte par les « Turcs » aux droits des « Arabes ». En Afrique du Nord et au Yémen, les minorités juives étaient immergées dans une masse arabe ou arabisée au sein de laquelle les Turcs faisaient figure – sauf peut-être dans la régence de Tunis – de corps étranger, et qu'ils avaient déjà bien du mal à tenir en respect. Ils se contentaient donc de prélever le tribut et, pour le reste, de laisser les populations locales vivre leur vie.

Il était en effet difficile, avec les moyens dont disposaient les pachas ottomans de l'époque, d'assurer le maintien de l'autorité impériale en cas d'épreuve de force ; le sens commun, la simple prudence et l'intelligence des nécessités d'une bonne administration leur commandaient d'en éviter le risque. Même s'ils n'avaient pas d'états d'âme à faire usage de brutalité, quand il le fallait et quand ils le pouvaient¹⁰⁴, le rapport de forces les obligeait en effet la plupart du temps à la retenue. A une époque où il n'y avait pas de blindés, pas d'armes automatiques, pas d'hélicoptères de combat et pas de télécommunications ni de moyens de transport rapides pour acheminer des renforts, les effectifs limités qui tenaient garnison dans les Balkans et en Syrie étaient bien incapables de faire face à d'éventuelles insurrections des grands centres urbains, d'autant plus que les usages de l'Orient font – encore aujourd'hui – de la détention privée d'armes de guerre une obligation sociale pour tout homme qui se respecte. Certes, personne ne doutait vers 1815 que les forces de l'empire finiraient par avoir raison de toute sédition¹⁰⁵, de sorte que les citoyens renonçaient à se soulever, mais jusqu'à un certain point. Les épisodes de répression violente étaient alors sporadiques et séparés par de longues périodes où les autorités laissaient les populations en paix, se contentant de petites tracasseries quotidiennes, du genre que connaissent bien ceux qui ont fréquenté les pays du tiers-monde, où tout fonctionnaire investi d'une parcelle de pouvoir est en permanence à l'affût de l'occasion de le monnayer.

Les Arméniens étaient plus vulnérables car plus dispersés dans un pays peu urbanisé. La mise en échec du génocide de 1915 en Syrie illustre bien ce contraste. Un gouverneur ottoman d'Alep¹⁰⁶ refusa d'exécuter les ordres lui prescrivant de massacrer les Arméniens ; il semble, et c'est tout à son honneur, que c'est pour des raisons morales qu'il avait pris sur lui de

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

s'opposer à cette infamie, au risque d'un châtement terrible. Pourtant, une fois ce fonctionnaire destitué et remplacé, les autorités turques ne se montrèrent pas beaucoup plus « performantes » à l'encontre de la communauté arménienne d'Alep et des autres métropoles de Syrie, alors même que des massacres affreux se déroulaient dans les déserts voisins¹⁰⁷. Pourquoi ? Leur haine anti-arménienne s'arrêtait-elle aux remparts d'Alep ? Certainement pas. Les Turcs n'avaient aucune peine à massacrer les Arméniens capturés en Anatolie qu'ils tenaient déjà à leur merci, tandis que, pour s'emparer de ceux des villes syriennes, ils pouvaient craindre que leurs garnisons ne fassent pas le poids face à une communauté compacte forte de cent mille âmes, et des âmes guerrières, qui plus est. La politique ottomane se conformait ainsi à une maxime pragmatique : quand le rapport de force est à votre avantage, opprimez, massacrez même si ça peut vous déjouer ; sinon, composez.

Ce n'est donc nullement par amour de l'humanité ou par « respect de la différence » que les autorités ottomanes exerçaient leur fameuse tolérance à l'égard des chrétiens et des juifs de l'empire, c'était l'effet d'un raisonnement politique. Il était plus judicieux de laisser les gens tranquilles que de les persécuter – selon la sage maxime : « tondre la brebis sans l'écorcher » –, à partir du moment où la persécution risquait de se heurter, au moins localement et pendant un temps limité, à un rapport de forces défavorable.

Ajouterai-je que la stratégie de tolérance n'était pas une invention ottomane : elle avait déjà fait ses preuves dans l'histoire de l'Orient musulman et les Turcs n'ont fait que s'inspirer des Arabes.

Le génie des conquérants

À la veille de la conquête arabe, l'empire byzantin apparaissait sur le papyrus¹⁰⁸ d'une puissance incommensurable avec celle des compagnons du Prophète. Effectuer des « opérations coup de poing » sur les villes et les campagnes de Syrie, faire régner une insécurité étouffant peu à peu le commerce caravanier, les escadrons bédouins en avaient à coup sûr les moyens. De là à écraser le corps de bataille byzantin, qui avait démontré sa combativité sur d'autres théâtres¹⁰⁹, et se rendre maîtres aussi vite de tout le croissant fertile, sans doute non.

Comme pour les « grandes invasions » déferlant sur l'empire d'Occident avec leurs chariots tirés par des vaches, leurs casques à cornes et les nattes blondes de leurs femmes plantureuses vêtues de peaux de bêtes, la conquête de l'empire d'Orient par les Arabes a suscité son imagerie

UNE SI DOUCE TOLERANCE

d'Épinal : celle de cavaliers chargeant sabre au clair les murailles fortifiées de Damas ou d'Alexandrie aux cris de « *Allah ou akbar* ». Ce qu'il y a de bien avec les livres et les images fixes par rapport aux documentaires vidéo, c'est qu'on reste libre d'imaginer la suite de la scène : les chevaux montant aux remparts, peut-être ... Ajouterai-je que cette caricature propagée par les manuels d'histoire de vos parents en vue de leur inculquer la notion du « péril musulman » n'était en rien démentie par les livres des petits Arabes de la même époque, à l'unique différence près qu'il s'agissait au contraire de leur inculquer la fierté des exploits de « leurs » anciens, les « hordes de guerriers fanatiques » devenant de « vaillantes troupes de combattants puisant dans leur foi leur fougue et leur bravoure » : les mêmes images pouvaient servir sur les deux marchés, comme avec *Les six bourgeois de Calais* de Rodin. Je le sais pour l'avoir entendu de beaucoup de Levantins qui avaient appris leurs leçons alternativement dans les deux versions ; du reste, ils avouent que la version arabe était plus plaisante car elle leur donnait pour aïeux ces vingt ou trente mille glorieux conquérants de l'Orient, d'ailleurs arrivés sans femmes et personne ne sachant ce qu'il était advenu des dix millions de paysans et de citadins qui peuplaient l'Égypte et la Syrie de l'époque. Toutefois, on n'est pas obligé de croire les manuels scolaires. Quelle que soit l'ardeur combative des premiers musulmans, la clef de leurs victoires n'est sans doute pas militaire, mais *politique*. Le génie des conquérants a été d'exploiter une faiblesse majeure de l'empire byzantin : les divisions religieuses.

La chrétienté d'Orient, qui avait déjà six siècles d'histoire, était déchirée par les hérésies. On a de nos jours quelque mal à comprendre l'enjeu des controverses qui opposaient les différents courants du christianisme si ce n'est qu'elles portaient le plus souvent sur des points au sujet desquels les Écritures étaient, soit muettes, soit parcourues de contradictions ; on se doute bien qu'il devait aussi y avoir, derrière ces querelles théologiques, des luttes pour le pouvoir dans l'Église et pour la place de celle-ci dans la société¹¹⁰. Selon l'une des « hérésies » les plus répandues dans l'Orient de l'époque, la doctrine « monophysite », toujours professée par les coptes ainsi que par les syriaques jacobites et l'Église apostolique arménienne, le Christ posséderait une nature unique, à la fois humaine et divine, position *inacceptable* par l'orthodoxie qui soutient le principe d'une double nature, l'une pleinement humaine, l'autre pleinement divine¹¹¹. Par quelle bizarrerie historique un différend aussi ésotérique a-t-il pu conduire à des persécutions, des insurrections, des guerres civiles, des massacres¹¹² ? Je ne crois pas qu'on ait raison d'y voir le résultat du « fanatisme » des théologiens. C'est plutôt un effet pervers du projet politique initié par Constantin et Théodose au IV^e siècle, consistant à

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

instrumentaliser la religion chrétienne, non pas seulement dans ses manifestations rituelles, ce qui n'aurait rien eu d'original, mais en intervenant sur la doctrine elle-même, en vue d'instaurer un contrôle des âmes. Une combinaison habile de sophistication doctrinale et d'obscurité dans les raisonnements était de nature à susciter des allégations de dissidence, qu'on pouvait mater aussitôt de manière à faire naître chez les administrés la crainte salutaire du pouvoir. Contrairement à ce qu'on fait croire à l'opinion à travers le discours sur la « transparence », un peu d'obscurité ne fait pas de mal, car cela ouvre le champ à l'arbitraire, ce qui est bien commode pour piéger ses adversaires ; et sans arbitraire, il n'y a pas de pouvoir, n'est-ce pas ? J'irai plus loin : quel est l'intérêt de détenir le pouvoir si ce n'est pas pour s'offrir de temps en temps le petit plaisir d'un zeste d'arbitraire ?

Quoi qu'il en soit, les conquérants musulmans ont tout de suite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de ces querelles ... byzantines. Adeptes d'une religion s'appuyant sur une théologie simple, « Dieu est Dieu », un point c'est tout, ils étaient indifférents aux subtilités trinitaires. Que les infidèles croient ce qu'ils veulent, c'est leur affaire, et il n'y a pas lieu de s'en mêler. Le message a été bien accueilli par les églises dissidentes, très fâchées contre l'ordre byzantin qui les persécutait cruellement, et même semble-t-il par certaines des églises orthodoxes aspirant simplement à la paix civile. Nombreux et rapides ont été les ralliements à des conquérants qui promettaient la liberté du culte et celle des formulations doctrinales ainsi que l'absence de discrimination entre églises « orthodoxes » et « hérétiques »¹³. Notons bien qu'il s'agissait d'une égalité de traitement *entre* les diverses confessions chrétiennes, pas avec la religion des conquérants. Sinon, à quoi bon s'être donné le mal de conquérir ?

La portée de ce détail avait peut-être échappé aux chrétiens des églises dissidentes lorsqu'ils ont joint leurs forces à celles des disciples du Prophète pour chasser les Byzantins¹⁴. Dans l'immédiat, il avait peu d'implication pratique car les nouveaux venus n'étaient qu'une poignée par rapport aux populations locales ; ils étaient donc voués pour longtemps à rester dans le rôle habituel d'une couche dirigeante peu nombreuse, lointaine et relativement indifférente, comme l'avaient été avant eux les Perses, les Macédoniens et les Romains, et comme le seront plus tard les Turcs ottomans. Ne pas être traités à égalité avec les maîtres, qu'en a-t-on à faire ? Est-on jamais l'égal des maîtres ? Sans doute, les Syriens et les Égyptiens du VII^e siècle avaient-ils sous-estimé la prétention de l'islam à régler dans les moindres détails le fonctionnement de la société civile, mais ils avaient l'excuse du manque d'expérience face à cette doctrine toute neuve. Dans un

UNE SI DOUCE TOLERANCE

Orient christianisé depuis plusieurs siècles, il leur était simplement inconcevable d'imaginer un avenir de minoritaires. Très vite, le prosélytisme des conquérants et le statut social privilégié accordé à ceux qui embrassaient la nouvelle foi¹¹⁵ allaient provoquer des conversions et la société de tout l'Orient en a été profondément transformée. Pourtant, il faudra encore beaucoup de temps avant que la religion mahométane ne devienne majoritaire et que la question des communautés chrétiennes se pose aux dirigeants musulmans en termes de « tolérance » plutôt que sous la forme : « comment amadouer cette masse de gens pour qu'ils nous restent soumis ? ».

Ce n'est pas exactement de cette manière que l'affaire est présentée dans les manuels scolaires des pays du Proche-Orient ; je ne parle que des pays laïques, car dans les autres, le temps d'avant l'islam n'existe tout simplement pas : c'est comme « l'avant » du *big bang*, il n'y a rien à raconter. Pour eux, les populations de la Syrie et de la Mésopotamie étaient de tout temps des populations « arabes ». Elles gémissaient depuis l'époque hellénistique sous le joug d'opresseurs venus d'Occident et attendaient avec impatience que leurs « frères » de l'Arabie péninsulaire viennent les libérer. Quand ce moment est venu grâce à l'impulsion décisive donnée par le prophète Mahomet, béni soit son nom, les peuples du croissant fertile ont accueilli leurs libérateurs sous les acclamations. L'exemple de la vertu que pratiquaient ces derniers, s'ajoutant à la bienveillance de leur gouvernement, a eu vite fait de rallier les rares cœurs encore hésitants et de les convaincre d'abandonner les religions falsifiées imposées par leurs anciens oppresseurs pour embrasser enfin la vraie foi. Si l'on veut bien décoder le discours et décaper le vernis de légende dorée qui recouvre toute histoire « nationale » enseignée dans les programmes officiels, il n'y a pas trop de contradictions entre les deux scénarios.

Des racines et des songes

Selon les thèses à la mode aujourd'hui, les premiers chrétiens auraient surtout recruté leurs adeptes au sein des communautés juives de l'Empire romain, et cela au moins jusqu'au IV^e siècle, c'est-à-dire jusqu'au « coup d'état » constantinien de 313. Au moment de la conquête musulmane, les populations de l'Orient byzantin n'avaient donc été christianisées qu'en surface, cédant à la pression politique. Pas de chance, ces thèses ne tiennent pas la route. La question de l'évangélisation des « gentils » – c'est-à-dire les non juifs – s'est posée d'emblée à la communauté naissante ; c'est même le tout premier débat doctrinal interne qui ait agité le noyau initial des disciples de Jésus et dont les textes¹¹⁶ ont gardé la trace ; très vite, il a été tranché en

faveur de la ligne défendue par Paul, s'ouvrir aux païens sans exiger d'eux qu'ils se fassent d'abord juifs. C'est même ce « choix stratégique » qui a permis au christianisme de ne pas rester confiné à un statut de secte juive, comme il y en avait d'autres à l'époque. Ensuite, pourquoi Constantin serait-il allé chercher la doctrine chrétienne pour l'imposer à l'empire si elle n'avait pas déjà gagné de larges couches de la population ? Les politiques, et Constantin en était un à l'évidence, préférèrent en général voler au secours de la victoire que de prendre le risque de se trouver isolés sur des positions « en flèche ». D'ailleurs, la vision miraculeuse qui lui est envoyée la nuit précédant la bataille décisive du pont Milvius le 28 octobre 312 confirme l'analyse. L'épisode est bien connu : son schéma sera d'ailleurs réédité deux siècles plus tard par Clovis. Constantin voit apparaître dans le ciel une croix environnée d'éclairs¹¹⁷ avec ces mots écrits en lettres de feu : *in hoc signo vinces*, « par ce signe tu vaincras ». Frappé par la grâce, il se convertit au christianisme, fait apposer cet emblème sur ses étendards, remporte la bataille sur son rival Maxence et, avec elle, l'empire.

– Là, vous exagérez. Je croyais que c'était un ouvrage plus ou moins sérieux, même si vous donnez parfois dans le persiflage, et voila que vous nous sortez en guise d'explication une bondieuserie éculée !

Il faut *toujours* prendre au sérieux les récits de miracles. Surtout quand ils ont une fonction politique aussi évidente – et aussi efficace dans l'immédiat comme dans la durée. Comment interpréter celui-ci, comment le « décoder » ? C'est assez facile. La vision de la croix élevée dans les cieux est une métaphore décrivant une illumination, un coup de génie soudain, un déclic intellectuel si vous préférez. Le « déclic », c'est ce moment de grâce où, après nous êtres longtemps colletés avec un problème, qu'il soit mathématique, stratégique, artistique, sentimental ou relevant de la vie pratique, la solution s'impose à nous avec toute la force de l'évidence. Si le dilemme était ardu, si la recherche a été longue et pénible, si l'évidence est soudaine et limpide, cet instant privilégié peut être vécu comme une expérience quasi mystique : c'est pourquoi, toute d'opportunité qu'elle ait été, rien n'empêche de croire que la conversion de Constantin était *sincère*. Le « bon sang, mais c'est bien sûr » dont il avait besoin pour vaincre Maxence, c'était de s'allier aux chrétiens¹¹⁸. Mais comment ? C'est à ce niveau que la conversion « fonctionne » politiquement. Certes, on peut toujours causer et régler les questions pratiques : la promesse de liberté du culte contre le ralliement. Mais le ralliement est pour aujourd'hui, la promesse n'aura d'effet que plus tard, après la prise du pouvoir : la clef du problème est dans ce décalage, c'est pourquoi *la confiance est indispensable* et seule la *conversion* en est garante. Il ne suffit pas de traiter avec la

UNE SI DOUCE TOLERANCE

hiérarchie religieuse, il faut entraîner l'adhésion de la base : sérieusement, vous voyez Constantin se présenter devant la foule des chrétiens en leur disant : « j'ai fait un *deal* politique avec vos chefs, rejoignez mon armée, suivez-moi et flanquons la pâtée à ce Maxence qui me fait de l'ombre » ? Tandis qu'une conversion miraculeuse, c'est tout de même plus mobilisateur – et avec d'autant plus de force d'entraînement si elle a les accents de la sincérité. Même racontée sans fioritures : les signes dans le ciel et tout le tintamarre ont pu être ajoutés après par les récits des uns et des autres, impressionnés par le caractère prodigieux du retournement de situation opéré suite à la conversion de Constantin¹¹⁹. Naturellement, quand on dit que la vision a eu lieu *la veille* de la bataille, c'est une façon de parler. Le processus a dû prendre un certain temps : négocier, lever des troupes et les concentrer pour la bataille décisive. Qu'est-ce que cela prouve ? Tout simplement qu'à ce moment crucial, les chrétiens étaient *déjà* assez nombreux pour que leur ralliement fasse basculer le rapport de forces. Et rien ne vous interdit d'attribuer l'idée soudaine de Constantin à l'inspiration de la Providence, ou à l'intervention du Saint-Esprit pour adopter un vocabulaire plus conforme au contexte.

Pour prendre une comparaison moderne, la vision miraculeuse de Constantin « fonctionne » de la même manière que le fameux « j'ai fait un rêve » du discours historique¹²⁰ de Martin Luther King. Avez-vous interviewé son psy pour vérifier qu'il a vraiment rêvé la nuit d'avant ? À l'époque, il était déjà un leader charismatique, mais il n'avait pas le monopole de la cause noire : il était en compétition pour ce rôle avec Roy Wilkins, le dirigeant respecté d'une ancienne et prestigieuse organisation, la NAACP, « Association nationale pour l'avancement des gens de couleur », qui avait à son actif pas mal d'avancées pratiques en faveur des noirs. Pour prendre l'ascendant sur celle-ci et devenir le leader incontesté de la communauté afro-américaine, King propose un *deal* aux frères Kennedy : « vous vous engagez sur *mon* programme et j'apporte le vote noir au parti Démocrate ». Tâche pas évidente à l'époque : depuis qu'ils ont été affranchis par Lincoln, les noirs des états du Sud votent pour son parti, le parti Républicain¹²¹. King doit donc *retourner* cet électorat en le mobilisant sur son programme, et ce n'est certes pas en faisant état de son *deal* qu'il y arrivera. Tandis qu'avec un rêve ... Quand, au surplus, John Kennedy meurt assassiné quelques mois plus tard, la mobilisation opérée par le « rêve » prend le caractère d'une mission sacrée : faire accomplir la promesse donnée au peuple noir par le président martyr. Même ce sudiste réac' de Lyndon Johnson ne pourra pas faire autrement que de s'y rallier.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Revenons à l'Orient. L'abondance de la production écrite et des témoignages architecturaux suscités par le christianisme primitif syrien ne laisse guère de doute quant à la réalité de son implantation, dès les premiers siècles, y compris dans des régions rurales assez isolées¹²². Enfin, comment expliquer que, après *douze siècles* de domination musulmane, en dépit des avantages matériels et sociaux procurés par la conversion à l'islam, des lois conférant d'office la religion mahométane aux enfants de mariages mixtes, combinées avec l'effet puissant de la polygamie qui, en prélevant des femmes dans les populations indigènes, réduit numériquement leur descendance, de l'imprégnation de la société civile par les règles coraniques, il soit resté dans ces régions jusqu'à l'époque ottomane un bon tiers de chrétiens¹²³, fermement attachés à leur foi et à leur identité, si le christianisme n'avait constitué qu'un vernis superficiel dont les peuples d'Orient avaient hâte de se débarrasser ?

Les conquérants arabes se sont trouvés dans les pays du Levant en présence d'une civilisation présentant deux caractéristiques, dont ils ont eu l'intelligence de tenir compte pour établir et assurer leur domination politique : d'une part la rémanence, en arrière-plan de la civilisation hellénistique, du vieux fond araméen entretenant une relation de cousinage avec la culture arabe, et d'autre part la solidité de l'enracinement du christianisme. En bons administrateurs, ils ont su s'appuyer sur le premier facteur tout en composant avec le second. L'hellénisme s'est vite effacé, le christianisme a résisté. C'est cette capacité de *résistance* des chrétiens d'Orient qui est la *vraie* cause de la « tolérance » de l'islam à leur égard.

La Morée vaut bien une messe

Le schéma du ralliement s'est répété au cours de l'histoire, par exemple à l'occasion de la « conquête » de la Grèce par les Turcs. Les Vénitiens avaient réussi à conserver jusqu'au milieu du XVII^e siècle une bonne partie de la Grèce, dont ils s'étaient rendus maîtres avec l'appui des Franco-normands à l'occasion de la désastreuse « quatrième croisade » de 1204. La Morée, qu'on appelle aujourd'hui Péloponnèse, était la perle de leur empire méditerranéen qui comprenait aussi Chypre, la Crète et les îles Ioniennes. C'est au cours de la guerre qui a vu la victoire de la Porte sur la Sérénissime que le Parthénon a été fort endommagé en 1667 par l'explosion des réserves de munitions qui y étaient entreposées, explosion allumée par les tirs de la flotte vénitienne. C'est du moins ce qu'on raconte ; je vois mal pour ma part comment les galères de l'amiral Morosini pouvaient, avec les canons de l'époque dont la portée ne devait pas dépasser quatre cents mètres à l'horizontale, atteindre depuis la mer une cible située à plusieurs

UNE SI DOUCE TOLERANCE

kilomètres de la côte et, qui plus est, à une bonne centaine de mètres d'altitude, mais passons : l'objet de la discussion n'est pas d'établir qui, des Ottomans ou des Vénitiens, s'est rendu responsable des dégâts causés sur l'Acropole. En réalité, les Turcs n'ont pas vraiment *conquis* la Morée : ce sont plutôt les Grecs qui sont allés les chercher. Voici l'histoire.

Pendant quatre cents ans, les Grecs ont subi avec plus ou moins de patience la domination franque et vénitienne. Cela ne les empêchait pas de se rebeller de temps en temps, mais quand les occupants s'étaient fatigués de réprimer, ils « lâchaient du lest » pour calmer le jeu, et les choses rentraient dans l'ordre. Les guerres contre les Ottomans n'étaient pas si fréquentes : quels que fussent les motifs de rivalité entre Venise et Constantinople, le trafic avec les échelles du Levant était le fonds de commerce de la Sérénissime et il y avait plus de profit pour les deux parties à se maintenir en paix. Mais si d'aventure éclatait un conflit, il fallait bien faire front commun contre le Turc, belle occasion pour les Grecs de soutirer quelque avantage à leurs gouverneurs pour prix de leur collaboration, sachant bien que, la paix revenue, les Vénitiens s'emploieraient aussitôt à revenir sur leurs concessions. C'était la bonne vieille routine des relations entre maître et vassal et cela a duré cahin-caha pendant quelques siècles, ce qui prouve que les Grecs ont bien assimilé des traits orientaux : ils sont patients.

Mais il y avait une question sur laquelle ils étaient intraitables : la religion. Ils n'appréciaient pas du tout que Venise leur imposât des curés latins qui célébraient l'eucharistie avec des azymes et se confinaient dans un célibat suspect d'entretenir des tentations ... pas très catholiques. Et pas davantage qu'on piétinât les prérogatives de l'Église orthodoxe. A un moment du XVII^e siècle, les Vénitiens ont dû beaucoup, beaucoup, exagérer. Les Grecs excédés ont dépêché une ambassade au Grand Turc. Les termes du marché proposé avaient l'avantage de la clarté : les clefs de la Morée contre l'engagement de respecter la liberté de culte et de reconnaître l'Église orthodoxe comme intermédiaire entre la Porte et ses futurs sujets helléniques. Le Péloponnèse valant bien une messe, la transaction fut conclue et les Vénitiens, qui n'étaient plus en état de faire face à la coalition de leurs adversaires turcs et de leurs protégés grecs, furent obligés d'évacuer la Morée. Les Grecs n'aiment pas qu'on leur rappelle cet épisode de leur passé, et surtout pas qu'on dise qu'ils ont « livré » leur pays aux infidèles. Ils préfèrent la légende selon laquelle la Morée aurait succombé sous les assauts furieux de janissaires pillards, violeurs et assoiffés de sang. Ils ont peur qu'on se serve de cette histoire pour leur reprocher d'avoir trahi la « solidarité occidentale » et les valeurs héroïques professées par l'Occident, au profit d'un supposé goût « oriental » pour les petits arrangements

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

sournois. Enfin, pour dire les choses crûment, ils craignent de se faire traiter de b ... Bon, peu importe le nom d'oiseau, car on aurait tort de reprocher aux Grecs d'avoir fait prévaloir le pragmatisme sur le dogmatisme, la souplesse sur l'entêtement et, surtout, *la confiance en leur propre capacité de résistance*. Autant on peut mettre le ralliement des Syriaques aux conquérants arabes du VII^e siècle sur le compte de l'ignorance de ce qu'impliquait la sujétion à l'ordre islamique, autant les Grecs savaient parfaitement mille ans plus tard à quoi s'en tenir. Il leur fallait donc une sacrée dose de courage pour aller ainsi se jeter dans la gueule du loup. Et tout ça pour une affaire de barbe des popes, de pain levé et de communion sous les deux espèces ! C'est à n'y rien comprendre. Patience, le jour viendra où vous comprendrez. Et priez le ciel d'avoir autant de force d'âme ce jour là.

La main sur le cœur

Assez parlé du passé. L'islam est l'une des réalités sociales majeures du monde contemporain. L'islam d'aujourd'hui présente de multiples visages : celui des extrémistes, tantôt excités, tantôt préparant en silence leurs mauvais coups ; celui de dévots abîmés dans la contemplation et bercés par les sourates ; celui des « adeptes d'un islam ouvert et tolérant ». Je ne me propose pas de dire lequel correspond de la manière la plus authentique à l'essence profonde de la religion du Prophète, d'autres sont plus qualifiés pour traiter de cette question. Je me propose seulement d'examiner comment ces différents visages s'articulent les uns par rapport aux autres et dans leurs relations avec le monde occidental auquel ils ont lancé un formidable défi.

Islamophobe, moi ? Jamais

Puisque ce chapitre s'intitule « *La main sur le cœur* », je me dois de donner l'exemple. Le risque couru par tous ceux qui abordent les questions relatives à l'islam, et qui bien sûr peuvent être amenés à mettre en lumière des aspects positifs ou négatifs de cette religion et de la culture qui en est issue, est de se faire taxer d'« islamophobie ». La précaution oratoire consistant à écarter les accusations d'islamophobie avant de s'engager plus avant dans le sujet fait donc partie des figures imposées du discours. Je ne m'y déroberai pas.

En premier lieu, je voudrais bien rappeler que je ne m'intéresse pas spécialement à déterminer si l'islam est ou non une « bonne » religion, si elle est meilleure ou moins bonne que le christianisme ou le bouddhisme ou pas de religion du tout. Les hommes sont les hommes et on peut citer dans chaque tradition religieuse autant d'exemples de cruauté et de sainteté, de mesquinerie et de générosité, d'obscurantisme et d'ouverture d'esprit. Cela ne prouve rien. Je vous concède que l'islam est *peut-être* une meilleure religion que le christianisme, puisque son prophète a terminé sa vie riche et victorieux, alors que celui des chrétiens est mort dans les supplices, abandonné par ses disciples. Il y a sans doute aussi davantage de bons musulmans que de bons chrétiens et il y en a toujours eu. Du reste, alors que les nombreux chrétiens qui, au cours de l'histoire, ont mené des guerres au nom de leur foi trahissaient les préceptes du fondateur de leur religion, les musulmans qui ont agi de même restaient bien plus fidèles aux injonctions et à l'exemple du leur. Les principes du christianisme appellent à la sainteté, idéal fait du renoncement aux passions terrestres et de soif d'absolu que bien peu atteignent et qui ouvre la porte à bien des excès lorsqu'il se dévoie.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

L'enseignement de l'islam prescrit, pour être un bon musulman, d'observer des commandements simples qui ne font pas obstacle à la réussite sociale et matérielle et qui mettent plus facilement l'homme en paix avec Dieu et avec lui-même. C'est peut-être pour cela qu'on dit, c'est du moins la mode d'aujourd'hui, que les chrétiens ont fait preuve de plus de fanatisme que les musulmans au cours de leur histoire¹²⁴. Je ne me prononcerai pas sur cette affirmation dont je laisse la responsabilité à ceux qui y souscrivent.

Je connais beaucoup de chrétiens – et de chrétiennes – qui ont passé toute leur enfance en Orient au milieu des musulmans et qui avaient à l'école des camarades musulmans et beaucoup d'autres dont ils ne me souviennent même plus de quelle religion ils étaient. Je ne les ai guère entendu se plaindre d'avoir souffert du fait que l'islam était dominant. Beaucoup, il est vrai, ont dû quitter l'Orient, comme ma belle-famille, parce qu'ils s'y sentaient mal à l'aise, mais c'est en raison d'un contexte plus général dans lequel, à l'époque, le facteur religieux était loin de jouer le premier rôle. J'ai moi-même vécu de nombreuses années dans des pays musulmans ou des pays où l'islam s'imposait peu à peu. Je ne dirai pas que j'en étais ravi mais je dois reconnaître que cela ne m'a jamais causé à titre personnel d'inconvénient majeur. Allez, pour être franc, j'avoue avoir quelque mal à comprendre ce qu'a d'attrayant la vue de ces foules masculines alignées dans la salle de prières des mosquées et se prosternant en cadence comme pour renifler les chaussettes de la rangée précédente, mais j'admets que certains puissent trouver dans cette gymnastique de soumission une dimension spirituelle aussi profonde que, par exemple, dans les offices monastiques en grégorien. Chacun ses goûts et ça ne me gêne en rien tant qu'on ne m'oblige pas à me livrer à ce genre d'exercices. J'avoue surtout, car il est plus difficile d'y échapper, que le fond sonore permanent fait de psalmodies radiodiffusées, des versets du Coran téléchargés pour servir de sonnerie aux téléphones portables¹²⁵, de l'appel des muezzins et du bêlement des moutons enrubannés de rouge qu'on élève en vue du sacrifice de l'Aïd, a quelque chose d'obsédant, voire d'abrutissant, qui m'agace à la longue, une fois épuisés les charmes de la « couleur locale » que les touristes paient fort cher pour découvrir. Mais moi, je ne paie pas ; au contraire, je suis payé – assez bien, merci – pour les subir au quotidien et je prends sur moi pour que cela n'aille pas plus loin qu'un simple agacement.

Je suis, ben entendu, chagriné du sort fait aux femmes musulmanes dans les pays où l'on applique la *charia* et je ne me réjouis pas de voir d'une année sur l'autre augmenter le nombre de celles qui portent le voile dans les pays où on ne l'applique pas – pas encore ? Je reconnais que cela me fend le

LA MAIN SUR LE CŒUR

cœur de rencontrer, couvertes jusqu'aux sourcils, des jeunes filles dont j'avais connu la mère et la grand-mère discutant du dernier roman de Françoise Sagan et vêtues comme ses héroïnes. Mais je sais faire la part dans ce phénomène de ce qui vient de la religion et de ce qui est le résultat d'un rejet plus général des mœurs occidentales qu'on aurait tort de toujours imputer à la religion musulmane en tant que telle.

Les porte-parole communautaires et les intellectuels musulmans ont coutume de s'élever contre les « clichés islamophobes » qui, selon eux, imprèneraient l'opinion occidentale. Ils ont en partie raison. Mais en partie seulement, et de moins en moins¹²⁶. Le stéréotype du « musulman » autrefois véhiculé par la littérature populaire et le cinéma était ambivalent. En version *négative*, il pouvait être décrit comme « cruel », « fourbe », « fanatique ». On en trouve des traces dans les anciens *SAS* de Gérard de Villiers – dans les nouveaux, je ne sais pas car il y a bien vingt ans que je n'en ai pas lu –, en particulier dans le passage « obligatoire » – la trame du récit est, à quelques détails près, la même d'un volume à l'autre – où Malko, dont la vigilance a été un instant trompée par la belle espionne, tombe aux mains de l'adversaire qui, croyant avoir triomphé, n'hésite plus à « révéler son vrai visage ». Il était aussi, en version *positive*, présenté sous les traits du « noble seigneur du désert », « valeureux », « hospitalier », « magnanime », « doté du sens de l'honneur », mais toujours ... – comment le dire en restant aimable ? – « imprévisible » ou « énigmatique ». Le film de David Lean *Lawrence d'Arabie*, à travers le personnage de Fayçal qu'incarne Omar Sharif, en est un exemple. Depuis quelques années, le stéréotype évolue, tout en restant ambivalent. Le type négatif a trouvé une incarnation concrète en la personne de Ben Laden et de ses émules, quand ce n'est pas celle du « *djeune* » de banlieue encapuchonné au visage « flouté ». Le type positif est aujourd'hui « tolérant », « pacifique » et « élève studieux » ou « travailleur méritant » : normal, les « fils du désert » sont descendus de leurs chameaux, les uns pour s'asseoir dans leur Volkswagen *Touareg* climatisée, les autres – plus nombreux – pour s'inscrire à Sciences-Po ... ou chez *Manpower*. À la télévision, les émissions « culturelles » ne manquent pas, chaque fois que l'occasion se présente, d'exprimer leur révérence à l'égard de l'héritage intellectuel de l'islam tandis que les émissions de *prime time* s'efforcent, quant à elles, d'en construire et d'en propager, avec une application quelque peu laborieuse, une image *banalisée* et rassurante : c'est ainsi par exemple que, pour un sujet du « vingt heures » consacré à la rentrée des classes et à la question du budget des fournitures scolaires, on choisira de préférence une mère de famille musulmane tenant des propos auxquels n'importe quelle

autre mère française de quatre enfants pourrait souscrire¹²⁷. Ça fait, il faut le reconnaître, un peu « ficelle » mais qui aurait le mauvais goût de s'en plaindre ? Ou alors, ce qui irrite les porte-parole et intellectuels en question serait-il que la figure de l'imam barbu vaguement illuminé au langage répétitif apparaissant au hasard des reportages sur les mosquées de quartier n'a pas encore trouvé la place qui lui revient parmi les « types positifs » ? Eh oui, pour ça, messieurs, vous avez encore du boulot mais, patience, ça viendra et vos amis des média vous donneront bien un coup de main.

Comme beaucoup de gens, j'ai trouvé plutôt inconvenant le manifeste islamophobe de Brigitte Bardot¹²⁸, dénigrant des traditions, peu appétissantes pour nous, mais pas condamnables en soi et auxquelles elle ne comprend pas grand-chose. Oriana Fallaci développait déjà, avec à peine moins de véhémence, des arguments similaires dans *La rage et l'orgueil*¹²⁹. On peut être en désaccord avec les propos de Mme Falacci mais, elle, au moins, avait l'expérience de l'Orient, elle était écrivain et elle avait du style.

Tenez, puisqu'on est dans le registre de l'islamophobie et de la réprobation qu'elle suscite, avez-vous prêté attention à une bizarrerie de l'« affaire Redeker » ? Vous avez sans doute, comme moi, relevé la mollesse du soutien apporté par nos intellectuels bien-pensants à ce professeur de philosophie toulousain qui avait attiré sur lui les foudres des musulmans pour un article au vitriol publié dans *Le Figaro* et traitant de la violence dans l'islam. À quelques exceptions près – comme celle, notable, d'Alain Finkielkraut qui ne se soucie pas de bien-pensance et se contente de parler vrai en s'efforçant de penser juste –, la tonalité était embarrassée. Oui, Robert Redeker a fait usage de sa liberté d'expression, et ces extrémistes sont bien méchants de vouloir l'en punir, mais tout de même, il aurait pu s'abstenir de « provocations » qui ne font que « jeter de l'huile sur le feu », etc. Lors d'un plateau télévisé pour lequel on l'avait sorti de sa boîte sous bonne escorte, c'est tout juste s'il ne faisait pas figure d'accusé, et on avait le sentiment que ses interlocuteurs étaient tentés, au nom du « dialogue » et de la paix civile, de jeter en pâture à ses ennemis « ce pelé, ce galeux, d'où venait tout le mal » afin de se débarrasser du problème. Il se trouve que, au moment même de l'affaire Redeker, j'étais en train de lire le bréviaire antireligieux de Michel Onfray¹³⁰. En mettant les passages consacrés à l'islam dans ce livre en regard de l'article de Redeker, force est de constater que le premier est bien plus féroce que le second ; l'argumentation est, du reste, tout aussi approximative et superficielle. Alors pourquoi n'y a-t-il pas eu, du côté musulman, de *fatwa* contre Onfray, et pourquoi ne l'a-t-on pas accusé, du côté des bien-pensants, de « jeter de l'huile sur le feu » ? J'y vois

LA MAIN SUR LE CŒUR

deux raisons. L'une est qu'Onfray s'attaque à la croyance musulmane en général mais pas spécialement à la figure de Mahomet, alors que Redeker prend celle-ci pour cible. Comme si les musulmans étaient plus prompts à s'enflammer pour la réputation posthume de leur Prophète que pour leur foi elle-même. Un peu curieux, ne trouvez-vous pas ? L'autre raison, me semble-t-il, est que le livre d'Onfray attaque *toutes* les religions monothéistes, et l'islam parmi elles mais *pas plus* que les autres. Redeker, lui, a omis dans son article de prendre la précaution de dire d'abord tout le mal qu'il faut penser du christianisme afin de « faire passer la pilule » de ses critiques contre l'islam. En fait, tout se passe comme si le vrai reproche qu'on lui adresse est un manque de symétrie. Vous avez le droit de faire état de vos réserves à l'égard de l'islam à *la seule condition* de donner des gages de « cathophobie » qui, elle, est non seulement acceptable, mais vivement recommandée. Ajoutez-y, comme le fait Michel Onfray, une pincée de considérations stéréotypées laissant entendre que les chrétiens ont été « de toute évidence » plus intolérants et plus obscurantistes, et vous êtes absous des horreurs que vous pouvez proférer sur l'islam – du moment que vous ménagez Mahomet, béni soit son nom, ce symbole intouchable de vertu et de sagesse.

Je pressens, du côté de quelques Français canal historique tendance réac', une objection qui n'est pas dénuée de sens : pourquoi n'aurait-on pas le droit d'être islamophobe alors qu'on ne reproche rien aux cathophobes ? Oui, on a le droit d'être cathophobe et de l'exprimer. Non, on n'a pas le droit d'être islamophobe. Je vais vous en donner une bonne raison. N'oubliez pas que lorsque, chez nous, on critique la religion catholique, voire lorsqu'on bouffe du curé, ce sont *nos* affaires de famille, et ça ne regarde pas les voisins. Appliquons donc les règles de la vieille politesse française et abstenons nous de dire du mal des voisins. Du moins, tant qu'ils n'entrent pas sans frapper.

Amalgame et malaise

Nombreux sont ceux parmi les figures marquantes des communautés musulmanes qui s'élèvent contre les amalgames que fait l'opinion publique, d'une part entre islam et islamisme, et d'autre part entre islamisme radical et terrorisme. L'islam, disent-ils, est une religion de paix et de tolérance. La tradition musulmane, ajoutent-ils, a toujours manifesté le plus grand respect à l'égard des juifs et des chrétiens, fils d'Abraham au même titre que les

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

disciples de Mahomet. Le Prophète lui-même, avait exhorté ses fidèles à la bienveillance à l'égard de tous les adeptes des religions du Livre. Fort bien.

On aurait tort de mettre ces pieuses déclarations au compte de l'hypocrisie : les quelques historiens qui prétendent que les appels à la tolérance de Mahomet pourraient être apocryphes, et avoir été forgés par des disciples bien intentionnés pour faciliter la conquête de l'Orient byzantin, sont d'affreux médisants, c'est entendu. Le massacre des juifs de Médine ? Ils avaient, sans aucun doute, dû faire quelque chose de très mal pour avoir mérité ce sort¹³¹, ou alors ça s'est passé pendant que le Prophète regardait ailleurs. On ne peut toutefois s'empêcher de ressentir une certaine gêne à entendre un discours qui préfère évacuer le sujet, alors que l'opinion d'aujourd'hui est en attente d'un débat interne à l'islam sur ses rapports avec la violence : sont-ils d'ordre historique ou d'ordre idéologique ? Disons, pour ne faire de la peine à personne, qu'ils sont « dialectiques ».

Est-il besoin de rappeler dans quelles circonstances l'islam s'est constitué au cours des quelques décennies qui ont suivi l'Hégire ? Alors que le christianisme a connu son essor initial au sein d'une communauté marginalisée issue d'une nation vaincue, les dogmes et la vision du monde islamiques se sont cristallisés dans le contexte social d'une communauté guerrière. Est-ce la doctrine qui a armé les bras, ou la dynamique conquérante du *jihad* qui a façonné les préceptes religieux ? Ne nous laissons pas enfermer dans cette alternative stérile. Même si le texte coranique est tout bruissant du cliquetis des épées, cela ne prouve rien : du reste, la tonalité des récits bibliques n'est guère plus pacifique¹³². Dans l'Arabie préislamique, les guerres tribales motivées par la rapine et les querelles de rang étaient un mode normal d'existence lié à la rareté des sources et à la maigreur des pâturages. Mahomet est épris de paix, nous affirment ses adeptes ; autant qu'il est pétri de sens pratique, nous démontrent ses succès. La paix entre les croyants doit avoir une base robuste. Comment mettre fin une bonne fois pour toutes aux conflits fratricides ? En dirigeant les ardeurs belliqueuses vers un projet conquérant, prometteur de butins autrement plus alléchants que ceux que peut offrir la terre ingrate du Hedjaz, de butins si généreux qu'on n'aura plus jamais à se disputer pour le partage des richesses et des captives. Telle était la problématique sur laquelle le Prophète allait fonder son message spirituel de fraternité : c'est offenser Dieu que de nous battre entre frères, unissons-nous donc plutôt pour combattre les infidèles afin de réaliser une société parfaite conforme au dessein divin de paix universelle. C'est ainsi que le *jihad* répond à une double nécessité structurelle¹³³ : celle de composer avec une

LA MAIN SUR LE CŒUR

culture guerrière trop enracinée pour être effacée par la seule vertu des bonnes paroles ; celle de se dégager de la logique d'un jeu à somme nulle à quoi se bornait le modèle économique de la guerre de rapine inhérent à cette culture, en l'élargissant à une aire géographique sans cesse accrue. *Sainte*, la guerre l'est donc, non parce qu'elle permet de gagner des âmes – cela, disent les musulmans pieux qui ont raison de récuser ce cliché¹³⁴, est affaire de persuasion des cœurs –, mais parce qu'elle instaure la paix *au sein de la communauté* et démultiplie sa prospérité. Plus que la force brute des armes, c'est la cohérence et l'intelligence politique de ce projet qui a permis la formation de l'empire arabo-musulman au VII^e siècle. D'un point de vue *extérieur*, on a surtout retenu que l'élaboration de l'idéologie islamique a été contemporaine d'une des plus soudaines explosions de puissance de l'histoire : la prise de possession, en l'espace de peu d'années, d'immenses territoires par une poignée de tribus qui s'étaient bornées jusque là à « bédouiner » en circuit fermé dans leurs *jebels*. La mémoire collective continue donc, à tort ou à raison, à associer la religion mahométane avec la fortune guerrière de ses premiers adeptes. Leurs paisibles successeurs d'aujourd'hui voudraient bien la débarrasser de cette image qui lui colle à la peau, mais ce n'est pas pour autant qu'ils condamnent les manifestants qui brûlent le pape en effigie pour avoir osé évoquer les interrogations que suscite le sujet. Leurs successeurs moins paisibles ne s'embarrassent pas de telles pudeurs car cette image n'est sans doute pas pour rien dans le prestige qu'exerce aujourd'hui la foi musulmane sur tous ceux de par le monde qui rêvent d'en découdre avec l'Occident¹³⁵. Gardons-nous d'aller plus loin sur ce chemin qui pourrait nous entraîner dans la médisance et admettons une bonne fois pour toutes que tout cela relève d'un amalgame abusif : l'islam est une religion de paix et de tolérance. Point à la ligne.

Je me suis déjà exprimé sur ce qu'il convient de penser de la tolérance en terre d'islam, mais j'ai surtout développé *pourquoi* les empires orientaux avaient choisi cette voie. Aussi, permettez-moi d'en rajouter pour préciser *en quoi* elle consistait.

Juifs et chrétiens n'ont pas été forcés de se convertir et ont gardé le droit de pratiquer leurs cultes. « Tolérance » est bien le mot qui convient : ils étaient en effet « tolérés » plutôt qu'acceptés comme égaux¹³⁶. Dans les engagements pris par Mahomet et ses premiers disciples, les mots ont leur importance : les autres fils d'Abraham ont été « protégés », à la manière dont on protège les espèces menacées, ou dont s'exerçait la domination coloniale dans les pays de protectorat. Cette protection n'allait pas sans contrepartie ni limitations.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Les musulmans étant exemptés d'impôts – d'impôts directs, en fait – juifs et chrétiens étaient les seuls à payer tribut et il eût été maladroit pour les royaumes arabes, dont les finances publiques étaient fort bien administrées, de ruiner des communautés qui formaient l'essentiel de leur base fiscale. Les « protégés » possédaient leurs propres tribunaux pour régler « en famille » leurs différends. Mais, pour les litiges opposant l'un d'eux à un musulman, seul le juge islamique était compétent, de sorte que les non musulmans se trouvaient en situation d'infériorité : ils pouvaient toujours tenter de la compenser en soudoyant le juge, à condition que l'enjeu en vaille la chandelle, faute de quoi ils devaient souvent se résoudre à capituler sans gloire. Par ailleurs, les édifices du culte étaient respectés, mais aucune construction de nouvelles églises ou synagogues n'était permise, ni même la reconstruction de celles qui se trouvaient détruites par accident ou pour réaliser des travaux d'utilité publique. En outre, tout prosélytisme était prohibé, la conversion d'un musulman au christianisme ou au judaïsme étant, en principe, punie de mort.

Une telle rigueur n'était pas absolue. Elle est peu à peu tombée en désuétude dans l'Empire ottoman. Ses administrateurs possédaient assez de sens pratique pour avoir vite compris que l'interdit frappant la construction ou la réfection d'édifices du culte par les infidèles avait une évidente vocation à servir de prétexte pour extorquer un tribut ou un bakchich en échange d'une dérogation. De même pour les conversions : on connaît au Liban de grandes familles maronites ou orthodoxes dont les ancêtres musulmans avaient pu se faire chrétiens sans être inquiétés¹³⁷. Dans certains des états musulmans où l'apostasie reste aujourd'hui un délit pénal, comme en Algérie, elle n'est plus guère punie que de quelques années de prison et d'une forte amende, les autorités renonçant d'ailleurs souvent à poursuivre les renégats du moment qu'ils ont la sagesse de ne pas faire étalage de leur conversion. Même en Arabie Saoudite, je ne crois pas qu'on ait depuis longtemps coupé la tête à quiconque pour avoir abjuré l'islam, mais c'est peut-être moins du fait de la clémence des autorités que parce que, la chose y étant impensable, l'occasion ne s'en présente pas. D'application plus stricte était la prohibition des mariages mixtes, ou plus exactement la défense faite aux filles musulmanes d'épouser un non musulman, à moins que celui-ci n'embrassât au préalable la foi mahométane. À l'inverse, la fille chrétienne épousant un musulman devenait d'office musulmane, ce qui réglait la question. Et, bien entendu, l'exercice du pouvoir politique était fermé aux non musulmans. Il y a bien eu dans les califats arabes comme chez les Ottomans, des chrétiens ou des juifs appelés à de hautes fonctions civiles ou

LA MAIN SUR LE CŒUR

militaires, plus souvent conseillers influents que détenteurs d'un réel pouvoir propre¹³⁸.

En somme, le statut consenti aux chrétiens et aux juifs dans les empires musulmans n'est pas sans ressemblance avec celui des protestants sous le régime de l'édit de Nantes, après la destruction de leurs « places de sûreté » par Richelieu : un statut dérogoratoire dans le cadre d'un droit commun régi par les maximes de la confession dominante.

Est-ce à un tel statut de « protégés » impliquant la soumission à l'ordre islamique que pensent ces adeptes d'un islam ouvert et tolérant quand ils nous assurent que nous n'avons rien à craindre de l'islamisation de l'Occident ? Pour ceux qui entendent la VF et la VO, il est difficile d'être pleinement rassurés étant donné le léger décalage qu'on peut constater entre les déclarations de ces pieux personnages sur les antennes publiques, « les chrétiens sont nos frères », et leurs prêches en arabe où ne cessent d'être dénoncées les turpitudes de « l'Occident incroyant ». Je dis « léger décalage » sans ironie, car il ne s'agit que de cela : le degré de déchristianisation atteint en Europe est tel – le premier à le reconnaître n'étant autre que le pape Benoît XVI – qu'il n'y a pas tant de contradiction entre les deux discours et il serait malvenu de crier au « double langage ».

Plus troublante est la réticence qu'ils manifestent à se démarquer des tendances extrémistes de l'islam. Non certes, il ne faut pas faire l'amalgame entre l'islam en général et les intégristes. Mais quel embarras chez ces notables bien mis si d'aventure un journaliste insolent cherche à les mettre au pied du mur en leur demandant, au sujet d'une pratique d'inspiration coranique jugée archaïque ou choquante par notre sensibilité moderne, voire tenue pour criminelle par nos lois, par exemple la lapidation des femmes adultères ou la fixation à *neuf ans* de l'âge minimum du mariage des filles : « alors, ces règles, c'est encore valable ? ». Oui, ça vous paraît barbare, mais c'est juste parce que vous n'avez rien compris, bornés que vous êtes, car « vous savez, l'islam est une religion de paix et de tolérance ». Si on ne le savait pas, maintenant on le sait.

Reconnaissons qu'il est difficile de disputer de religion avec un adepte lorsqu'on ne l'est pas soi-même. Si, tout à votre désir de « dialogue », vous vous engagez sur ce terrain avec un musulman, et qu'il vous affirme *mordicus* : « c'est comme ça parce que c'est dans le Coran », se réfère-t-il au livre portant ce titre dont vous venez, tout à votre désir de « compréhension », de faire l'emplette ? Pas toujours. Il s'agira souvent d'une connaissance par ouï-dire, d'idées reçues héritées de l'éducation

familiale et du milieu social, d'une vulgate orale diffusée par les prêches et traversée de diverses croyances vernaculaires¹³⁹ qui se sont greffées sur la « pure » doctrine, voire même d'habitudes, d'atmosphères, de sensations. Vous n'aurez donc pas le même « référentiel », vous ne parlerez pas du même « Coran ». Quel est le plus « vrai » des deux ? Du point de vue « opératoire », le seul pertinent dans le cadre d'une réflexion politique, ce n'est pas celui de la librairie, bien sûr, mais ce bagage idéologique – et affectif – sur lequel votre interlocuteur règle sa conduite et ses jugements. À moins de faire vous-même partie de la communauté musulmane ou de vous être consacré à étudier celle-ci *in vivo*, vous n'y aurez pas accès, en tout cas pas assez pour soutenir la controverse. Cette situation est-elle spécifique à l'islam ? Je ne crois pas. Il en est de même si vous voulez débattre de religion chrétienne avec une éducation laïque et une connaissance superficielle de la Bible pour tout viatique. D'accord, vous pourrez aussi vous appuyer, par exemple, sur le *Catéchisme de l'Église catholique*, c'est-à-dire sur un exposé officiel du dogme, établi par des autorités constituées, dont vous ne trouverez pas d'équivalent pour l'islam. N'en est-il pas de même dans toute discipline tant soit peu spécialisée, y compris dans les sciences, où les livres de cours universitaires ne suffisent pas à vous faire accéder au « vécu » de la communauté des chercheurs, où les pratiques, les savoir-faire, les recettes qu'on se passe entre « initiés », jouent autant de rôle que la théorie ?

C'est pourquoi il ne faut pas trop s'étonner si la lecture du Coran est parfois déroutante en regard de l'image d'une « religion de paix et de tolérance » et l'on aurait tort d'en tirer des conclusions au premier degré. Il n'est pas difficile, par exemple, d'y trouver d'innombrables passages promettant la mort et les pires tourments aux « incroyants » et aux « pécheurs ». J'ai demandé à un collègue, musulman pieux et fort docte, ce qu'il fallait en penser. Pour lui, c'est à Dieu seul qu'il revient de mettre en œuvre ces châtiments et ce serait blasphème, de la part de créatures imparfaites, de vouloir substituer leur bras armé au courroux divin. Tout au plus, ajoutait-il, pouvons-nous essayer de remettre les pécheurs dans le droit chemin par la persuasion et par l'exemple. J'ai trouvé cette position pleine de bon sens et tout à fait proche des préceptes évangéliques : « Dieu seul juge ». Est-elle partagée par les dignitaires du culte mahométan et les intellectuels organiques de la communauté musulmane ? Je n'en sais rien : chaque fois qu'on leur soumet ce genre d'objection, on constate qu'ils n'aiment pas y répondre et tendent plutôt à l'esquiver en se réfugiant derrière la difficulté à interpréter le Coran en dehors de la tradition établie.

LA MAIN SUR LE CŒUR

Traduisez : le Coran, c'est leur chasse gardée ; il ne manquerait plus que cela qu'un non musulman – voire un musulman n'appartenant pas au milieu des professionnels de la religion – ait voix au chapitre sur la question¹⁴⁰. Dont acte. Abstenons-nous donc le plus possible de discuter des justifications coraniques des mœurs et de l'idéologie islamiques pour ne nous intéresser qu'à la manière dont elles « fonctionnent » dans les pratiques sociales observables. Rangeons donc notre Coran tout neuf dans le tiroir et mettons-nous à l'affût des paroles et des actes.

Dehors ou dedans ?

Chez beaucoup d'intellectuels musulmans « sécularisés », il est courant de critiquer l'intégrisme mais vous avez sans doute remarqué, puisque depuis quelques années il ne se passe pas de semaine sans que l'un d'eux soit invité à une émission littéraire ou à un débat d'idées, que la critique ne va jamais jusqu'à porter sur la religion elle-même. Alors que l'intellectuel occidental ne se gêne pas le cas échéant pour proclamer son athéisme ou son agnosticisme, alors même que des intellectuels chrétiens n'hésitent pas à critiquer certains aspects du dogme ou de l'action présente ou passée des églises, rien de tel chez les intellectuels musulmans ou d'origine musulmane¹⁴¹. Bien plus, dès qu'un de leurs interlocuteurs s'avise de mettre en cause tel ou tel aspect de l'islam, par exemple en évoquant l'influence néfaste d'une prescription coranique, en dénonçant la violence de maint passage du saint Livre ou, encore pire, en jetant le doute sur la perfection des vertus du Prophète, il faut voir la véhémence avec laquelle ce mécréant est remis à sa place. Laissez-moi vous en donner deux exemples caricaturaux tirés d'émissions télévisées.

L'une avait pour invité le malheureux Robert Redeker, encore lui¹⁴². Après avoir essayé le coup de pied de l'âne d'un « libre-penseur » lui reprochant, air connu, d'avoir « donné dans la provocation », il s'est fait administrer une volée de bois vert par un intellectuel musulman se proclamant « laïque ». Celui-ci lui reprochait de ne pas « s'être inspiré de la biographie de Mahomet par le grand historien Maxime Rodinson » et de « l'infini respect » avec lequel celui-ci, « quoique agnostique et historien impartial », évoque la figure du Prophète. Pourquoi donc Mahomet, en tant que personnage historique, commanderait-il un « infini respect » qu'on n'aurait pas la moindre idée d'exiger, par exemple, au sujet de Napoléon ? Rien à voir, me direz-vous¹⁴³. Eh bien, ça se discute. Certes, en tant que conquérant et fondateur d'un empire qui n'a pas duré dix ans, notre douteux

grand homme national ne fait guère le poids en face de Mahomet, mais en tant que législateur, quand on songe que la quasi-totalité de l'Europe continentale, toute l'Amérique latine, une bonne partie de l'Afrique, plusieurs pays d'Asie et même deux états de l'Inde¹⁴⁴ sont régis par ses codes, il supporte la comparaison avec le Prophète de l'islam.

L'autre émission¹⁴⁵ avait donné le beau rôle au chanteur Abd-al-Malik. Enfin, « chanteur », c'est une façon de parler. Il connaît le succès en tant que promoteur du « *slam* », une déclamation pompeuse à l'usage du public portant casquette à l'envers et jeans sacs à patates dont l'entrejambes descend jusqu'aux genoux sous le poids d'on ne sait quoi, qui trouve qu'il y a encore trop de musique dans le *rap*. Qu'on ne s'y trompe pas, Abd-al-Malik est un garçon parfaitement instruit, un vrai intellectuel et un redoutable *debater*, jouant avec brio de tous les ressorts de la dialectique. Après nous avoir narré son parcours d'ancien « jeune à la dérive », repêché par les imams radicaux et tout près de tourner à l'extrémisme actif, heureusement converti à un islam « moderne, ouvert et tolérant » par son initiation au soufisme – très chic, le soufisme, du moins quand on oublie, ou qu'on veut ignorer, que c'est de ce courant que se réclament les derviches tourneurs et certaines confréries maraboutiques africaines, les uns et les autres peu connus pour leur contribution aux idées éclairées –, il a soulevé les applaudissements en s'affirmant « adversaire résolu de l'intégrisme, de l'extrémisme, etc. », contre lequel il appelait ses « frères » à « se mobiliser de toutes leurs forces ». Que désirer de mieux ? Jusqu'au moment où le porte-parole d'un parti de droite, venu comparaître devant le *panel*, a gâché cette belle unanimité républicaine en évoquant « l'interdiction du voile dans l'espace public ». On peut, certes, argumenter des mérites et des risques d'une telle mesure, par exemple en estimant – comme je le pense moi-même – qu'on a déjà accumulé bien assez d'interdits de toutes sortes qui étouffent notre « société de liberté » pour ne pas en rajouter un de plus. Foin d'arguments : notre « slammeur » est aussitôt monté sur ses grands chevaux, se lançant dans une diatribe agressive contre le *punching ball* de service – à l'évidence invité pour jouer ce rôle – en dénonçant « les peurs irraisonnées » que suscite l'islam, etc. Vous connaissez la chanson. Bref, notre soi-disant pourfendeur de l'intégrisme nous a livré une apologie en règle du port du voile, « obligation religieuse », une des prescriptions rétrogrades dont les intégristes ont fait un de leurs thèmes favoris.

Tout au plus admettra-t-on du bout des lèvres que l'islam a peut-être besoin d'un *aggiornamento* de son discours – mais pas de ses pratiques, ni

LA MAIN SUR LE CŒUR

de sa vision du monde, ni, bien sûr, de ses dogmes – pour se mettre au diapason du monde moderne, mais on n'ira jamais plus loin.

Comment interpréter ces comportements ? S'agit-il d'une gêne qu'éprouvent ces intellectuels à l'égard de l'opinion qu'on pourrait avoir d'eux parmi leurs « frères » ? D'un réflexe conditionné de révérence à l'égard de la religion dû à la pression sociale et à l'éducation reçue ? D'une conséquence lointaine des rapports entre la religion et la société de l'âge d'or islamique où s'était constitué un édifice idéologique d'une telle cohérence que la mémoire collective des musulmans en a gardé la crainte que la mise en cause d'une seule de ses composantes puisse entraîner l'effondrement du tout ? Ou du fait que leur « sécularisation » reste superficielle, qu'en réalité ils ont, vis-à-vis de l'islam, moins de distance qu'ils prétendent en avoir pour complaire à leurs auditoires occidentaux ? Alors que chez les intellectuels occidentaux, qu'ils soient croyants ou incroyants, on a pris l'habitude de traiter des choses de la religion à partir d'un point de vue se situant en dehors de l'appartenance religieuse, tout se passe comme si, chez l'intellectuel de tradition musulmane, cette extériorité du regard soit encore interdite. Plus qu'interdite : impensable. On ne peut parler de la religion que du « dedans ». Si vous les écoutez avec attention, vous remarquerez que c'est souvent au nom des « valeurs authentiques de l'islam » qu'ils condamnent les interprétations des fondamentalistes et plus rarement en faisant référence à des arguments tirés du fonds humaniste de la modernité occidentale. On pourrait, à la limite, dire de beaucoup d'entre eux que, même s'ils sont intégrés dans vos sociétés, même s'ils occupent des chaires dans des institutions officielles, même s'ils ont parfaitement assimilé la culture et les savoirs de l'Occident, ils ne se les sont pas encore appropriés au point d'être devenus des « intellectuels occidentaux de confession musulmane ». Au moins une part d'eux-mêmes continue d'appartenir à la sphère islamique.

Un frère égaré reste un frère

Enfin, et plus préoccupante encore, est l'attitude évasive de beaucoup de dignitaires du culte musulman quand on les interroge sur les dérives extrémistes, qu'il s'agisse de la condamnation à mort d'une femme adultère dans quelque pays soumis à la charia ou d'un acte terroriste, enlèvement ou attentat. Là encore, les explications, les justifications, voire les excuses, sont prêtes à jaillir mais, tout de même, on les retient, on prend un air gêné ou on détourne la conversation en évoquant les malheurs du peuple palestinien.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Bon, je leur concède ce dernier point, de même que j'admets qu'on mette en parallèle les trois mille morts des attentats de New York et les cent mille morts des bombardements américains sur l'Irak. Que la terreur prenne l'aspect de commandos-suicide ou celui d'armes téléguidées, la terreur est toujours la terreur, un carnage est toujours un carnage. Mais le sentiment qu'on a est que ces dignitaires se situent dans une logique « eux et nous » impliquant que les occidentaux resteront toujours « eux » tandis que le « nous » se réfère à la tradition dont ils sont issus. On peut proclamer son attachement aux « valeurs de la République », jusqu'à quel point l'appartenance à l'*oumma* – la communauté des croyants – ne transcende-t-elle pas l'allégeance à la République ? On peut blâmer l'action des extrémistes mais un frère, même égaré reste un frère. Demandez leur de dénoncer *le terrorisme*, pas de problème ; mais si vous leur demandez de dénoncer *un terroriste*, n'y comptez pas. Pensons à la phrase – émouvante, mais terrible – de Camus, interrogé sur ce qu'il pensait de la guerre en Algérie : « entre ma mère et la justice, je choisis ma mère ».

Il arrive aussi que lorsqu'on les interroge sur le terrorisme, les responsables musulmans et plus encore des musulmans de base apportent une autre réponse :

– L'islam interdit de faire ces choses-là. Un croyant ne peut pas se suicider en semant la mort. Ces gens ne sont pas des musulmans, même s'ils se réclament de l'islam.

Ou alors, dans une variante lourde de sous-entendus, mais assez courante :

– C'est un péché de tuer *d'autres musulmans*¹⁴⁶.

Et certains d'ajouter :

– Si ça se trouve, ce sont des manipulations des services secrets américains ou israéliens. D'ailleurs, saviez-vous que le 11 septembre, les juifs travaillant au *World Trade Center* sont restés chez eux ?

Non, je ne le savais pas mais, au risque de mourir idiot, je me désintéresse totalement de ce genre de ragots colportés par les théories du complot. Pour autant, il n'est pas dénué d'intérêt de s'interroger sur les raisons qui se dissimulent derrière les propos de ceux qui y croient, ou font semblant d'y croire. Sont-ils intoxiqués, ou cherchent-ils à intoxiquer ? Et s'ils sont intoxiqués, par qui ? Par des extrémistes ou par de doucereux « adeptes d'un islam ouvert et tolérant » au langage équivoque ? Certes, les attitudes ou les propos de pas mal de dignitaires et d'intellectuels de cette

mouvance prêtent le flanc aux accusations de duplicité, relayées par des références fantaisistes à une prétendue règle coranique selon laquelle « mentir à un infidèle n'est pas un mensonge », tout comme « voler le bien d'un infidèle n'est pas un péché¹⁴⁷ ».

Mise en boîte

Laissons de côté la caricature et, plutôt que de disserter sur un hypothétique « double langage » de ces messieurs, donnons leur acte de leurs déclarations en postulant qu'elles sont sincères. Après tout ce n'est rien d'autre que d'appliquer le principe de la présomption d'innocence qui fait partie de ces fameuses « valeurs » dont se glorifie la culture occidentale. Et il se trouve que, *en prenant leurs protestations pacifiques au sérieux*, celles-ci fournissent une clef pour comprendre les phénomènes actuellement à l'œuvre dans les relations entre l'Occident et le monde islamique.

À les entendre donc, l'extrémisme n'est pas dans la nature de l'islam et sa dérive violente ne peut pas être le fait de musulmans authentiques. Si la violence n'est pas consubstantielle à l'islam, cela signifie qu'il faut analyser *séparément* le rapport à la foi et le rapport à la violence, qu'ils constituent ce qu'on appelle en mathématiques des « variables indépendantes ». Une telle approche nous permet de délimiter parmi ceux qui se rattachent à la tradition islamique différentes typologies¹⁴⁸ dont chacune se caractérise par son rapport à la violence d'une part, et son rapport à la religion d'autre part.

Pour que cette analyse « matricielle » ne nous conduise pas à un émiettement complet, nous allons repérer deux degrés seulement sur l'échelle de la violence : les « violents » et les « paisibles » ; et trois sur l'échelle du rapport à la pratique religieuse : les « intermittents », les « assidus » et les « militants ».

Précisons. Pour l'échelle de la violence, c'est facile : les « paisibles » sont ceux qui se refusent, par tempérament, par conviction ou par prudence, à recourir aux moyens violents pour parvenir à leurs fins ; les « violents » sont ceux qui les utilisent ou sont prêts à le faire.

Pour l'échelle des rapports à la foi, les « intermittents » sont ceux, croyants ou incroyants, qui se rattachent aux valeurs morales de la tradition religieuse mais dont la pratique rituelle est épisodique, voire inexistante et qui ne mettent pas la foi au centre de leur vie : un « islam des pantoufles » selon l'expression pittoresque d'un magistrat au cours du procès des « Français de Guantanamo¹⁴⁹ » ; les « assidus » sont des pratiquants réguliers

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

pour qui la foi reste *affaire personnelle* ; les « militants » sont ceux qui insistent sur la conformité absolue à tous les préceptes de la religion pour eux-mêmes *et pour les autres*. Si vous me permettez une comparaison incongrue, la différence entre les « assidus » et les « militants » est comparable à celle entre les non-fumeurs qui se contentent de ne pas fumer et ceux qui veulent interdire à tout le monde de fumer.

Vous aurez remarqué que je ne me réfère pas à des considérations portant sur l'intensité plus ou moins grande de la foi religieuse. Pour que les critères choisis ne fassent appel à aucune spéculation sur les convictions intimes ou les sentiments profonds des uns et des autres, je crois en effet qu'il vaut mieux ne se référer qu'aux positions affichées et aux conduites observables empiriquement. Ce n'est pas davantage mon propos d'appliquer ces critères à une personne ou à une organisation déterminées, mais mieux vaut prévenir si d'aventure d'autres étaient tentés d'utiliser ma méthode à cet effet. Cette précaution ne suffit pas à donner un caractère « scientifique » à mon analyse, mais cela aide au moins à éviter les procès d'intention.

L'analyse s'applique, en principe, aussi bien aux diasporas musulmanes de chez vous, qu'aux populations des pays musulmans eux-mêmes. Les proportions diffèrent d'un pays à l'autre, et ont beaucoup évolué depuis deux ou trois décennies.

En Afrique sahélienne, par exemple, où les conduites majoritaires semblaient autrefois relever du type « intermittent » avec un solide noyau d'« assidus », ces derniers représentent désormais le type dominant, tandis qu'émerge une forte minorité de « militants ». Il y a également une nuance d'importance entre le sens à donner aux définitions, qui ne correspondent pas au même « vécu », notamment en ce qui concerne les rapports avec l'autorité civile et les règles sociales en vigueur, selon qu'on se situe en Occident, dans un pays de tradition musulmane mais officiellement laïque, comme la Tunisie, la Turquie, le Sénégal ou l'Indonésie, dans un pays reconnaissant l'islam comme « source d'inspiration » de ses lois, comme beaucoup de pays musulmans dits « modérés », ou dans un pays « islamique » où la norme coranique tient lieu de loi ou prévaut sur elle, comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran.

Restons en pourtant, si vous le voulez bien, à un niveau plus sommaire, l'exercice ne visant pas à dresser un tableau exhaustif des pratiques de l'islam dans le monde, mais juste à y voir plus clair sur une question bien précise, *l'articulation entre islam et violence*.

On peut alors établir une grille qui se présente sous l'aspect suivant :

LA MAIN SUR LE CŒUR

	Intermittents	Assidus	Militants
Violents			
Paisibles			

Il ne reste plus alors qu'à remplir les cases du tableau en caractérisant les attitudes auxquelles chacune correspond.

Les *militants violents* ne sont pas tous des terroristes. Il en est dont la violence reste à l'état latent et ne se manifeste que par une excitation verbale dont on ne sait pas trop s'il faut ou non la prendre au sérieux. Il en est aussi qui, vivant dans un contexte où l'islam rigoriste est au pouvoir, peuvent se contenter de hurler avec les loups en allant à l'occasion dénoncer un pécheur ou jeter quelques pierres sur une femme, histoire d'occuper leur temps libre. Ils font de bonnes recrues pour les jurys des tribunaux islamiques et autres « gardiens de la révolution ».

Les *militants paisibles* sont rigoristes dans leur conception de la religion ; ils sont, eux aussi, déterminés à la faire triompher, mais seulement par des voies pacifiques, la prédication, l'exemple, l'imprégnation de la société civile par les valeurs islamiques et une pression patiente exercée par la communauté, qu'ils tiennent pour plus efficaces que la coercition physique. Nostalgiques de l'âge d'or de l'islam, ils rêvent d'une société dont la religion serait le centre. Cette catégorie illustre la différence – différence analytique en tout cas, qui interdit, au moins au plan intellectuel, de faire l'amalgame – entre « islamisme radical » et « terrorisme ». On peut être partisan d'une transformation de la société visant à la régir par les lois inspirées du Coran – c'est cela être « islamiste » – en version intégrale ou en version édulcorée ou « modernisée » – par exemple en abrogeant l'amputation de la main des voleurs, la lapidation des pécheresses et quelques autres pratiques « rétrogrades » – tout en jugeant immoral ou contre-productif de recourir à la violence pour y parvenir. Notez également que je ne fais pas usage du qualificatif de « fanatique », qu'on utilise à tort et à travers et qui est difficile à définir avec des critères objectifs : votre cher Voltaire avait coutume de taxer de « fanatisme » tous ceux qui professaient des convictions religieuses en y croyant vraiment, de sorte que, dans son

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

vocabulaire, c'était presque un synonyme de « sincérité », vertu suspecte qu'il se gardait bien de pratiquer dans quelque domaine que ce fût.

Les *assidus paisibles* peuvent aussi être rigoristes, mais ils se distinguent des militants, comme je l'ai dit, en ce sens que, attachés à leur foi, ils en font une affaire personnelle et ne cherchent pas à l'étendre au delà de ceux qui la partagent. La plupart des figures de proue de l'islam français se rattachent, à ce qu'il semble, au type « assidu paisible ». Ou plus exactement, – qui peut prétendre connaître le fond de la pensée d'autrui ? – leur discours et leur comportement public relèvent de cette typologie. Ils concentrent leurs efforts sur l'approfondissement de la foi au sein de leur communauté et sur les œuvres de charité et comptent sur la force de l'exemple aidée de la grâce divine plus que sur un prosélytisme agressif pour gagner les âmes. Ils s'accommodent, sans qu'on ait de raison de mettre en question leur sincérité, de vivre dans une société laïque qu'ils n'espèrent pas transformer, tout en attendant de celle-ci qu'elle ne fasse pas obstacle à leur influence sur la communauté. C'est ainsi qu'ils prônent une interprétation souple de la loi islamique lorsque cela permet d'éviter le conflit avec la loi civile. Ils entretiennent souvent des rapports cordiaux avec la hiérarchie catholique dont la posture est analogue, plus cordiaux en tout cas qu'avec leurs coreligionnaires militants qui leur disputent l'influence au sein de la communauté¹⁵⁰.

Les *intermittents paisibles* comptent dans leurs rangs ces intellectuels sécularisés qui peuvent être aussi bien croyants que sceptiques ou agnostiques, mais dont la sécularisation, on l'a vu, va rarement jusqu'à considérer le phénomène historique, culturel et social de l'islam d'un point de vue *extérieur*. S'ils le faisaient, à l'instar de leurs collègues occidentaux qui dissocient leur travail de réflexion de leur affiliation religieuse, ils se mettraient « en dehors du tableau ». Il y a aussi parmi les intermittents paisibles un très grand nombre – des sociologues disent même la majorité – des musulmans de France qui gardent avec l'islam un lien affectif mais sans s'estimer obligés d'obéir à tous ses préceptes – bon, on ne va quand même pas se mettre à manger du cochon ou accepter de marier sa fille à un infidèle, ne rêvez pas. En somme des musulmans non pratiquants ou pratiquants d'occasion, à l'image de leurs homologues chrétiens ou israélites.

Existe-t-il une différence entre les militants violents et les *assidus violents* ? Si l'on s'en tient au plan analytique, oui. Les militants violents veulent convertir le monde par la force ; les assidus violents seraient alors ceux qui légitiment l'usage de la violence en fondant celle-ci sur leurs

LA MAIN SUR LE CŒUR

convictions religieuses mais n'auraient pas pour but d'étendre l'islam. Et que pourraient-ils vouloir ? Lutter pour leur liberté religieuse dans un contexte où elle serait menacée ? Mais où l'est-elle aujourd'hui ? Au Xinjiang ou en Tchétchénie peut-être, dans certaines provinces de l'Inde encore, mais en Occident, nulle part. Ou, au contraire détruire l'Occident incroyant plutôt que le convertir ? En vérité, n'ayant pas relevé dans la presse ou la littérature une quelconque référence à de tels objectifs, et n'ayant aucune entrée à titre personnel dans ce genre de milieu, j'ignore s'il existe. Force m'est donc de considérer cette typologie comme une combinaison théorique qui laissera une case vide dans le tableau. À moins que le critère du rapport à la violence soit assez déterminant pour transcender toute différence pratique entre les militants violents et les assidus violents qui formeraient alors une typologie unique d'extrémistes violents. Peu importe, l'exercice que je propose n'a pas pour but d'enfermer les musulmans dans des cases mais, je le rappelle, de dresser une structure mentale qui nous aide à mieux comprendre la question et à *désamorcer les paradoxes apparents du discours* tenu par les musulmans eux-mêmes.

J'ai gardé pour la fin la catégorie la plus intéressante, les *intermittents violents*. « Intéressants » du point de vue purement intellectuel de l'avancée de la réflexion, cela va sans dire, car cette catégorie se compose plutôt de gens qu'on serait tenté de qualifier de « vraiment *pas intéressants* ». Quel intérêt présentent-ils donc ? Précisément celui de correspondre à ce qu'évoquent les musulmans pieux en disant : « ces gens-là ne peuvent pas être de *vrais* musulmans ». Cela suggère qu'il s'agit de personnes issues de communautés musulmanes, mais qui se servent de l'islam afin de poursuivre des objectifs *purement temporels*. On a relevé lors des enquêtes sur des réseaux terroristes que nombre de leurs membres ne s'étaient jamais fait remarquer par leur piété. « Jamais on aurait cru ça de lui, d'ailleurs il buvait de l'alcool », affirment des témoins.

Profil d'un kamikaze

Il est difficile de penser que cela puisse s'appliquer à des auteurs d'attentats suicide. On imagine mal qu'un homme ou une femme puisse ainsi se sacrifier délibérément s'il n'est pas mû par un idéal auquel il attache plus de prix qu'à sa propre vie. Pourtant, il n'y a pas que l'idéal qui puisse pousser quelqu'un au sacrifice, il y a l'ivresse de l'action, la jouissance de faire des choses extraordinaires, le sentiment de puissance : « mieux vaut un jour dans la peau d'un tigre que mille ans dans celle d'un mouton », affirme

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

la sagesse confucéenne. Quant à l'idéal, cela peut être la foi, l'attente des récompenses dans l'au-delà. Mais cet idéal n'est pas nécessairement religieux : en Occident même, combien de soldats, de résistants, de révolutionnaires ont donné leur vie au nom de la patrie, de l'honneur, de la solidarité avec les camarades. Un ami japonais m'avait un jour montré son CV qui commençait ainsi : « 1945 : entré à l'école des pilotes de la Marine ; carrière militaire interrompue par la fin de la guerre ». Affecté au corps des kamikazes, me précisa-t-il. Comment peut on être kamikaze ? Ce vieux monsieur, dont les manières courtoises et la bonté étaient à l'opposé de l'image d'un fou furieux fanatique, m'expliqua que, dans le contexte de l'époque, le sentiment de l'imminence de la défaite, la mystique guerrière héritée du Japon ancien, la pression sociale, l'excitation collective, le conditionnement par l'appareil militaire, avaient conduit beaucoup de jeunes gens à se porter volontaires¹⁵¹, ou plus exactement « à ne pas refuser l'honneur qu'on leur faisait en les appelant au sacrifice ». Et pourtant, ajoutait-il avec humour, « l'idée de se jeter dans la mort ne les rendait pas tous joyeux ».

Le vieux de la montagne

Derrière les aspirants au martyre, se cachent ceux qui les manipulent. Hommes de peu de foi, à en croire l'opinion que les musulmans pieux expriment à leur sujet, ils poursuivent des objectifs séculiers.

Vous avez tous vu ces films de James Bond ou ces bandes dessinées de Blake et Mortimer où le méchant se complait dans la jouissance nihiliste de tenir le monde à sa merci. Les portraits que brossent certains commentateurs de Ben Laden et de ses semblables évoquent de tels profils psychologiques pervers, mais ils relèvent de la pure spéculation romanesque. Quand ce n'est pas carrément de la manipulation, lorsque le portrait émane du clan Bush, la spéculation psychologisante étant un bon moyen de s'économiser une analyse politique. Une variante de ces portraits est celle de « vengeurs » mus par une accumulation de frustrations à l'égard de la domination occidentale. Là aussi, on peut tenter le parallèle avec une figure littéraire familière : le capitaine Nemo, qui parcourt les océans pour faire expier à l'Empire britannique les souffrances de sa famille et les humiliations qu'il a fait subir à son peuple. Jules Verne en fait d'abord un personnage plutôt désagréable, dont on soupçonne que la politesse glaciale et l'acharnement destructeur dissimulent quelque terrible secret. Il le rend peu à peu sympathique au lecteur, à mesure que se détendent ses rapports avec ses

LA MAIN SUR LE CŒUR

hôtes involontaires, que se révèle sa profondeur humaine, qu'est percée son énigme et qu'il semble trouver dans la quête de la connaissance un apaisement de sa souffrance et le dépassement de sa vindicte. L'art du romancier fait de ce processus *rédempteur* la trame dramatique du récit, en contrepoint de la découverte de l'univers sous-marin au fil des vingt mille lieues du parcours : éclairer dans un même mouvement les profondeurs des océans et celles d'une âme humaine¹⁵². Peut-on imaginer Ben Laden comme une sorte de capitaine Nemo de terre ferme, un homme frappé par un destin contraire qui gagnerait à être mieux connu ? Les masses musulmanes le voient-elles de cette manière ? Je n'ai pas la réponse mais il me semble que cette hypothèse ne tient pas : dans sa vie antérieure, Ben Laden était un homme d'affaires comblé à qui la vie souriait et qui a même été quelques temps – pour les besoins de la lutte antisoviétique en Afghanistan – entretenu par les services américains.

Oublions donc l'équation personnelle du personnage pour nous intéresser à la dimension politique de l'image qu'il projette. Ce qui me frappe chez Ben Laden – du moins le Ben Laden des vidéos diffusées par *Al-Jazira*, je n'ai jamais rencontré le Ben Laden intime qui existe peut-être – est le soin avec lequel il se fait filmer dans des décors de rocaille, la voix chevrotante et solennelle de ses déclarations, comme s'il cherchait à coller à l'image du Vieux de la Montagne des légendes arabes, sachant quelles résonances cela éveille dans l'esprit des masses nourries de cette culture¹⁵³. C'est sur elles qu'il compte pour relayer son action, c'est d'elles qu'il s'emploie à être l'icône pour en devenir plus tard le maître si, à Dieu ne plaise, il réussissait dans son entreprise. La vraie question est là : peut-il réussir ?

La stratégie d'image des patrons du terrorisme islamique suggère que leur objectif politique est la conquête du pouvoir au sein du monde arabe et musulman. Rien d'autre. Peu leur importe l'Occident. Ils s'en fichent. Comme les dirigeants colonialistes de la fin du XIX^e siècle qui s'en fichaient bien de l'Afrique et ne poursuivaient à travers l'entreprise coloniale que l'hégémonie sur le théâtre européen. Les coups portés à l'Occident n'ont d'autre but que de gagner du prestige auprès des masses proche-orientales et d'intimider les gouvernements occidentaux de s'opposer à leurs projets. L'intrusion des Américains en Irak donne l'occasion de frapper l'Occident là où les *moujahidin* sont les plus forts : au cœur du Proche-Orient. Là aussi où une victoire leur ouvrirait directement l'accès du pouvoir. Avec, au surplus, de bonnes chances d'y parvenir sans même avoir à remporter une victoire décisive : après tout, bien des « mouvements de libération » sont passés par

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

l'étape de méthodes qualifiées de « terroristes » par leurs adversaires et ont su jouer sur la lassitude de ceux-ci pour les contraindre à traiter avec eux. Et parmi les chefs d'état du tiers-monde, considérés par leurs homologues occidentaux comme des membres fréquentables, sinon parfaitement respectables, du « club », combien n'ont-ils pas été un temps rangés au nombre des « terroristes » et des « criminels » ? *Victrix causa diis placuit.*

Le pire, c'est qu'une telle stratégie se trouve être, par un paradoxe vertigineux, en parfaite congruence avec la seule stratégie susceptible d'éradiquer totalement le terrorisme : celle qui consiste à faire rentrer les terroristes dans le rang, à les « normaliser » pour en faire des gens fréquentables une fois qu'ils ont renoncé à leurs méthodes. Tuer Ben Laden affaiblirait à coup sûr ses réseaux pour un moment, mais au risque d'en faire un martyr, d'en multiplier les adeptes et de laisser s'installer à sa place un remplaçant tout aussi dangereux. Comme on n'arrivera jamais à tous les éliminer, il restera toujours une menace résiduelle, perspective peu confortable. Tandis que réintégrer dans la communauté des acteurs politiques « normaux » un Ben Laden repentant entraînant ses disciples dans son retournement, après lui avoir laissé le temps de fédérer sous son égide l'ensemble de la « nébuleuse » du terrorisme islamique, ce serait un joli coup, non ? Le tout, bien entendu, au prix de la satisfaction de ses ambitions, quitte à ce qu'un peuple ou un pays, ou un régime devenu encombrant, soit passé à cet effet par pertes et profits. Mais de cela, qui se soucie ? Plus le temps passe, plus on le recherche en vain, plus grandit son prestige et plus s'installe le soupçon qu'un tel « plan B » pourrait entrer dans les options étudiées par nos grands stratèges. Que diable, il leur faut bien prévoir toutes les éventualités pour s'y préparer ! Et qui vous dit que ce n'est pas là-dessus qu'il spéculait en prenant le frais devant sa grotte ? Ne me dites pas que c'est un scénario fantaisiste : vous auriez parié, il y a quinze ans, sur le retournement de Kadhafi ? Dix ans encore, si le ciel lui prête vie, et vous verrez qu'on finira par lui décerner son brevet de « démocratie » et l'inviter à prendre le thé à une réunion du G8.

Arrêtons là l'exercice de *brainstorming* : un tel « plan B », qui offense la mémoire des victimes du onze septembre, est hautement improbable mais, en politique, rien n'est « impensable » et les grandes déclarations qui commencent par le mot « jamais » sont vides de sens.

Reste une question dérangeante : en quoi le fait de poursuivre des buts temporels par des moyens violents fait-il nécessairement de ces combattants des mauvais musulmans ? Que font-ils d'autre que suivre l'exemple illustre

LA MAIN SUR LE CŒUR

du Prophète – la paix soit sur lui – qui n’a pas hésité à invoquer le message divin pour galvaniser ses adeptes engagés dans le combat ? À se demander si la légende calomniatrice du « fanatisme » musulman cherchant à propager la foi par la « guerre sainte » ne dissimule pas une logique inverse : l’instrumentalisation de la religion au profit de l’entreprise temporelle de conquête. On a bien une vague intuition de ce que peut être la réponse mais, patience, creusons davantage le sujet avant d’y revenir. Et puis, ça nous donnera l’occasion de faire un peu de tourisme.

Les mystères du bazar

Le précédent de la révolution iranienne de 1979 conforte le caractère essentiellement temporel et politique des objectifs que poursuit la faction combattante et violente de l’islam. Le facteur religieux intervient, bien sûr, mais il est instrumentalisé au service de ces objectifs.

On ne peut pas prendre la mesure des phénomènes politiques ayant mené à la révolution iranienne sans effectuer d’abord une plongée dans l’univers traditionnel de la cité islamique.

Un cliché tenace concernant la tradition arabo-musulmane telle qu’on se la représente en Occident est celui d’un « peuple de pasteurs nomades ». En fait, l’Islam classique est une civilisation *urbaine*. Gens du voyage certes, les Arabes le furent, mais surtout pour les nécessités du commerce. Plus que le désert torride, où les serviteurs craintifs paissent les troupeaux et qu’on ne traverse que parce qu’il le faut bien, la « médina », la ville traditionnelle, protégée par ses murailles d’argile des incursions des bédouins rebelles et des diables qui habitent le vent, est le lieu où s’épanouit la société idéale, à l’image de la vénérable Médine, la cité par excellence où s’abrita la méditation du Prophète et où se forgea sa vision politique et sociale.

Telle est Sanaa dans ses montagnes arides, tels sont encore aujourd’hui les vieux quartiers assiégés par le béton des métropoles arabes, *Khan el-Khalili, Jema ez-Zitouna, Souk Hamidiyeh*. C’est à Fès qu’on le ressent le plus vivement. Il suffit de s’engager dans les ruelles pentues entre la *Kissaria* et la fontaine Nejjarine, et de se laisser porter par la foule animée d’un mouvement incessant, soudain plaquée contre les murs par le sonore « *balek, balek !* » d’un muletier frayant le chemin de sa bête chargée de victuailles, de ballots de tissus ou de matériaux de construction. Dans ce lacs d’ateliers, d’échoppes, de boutiques, de venelles et de passages, où partout on file, on tisse, on noue, on coupe, on surfile, on coud, on brode, on tanne, on teint, on forge, on embosse, on cisèle, on sculpte, on scie, on

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

rabote, on polit, on vernit, on cloue, on peint, on épluche, on dépèce, on hache, on pétrit, on enfourne, on bout, on grille, on mijote, on pèse, on compte, on marchande, on emballe, on empile, on décharge, on interpelle, on attend, on peine et on s'use, dans les odeurs mêlées de crottin d'âne, de cuir, de copeaux de cuivre, de bois de cèdre, de peaux de mouton fermentées, de levain, de cumin, de coriandre fraîche et de brochettes grésillant doucement sur la braise, là où le premier regard ne perçoit que confusion, l'œil attentif discerne un ordre complexe, celui des confréries de marchands et des guildes d'artisans, celui aussi des antiques quartiers, dont chacun constituait un lieu de vie autonome, avec sa mosquée, sa fontaine publique, son four banal et son hammam, images d'une société civile qui s'ordonne autour de l'accumulation patiente de la richesse marchande et des grâces pour l'au-delà. À l'ordonnance de l'espace, répond le découpage du temps au rythme des cinq prières, des ablutions, des jeûnes, des pèlerinages et des aumônes. En fait, chaque chose est à sa place, chacun est dans son rôle, chaque instant de la vie a un sens. Malheur à qui se risquerait à perturber cet ordre séculaire.

La médina est l'antithèse du désert sans repères, elle est le lieu où fleurit une culture de l'entrebâillement et de la pénombre, portes entrouvertes de bois clouté, cours entrevues de calmes demeures patriciennes ornées de zelliges, d'anciens *fondouks* où déchargeaient les caravanes affrêtées par les maisons de commerce, des *médersas* où se psalmodient les sourates, formes rondes des pains qui lèvent doucement sous des linges en attendant leur tour de cuisson dans l'obscurité du fournil, œillades furtives de femmes entre les pans d'un voile, souk du henné et sa lumière filtrée par les tentures et le feuillage d'un vieux platane.

Par rapport à cette société qui se suffit à elle-même, le pouvoir d'État reste extérieur ; on a besoin de lui pour veiller à la sécurité hors les murs, on se passe de ses lois puisqu'on a des traditions intangibles. On l'accepte tant qu'il joue le jeu, tant qu'il évite de s'ingérer dans les affaires intérieures de la cité. Celles-ci sont réglées par les relations complexes de prestige, de pouvoir, d'influence et de clientélisme qui s'instaurent au sein de la communauté des marchands, les vrais maîtres de la société islamique traditionnelle.

Ce *modus vivendi* avait fonctionné à la satisfaction mutuelle pendant des siècles à travers le monde musulman, quand l'équilibre a été rompu avec l'intrusion de formes d'organisation politique empruntées à la modernité occidentale. C'est ce qui s'est passé en Iran à partir des années 1950. L'Iran

LA MAIN SUR LE CŒUR

n'est pas un pays arabe mais il a été en treize siècles d'islam, dont trois de domination arabe, tellement façonné par cette culture – et réciproquement, d'ailleurs, bien des innovations introduites à l'époque abbasside étant dues aux fonctionnaires persans sur qui s'appuyait la dynastie – que sa société traditionnelle est, dans ses structures et sa dynamique, presque indiscernable de celles du monde arabe.

La dynastie des Pahlavi, établie au début du XX^e siècle par le coup d'état d'un général cosaque, n'était qu'un avatar de plus pour une société qui en avait vu passer bien d'autres, ni meilleures, ni pires. J'ai déjà évoqué l'indifférence relative de la coutume islamique à l'égard des modalités de la transmission du pouvoir et, après tout, tant que l'usurpation du trône par un chef mercenaire – scénario qui se répète depuis douze siècles – ne nuit pas aux affaires, il n'y a pas à s'en préoccuper. Mais voilà que le Shah prétend se mêler de choses qui, traditionnellement, ne regardaient pas le pouvoir royal : réforme agraire, éducation des filles, ingérence dans les rapports économiques. Là, les choses se gâtent. Elles empirent après le premier choc pétrolier, quand la fortune du pays est soudain multipliée par quatre et que le Shah, poussé par les Américains, entreprend de faire de l'Iran, non seulement le « gendarme du Golfe », mais aussi une puissance économique moderne, relais de l'influence occidentale dans la région. À cet effet, il construit une formidable machine militaire qui recrute les éléments les plus dynamiques de la jeunesse, il met en place une administration technocratique formée dans les meilleures universités d'Occident. Cette nouvelle couche sociale est souvent issue de milieux modestes sans lien avec les hiérarchies de la société traditionnelle centrée sur le *bazar*, version persane de la médina arabe. Elle ne se contente pas d'administrer le pays, elle s'investit dans les affaires et y prospère. Elle menace les privilèges, le prestige social et la fortune des marchands du bazar. Ils ne le supportent pas.

Un aspect peu connu de la situation iranienne est que les dynasties marchandes du bazar, piliers de cette société si profondément façonnée par la tradition islamique, ne sont pas toutes musulmanes : en font aussi partie des Arméniens et des Assyriens, minorités chrétiennes datant de la nuit des temps. J'avais rencontré dans les années quatre-vingt une personne qui en était issue. Elle était venue en France pour y nouer des contacts d'affaires en tant que « poisson-pilote » d'un mollah influent. Comme je m'étonnais qu'en étant de confession chrétienne elle puisse être la « femme de confiance » d'un mollah, elle m'a expliqué que les choses étaient moins tranchées qu'on pouvait le croire en Occident. Elle m'a fait comprendre que ses coreligionnaires du bazar étaient tellement intégrés dans le jeu des

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

interactions sociales de la société islamique que leurs intérêts se confondaient avec elle : le régime des ayatollahs avait été porté au pouvoir par une coalition d'intérêts dont des non musulmans étaient partie prenante. Ils avaient en effet été séduits par le discours de Khomeiny lorsque celui-ci promettait le retour aux bonnes vieilles échelles de valeurs. Leurs complexes réseaux de clientélisme permettaient de contrôler de vastes foules d'obligés, ouvriers et portefaix, oubliés de la modernité. Ils n'ont pas eu d'hésitation à les jeter dans les rues pour donner au Savonarole oriental l'infanterie qui fera tomber le régime.

Bien entendu, la religion a joué un rôle dans la mobilisation populaire sur laquelle s'est appuyé Khomeiny. Sans doute l'ayatollah lui-même et le noyau d'adeptes qui l'entouraient étaient convaincus d'agir pour le bien de l'islam – même si, d'aventure, j'avais des doutes sur ce point, je m'interdirais d'en faire état, présomption d'innocence oblige. Il n'en demeure pas moins que, dans cette affaire, l'enjeu n'était pas d'abord religieux. C'était une bataille menée par une classe désireuse de restaurer sa puissance sociale menacée par une modernité dévastatrice. Que cette puissance ait été fondée sur la tradition islamique ne doit pas faire croire que l'objectif était de faire triompher la foi musulmane : il était de rétablir des structures traditionnelles réservant la première place aux promoteurs de la révolution. Les convictions religieuses islamiques ont été instrumentalisées au service d'une cause séculière : la prise du pouvoir en Iran. Point barre.

Le carburant des poseurs de bombes

Cette logique ne se cantonne pas à l'aire géographique traditionnelle de l'islam. Elle fonctionne dans une bonne partie du tiers-monde, sans pour autant qu'existent nécessairement de liens opérationnels avec les mouvances de type Al-Qaeda ou avec le régime iranien.

Pourquoi la religion musulmane s'étend-t-elle en Afrique ? Il y a cinquante ans, la limite sud de l'islamisation était celle de la zone des savanes. À cette époque où l'on croyait encore au cliché des « hordes de guerriers », on en donnait un motif pittoresque : l'islam s'est arrêté là où la forêt fait obstacle à la marche des chevaux. La déforestation des pays du golfe de Guinée ne suffit pas à expliquer pourquoi l'islam a avancé depuis lors de près de mille kilomètres. Des villes comme Abidjan ou Lagos sont maintenant pleines de mosquées, alors qu'il y en avait très peu il y a seulement trente ans. En Côte d'Ivoire, le facteur religieux n'est pas pour rien dans la crise qui a secoué le pays depuis la disqualification de la

LA MAIN SUR LE CŒUR

candidature de l'ex Premier ministre Alassane Ouattara aux élections présidentielles : une bonne partie de ses habitants n'a aucune envie d'avoir un musulman comme président, craignant, à tort ou à raison, qu'il n'en profite pour implanter l'hégémonie politique de ses coreligionnaires, ou à tout le moins, pour en placer aux postes-clefs. Les exemples du Nigeria voisin ou du Sénégal donnent quelque consistance à ce soupçon.

Au Nigeria, le pouvoir repose depuis l'indépendance sur la suprématie que les émirs du nord¹⁵⁴ exercent à travers l'armée et le contrôle des circuits économiques. Cela a été l'un des facteurs du déclenchement de la guerre du Biafra : les populations de l'ethnie Ibo, évangélisées dans le rite romain par de robustes missionnaires irlandais, étaient lassées de voir que la richesse pétrolière du pays, tirée en bonne partie de leur région, était accaparée par le nord ; elles se sont ralliées à la fin des années soixante à une faction de militaires ambitieux qui leur avaient fait miroiter que la sécession leur apporterait la prospérité.

Au Sénégal, la proportion des musulmans, qui était de quatre-vingt pour cent au moment de l'indépendance, est maintenant de quatre-vingt dix pour cent, et la laïcité fermement défendue par Senghor lorsqu'il était président n'est plus qu'un souvenir. L'adhésion du pays à l'Organisation de la Conférence islamique lui vaut d'importants subsides du Koweït et des autres états pétroliers du Proche-Orient ; ses étudiants bénéficient de bourses alléchantes pour aller perfectionner dans les universités du Golfe leurs connaissances en hydraulique, en génie civil, en agronomie, mais aussi en religion. L'empreinte de l'islam dans la vie quotidienne ne cesse de se renforcer. À l'heure de la grande prière du vendredi, les rues d'une partie du centre de Dakar sont bloquées à la circulation pour faire place aux dévotions des fidèles, transformant le quartier commerçant de la ville en une vaste mosquée à ciel ouvert. Si vous traversez à pied cet espace, personne ne vous importune, mais je dois dire que l'impression est ... bizarre. Comme beaucoup de pays d'Afrique, le Sénégal connaît de fréquentes coupures d'électricité. Le directeur général de la compagnie nationale vient chaque mois à la télévision expliquer que ce n'est pas de sa faute : c'est parce que les pétroliers ne l'ont pas livré en carburant pour les centrales. Oh les vilains ! Il ne va pas, bien entendu, jusqu'à dire pourquoi. La raison est simple : parce que la compagnie d'électricité n'a pas l'argent pour payer. Et pourquoi en manque-t-elle ? Parce qu'une partie des abonnés est dispensée de régler ses factures. La ville sainte de Touba, pour préciser, fief de la confrérie musulmane des Mourides. Le gouvernement a jugé que, vu l'emprise qu'elle exerce sur la population, il était de bonne politique de

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

l'exonérer. Peu importe que les industries soient arrêtées dix à quinze heures par semaine, que le contenu des frigorifiques s'avarie et qu'on se fasse bloquer dans les ascenseurs des immeubles de bureaux : dès que la religion entre en scène, tout le monde s'incline et personne ne s'offusque que les lampadaires flambant neufs des rues de Toubia restent allumés en plein jour pour la plus grande gloire d'Allah, de son Prophète et, surtout, de son tout-puissant et richissime calife qui tire, depuis sa bonne ville, toutes les ficelles du pays.

À vrai dire, les chevaux ne sont pas pour grand-chose dans tout cela. L'expansion spectaculaire de l'islam en Afrique est due au dynamisme et à la persévérance de ses adeptes : vous ne pouvez pas tenir une conversation à bâtons rompus pendant un quart d'heure sans que votre interlocuteur se mette en devoir de vous convaincre de la supériorité des solutions qu'apporte le Coran à tous les problèmes qui vous évoquez, qu'il s'agisse d'éducation, de financement de l'industrie cotonnière, des avantages comparés du diesel et de l'essence, du réchauffement climatique ou de l'élevage des grenouilles mangeuses de moustiques. Parfois, pour faire plus « vrai », il va ponctuer son propos d'un ou deux versets récités par cœur en arabe phonétique. Agaçant, mais pas grave : même à l'usure, ils ne m'auront pas, je suis vacciné.

Elle est due aussi aux moyens immenses mis au service du prosélytisme par les états musulmans riches : construction de mosquées, subventions à l'édition d'ouvrages de piété vendus à chaque coin de rue, bourses d'études, ouverture de stations de radio spécialisées diffusant à longueur de journée prêches et psalmodies, sans compter les conditions mises à l'octroi des financements. C'est ainsi qu'à Djibouti, ville de garnison dont une partie de l'économie reposait sur les activités de « prestations de services » aux permissionnaires, l'Arabie Saoudite a imposé il y a une quinzaine d'années au gouvernement, pour prix du financement d'une route, la fermeture de tous les bars, entraînant l'exode des innombrables « animatrices » éthiopiennes qui venaient y gagner leur vie. Ce n'était d'ailleurs pas l'atmosphère supposée de débauche entretenue par ces personnes méritantes qui avait motivé l'anathème jeté par les prudes Saoudiens, mais le fait qu'on y servait des boissons alcoolisées, et sans aucune modération si j'en juge d'après la démarche claudicante des jeunes gens aux cheveux courts qui en sortaient. Même le légendaire *Palmier en zinc*¹⁵⁵, qui ne m'a pourtant semblé rien avoir de glauque, a été obligé de retirer le pastis de sa carte afin de pouvoir continuer à fonctionner en tant que restaurant. Vous me direz, maintenant que les paras et les légionnaires

LA MAIN SUR LE CŒUR

de la base française sont de plus en plus remplacés par des militaires américains, les ventes de pastis auraient de toute façon périclité.

L'expansion de l'islam est enfin due à un facteur bien plus fondamental : l'hostilité que beaucoup de ressortissants du tiers-monde éprouvent à l'égard de l'Occident. La génération de l'indépendance était nourrie de théorie marxiste. L'université Patrice Lumumba de Moscou a ainsi formé des bataillons de cadres africains rompus au « matérialisme dialectique », dont ils avaient fait une arme au service des « luttes de libération ». Bien installés dans les fromages que leur avait procurés l'indépendance de leurs pays, ces « marxistes » opportunistes avaient vite oublié la dimension sociale de l'idéologie, mais avaient fort bien retenu, en même temps que le savoir-faire de manipulation des masses, la leçon « anti-impérialiste » grâce à laquelle ils pouvaient imputer à la malfaisance des « blancs » les dommages que leurs propres politiques prédatrices infligeaient à leurs compatriotes.

Le marxisme est passé de mode, pas la « lutte contre l'impérialisme », expression politiquement correcte qui s'emploie entre gens bien élevés pour signifier l'exécration de l'Occident. Pour ceux qui ne se satisfont pas des paradigmes bien-pensants et qui cherchent des outils idéologiques plus radicaux pour les seconder dans leur lutte ou pour nourrir leur hostilité, l'islam – ou plus exactement, l'islamisme – est un substitut commode et attrayant. D'autant plus attrayant que le prestige guerrier dont est revêtue, à tort ou à raison, la religion des conquérants du *jihad*, lui insuffle une singulière force mobilisatrice.

Je viens d'utiliser le vocable d'« islamisme ». Il vaut mieux s'en méfier à cause des significations ambiguës dont on le revêt trop souvent¹⁵⁶. Comprenez ici : « ensemble d'idéologies *politiques* revendiquant une inspiration puisée dans des interprétations de la doctrine musulmane ». Je vous concède que c'est un peu lourd comme définition, mais quand on aborde des sujets sensibles, il faut être méticuleux : faute de pouvoir caractériser « l'islamisme » par un *contenu* précis, puisqu'il se partage en multiples chapelles formant ce que les journalistes appellent une « nébuleuse », il faut bien s'efforcer d'en cerner le *contour* de manière générale – et neutre.

Pendant longtemps, le communisme a été la principale – et presque la seule – idéologie militante de contestation de l'ordre du monde installé par la suprématie occidentale. Bien des musulmans, pourtant mobilisés contre la même cible, s'en tenaient à l'écart, considérant avec juste raison qu'il n'était

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

qu'un sous-produit de la culture occidentale dont il ne faisait que propager, sous une forme à peine altérée, les valeurs pernicieuses et la dépravation intrinsèque. Le communisme une fois enterré, il n'y a rien d'étonnant que le flambeau ait été repris par l'islamisme, ainsi devenu l'idéologie la plus structurée et la force la plus voyante d'opposition à l'ordre occidental¹⁵⁷, une force qui instrumentalise *l'islam* au service d'un objectif tout ce qu'il y a de séculier : frapper l'Occident. Cet islamisme idéologique est plus redoutable que celui des mouvances extrémistes du type d'Al-Qaeda car il s'inscrit dans un projet géopolitique bien plus ambitieux. Comme le communisme avant lui, il déploie son action sur deux fronts. Sur le front extérieur, il s'efforce de rassembler sous sa bannière des forces politiques du tiers-monde dressées contre l'Occident ; la propagation de la foi musulmane est un outil puissant pour rallier à son camp le maximum de troupes. Sur le front intérieur, il s'emploie à tirer parti de la « tête de pont » déjà installée au « Nord » par les diasporas musulmanes afin de subvertir les mécanismes qui fondent la suprématie et la séduction exercées par la civilisation occidentale.

C'est ainsi que l'islamisme nourrit l'inspiration d'un nombre croissant de ceux qui n'ont de cesse de poser des bombes contre l'Occident et qui ne sont pas nécessairement des « vrais » musulmans, au sens où l'entendent les musulmans pieux. Attention : je n'ai pas utilisé le mot de « terrorisme » ; je me garde bien de faire l'amalgame, je ne parle que de bombes *idéologiques*. Je ne nie pas qu'il y en ait aussi d'autres mais elles ont beau être meurtrières pour ceux qui ont la malchance de se trouver au mauvais moment au mauvais endroit, ce ne sont peut-être pas les plus menaçantes pour le devenir collectif de votre société.

Il y a trente ans, les ennemis les plus radicaux de l'Occident carburaient au marxisme ; aujourd'hui, ils carburent à l'islam.

Les paisibles dignitaires du culte musulman et les intellectuels de bonne compagnie qui représentent l'islam sur les plateaux de vos chaînes de télévision peuvent jurer de leur bonne foi la main posée sur le cœur, ils sont trop conscients de tout cela pour ne pas en éprouver quelque gêne. Le moyen de s'en affranchir est de fustiger le terrorisme. Dont acte.

C'est aussi un bon moyen d'éluder la discussion sur le *vrai* sujet.

Problématique des barbous

Souvenez vous de l'après-68 : on glosait beaucoup sur les relations compliquées qu'entretenaient toutes sortes de groupuscules « trotskistes », « maoïstes » ou « situationnistes », faites d'obscur querelles de doctrine, d'alliances temporaires et de rivalités pour le contrôle des organismes sociaux étudiantins. J'oubliais les *mao-spontex*. Ça vous rappelle quelque chose, à vous, les mao-spontex, autrement dits : « maoïstes spontanéistes » ? Quelle importance cela revêt-il aujourd'hui, en regard du fait que nombre de personnes issues de ces différentes tendances ont accédé entre-temps à des postes clefs de l'appareil politique et médiatique ? Ils ont fait taire leurs nuances doctrinales pour les fondre en une idéologie collective¹⁵⁸, ce que j'appelle la bien-pensance postmoderne, qu'ils imposent peu à peu à la société et derrière laquelle on aurait du mal à déterminer ce qui est dû à l'un ou l'autre des courants d'il y a trente-cinq ans.

En sera-t-il de même des différents mouvements plus ou moins organisés qui se disputent l'influence au sein des communautés musulmanes, des wahhabites aux Frères musulmans en passant par toutes les nuances du courant salafiste ? Vous avez certainement remarqué que dans l'analyse typologique que j'ai proposée au chapitre précédent, je suis resté à un niveau théorique, m'abstenant de rattacher les différentes catégories analytiques à telle ou telle des chapelles entre lesquels se partagent les « barbous ». C'est, bien entendu, parce que mon propos est de dégager une grille de lecture, pas de faire de la délation. C'est aussi parce que je suis tenté de croire que les rivalités opposant les diverses organisations relèvent de l'anecdote et que ce n'est pas d'elles que dépend le devenir de l'Occident dans son face à face avec l'islam, mais de la dynamique relative de tendances profondes, telles que j'ai essayé de les schématiser à travers ma grille typologique.

Parmi ces typologies, la ligne de fracture la plus évidente se situe, bien sûr, entre les « paisibles » et les « violents ». Non pas que la frontière soit étanche : les situations de crise peuvent entraîner des réactions de violence terrible chez les plus pacifiques : dans mes pérégrinations à travers le monde, je n'ai pas rencontré de peuples plus doux et plus courtois que les Rwandais et les Cambodgiens, et pourtant ... On a l'impression – je ne saurais le démontrer et qui le pourrait à ce jour ? – que le champ d'action des tendances les plus violentes s'est déplacé, pour le moment du moins, sur le théâtre proche-oriental, à travers l'abcès de fixation irakien. Ne me faites pas dire que j'approuve l'action de Bush, certainement pas. J'aurai l'occasion plus tard d'exprimer ce que je pense des périls auxquels elle nous expose à plus long terme. Il y avait d'autres stratégies possibles, si tant est que la lutte

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

contre le terrorisme faisait partie des objectifs du gouvernement américain. Ce que je veux dire, c'est que le défi terroriste est de ceux qui peuvent être circonscrits, à la manière dont les pompiers circonscrivent un incendie¹⁵⁹, par une stratégie rationnelle déployant une gamme de moyens militaires, juridiques, diplomatiques et politiques.

Il en est tout autrement du défi lancé à l'Occident par l'islam « paisible ». Et peu importe qu'il soit « modéré » ou « extrémiste ». Ce sont des distinctions dans lesquelles on a d'autant moins à entrer qu'on n'est pas très sûr de savoir les opérer. « Nous n'avons rien contre l'islam, ce sont juste les extrémistes qui nous inquiètent », nous susurrent les bien-pensants. Sornettes ! Arrêtez de nous bassiner avec les extrémistes et fichez-leur la paix ! Le principe de la liberté de conscience nous impose de reconnaître à chacun la faculté de vivre sa foi comme il l'entend, fût-ce selon une vision rigoriste ou « extrémiste » si ça lui chante, tant qu'il ne porte pas atteinte à l'ordre public et au fonctionnement de la société.

Prétendre lutter contre l'extrémisme en favorisant l'émergence d'un islam « modéré », « modernisé » ou « eurocompatible », peu importe le qualificatif dont on l'affuble, n'est pas notre affaire. C'est aux musulmans de trouver *par eux-mêmes* la voie qu'ils jugent la plus propre à leur assurer une place individuelle et collective au sein d'une société qui s'est bâtie selon des principes qui ne sont pas les leurs. Nous n'avons pas à le leur dicter : c'est une question de *respect* à leur égard.

Occupons-nous plutôt de ce qui nous regarde : mettre un coup d'arrêt à l'emprise que l'islam, fût-il modéré, est en train d'acquérir dans *notre* société et qui risque de la transformer dans un sens que nous ne souhaitons pas. Il nous appartient d'être *intransigeants* sur un point capital qui relève de la notion d'*ordre public* entendu au sens large. Réformez-vous, ou ne vous réformez pas, c'est votre affaire et nous ne nous en mêlerons pas ; mais nous ne tolérerons pas que vous nous imposiez des pratiques incompatibles avec nos règles de vie sociale, encore moins que vous cherchiez à bouleverser nos sociétés pour les conformer à vos exigences. Bien entendu, ce n'est pas du tout le chemin que nous sommes en train de prendre : il exigerait un minimum de courage, de conviction et de cohérence, tout ce dont nos dirigeants et nos élites sont dépourvus. Il n'y a pas, au demeurant, à leur en faire reproche car ces prétendues « vertus » sont, dans nos démocraties médiatiques, des handicaps majeurs pour qui prétend à être admis au sein des élites.

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

C'est à cet islam « paisible » et pourtant loin d'être rassurant que je souhaite consacrer la suite de ce chapitre, pour essayer de mieux comprendre par où progresse et à quoi nous expose l'action des « barbus ». Puisqu'il est question de pilosité, sujet sensible en islam, restons-y.

Cachez ces cheveux que je ne saurais voir

La question du voile a cristallisé l'attention de l'opinion publique française pendant toute la période qui a précédé l'adoption de la fameuse loi sur « les signes religieux ostensibles ». Le voile est devenu un enjeu politique et, d'une certaine manière, le symbole de l'islam aux yeux de beaucoup d'occidentaux.

Certains auteurs affirment que le voile et la sujétion des femmes n'ont rien à voir avec l'islam. Ils nous font valoir que les récits de l'âge d'or des califats n'en font pas état et mettent en scène des femmes participant avec une grande liberté à la vie sociale et intellectuelle. Ils oublient de mentionner que les femmes en question, dont la littérature poétique d'époque – souvent assez coquine – fait grand cas, étaient pour la plupart des courtisanes, choisies pour leurs dons artistiques parmi les esclaves belles et instruites et achetées à prix d'or pour donner de l'éclat aux festivités mondaines et culturelles dont cette société brillante raffolait. Les femmes de condition « libre » – entendez : « non servile » –, elles, restaient cloîtrées dans leur rôle de reproductrices et n'avaient pas accès à ces manifestations.

Bien plus, l'obligation du voile ne serait, selon les « bons » auteurs, qu'un apport tardif venu de Perse ou même de Byzance¹⁶⁰. On a de la peine à les suivre. Là où pourtant ils n'ont pas tort sur ce terrain, c'est que le voile n'est pas l'apanage de la tradition islamique. Pour qui a tant soit peu fréquenté les régions désertiques des basses latitudes, qu'il s'agisse de l'Arabie, du Sahara, du Namib ou du Sonora mexicain, il est clair que ce n'est pas un luxe de se couvrir d'un linge le visage et les cheveux pour se protéger du soleil, du vent et de la poussière. La religion n'est pas en cause là-dedans.

Vous avez sans doute remarqué le teint pâlichon des filles voilées, qui leur donne un air vaguement souffreteux ? C'est voulu. Pas par masochisme religieux. Dans la société du Proche-Orient, la blancheur de la peau est un critère de beauté pour les femmes, non pas en raison d'un quelconque préjugé « racial » mais d'un préjugé *social*. Les femmes qui travaillent aux champs ou sur les échafaudages des chantiers ont du mal à ne pas montrer un visage bruni de sorte qu'une peau claire est censée révéler la citadine de

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

bonne famille qui vit à l'ombre. Il en était d'ailleurs de même chez vous jusqu'à l'institution des congés payés et l'invention de l'*Ambre solaire*. Avez-vous déjà oublié la fameuse *Belle des champs* qui nouait un fichu sur sa tête pour vendre son fromage ?

La tradition judéo-chrétienne¹⁶¹ fait également du port du voile un signe de « modestie » et de soumission pour les femmes, comme en témoigne encore aujourd'hui l'habit des religieuses, du moins pour les ordres qui continuent à porter ce signe distinctif. Il est vrai que l'Occident n'a pas pris ces prescriptions à la lettre et a vu ses usages vestimentaires beaucoup varier d'une époque à l'autre et selon les classes sociales : il y a eu une période au XVI^e siècle où la mode pour les élégantes des cours royales était de découvrir leurs seins remontés très haut par des robes corsetées alors que les femmes occidentales d'aujourd'hui ne les laissent voir que sur les plages – en Europe, mais ne vous y essayez pas en Amérique, vous vous retrouveriez illico au tribunal – ou avec des tenues de soirée dites « très habillées » et hors de prix.

Le voile remplit toutefois chez les musulmans une fonction bien particulière, liée à l'institution de la polygamie. La tradition coranique autorise quatre épouses¹⁶² mais assortit cette faculté de deux conditions : respecter une stricte égalité entre les co-épouses et avoir de quoi subvenir à leurs besoins. Les théologiens, et avec eux pas mal d'« adeptes d'un islam ouvert et tolérant », embarrassés de justifier devant l'opinion occidentale une coutume que, décidément, elle se refuse à trouver « moderne », expliquent que, à l'époque des guerres de conquête – promis, juré, craché, la conquête c'est du passé – où de nombreux combattants de la foi perdaient la vie, « il fallait bien pourvoir au sort des veuves » et, ajoutent certains qui ne se rendent pas compte qu'ils ne font qu'aggraver leur cas, « leur éviter de tomber dans la prostitution ». En somme, la polygamie n'était qu'une sorte de *sécurité sociale* pour les femmes : regardez comme en Islam on est attentionné à leur égard.

On ne s'explique pas bien l'embarras des porte-parole de l'islam : bien des sociétés traditionnelles¹⁶³ ont connu la polygamie. On peut la voir comme une survivance lointaine du schéma de la horde primitive où l'accaparement des femelles par le mâle dominant est de règle. À ce titre, c'est évidemment une pratique « arriérée ». Mais l'analyse ne peut pas se contenter de ce niveau de généralité car la polygamie a aussi le caractère d'une réponse sociale aux problèmes spécifiques se posant dans un contexte donné. Dans un système clanique, tel que celui de l'Arabie ancienne, elle

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

sert à tisser des alliances entre clans, elle fabrique du lien social. Elle s'inscrivait parfaitement dans la logique du projet de Mahomet qui impliquait de renforcer tout ce qui pouvait concourir à unifier les tribus : il n'avait donc aucune raison d'y porter atteinte, bien au contraire. De toute manière, la société islamique des origines ne constitue pas une exception telle qu'il y ait lieu d'aller chercher des justifications alambiquées. Pourquoi, par exemple, invoquer le devoir d'assistance à l'égard des veuves de guerre et pas la coutume commune aux anciennes civilisations guerrières de s'attribuer pour épouses les filles enlevées à l'ennemi¹⁶⁴ ? Parce que cela en dirait trop sur la dimension prédatrice qu'avait nécessairement le *Jihad* ? Parce qu'on veut faire oublier que *la polygamie a fonctionné comme un outil politique au service de l'islamisation et de l'arabisation des pays conquis* , en prélevant des femmes dans les populations soumises pour leur faire porter une descendance mahométane tout en privant les vaincus de la possibilité de se reproduire, ce qui était au fond une forme d' *ethnocide* dissimulé sous des prétextes religieux ? À moins que, si ces messieurs sont gênés par le sujet, cela ne révèle en réalité autre chose : c'est qu'au fond d'eux-mêmes ils ne sont pas si sûrs d'approuver l'abolition de la polygamie par les pays musulmans progressistes comme la Turquie d'Atatürk ou la Tunisie de Bourguiba, ni son interdiction générale en Occident. En un mot, qu'ils se refusent à considérer la polygamie comme appartenant désormais au passé ou tout au plus comme un phénomène résiduel, mais au contraire qu'elle pourrait bien avoir *toute sa place* dans l'avenir de l'islam tel qu'ils l'envisagent.

Mais ne faisons pas de procès d'intention et intéressons nous à un autre aspect de leur argument qu'à mon avis on ne met pas assez en lumière : la dimension *sociale* de la polygamie. Plus exactement : la manière dont la polygamie s'intègre dans l'équation de l'équilibre social. Vous êtes-vous livrés à ce petit exercice arithmétique tout simple qu'on peut faire même sans calculette ? Pour chaque homme qui possède quatre femmes, il faut bien qu'il y en ait trois autres qui n'en ont pas. Seuls les riches peuvent s'offrir plusieurs épouses. Y compris dans les communautés rurales où les épouses ne sont pas un luxe, mais une main d'œuvre : il faut détenir assez de terres pour trouver utilité à employer quatre épouses aux travaux des champs. Par voie de conséquence, ceux qui n'en n'ont pas sont les pauvres – ou les vaincus en temps de guerre. La polygamie apparaît ainsi comme une réponse de la société islamique aux problèmes sociaux : puisqu'on ne peut pas éliminer la pauvreté, au moins on la limite en empêchant les pauvres de se reproduire.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Une proportion qui peut théoriquement aller jusqu'aux trois-quarts de la population masculine est ainsi contrainte au célibat du fait de l'accaparement des femmes par une minorité. Dans une société qui ne laisse pas de place aux relations extraconjugales – je rappelle que la *charia* punit l'adultère de mort par lapidation – et qui, au moins en principe, réprime durement la prostitution – aux beaux jours de la révolution islamique en Iran, on pendait les « pécheresses » par charretées à l'aide de grues de chantier, sans doute pour faire « moderne » – le célibat signifie la privation. C'est ainsi que la frustration sexuelle vient se cumuler le plus souvent avec la frustration économique. Habilement orientée, cette double frustration est une arme. Elle a concouru à la force de l'islam des origines et à la dynamique des conquêtes : le *jihad* offrait la perspective d'aller se servir chez l'ennemi pour y prélever les femmes et les richesses qui manquaient au bilan. Quand la conquête s'arrête, l'équation est rompue et la dynamique s'essouffle.

Dans un pays où la richesse est accaparée par une minorité fortunée tandis que le reste du peuple est affamé, les riches protègent leurs biens derrière de hauts murs de clôture et circulent en voitures blindées. Dans une société où une minorité d'hommes accapare les femmes tandis que les autres restent affamés de chair féminine, que vont faire les heureux époux ? Cloîtrer leurs femmes et, quand il faut bien qu'elles se rendent à l'extérieur de la maison, les cacher sous le voile. Quand tant d'hommes sont privés de femmes, il est inévitable que ceux qui en possèdent essaient de les soustraire aux convoitises.

J'ai peine à utiliser ce mot comme pour dire qu'on « possède » un compte en banque ou la collection complète des symphonies de Chostakovitch – drôle d'idée, les symphonies de Chostakovitch, mais chacun ses goûts. Et pourtant, si j'en juge par les confidences que mon épouse a recueillies auprès d'anciennes camarades d'école piégées dans des unions polygames, c'est bien le terme qui convient.

Le grand paradoxe est que, dans le climat de frustration qu'entretient une société polygame, le voile devient pour les femmes, fussent-elles « émancipées », un accessoire de confort, sinon un instrument de liberté. Plus la proportion de femmes voilées s'accroît, plus les regards frustrés se concentrent sur celles qui ne le sont pas et plus leur situation devient inconfortable. Cela donne parfois lieu à des scènes cocasses, comme à Damas où, le dimanche, des groupes d'ados convergent de toute la ville pour s'agglutiner à l'entrée des rues de Bab Touma, le quartier chrétien, désormais seul endroit où il est encore possible de voir des filles non voilées.

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

Dans le contexte occidental, il ne faudrait pas croire que le voile ait perdu son utilité sociale. Celle-ci n'est que transposée. Le rôle d'instrument de régulation des tensions sociales que joue le voile dans la société islamique se transforme en un rôle de régulation des tensions intercommunautaires. D'expression de propriété individuelle du mari, le voile devient expression de propriété collective de la communauté. Ce n'est pas seulement comme on le dit une marque d'identité « culturelle », ni bien entendu l'application des prescriptions du saint Livre : c'est pour cela que l'expression de « signe religieux ostensible » qui figure dans la loi est trompeuse. Le voile est un signe par lequel la communauté musulmane dit aux infidèles : « ces filles là sont à nous, vous n'y toucherez pas ». On aurait tort de croire que l'enjeu relève d'une notion d'ordre moral : en interdisant aux infidèles de toucher aux filles musulmanes, on s'assure du caractère musulman de la descendance de celles-ci, et donc de la croissance numérique de la communauté. Le voile est donc aussi un signe de puissance, la démonstration de l'autorité que la communauté exerce sur ses membres¹⁶⁵ et, avec le nombre des femmes voilées qui s'accroît dans l'espace public, la démonstration de la force que la communauté est en train d'acquérir au sein de la société, de *votre* société, et de sa capacité *d'y faire prévaloir ses normes sur les vôtres*.

Les petits rois de Kaboul

De la question du voile découle naturellement la question plus générale du statut de la femme dans la société islamique. Je précise bien : dans *la société* islamique et non dans *l'islam*. Si l'on se place sur un plan religieux, il ne sera pas difficile aux commentateurs de bonne volonté, textes à l'appui, de démontrer que la manière dont le Coran traite de la condition des femmes, sans correspondre aux normes « modernes », n'en relève pas moins d'un esprit assez proche de ce qu'on peut trouver dans la Bible, y compris dans certains passages du Nouveau Testament. « Et donc où est le problème ? » demandent benoîtement les adeptes d'un islam ouvert et tolérant. Je ne suis pas tout à fait de leur avis – mais je peux me tromper car je reconnais bien volontiers que ces messieurs connaissent le Coran et le comprennent beaucoup mieux que moi, eux qui ont passé le plus clair de leur existence à le lire, le relire, l'apprendre, le commenter, le réciter et le faire réciter, tandis que je me consacrais à mille autres choses bien plus frivoles comme d'étudier les mathématiques, les sciences politiques et l'économie, ou de gagner ma vie en calculant la rentabilité de projets de développement.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Je crois simplement qu'on fait erreur en plaçant la question sur le plan religieux.

On peut discuter à l'infini pour savoir si le statut de la femme selon les dogmes coraniques est meilleur ou pire, plus avancé ou plus rétrograde, que selon les préceptes bibliques. Le problème n'est pas là. Il est que la manière concrète dont fonctionne encore aujourd'hui la société islamique s'oppose à ce que la femme se libère de son statut d'infériorité.

L'institution de la polygamie, comme je crois l'avoir montré, est l'un des mécanismes qui concourent à cette infériorité. Revenons sur un point bien précis : ce sont surtout les riches qui peuvent avoir plusieurs femmes, alors que les pauvres en sont privés. Mais alors, où les riches vont-ils chercher leurs femmes supplémentaires, où vont-ils, si j'ose dire, « s'approvisionner » ? Eh bien, chez les pauvres, pardi. J'ai évoqué les effets de frustration que provoque ce « prélèvement » sur la partie pauvre de la population masculine. Côté féminin, plus précisément pour les « heureuses élues », filles pauvres épousées par un homme riche, ce système donne d'emblée un caractère inégalitaire à la relation conjugale, ou plus exactement renforce et perpétue des structures inégalitaires déjà avalisées par le consensus social.

J'ai déjà dit que les Arabes étaient de grands romantiques – à la différence des musulmans africains chez qui domine un réalisme assez terre-à-terre ; je ne me prononce pas en ce qui concerne les autres musulmans non arabes car je ne sais pas et, par principe, je ne parle pas de ce que je ne connais pas. Écoutez une chanson arabe – cette fois-ci, je vous inviterai à choisir le chanteur égyptien Farid El-Atrach¹⁶⁶ – et comptez combien de fois vous entendrez les mots de « *ya habibti* » (ma bien-aimée) et de « *'elb* » (cœur). Comment concilier le caractère sentimental de ces chansons dont les Arabes, hommes et femmes, raffolent, avec l'idée qu'on se fait du « machisme » arabe ? Cela n'est pas si contradictoire, il est vrai : bien des grands poètes romantiques français, Victor Hugo en tête, étaient dans leur vie privée d'affreux machos selon les critères d'aujourd'hui. Au demeurant, le machisme n'exclut pas la galanterie. C'est parfois dans les pays les plus machos que vous aurez la chance, mesdames, de bénéficier des petites attentions quotidiennes qu'on a bien oubliées dans notre société « égalitaire » : un homme qui s'efface pour vous laisser le passage, une main secourable qui vous aide à hisser votre bagage dans le bus. Est-ce pour cela que les femmes apprécient, dit-on, les machos ?

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

Les Arabes sont-ils vraiment machistes ? Les musulmans arabes, en tant qu'hommes – au sens de : « êtres humains adultes de genre masculin envisagés du point de vue de leur relation à l'égard de l'autre genre » – ne sont ni meilleurs ni pires que les autres hommes. Autant j'ai vu des cas de femmes qui avaient souffert de leur condition de co-épouses d'un mari polygame, autant je connais aussi des exemples de couples unis par une affection et un respect mutuels comme on n'en voit pas si souvent en Occident.

Le machisme, s'il faut le définir, est fait d'exaltation des valeurs viriles accompagnée de condescendance, tantôt bienveillante, tantôt hostile, à l'égard des femmes. C'est un trait familier des cultures méditerranéennes, comme en témoignent les clichés véhiculés par les films d'Aldo Maccione et les polars consacrés au « milieu » italo-américain. Il ne faudrait pas voir seulement dans la déclinaison particulière que lui donne la tradition arabomusulmane le produit d'une idéologie d'origine religieuse : c'est un comportement résultant d'une mécanique sociale. Toujours la même, celle du système polygame : l'homme privé de femmes se prend de haine pour les femmes. C'est la logique du « ils sont trop verts ». On dénigre ce à quoi l'on n'a pas accès. Pris au piège du dénigrement, on en vient à le détester. Le processus est parfaitement décrit par La Fontaine dans la fable *Le Renard et les raisins*. Je crois bien que c'est aussi décrit dans des livres plus savants mais, excusez moi, je trouve La Fontaine plus facile à lire et le mot qu'on emploie dans la langue classique pour décrire ce phénomène, le *dépit*, suffit pour ne pas avoir besoin d'expressions plus compliquées.

Le dépit, dénigrer ce qu'on ne peut pas avoir, est une réaction défensive tout à fait classique et transculturelle. L'institution de la polygamie, pas parce qu'elle transforme la femme en « bétail » – cela peut aussi se produire dans les sociétés monogames – mais parce qu'elle prive de femmes une partie des hommes, fabrique de la misogynie. Et même lorsque la polygamie est abolie, même lorsque les individus sont transportés dans un contexte géographique et culturel différent, il faut sans doute plusieurs générations pour arriver à effacer tout à fait les *patterns* comportementaux qu'elle a imprimés dans la société.

Ces patterns comportementaux se transmettent par l'éducation et s'acquièrent très jeune. Je l'illustrerai par deux scènes dont j'ai été le témoin.

Un après-midi de printemps, il y a quelques années, de passage à Casablanca, j'étais allé respirer l'air marin sur la corniche. Le soleil était radieux, l'océan fougueux, la brise d'une fraîcheur délicieuse, c'était jour

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

férié et toute la ville s'y était donné rendez-vous. Je croise une famille marocaine qui se promenait paisiblement. Devant, monsieur, avec « le » fils qu'il portait dans ses bras comme un saint-sacrement. À trois pas derrière, madame et les deux filles aînées, tête baissée et voilées jusqu'aux yeux. Ces personnes ne faisaient rien de critiquable et incarnaient au contraire une certaine idée du bonheur familial en version « sud de la Méditerranée » mais demandez-vous quelle image des rapports entre hommes et femmes est en train de s'imprimer dans l'esprit de ce petit bonhomme de quatre ou cinq ans, et quelle influence cela pourra avoir sur sa vision du monde une fois qu'il sera devenu adulte.

Un jour, à un arrêt de bus à Barbès, j'observais un groupe de trois personnes, une femme d'une quarantaine d'années en caftan brodé, une jeune fille, dix-sept ans peut-être, costume noir et foulard noué autour du visage, et un garçon d'une dizaine d'années : la mère, la fille aînée et le fils cadet. Le bus arrive. Une seule place assise est disponible. Le garçon s'en empare d'autorité et d'un geste, sans dire un mot, intime l'ordre à sa mère et à sa sœur de se diriger vers la plateforme centrale. Pourquoi l'ai-je remarqué cette fois-là, alors que dans ce quartier on voit cela tous les jours ? Les broderies dorées du caftan, peut-être. Le monde arabo-musulman, plus encore que l'Occident contemporain, s'adonne au culte de l'enfant-roi. Quand je dis « l'enfant-roi », bien sûr je veux dire « le garçon ». À dix ans, celui-ci est déjà conditionné pour *donner des ordres à sa propre mère*.

Il n'est pas difficile de décrypter la mécanique menant au phénomène taliban. On a dit que les talibans interdisaient aux femmes de travailler. C'est pure médisance : l'interdiction ne s'appliquait pas, soyez en certains, aux labours, aux corvées d'eau et au concassage des cailloux. À la médecine, à l'enseignement, au journalisme, au métier d'ingénieur, oui. Pourquoi donc avaient-ils interdit aux femmes l'exercice des professions qualifiées et socialement valorisantes ?

L'éducation donnée aux garçons et aux filles est très différente ainsi que le rapport d'autorité avec leur mère. Le garçon des familles pauvres est laissé dans la rue où il s'occupe à jouer au football avec ses copains en tapant dans une boîte de conserve. Vous connaissez bien ce phénomène : sa version transposée dans nos cités s'appelle « tenir les murs ». Le garçon des familles aisées, quant à lui, passe une enfance de « huitième merveille du monde » pendant laquelle on ne se permettrait pas d'exiger de lui des efforts. La petite fille pauvre est, dès cinq ou six ans, réquisitionnée pour les tâches ménagères ou les travaux agricoles. Dans les familles bourgeoises – j'inclus

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

dans cette catégorie la classe moyenne urbaine qui vit souvent de manière très modeste – les filles sont conditionnées en vue de la réussite scolaire. Ce n'est pas qu'on ne souhaite pas la même réussite pour les garçons : c'est que le rapport d'autorité est différent et on est tout simplement démunie des moyens d'exercer sur eux autant de pression. Résultat : les filles obtiennent des diplômes et pas les garçons. Rien d'étonnant donc que les professions « intellectuelles » se soient largement féminisées dans beaucoup de pays d'Afrique du nord et du Proche-orient. Ce phénomène n'est pas, sauf exception, le résultat de politiques de promotion de l'égalité entre hommes et femmes, mais plutôt celui *de la meilleure réussite scolaire des filles*. Arrivés à l'âge adulte, les hommes qui ont passé leur jeunesse à s'amuser ou à traîner, chacun selon ses moyens, se retrouvent avec un statut social inférieur à celui de leur sœurs. Pire : les copines de leurs sœurs les snobent.

Et, par *dépit*, les ex-petits rois tournent « barbus ».

Ou casseurs. C'est selon.

Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage

Revenons à nos militants d'un islam ouvert et tolérant, avec ou sans barbe et ayant ou non fait le deuil de leur enfance de petits rois.

Ayant fait justice des soupçons de « double langage » et reconnu que c'est sans doute à bon droit qu'ils nient la motivation religieuse des extrémistes violents, je dois ajouter qu'ils ont toutes les raisons d'être sincères dans leur condamnation du terrorisme. Ils savent même que le terrorisme est devenu le premier obstacle à la réalisation de leurs objectifs car il risque de dresser l'Occident dans une réaction défensive contre tout ce qui est islamique. Les islamistes pacifiques trouvent idiot qu'un Ben Laden fasse écrouler les tours de New York alors qu'il lui suffirait d'attendre les bras croisés sous son arbre en comptant ses chèvres – on sait combien l'Orient est patient, n'est-ce pas ? – pour que l'Occident entier, et pas seulement les tours de New York, s'écroule tout seul sans même avoir besoin d'un cutter. À se demander même si ce Ben Laden ne serait pas une création diabolique de l'esprit tortueux des infidèles – la malédiction soit sur eux – : spéculation qui rejoint par des voies différentes certaines des « théories du complot » diffusées en Occident depuis le onze septembre.

Une fois admise cette logique – théorie du complot mise à part – il suffit, pour voir à quoi elle conduit, de dérouler le raisonnement à partir de la perspective inverse : en partant des buts poursuivis par les uns et les autres.

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

Ce n'est pas seulement parce qu'ils jugent que la voie du terrorisme est contre-productive que ces musulmans pieux et paisibles, militants d'un islam ouvert et tolérant, la condamnent. Revenons à leur discours : « les gens qui s'adonnent à de tels actes ne peuvent pas être de vrais musulmans ». Quel doit être l'idéal d'un « vrai » musulman ? Celui de faire triompher sa foi, celui de gagner l'humanité entière aux lumières de la révélation coranique. Or ce n'est pas du tout ce que recherchent terroristes et *jihadistes*. L'objectif qu'ils poursuivent est purement temporel : la prise du pouvoir au sein de la sphère arabo-musulmane. Ce n'est pas tant le fait d'être « temporel » qui disqualifie l'objectif : après tout, à l'époque héroïque du Prophète – son nom soit béni – et des premiers califats, conquête des territoires et conquête des âmes sont toujours allées de pair. C'est son caractère mesquin et réducteur : pourquoi se limiter au périmètre des pays musulmans, alors que c'est aux dimensions du monde, d'un monde globalisé ou en voie de l'être, qu'il faut raisonner ? Or c'est bien à cela que condamne l'usage des méthodes violentes. Tant qu'elles s'exercent à l'intérieur du *Dar-al-islam*, de l'aire géopolitique arabo-musulmane, on sait que l'Occident saura au final faire la part du feu et s'en accommoder : on trouvera, avec le temps, un *modus vivendi* ; ce qui d'ailleurs est très dangereux pour la cause de l'islam car, les diables occidentaux ayant démontré au cours de l'histoire qu'ils avaient plus d'un tour dans leur sac, ils pourraient bien parvenir au final à subvertir de l'intérieur un *Dar-al-islam* sanctuarisé dans une posture défensive : regardez comment les séductions de la consommation mettent en danger nos vraies valeurs même dans la très vigilante Arabie Saoudite ! En revanche, dès que les actions violentes s'étendent au territoire des nations occidentales, comme cela a été le cas avec le coup du onze septembre, il faut s'attendre à ce que « l'Empire contre-attaque » et reconnaître que l'Occident demeure, pour l'instant et pour un bon moment encore, le plus fort sur le plan de la puissance matérielle. Le paradoxe n'est qu'apparent : la stratégie du terrorisme et du *jihad* n'est rien d'autre qu'une stratégie de résignation et d'enfermement. Ce qu'on ne peut pas accepter de la part de ces gens-là, c'est leur insupportable manque d'ambition, leur manque de zèle à propager la foi, qu'il est impossible à un croyant convaincu d'interpréter autrement que comme de la tiédeur religieuse. C'est pourquoi ce sont, à n'en pas douter, de mauvais musulmans.

L'objectif des « bons » musulmans ne peut pas être de limiter le triomphe de l'islam à une aire géographique restreinte. Il n'est pas davantage de détruire l'Occident, mais *d'en prendre possession*. Par la conversion, par la persuasion, mais aussi par le bon usage de l'intimidation diffuse et du

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

mea-culpisme. Par une stratégie « du faible au fort » qui évite soigneusement la confrontation ouverte en rase campagne. Ce n'est pas qu'on refuse la confrontation, mais il faut veiller à ce qu'elle ne se déroule que sur des terrains où l'Occident est impuissant, *sur des terrains où l'Occident s'est lui-même condamné à l'impuissance* par le jeu de ses propres règles, règles qu'il ne peut même plus changer, tant elles sont devenues consubstantielles à son identité. Ils savent que si l'on peut invoquer les lois de droit commun contre le terrorisme et faire des lois d'exception si celles-ci ne suffisent pas, on ne peut rien, au nom de la liberté de conscience, contre la prédication paisible, contre la pression sociale qui étend la communauté par phénomène de tache d'huile. On a assisté dans les pays occidentaux à une reprise en main des musulmans, menée tranquillement et en douceur par les organes communautaires. Que de changements visibles en vingt ans, que ce soit en France ou en Angleterre ! Il est si facile d'étendre la communauté et de la ressourcer en s'appuyant sur le réservoir inépuisable de l'immigration appelée du bled. Cela permet en outre d'importer de « là-bas » les comportements démographiques assurant une montée en puissance inexorable de la communauté musulmane. Pendant ce temps, le prosélytisme et les mariages mixtes attirent à la communauté toujours plus de nouveaux adeptes recrutés parmi la population historique des pays d'accueil. On revendique, au nom de l'égalité et de la non discrimination, de faire entrer, comme allant de soi, des prescriptions de l'islam dans la vie quotidienne, et on l'obtient peu à peu.

Lorsqu'on a compris que les objectifs des jihadistes et ceux des militants paisibles de la cause musulmane sont antagoniques, le jeu de ces derniers apparaît finalement assez clair. « Acceptez de laisser la norme islamique s'installer au cœur de votre société et, en échange, nous vous protégerons en tenant à l'écart l'extrémisme violent », voilà ce qu'en substance, ils nous proposent¹⁶⁷. Eh bien, c'est un marché de dupes. Inutile pour s'en convaincre de l'interpréter comme un chantage. Inutile de spéculer sur un éventuel « double langage » et de fantasmer sur d'hypothétiques sympathies ou complaisances de ces messieurs avec la cause de leurs « frères » égarés dans la voie du *jihad*. Faisons, en un mot, l'économie de la médisance et regardons les choses en face : admettons une bonne fois pour toutes qu'ils sont sincères et n'y revenons plus, cela n'empêche pas que le prix à payer par nous serait bien lourd.

Les dindons de la farce

On n'arrivera certes pas à ce que l'islam européen s'intègre à la société civile sans que celle-ci ne se résolve à quelques concessions. Reste à voir où mène cette logique.

Il y a déjà longtemps qu'on ne sert plus de porc dans les avions, même sur les lignes qui ne desservent pas les pays musulmans. La nourriture *halal* s'installe maintenant dans les restaurants d'entreprise, les cantines scolaires, les casernes, les prisons et les soupes populaires. On peut mentionner à cet égard le curieux incident de la « soupe de cochon » de Strasbourg. Une organisation caritative avait annoncé une distribution de soupe pour les SDF, en précisant bien que celle-ci contenait de la viande de porc. Au pays des charcuteries alsaciennes¹⁶⁸, après tout, cela aurait pu être banal, mais le préfet a interdit l'opération, cédant aux pressions de ceux qui la dénonçaient comme « discriminatoire » et « raciste »¹⁶⁹. Certes, l'association caritative en question, proche de l'extrême-droite, ne cachait pas le caractère provocateur de son initiative, mais il n'en demeure pas moins que le préfet de la République n'a rien trouvé de choquant à priver de soupe les SDF strasbourgeois au nom de la *charia*, promue ainsi au rang des critères de base de l'« ordre public ». Est-ce parce que les lois laïques ne s'appliquent pas en terre concordataire ? Non sans doute, puisque l'incident s'est répété quelques jours plus tard à Paris avec le même résultat.

Au-delà de l'aspect anecdotique de cette affaire ambiguë, les conséquences qui commencent à se manifester n'ont plus rien de marginal au plan économique¹⁷⁰. La crise de l'élevage porcin qui est en train de ruiner la filière – et la région bretonne avec – est liée à diverses causes, mais la moindre n'est sans doute pas la disparition de cette viande des tables de la restauration collective qui constituaient un débouché important pour cette production car c'est une viande pas chère, le porc ayant un excellent coefficient de transformation. Tant pis, on mangera du poulet et du dindonneau, si la grippe aviaire nous en laisse, mais c'est vous qui êtes en train de devenir les dindons de la farce.

Pensez aussi à la question des jours fériés. On a beaucoup discuté de la suppression du lundi de Pentecôte. À cette occasion on a entendu dans les cercles laïques l'habituelle rengaine : pourquoi la République s'obstine-t-elle à conserver dans son calendrier des fêtes chrétiennes ? Il ne sert à rien de rappeler que, si le lundi de Pentecôte est férié et même si c'est une survivance du Concordat, il ne s'agit que d'un vieil usage qui fait partie des traditions, voire d'un « acquis social », et qu'il n'est nullement imposé par le

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

dogme. Au demeurant, les protestations les plus vives contre sa suppression sont venues des promoteurs de la fêria de Nîmes et non de la hiérarchie catholique. Mais on a aussi entendu des voix s'élever pour suggérer que, dans la foulée, on pourrait bien supprimer une ou deux fêtes chrétiennes pour les remplacer par des jours fériés empruntés au calendrier hégirien, au nom de la non discrimination et pour faire un geste fraternel en direction de nos compatriotes mahométans : d'ores et déjà beaucoup de Français n'y seraient pas hostiles. Les militants islamiques – qui ne se réduisent pas à la tendance intégriste – ont perdu la bataille du voile à l'école. Pourtant, les Français canal historique ont tort de croire que c'est une victoire pour eux. La mesure adoptée par la France lui a valu l'incompréhension de pas mal d'autres pays européens où n'existe pas – ne sévit pas ? – la même conception de la laïcité¹⁷¹, mais surtout une réaction indignée dans certains pays musulmans, ruinant en quelques jours le capital de sympathie qu'y avait bâti sa position diplomatique sur la question irakienne. Conscients des ambiguïtés que recèle l'interdiction du voile qui mêle des considérations relatives à l'ordre public, à la liberté de croyance, à la tolérance, les militants islamiques s'en accommodent fort bien car ils viennent de découvrir que la laïcité républicaine n'est pas antagonique avec leurs objectifs. En attendant, ils peuvent se consoler en se disant que les « Céfrancs » en éprouvent sans doute un peu de mauvaise conscience et que, pour se faire pardonner, ils leur lâcheront bien quelque compensation.

Justement, les jours fériés pourraient jouer ce rôle rédempteur. L'islam installé dans notre calendrier, la symbolique serait immense : depuis les origines de la civilisation, le calendrier marque non seulement les rythmes de la vie sociale mais aussi la maîtrise du temps, aussi importante que la maîtrise de l'espace. En attendant, ils envoient leurs filles voilées dans les écoles catholiques et se préparent à revendiquer pour la création d'écoles musulmanes les avantages consentis par la loi Debré à l'enseignement privé. Et ils l'obtiendront : la loi Debré, dans sa lettre, n'est pas liée au caractère religieux des établissements. Ou, qui sait, ils obtiendront au contraire avec l'appui du courant laïque l'abrogation de la loi Debré, avec pour résultat de faire disparaître l'enseignement catholique, qui fait figure aujourd'hui de dernier recours pour ceux qui voudraient transmettre à leurs enfants ce qui reste de l'héritage d'une identité historique occidentale et judéo-chrétienne. Dans les deux cas, les « barbus » seront gagnants.

Le minaret du Sacré-Cœur

Allons plus loin.

Lorsque les délégués des communautés musulmanes françaises se sont rendus à Bagdad pour essayer de s'entremettre afin d'obtenir la libération des journalistes enlevés, toute la France s'est sentie prise de sympathie à leur égard : voilà enfin des gens qui donnent une image positive et patriotique¹⁷². Pendant les quelques jours qu'a duré leur mission, on n'a pas cessé de les voir sur les écrans. Je suis convaincu que, pour eux, il s'agissait d'une tentative sincère de rendre service à leurs compatriotes en mettant à profit leur proximité culturelle avec des personnes qui auraient pu, peut-être, jouer les intermédiaires ou faire comprendre aux ravisseurs qu'ils servaient bien mal leur cause. Je suis également convaincu que les retombées médiatiques ne sont venues que par surcroît, simple sous-produit de leur équipée, et n'en étaient pas l'objectif. Parmi les commentaires récurrents qu'on a entendus sur les ondes, un pourtant m'a fait sursauter : « ils ont accéléré l'inscription de l'islam français dans l'espace public ».

« L'inscription dans l'espace public » : belle expression, un peu alambiquée, mais tellement « citoyenne ». Changez un mot et vous comprendrez facilement ce qu'elle a immédiatement évoqué pour moi : l'inscription dans le paysage.

Il y a trente ans, en parcourant les campagnes de Tunisie, j'avais été frappé par le nombre d'églises dont les clochers dominaient les villages. Témoignages de la présence autrefois des nombreux colons français et italiens, elles avaient été sécularisées et transformées, les unes en bibliothèques municipales, les autres en centres sociaux, d'autres même en salles de sport. Je ne me rappelle pas en avoir vu une seule transformée en mosquée. Réflexion faite, ce vieux renard de Bourguiba était sans doute trop finaud pour laisser faire une chose dont la portée symbolique eût été trop lourde. Un acte qui aurait associé l'indépendance de son pays à l'image d'une victoire de l'Islam sur la Chrétienté serait allé à l'encontre de son projet politique qui n'était pas de promouvoir un « islam ouvert et tolérant » ; il était de faire de la Tunisie une république laïque moderne, respectueuse des convictions musulmanes de son peuple, mais laïque quand même. Je précise pour les lecteurs pressés : quand je qualifie Bourguiba de « vieux renard », il n'y a dans mon esprit aucune nuance péjorative. J'ai, bien au contraire, beaucoup d'admiration et d'estime pour ce personnage. Il n'a pas craint d'affronter l'emprisonnement pour faire triompher ses convictions et il a su joindre à sa capacité manœuvrière une clairvoyance

PROBLEMATIQUE DES BARBUS

exceptionnelle quant à l'avenir du monde arabe. Aux jeunes, pour qui le souvenir du « combattant suprême » n'évoque plus grand chose, je dirais : une sorte de mélange de Mitterrand, pour la rouerie, et de Mandela, pour le courage et la hauteur de vues. Le monde arabe et musulman aurait eu besoin de beaucoup d'autres Bourguiba. En outre, il avait de l'humour, ce qui n'est pas si courant dans cette aire culturelle, du moins chez les dirigeants.

Au moment où j'écris, on célèbre le centenaire de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. La hiérarchie catholique l'avait combattue ; aujourd'hui elle reconnaît que cette loi a aidé à réintégrer les catholiques dans le corps civique et lui a donné la liberté à l'égard du pouvoir politique. Elle l'a aussi déchargée du souci des bâtiments du culte¹⁷³, devenus propriété des communes.

Justement, les communes. Là est la difficulté. Nombreuses sont les églises, dans des paroisses rurales et même dans les grandes agglomérations, où le culte célébré de manière épisodique ne rassemble plus qu'une poignée de fidèles. Pour celles qui présentent un intérêt architectural ou historique – « patrimonial » comme on dit en français du Canada – pas de problème. Mais les autres ? Quelle est la légitimité de faire supporter aux contribuables la charge d'édifices qui servent si peu ? Et que va-t-il se passer si les affectataires – les associations culturelles – négligent, faute de ressources, la modeste part d'entretien qui leur incombe ?

Pour l'instant, la communauté musulmane et les responsables politiques réfléchissent à la manière de donner aux musulmans de France les moyens de pratiquer leur culte dans des conditions décentes. On ne parle encore que de construction de mosquées. La loi ne permet pas d'y affecter des fonds publics, mais il semble assez facile de contourner l'interdiction en adjoignant aux locaux de culte proprement dits toutes sortes d'annexes à vocation sociale ou culturelle qui sont, elles, éligibles aux subventions des municipalités¹⁷⁴. Cela ne les empêche nullement, bien au contraire, d'être utilisées pour des fonctions que, dans le vocabulaire catholique, on qualifierait de « pastorales » et de contribuer au rayonnement et à l'implantation de la foi mahométane. Quoi de plus « culturel » qu'une bibliothèque ? Quoi de plus normal que les rayons de la bibliothèque d'un centre culturel communautaire se garnissent d'ouvrages relatifs à la culture de la communauté ? Quel critère juridique distingue un ouvrage traitant de culture islamique d'un ouvrage d'apologétique religieuse¹⁷⁵ ? Vous n'allez quand même pas imposer une censure au contenu des bibliothèques ? Citoyens, préparez vous à déboursier. À moins que ...

LE MIEL DE LA PAIX ET DE LA TOLERANCE

N'y a-t-il pas de solution moins coûteuse ?

Rien n'empêche une association musulmane de déposer à la mairie une demande visant à affecter au culte musulman une église désertée par les catholiques. Le dossier n'aura pas de mal à démontrer que l'édifice servira cinq fois par jour au lieu de trois fois par an et bénéficiera d'un meilleur entretien. En bref, que le changement d'affectation accroîtra l'utilité publique de cette pièce du patrimoine communal. À supposer qu'un maire refuse, il est sûr de perdre devant le tribunal administratif, du moment que l'association islamique aura respecté les critères et la procédure de la loi de 1905. En outre, cela serait d'un mauvais gestionnaire et politiquement intenable car anti-républicain. Les chrétiens auraient de quoi éprouver un choc, mais aucun n'oserait s'y opposer, au nom de l'œcuménisme, de la fraternité entre les gens du Livre et de la crainte de réveiller les vieux fantasmes d'intolérance.

Ne vous réjouissez pas trop vite : il coulera sans doute encore de l'eau sous les ponts de la Seine avant qu'un muezzin ne lance l'appel à la prière depuis les tours du Sacré-cœur de Montmartre. Propriété d'une fondation privée, la basilique échappe à la loi de 1905 ; son architecture orientalisante et son voisinage avec un « département d'outre-mer » du *dar-al-islam* n'y changeront rien, d'autant qu'elle ne regarde pas vers La Mecque.

En revanche, pour la cathédrale Notre-Dame de Paris, cela n'est plus de l'ordre de l'impensable et la loi est déjà faite pour le permettre. Et pour ce qui est de « l'inscription dans l'espace public », ce sera déjà un joli résultat.

Si vous vous souvenez de vos cours de grammaire, vous aurez noté que le verbe est au *futur*, pas au *conditionnel*.

III

Le lait des espérances

Il n'y a pas eu un jour depuis un demi-siècle où « le » conflit du Proche-Orient n'a pas tenu une place dans l'actualité. Mais au fait : y a-t-il « un » conflit ou « des » conflits ? Guerre du pétrole, impact du sionisme, problème israélo-palestinien, rivalité géopolitique entre Russes et Anglo-Saxons, assaut de l'islam contre l'hégémonie occidentale, rébellion kurde, affrontement entre l'Iran et l'Irak, contradictions entre identités nationales et utopie panarabe, appétits syriens sur le Liban, tout s'entremêle. Il a été publié sur ces questions assez d'ouvrages pour remplir des bibliothèques et je n'ai pas la prétention d'y ajouter des révélations originales et encore moins d'en proposer une synthèse. Juste l'ambition de pêcher des indices pour mieux cerner comment les enjeux proche-orientaux pèsent sur le contexte des relations entre « vous » et « eux ».

Repères, repaires et autres impairs

Si l'Orient a des millénaires derrière lui, il avait semblé s'être tenu quelque peu à l'écart du cours de l'histoire depuis cinq bons siècles avant de faire un retour bruyant sur la scène internationale depuis la première guerre mondiale. Peut-on dégager quelques constantes et quelques faits significatifs, connus de tous bien qu'on les oublie parfois, et qui peuvent aider à donner un éclairage sur la situation d'aujourd'hui ?

Belvédères et châteaux d'eau

Les régions du « croissant fertile » forment un arc allant de la frontière égyptienne à la Mésopotamie, en longeant les côtes de la Méditerranée et les chaînes montagneuses de l'Anatolie. Elles sont fertiles parce qu'elles sont au pied des montagnes d'où coulent les eaux. Je me souviens de ce qu'il restait encore de l'oasis de Damas il y a quarante ans. La vallée où s'est construite la ville, qu'on appelle la *Ghouta*, était un jardin planté d'abricotiers et d'amandiers, arrosé par le Barada, descendu des contreforts de l'Anti-Liban. D'innombrables rigoles y amenaient la verdure et la fraîcheur. D'aller s'y promener un dimanche de printemps pour respirer le parfum acide des fleurs de vigne, entendre le gargouillis des *seglias* et croquer une poignée de cerises, était un ravissement. De ce monde de lumières, de couleurs et de senteurs, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui : le béton de l'urbanisation a tout dévoré.

Du point de vue stratégique, cette région est vulnérable. Elle est en effet largement ouverte sur le désert arabe le long de l'arc intérieur du « croissant » qui va d'Amman au Golfe persique en passant par l'oasis de Palmyre. C'est de là que, pendant l'Antiquité tardive, venaient les raids des bédouins, jusqu'à celui, décisif, des disciples du Prophète. Au sud-ouest, la pointe du croissant touche à l'Égypte : Gaza et Ashkelon commandent depuis cinq mille ans l'accès vers le delta du Nil quand on vient du nord, vers le Levant quand on vient du sud, mais n'offrent aucun accident de terrain qui pourrait barrer les passages. Le seul verrou naturel, le long de la côte, est le site de Nahr-al-Kalb – la « ravine du chien » – où une arête montagneuse, aujourd'hui percée par un tunnel de l'autoroute Beyrouth-Tripoli, tombe à pic dans les flots de la Méditerranée : il a été le théâtre de nombreuses batailles, commémorées par des plaques de pierre gravées en grec, en latin, en arabe, en français ; mais, pas de chance, c'est pile au milieu du pays. Au nord, la ligne de montagnes qui s'étend du Taurus au Zagros forme un belvédère d'où l'on domine la région et d'où il est facile de dévaler pour l'envahir. C'est de là que sont venus bon nombre des conquérants qui

LE LAIT DES ESPERANCES

l'ont soumise tour à tour, des Hittites et des Perses aux Ottomans. Vue de ces régions aux hivers rudes, comme des étendues torrides de l'Arabie, la proie est tentante. Les peuples du croissant fertile n'ont jamais pu ni établir d'avant-postes dans les montagnes ni contrôler le désert pour prévenir ce péril. Côté méditerranéen, il y a bien le rempart formé par les monts du Liban et le jebel Alaoui, mais l'effet de barrière a fonctionné dans les deux sens, tout autant pour arrêter les envahisseurs venus de l'ouest que pour empêcher l'arrière-pays d'assurer son accès au littoral. C'est d'ailleurs ce qui a fait la richesse des régions côtières, intermédiaires obligés du commerce vers l'ouest. Ces massifs ont, en revanche, servi de refuge pour préserver une originalité séculaire que les empires qui se sont succédés sur ces terres ne sont jamais arrivés à effacer tout à fait.

Cette configuration géographique a sans doute concouru à une singularité historique dont on ne médite pas assez la portée : depuis la conquête perse du VI^e siècle avant J.-C. les régions du Levant n'ont *jamais plus été indépendantes* jusqu'à la fin des années 1940. Vous me répondez que la Damas des Omeyyades était la capitale de l'empire des califes et régnait sur tout l'Orient. Oui, mais ceux qui en étaient les maîtres n'étaient pas enfants du pays. Deux mille cinq cents ans d'affilée à être dominés par d'autres, voilà quel a été le sort des peuples du Levant. Vingt-cinq siècles pendant lesquels les batailles livrées sur leur sol opposaient entre eux des conquérants venus d'ailleurs. Voilà de quoi enseigner la patience. Et de quoi réveiller bien des impatiences le jour où le couvercle saute. De quoi, aussi, être désorientés quand il faut se prendre en charge tout seuls. Ceux qui veulent les convertir à la démocratie, « votre » démocratie, ne devraient pas s'en étonner.

N'oublions pas la question des châteaux d'eau. Les nuages envoyés par la Méditerranée s'accrochent sur les montagnes et arrosent à peine le reste de la contrée. L'eau qui coule au Levant, qu'il s'agisse des rivières ou des nappes souterraines, vient surtout des monts du Liban et des reliefs d'Anatolie. Autrefois, les gens des pays d'en haut pouvaient puiser autant qu'ils voulaient, il en restait assez pour ceux d'en bas. C'est fini. Avec des barrages et des pompes, si vous tenez l'amont, vous pouvez assoiffer l'aval. La guerre de 1967 a éclaté à cause de l'eau : les pompes israéliens dans le lac de Tibériade tarissaient le Jourdain et l'empêchaient de diluer l'eau des sources salées des pentes de la Transjordanie, d'où viennent les sels de la mer Morte. *Casus belli* pour les Arabes, ultimatum vociféré par Nasser auquel ont répondu les six jours de *blitzkrieg* de Moshé Dayan. Depuis vingt ans, la Turquie s'est engagée dans la construction d'immenses ouvrages hydrauliques pour capter le Tigre et l'Euphrate : les garanties données à la

REPERES, REPAIRES ET AUTRES IMPAIRS

Syrie et à l'Irak sur les minima de débit sont en péril. Une vulnérabilité de plus pour le croissant fertile. Et un facteur supplémentaire de querelles et d'instabilité, dans une région qui n'en manque pas.

Les querelles ont d'autant moins de chances de s'apaiser qu'il n'y a pas, au total, assez d'eau pour tout le monde. Si l'ensemble du Levant en consommait autant par tête d'habitant que les Israéliens, il en faudrait trois ou quatre fois plus. Le *partage* de l'eau est une question politique majeure, mais la politique est impuissante à changer la donnée de base. On voit mal comment cette affaire pourrait se régler un jour.

Pas franchement mauvais, mais curieux

Beaucoup des problèmes qui n'ont pas cessé d'agiter le Levant depuis un demi-siècle trouvent leur origine dans les événements de la Première guerre mondiale.

L'Empire ottoman a été jeté dans le conflit par un enchaînement de circonstances. Il était tombé sous la coupe des intérêts économiques français et surtout britanniques. La junte des « Jeunes Turcs », qui s'était emparée du pouvoir en 1908, était bien décidée à s'affranchir de cette tutelle. Lloyd George, qui dirigeait la diplomatie de Londres, s'était laissé circonvenir par le dynamique et ambitieux chef du gouvernement grec, Eleftherios Vénizélos, dont la politique expansionniste inquiétait l'Empire ottoman¹⁷⁶. Celui-ci a cru trouver son salut dans une alliance avec Berlin. En octobre 1914, les officiers allemands encadrant la flotte turque ont forcé la main au gouvernement d'Istanbul en déclenchant un raid surprise contre le port russe d'Odessa, une sorte de Pearl Harbor avant l'heure. L'Empire ottoman s'est ainsi retrouvé en guerre contre la France, l'Angleterre et la Russie.

Les opérations militaires se sont déroulées sur quatre fronts : la presqu'île de Gallipoli, les Balkans, les confins arméniens, et le théâtre proche oriental. Il n'y avait, du côté allié, ni unité de commandement, ni coordination stratégique entre les différents fronts et pas davantage de convergence de vues politiques. Juste un exemple : au moment du débarquement britannique aux Dardanelles, les Turcs ont aussitôt déplacé vers l'ouest les troupes qui s'étaient fait bousculer par une contre-offensive russe¹⁷⁷ ; un minimum de coordination aurait permis à la Russie d'enlever l'Arménie aux Ottomans, mais qui aurait pu en avoir envie à Whitehall ? Comme bien souvent, la conduite des opérations ne répondait pas qu'à l'objectif de vaincre l'adversaire : elle dépendait tout autant d'arrière-pensées liées aux rivalités entre « alliés ».

LE LAIT DES ESPERANCES

Dans ce contexte confus, trois épisodes sont restés dans les mémoires : la déclaration Balfour, les accords Sykes-Picot et l'épopée de Lawrence. Les trois impliquent l'Angleterre et les trois, pourtant, semblent en contradiction complète les uns avec les autres, laissant soupçonner quelques cafouillages dans la conduite de la politique étrangère de Londres. À moins qu'ils ne révèlent au contraire l'admirable duplicité de la diplomatie britannique, capable de berner en même temps trois partenaires au seul bénéfice de ses propres intérêts impérialistes. Cette thèse, je l'ai entendue mille fois exposée par le père de mon épouse et elle était partagée par la plupart des gens de sa génération qui avaient été, comme lui, les témoins et, pour certains, des acteurs de ces événements. Il suffisait, sur n'importe quelle question de l'actualité proche-orientale d'évoquer, par exemple, une possible influence de Washington pour qu'aussitôt l'un d'eux interrompe :

– Mais non, tu sais bien que les États-Unis ne font que suivre, ce sont les Anglais qui tirent toutes les ficelles. D'abord, ils sont bien plus malins que les Américains.

Plus malins, je veux bien, mais le dialogue que je vous relate avait lieu quinze ans après l'affaire de Suez où Eisenhower avait traité Anthony Eden et Guy Mollet en petits garnements qu'on envoie au piquet parce qu'ils ont fait une bêtise : c'est dire combien l'idée était ancrée. Et elle l'est toujours dans l'opinion proche-orientale, quoique sous une forme évoluée où on ne fait plus de différence entre *Brits* et *Yanks* : on met désormais tout le monde dans le même sac en donnant le rôle de *deus ex machina* au « lobby juif » supposé tirer à son tour les ficelles de l'Occident tout entier.

Tout cela tient-il debout ou n'est-ce encore qu'une manifestation de la « théorie du complot » ?

La déclaration Balfour n'est pas, pour commencer, une initiative menée dans le secret par la diplomatie britannique. Elle a été préparée par des consultations menées avec la France, les États-Unis et l'Italie. Elle visait, dit-on souvent, à amadouer les communautés juives d'Europe centrale pour qu'elles fissent pression sur le gouvernement austro-hongrois afin de l'amener à conclure une paix séparée. Peut-être¹⁷⁸. Elle était pourtant plus liée qu'on le dit aux enjeux d'Orient. Il y avait déjà, outre les juifs autochtones, une communauté récemment établie en Palestine ; elle n'était pas encore dirigée, comme elle le sera bientôt, par des militants sionistes exilés d'Europe de l'est : ses notables étaient plutôt des sépharades balkaniques. Ils n'étaient donc pas des « immigrants », mais des *ressortissants ottomans* qui avaient simplement déménagé d'un coin de l'empire à un autre une vingtaine d'années plus tôt¹⁷⁹ et qui avaient de bonnes raisons d'être loyaux à l'égard de Constantinople. À un moment où

REPERES, REPAIRES ET AUTRES IMPAIRS

leurs troupes d'Égypte combattaient aux portes de la Palestine, les Britanniques pouvaient avoir envie de désolidariser cette communauté de la cause turque. Au delà de cet objectif immédiat d'ordre tactique, il semble que, dans les cercles dirigeants de Londres, on ait nourri un dessein plus ambitieux¹⁸⁰. Il s'agissait de créer une tête de pont « occidentale » visant à stimuler la modernisation du Moyen-Orient – en confiant à la communauté juive un rôle symétrique de celui qu'elle avait joué dans l'Empire romain à l'aube de l'ère chrétienne comme véhicule d'une religion d'origine « asiatique » – ou, à défaut de cette vision grandiose et quelque peu chimérique, pour tenir en lisière les aspirations dérangeantes du nationalisme arabe naissant. En quelque sorte la préfiguration de la politique que mèneront les Américains dans le contexte de la guerre froide. Pour être précis, rappelons que la déclaration Balfour, formulée à la virgule près, n'avait pas évoqué un « état juif », mais un « *national home for the jewish people* » – qu'on traduit en général par « foyer national juif », mais qui suggère aussi la notion d'un « refuge », sous drapeau britannique, bien entendu. L'idée directrice était en effet qu'une cohabitation entre juifs et Arabes devait être possible *dans le cadre de l'Empire britannique* et sous son arbitrage, la perspective d'indépendance étant à l'époque *hors sujet*. Du point de vue arabe, cela ressemble fort à une stratégie « impérialiste » consistant à planter une écharde au flanc du monde arabe. Quant aux militants juifs qui avaient espéré établir là leur état, ils en ont été pour leurs frais après la guerre, lorsque les Anglais ont mis la main sur la Palestine et se sont engagés dans un jeu compliqué de bascule. Comme toujours, avec les jeux compliqués, on risque de mettre tout le monde contre soi.

Avec les accords Sykes-Picot – qui n'ont pas pris la forme d'un traité mais d'un simple mémorandum entre diplomates¹⁸¹ – les Anglais ont-ils dupé les Français ? Non. La France n'était pas présente sur le théâtre proche-oriental et n'était pas en posture de s'emparer militairement par elle-même des territoires que lui attribuaient les accords : son armée d'Orient¹⁸² était tout entière sur le front balkanique où la France n'avait d'ailleurs pas de grands avantages à espérer, à part « la reconnaissance éternelle¹⁸³ » du peuple serbe et la fierté d'accomplir une « mission historique » en parachevant la restauration de l'indépendance grecque. Mais puisque cela faisait plaisir aux Français de planter leur drapeau sur Damas et Beyrouth, dans le prolongement de leur rôle traditionnel de « protecteurs » des minorités chrétiennes du Levant¹⁸⁴, pourquoi pas, du moment qu'on trace la frontière de manière à les tenir à l'écart du pétrole. Après tout, si les Français font passer les satisfactions symboliques avant les intérêts concrets, comme ils l'avaient si bien montré après l'armistice en exigeant que le maréchal Franchet d'Espèrey fasse son entrée dans Constantinople sur un cheval blanc

LE LAIT DES ESPERANCES

à la tête des troupes alliées, c'est leur affaire. Et n'est-ce pas, du reste, une donnée permanente de la bonne entente franco-britannique ?

S'il y a eu duperie, c'est dans l'application, comme si les Anglais avaient voulu reprendre de la main gauche le « cadeau » qu'ils estimaient avoir indûment consenti de la main droite aux Français. Pour commencer, ce sont les Français qui ont eu la tâche de soutenir le choc lorsque Atatürk a dénoncé les traités¹⁸⁵ ; résultat : une campagne meurtrière qui a débouché sur la perte de la Cilicie et d'une bande de terrain d'une bonne centaine de kilomètres de large, laissant une fois de plus la crête des montagnes à la garde des voisins du nord. Les Syriens n'en ont pourtant pas voulu aux Français de cette perte-là, reconnaissant qu'ils s'étaient battus vaillamment et que les Turcs étaient décidément des soldats coriaces. Pendant ce temps-là, une révolte éclatait dans le Jebel druze, près de la frontière jordanienne. La rumeur prétendait que les armes des insurgés druzes avaient été fournies par les Hachémites d'Amman, protégés de l'Angleterre : un ancien officier syrien, qui avait participé à cette campagne sous le commandement du colonel Gamelin – le futur généralissime de 1939 – m'a en outre confirmé que des agents anglais avaient parcouru la région avant l'insurrection. Comme si cela ne suffisait pas, des pinailages sur le tracé de la frontière avec la Palestine britannique ne cessaient d'empoisonner les relations. Aujourd'hui, ils sont toujours source de contestation, le Liban estimant que les Israéliens occupent encore quelques kilomètres carrés de son territoire.

Au-delà de ces épisodes ponctuels, il y a eu plus grave. Le mouvement nationaliste syrien, qui rassemblait des chrétiens et des musulmans sur une ligne « laïque », était partagé entre deux « courants » : pour les uns, il fallait chercher un accord avec les Français pour aboutir à une indépendance consensuelle – inscrite dans les termes du mandat – tandis que les autres estimaient qu'il fallait au contraire cultiver les occasions d'ouvrir une crise avec la France pour arracher l'indépendance au plus vite. Les premiers avaient sans doute tort de faire trop confiance à la bonne volonté des autorités du mandat : celles-ci avaient géré de manière chaotique la question du « grand Liban¹⁸⁶ », comme si elles avaient voulu l'instrumentaliser pour bloquer le processus. Les seconds bénéficiaient de l'appui des « services » britanniques, toujours attachés à la chimère d'un « royaume arabe » sous leur tutelle.

Les choses ont pris un cours tragique avec la seconde guerre mondiale. L'assaut mené contre les autorités vichystes de Syrie par une force « pâté d'alouette » de Britanniques et d'éléments de la France libre¹⁸⁷ – trop peu nombreux pour s'imposer par rapport à leurs protecteurs – a été l'occasion de toutes sortes de manœuvres troubles, les Anglais semblant plus

REPERES, REPAIRES ET AUTRES IMPAIRS

enclins à prendre eux-mêmes le contrôle du pays qu'à le remettre aux délégués du général de Gaulle. Des témoins oculaires m'ont dit avoir assisté à des scènes où des agents anglais avaient encouragé les militants nationalistes à liquider des membres de l'administration française, théoriquement « vichystes » – ils l'étaient sans doute en ce sens que c'était Vichy qui versait leurs soldes, dame ça compte ces choses-là¹⁸⁸ – mais ne demandant pas mieux que de se « recycler » au service de la France libre¹⁸⁹. Face à ces « bavures », de Gaulle lui-même semble avoir agi avec une certaine maladresse qui exaspérait Churchill. De par son expérience levantine des années trente¹⁹⁰, il croyait connaître assez du contexte local pour exiger que les Anglais le laissent le gérer, alors que, selon l'opinion des orientaux, il s'est comporté comme un éléphant dans un magasin de porcelaine¹⁹¹. Peut-on en faire reproche au Général ? Sans doute, dans son esprit, était-il plus important à ce moment-là pour la France d'affirmer sa position par rapport à ses alliés que de veiller aux délicats équilibres futurs de la fragile société levantine. C'était un luxe qu'il ne pouvait pas s'offrir. Comme me le disaient mes amis orientaux, « ce n'était pour nous qu'un épisode de plus de la malédiction de voir depuis vingt-cinq siècles notre sort déterminé par d'autres, en fonction de *leurs* intérêts et de leurs contraintes, et non des nôtres ». Ce qui est dommage, c'est que ça continue.

Reste Lawrence et la trahison de la parole donnée aux « Arabes ». Les promesses faites au chérif Hussein et à son fils Fayçal par le fringant archéologue colonel relèvent sans doute d'une problématique semblable à celle des capitaines d'Algérie promettant aux villageois que « la France était là pour rester pour toujours ». Lawrence, en tout cas, affirme dans ses mémoires qu'il n'avait fait que répercuter les assurances que lui avait données l'état-major du Caire. Les historiens sont plus circonspects quant à son rôle réel : il n'était nullement accrédité pour exercer un commandement sur les forces de ses alliés arabes et pas davantage pour engager le gouvernement de sa Majesté sur le futur tracé des frontières, mais seulement pour mettre en œuvre les conditions financières du soutien britannique au chérif. Le ralliement des tribus bédouines n'était pas la pièce essentielle d'un dessein géopolitique, comme Lawrence s'est plu à le croire – et à le faire croire – mais plutôt une opération de diversion pour fixer des forces turques alors que le front principal était tenu par les troupes d'Allenby, chargées de s'emparer de la Palestine et de la Syrie à partir de l'Égypte. Et il ne pouvait en être autrement, vu les suspicions que nourrissaient les Anglais à l'égard d'un éventuel double jeu d'Hussein qui, semble-t-il ne se gênait pas trop pour solliciter de l'argent des Turcs.

LE LAIT DES ESPERANCES

Reste que, si promesse il y a eu à l'égard des Hachémites, elle semble en contradiction tant avec les accords Sykes-Picot qu'avec la déclaration Balfour. Mais, à y regarder de plus près, la contradiction n'est pas si grande. Les promesses faites aux Hachémites sont contenues dans une lettre adressée au chérif Hussein par Arthur McMahon, haut-commissaire britannique en Egypte, le 24 octobre 1915¹⁹². Il y est indiqué expressément que les provinces de Syrie, c'est-à-dire le périmètre sur lequel portaient les accord Sykes-Picot d'une part, et la déclaration Balfour d'autre part, n'étaient pas comprises dans les limites du « royaume arabe » promis à Hussein. Lawrence ne l'entendait pas de cette oreille et ne se lasse pas d'exprimer son amertume : à quoi bon avoir tant combattu pour entrer en vainqueur dans Damas, le berceau de la civilisation arabe, la ville jamais prise par les croisés, et qui, dans son esprit était destinée à devenir la capitale du « royaume arabe », si c'était pour se retrouver frustré de ce triomphe par de sombres intrigues politiques qui lui avaient réservé un autre sort. Vu la manière dont ils ont agi en Syrie pendant les années du mandat français, on peut penser que son sentiment était partagé au sein des « services » de sa Majesté.

Toutefois, quand on traite de cette question, on n'évoque presque jamais un point fondamental : qu'en pensaient les intéressés eux-mêmes ? Croyez-vous que les patriotes modernistes du Levant, qui tentaient depuis près d'un demi-siècle de secouer le joug des sultans de Constantinople dans l'espoir d'instituer un jour une république arabe inspirée des principes des Lumières¹⁹³ avaient la moindre envie d'être assujettis à un émir bigot et rétrograde¹⁹⁴ arrivé un beau matin à cheval du fond du désert ? Pour eux, la solution Sykes-Picot, même si elle instituait une période transitoire dont ils se seraient volontiers passés, était un moindre mal qui débouchait à l'évidence sur des perspectives plus attrayantes que les fantasmes réactionnaires de Lawrence et de son frère d'armes¹⁹⁵. Vous vous demandez peut-être pourquoi, au début de ce paragraphe, j'ai mis entre guillemets le mot « Arabes » en évoquant la promesse de Lawrence. Pour commencer, il n'a pas donné sa parole « aux » Arabes dans leur ensemble – et comment l'aurait-il fait, lui tout seul, sans radio et sans chaînes de télé par satellite ? –, ce qui supposerait une préoccupation démocratique bien éloignée des nécessités immédiates de sa mission, mais à un de leurs chefs *intuitu personnae*. Ensuite, il ne faut pas se tromper sur les mots. J'ai dit par quel processus les peuples du Levant se sont appropriés la dénomination d'« Arabes ». Quand ils disent : « les Arabes », ils parlent d'eux-mêmes. Quand ils évoquent ceux à qui Lawrence avait donné sa parole, ils les qualifient de « bédouins ». Il suffit de s'installer dans un restaurant élégant de Beyrouth et d'observer les différences évidentes de types physiques entre

la clientèle locale et celle des touristes venus de l'Arabie péninsulaire – déjà reconnaissable au plan vestimentaire – pour soupçonner qu'il ne s'agit pas tout à fait des mêmes ethnies. Plus convaincant encore, il y a un détail qui ne trompe pas, ces gens-là ne boivent pas le même café qu'au Levant: ils font infuser une mouture de grains verts, non torréfiés. Ça donne un breuvage clair comme du thé, terriblement amer, « pas franchement mauvais, mais curieux », comme disait le poivrot d'*Alerte aux Pieds-bleus* à qui Lucky Luke avait fait boire de l'eau¹⁹⁶. Ne me dites pas que c'est insignifiant : le café, en Orient, comme le vin chez vous ou les « intérêts stratégiques » à Washington, est un sujet avec lequel on ne plaisante pas.

Les tribus manquantes

L'entreprise sioniste est une question douloureuse pour tous les Arabes. Ils ne comprennent pas pourquoi, si les occidentaux voulaient créer un état juif, ils ont choisi la Palestine à cet effet. Oui, il y avait déjà des établissements juifs du temps des Ottomans, mais les premiers arrivés n'étaient pas des étrangers : c'étaient des orientaux qui, au début, n'avaient pas posé problème. On est habitué au Levant à l'installation de communautés chassées de leur sol par des vicissitudes historiques auxquelles on sait depuis toujours qu'on est soi-même exposé : Tcherkesses en Jordanie, Arméniens en Syrie et au Liban. Même les maronites, qui posent aux gardiens de l'identité millénaire du pays, avec leur folklore des cèdres et leurs références aux Phéniciens, sont venus d'ailleurs pour échapper aux persécutions que leur faisaient subir les Byzantins orthodoxes sur leurs terres natales entre Alep et Antioche. Mais les juifs européens, c'était une autre affaire, surtout au moment précis où le Proche-orient croyait s'être émancipé de la tutelle coloniale. Il ne s'agit pas de contester la légitimité du peuple juif à vouloir un état. Les orientaux savent trop ce qu'il en coûte de vivre dans des états où d'autres commandent, même s'ils savent s'en accommoder. Ils ont peut-être mieux que vous percé une des grandes énigmes de la Shoah : pourquoi les juifs ont-ils, dans l'ensemble, été passifs et se sont-ils laissés mener à l'abattoir comme des agneaux ? Ils avaient l'habitude de composer avec leurs oppresseurs, comme on l'a en Orient. Cette fois, il n'y avait pas matière à composer parce qu'ils avaient affaire à des brutes excitées qui fonctionnaient en dehors de la logique de l'oppression ordinaire. D'habitude, leurs oppresseurs cherchaient à spolier et à humilier les juifs. Ça se supporte, puis ça passe. Cette fois-là, ils voulaient les exterminer jusqu'au dernier. Comment penser l'impensable ? Et comment ne pas comprendre que, dans ces conditions, les survivants se soient juré que, de moutons, ils se feraient loups ? Certains Arabes acceptent même de comprendre que les juifs aient

LE LAIT DES ESPERANCES

souhaité que leur état soit créé en Palestine, sur la terre où est née la tradition qui fait, peut-être¹⁹⁷, d'eux un « peuple ». Cela n'implique pas qu'il était légitime que la communauté internationale fit droit à cette requête : c'était à elle de voir et de mettre en œuvre le projet dans les conditions les plus équitables possibles, quelque part où cela causerait le moins de dégâts. Que la question ait pris une acuité particulière après les souffrances endurées par les juifs pendant la seconde guerre mondiale, c'est une évidence. Mais tout de même, ce ne sont pas les Arabes, ni *a fortiori* les Palestiniens, qui ont envoyé les juifs à Auschwitz¹⁹⁸. La logique et la justice commandaient que le territoire sur lequel serait établi l'état juif fût prélevé sur celui des auteurs du génocide. La victoire de 1945 le permettait, au moins en théorie : du moment qu'on arrachait à l'Allemagne, en punition de ses délires, ses provinces de l'est, n'était-il pas normal et légitime de les attribuer en priorité à ceux qui avaient le plus souffert du nazisme ?

C'est pourquoi l'Occident devrait être plus circonspect vis-à-vis des déclarations incendiaires du président iranien. Oui, c'est un fou furieux et un danger public, mais quand il évoque l'idée de transférer Israël sur un morceau d'Allemagne ou d'Autriche, il tient un discours auquel les masses arabes sont sensibles, même si les propos négationnistes dont il l'assortit lui enlèvent toute cohérence. Bien entendu, elles savent que c'est trop tard, totalement irréaliste dans le contexte actuel, d'autant plus que les Israéliens d'aujourd'hui n'ont plus aucune attache avec les contrées d'Europe centrale dont beaucoup sont issus et que la communauté internationale, de même que pas mal d'états arabes, accepte l'existence d'Israël comme un fait acquis. Mais elles ont du mal à comprendre que les dirigeants occidentaux n'arrivent pas à répliquer par une dialectique un peu plus subtile que l'exercice d'indignation convenue auquel ils se sont livrés. Cette tendance des *ajnabi* à réagir au premier degré, à parler avant de réfléchir, finit souvent par leur jouer des tours. À moins que ... Mon expérience de trente ans de discussions parfois difficiles dans des contextes « interculturels » m'a appris que les réactions indignées ne doivent pas toujours être prises au premier degré. À moins que vous n'ayez proféré une énormité – c'était certes les cas en ce qui concerne le président iranien –, si votre interlocuteur prend soudain la mouche et s'emporte, c'est bien souvent parce que votre propos a touché un point sensible, soit parce que vous avez percé son arrière-pensée, soit alors parce qu'il n'a tout simplement rien de sensé à répliquer. Les orientaux sont plus accoutumés au dialogue interculturel que la moyenne des occidentaux : allez savoir s'ils n'ont pas interprété les déclarations véhémentes des dirigeants européens comme un aveu.

REPERES, REPAIRES ET AUTRES IMPAIRS

Un aveu de quoi ? La thèse d'un antisémitisme séculaire enraciné au cœur de la culture européenne s'est assez bien établie dans l'opinion. Peu importe qu'elle soit ou non fondée historiquement¹⁹⁹. Peu importe, surtout, qu'elle soit instrumentalisée pour culpabiliser les occidentaux, tout en noyant les responsabilités spécifiques de ceux qui ont vraiment fait naître et prospérer l'antisémitisme au service de leurs ambitions politiques – ou qui voudraient le faire renaître. Les Arabes se la sont totalement appropriée. Il n'est pas étonnant que, pour beaucoup d'orientaux, la création de l'état d'Israël soit perçue comme un avatar diabolique de l'antisémitisme européen. Bien loin d'être une « réparation » pour les malheurs causés aux juifs, leur envoi dans un ghetto « délocalisé » établi en Palestine correspondait à la volonté de régler la question une bonne fois pour toutes en se débarrassant d'eux définitivement, en quelque sorte une « solution finale » *soft* mise en œuvre sur le dos des Palestiniens. Difficile de trouver trace de telles motivations dans les efforts britanniques visant à endiguer l'installation en Palestine des survivants des camps – l'affaire de l'*Exodus* – ni dans les éditoriaux de presse et les discours des chancelleries lors des tractations relatives à la création d'Israël en 1947-48, mais vous aurez du mal à en convaincre plus d'un Arabe. En tout cas, vous, Européens, qui avez fait partir ou, du moins, laissé partir vers la Palestine pour y planter des concombres ou cueillir du coton, des gens qui vous auraient peut-être été plus utiles dans les laboratoires de vos universités ou pour faire prospérer vos entreprises, vous ne vous êtes pas fait du bien²⁰⁰.

Et que faites-vous, m'objectera-t-on, des droits historiques des descendants des Hébreux sur la terre de leurs ancêtres ? Là, vraiment, soyons sérieux. La plupart des juifs d'Europe, et pas seulement les ashkénazes qui seraient, paraît-il, descendants de Khazars²⁰¹ ayant embrassé le judaïsme du temps de votre Charlemagne et n'ayant pas grand-chose de « sémite »²⁰², ne sont autres que des Européens de confession israélite. Leur contribution éminente à la civilisation occidentale et à la formation de la modernité, de Spinoza à Freud et Einstein, en passant par Emmanuel Kant, Karl Marx et bien d'autres, en témoigne à l'envi. Qu'ils soient de souche européenne et convertis au judaïsme à un moment de l'histoire, ou de souche « eurasiatique » comme les descendants supposés des Khazars, ou même de souche hébraïque et installés en Europe depuis deux mille ans, ce sont des *Européens*, tout aussi européens que sont américains les descendants d'Irlandais, de Hollandais ou d'Austro-hongrois établis aux États-Unis depuis dix fois moins longtemps. Personne chez vous n'aurait la lubie d'évoquer de prétendus « droits historiques » des Italo-américains sur Rome, des Québécois sur le Poitou-Charentes ou des Afrikaners sur le Luberon. Et des « Wasp » sur les Îles britanniques ? Ah, là ça se discute : ce n'est pas

LE LAIT DES ESPERANCES

qu'ils aient des droits, mais ils font souvent comme si. Le mot même de « juif » se réfère au royaume de Juda qui ne rassemblait que *deux* des douze tribus d'Israël. Lorsque les soldats romains de Titus ont détruit le Temple et dispersé les Juifs, il ne semble pas qu'ils en aient fait de même des autres Hébreux qui habitaient la Palestine de l'époque. Mais alors, où sont passés les descendants des dix autres tribus ? Ne me dites pas qu'ils portent un torchon à carreaux sur la tête et jettent des pierres sur les soldats israéliens, parce que, là, ce serait un scoop.

Le triangle infernal

À peine la « guerre contre le terrorisme » avait-elle renversé le pouvoir taliban en Afghanistan, et sans même se donner ni le temps ni les moyens de s'assurer le contrôle effectif de ce pays, les États-Unis entreprenaient de retourner leur machine de guerre contre l'Irak. Deux arguments – deux prétextes, diront les sceptiques – étaient invoqués à cet égard : Saddam Hussein menaçait ses voisins, Israël, l'Occident et la paix du monde en accumulant des « armes de destruction massive » – ou peut-être avait-il seulement « l'intention » d'en accumuler – ; et d'autre part l'Irak « servait de sanctuaire à Al-Qaeda ».

En avoir ou pas ?

Sur la question des armes de destruction massive, on sait ce qu'il en est advenu, même s'il a fallu dix-huit mois aux États-Unis pour avouer piteusement qu'il ne s'agissait que d'armes fantômes. Après tout, le renseignement n'est pas une science exacte et le gouvernement américain peut très bien avoir été abusé de bonne foi par des informations erronées ou des interprétations hasardeuses d'indices fragmentaires²⁰³. Il peut aussi, et c'est quand même plus plausible que la bonne foi ou l'incompétence, avoir été peu à peu intoxiqué par ses propres craintes sans se demander si elles étaient vraiment fondées. Ce ne serait, après tout, qu'une simple application de ce fameux « principe de précaution » dont l'opinion ne mesure pas encore les dangereuses conséquences. Il se peut encore que les ADM, dont les services de renseignements occidentaux connaissaient l'inexistence, n'auraient été invoquées que comme pur prétexte pour « se faire Saddam », comme l'affirment pas mal d'observateurs, pas tous adeptes de la « théorie du complot ».

Il faut se méfier des « théories du complot », comme des élucubrations du genre : « Bush fils a voulu finir le job inachevé par Bush père pour lui montrer qu'il était devenu un grand garçon », qui paraissent relever d'une psychologie de bazar faisant peu de cas des réalités de l'équation du pouvoir tel qu'elle fonctionne dans le système politique américain. Bush fils a toujours joué au benêt car il savait que c'est payant sur le plan électoral dans un pays qui éprouve une méfiance viscérale, chez lui comme chez les autres, à l'égard des chefs charismatiques. Mais il est loin d'être un imbécile. C'est même un sournois dont je soupçonne que pas mal de ses bourdes étaient calculées²⁰⁴. Il était entouré d'une garde rapprochée, Dick Cheney, Ronald Rumsfeld, Condoleeza Rice, avec qui il partage une vision du monde, simpliste sans aucun doute, qui est celle de l'opinion publique majoritaire et

LE LAIT DES ESPERANCES

d'une bonne partie des milieux dirigeants américains²⁰⁵. C'est cette vision qu'il entendait mettre en œuvre et c'est au service de cette vision que ces mêmes milieux dirigeants l'avaient choisi pour être président et veiller sur leurs intérêts – et rien ne garantit pour l'instant qu'Obama n'ait pas, lui aussi, été choisi pour les mêmes raisons. Peu importe d'ailleurs – jusqu'à un certain point – que cette vision soit juste ou fausse du moment que c'est celle de la puissance économique et militaire dominante et que celle-ci possède les moyens de la faire prévaloir. Jusqu'à quand les gardera-t-elle ? C'est une vraie question mais on y reviendra plus tard.

Tout laisse à penser que ces considérations sur les ADM n'ont joué qu'un rôle secondaire et que c'est ailleurs qu'il faut chercher les vrais déterminants de l'action américaine en Irak. Il faut pour cela examiner la deuxième raison invoquée à l'appui de la « croisade » anti-Saddam en remontant à la situation de 1991 et au « travail inachevé » de Bush père. Ce n'est certainement ni par maladresse, ni par manque de volonté, ni par lassitude que les Américains se sont abstenus de pousser leur avantage après la première guerre du Golfe. Alors, pourquoi ? Allons, la réponse à la devinette n'est pas si difficile. Ils n'ont ménagé Saddam Hussein qu'en raison d'un calcul politique, *parce qu'ils avaient encore besoin de lui*.

Au bon vieux temps des amitiés sincères

Les deux piliers de la stratégie américaine au Proche-Orient ont longtemps été le soutien à Israël et l'alliance saoudienne.

Le pacte entre la monarchie wahhabite et les États-Unis a été scellé en 1945 lors des entretiens que Roosevelt a eus sur le chemin du retour de Yalta avec le roi Ibn Saoud, sur un navire ancré dans le golfe de Suez. L'Amérique offrait sa protection militaire à la dynastie et celle-ci lui garantissait en échange l'approvisionnement en pétrole. La menace avait à l'époque le visage de ce cher ami et allié qu'était encore Staline et du « communisme international » dont l'influence s'étendait dans les mouvements nationalistes arabes, d'où le caractère antisoviétique et conservateur de cette nouvelle Sainte Alliance. Les Américains ne voyaient pas de contradiction entre l'alliance saoudienne et la politique de soutien à Israël qui se met en place dans les années cinquante : elles étaient toutes les deux subordonnées au schéma plus général de la guerre froide. L'état hébreu se voyait ainsi assigner le rôle de mandataire des États-Unis, de *proxy* comme on dit en anglais, pour faire la vie dure aux régimes arabes « progressistes », traduisez : « pro soviétiques », dans la mesure où Washington était encore réticent à engager directement ses forces au Proche-Orient²⁰⁶.

LE TRIANGLE INFERNAL

Les intérêts que poursuivait l'Amérique à travers ses amitiés saoudiennes lui imposaient de fermer les yeux sur deux aspects irritants de ce pays : le caractère tyrannique du régime et le soutien apporté aux mouvements religieux fondamentalistes. Les croisés de la démocratie se sont jusqu'ici abstenus de critiquer le premier, tandis que Washington s'accommodait d'autant mieux du second que ces mouvements, tels les Frères Musulmans dans l'Égypte de Nasser, fragilisaient les régimes arabes amis de l'URSS. Tels étaient les termes de l'équation qui a gouverné les relations américano-saoudiennes jusqu'aux années quatre-vingts.

Que sont mes amis devenus ?

Lors du premier choc pétrolier en 1973-74, les Saoudiens avaient déjà commencé à manifester les limites de leur engagement pro-occidental. Les Américains trouvaient assez bien leur compte à une multiplication du prix du pétrole qui frappait plus durement leurs concurrents européens qu'eux-mêmes et ne s'en sont pas trop émus. Sûrs, trop sûrs, de leur puissance financière confortée par le deuxième choc pétrolier, les Saoudiens des années quatre-vingts n'éprouvaient plus le besoin de dissimuler que leur alliance avec l'Occident était plus fondée sur l'intérêt que sur des sentiments d'amitié.

Arrive la guerre du Golfe.

On ne saura peut-être jamais si les Américains ont sciemment provoqué Saddam Hussein pour qu'il envahisse le Koweït, s'ils ont seulement laissé faire ou s'ils ont été pris de court. Je n'ai pas de lumières particulières sur cette question qui a fait l'objet de nombreuses spéculations. Je n'ai pas besoin de trancher ce point, puisque la réponse est indifférente au raisonnement que je poursuis ici.

L'irruption des Irakiens à portée de canon des champs pétrolifères saoudiens montrait la vulnérabilité du royaume. L'énorme appareil militaire accumulé à la faveur de l'augmentation du revenu pétrolier était incapable d'assurer la balance des forces. Ses chars innombrables, ses avions dernier cri, ses systèmes électroniques perfectionnés, ses officiers pakistanais compétents et combattifs étaient réduits à l'impuissance par la carence du haut commandement. Quelques généraux issus de la famille royale avaient même jugé qu'ils serviraient mieux leur patrie depuis les palaces de la Côte d'Azur que dans d'inconfortables cantonnements à proximité du front. On peut penser que c'est à contrecœur que les autorités de Riyad, jusque là réticentes à laisser fouler le sol sacré de la patrie de l'islam par les armées

LE LAIT DES ESPERANCES

infidèles, se sont résolues à autoriser le déploiement du corps expéditionnaire américain.

Après la campagne de bombardements massifs et la rupture du front aux premières heures de l'offensive terrestre, il n'a fallu que quelques jours aux forces de *Tempête du Désert* pour démanteler le dispositif militaire irakien et acculer la fameuse garde républicaine contre le cours de l'Euphrate. La route de Bagdad était ouverte. Et là, tout s'arrête. On a beaucoup disserté sur les raisons de cette retenue des alliés : crainte de pertes dans les rangs de leurs troupes, volonté de ne pas se faire accuser de menées impérialistes. Le discours officiel, à savoir : « le mandat que nous ont confié les Nations Unies est rempli avec la libération du Koweït, notre objectif est donc atteint », est diplomatiquement et juridiquement cohérent. Il n'a pas convaincu tout le monde.

Les ennemis de mes amis sont mes amis

Je pense pour ma part que la raison profonde de la retenue américaine était ailleurs. Pour mieux comprendre, revenons quelques années en arrière en faisant un détour par l'Afrique.

Le renversement des alliances opéré par Kissinger en 1974 après la guerre du Kippour a fait entrer l'Égypte avec armes et bagages dans le camp occidental. L'Égypte est la clef de voûte du monde arabe, il est donc important de s'assurer qu'elle est bien arrimée. Pendant vingt ans, les Américains n'ont eu de cesse de vitupérer Kadhafi. Il est vrai que le caractère imprévisible du gaillard rendait la chose tentante. Et pourtant, en vingt ans, à l'exception du raid spectaculaire de 1986, ils n'ont pas vraiment essayé de mettre fin au règne de leur bête noire. C'est que Kadhafi était aussi la bête noire des Égyptiens. Tant que l'Égypte restait dans la crainte de son voisin de l'ouest, on était assuré qu'elle n'aurait aucune velléité de relâcher ses liens avec Washington.

Le schéma était directement transposable dans le contexte du Golfe. J'ignore si les Américains avaient pris conscience de l'irritation des Saoudiens à l'égard de la tutelle occidentale et s'ils commençaient à se méfier de la dynastie wahhabite. Mais, « principe de précaution » jouant, quelle meilleure garantie qu'un bon épouvantail pour que l'Arabie se tienne tranquille ?

L'utilité de Saddam Hussein, qui lui a valu d'être épargné dans la défaite de 1991, était de faire peser sur le royaume saoudien une menace qui poussait celui-ci à rester bien sage sous le parapluie américain. Et, tant qu'à

LE TRIANGLE INFERNAL

faire, les États-Unis présentent à Riyad la facture de la guerre pour mieux inculquer la leçon.

Suivent dix ans d'embargo, de bombardements sporadiques, de déclarations martiales : en fait, de la gesticulation, meurtrière quand même pour la population irakienne. À travers Bagdad, c'est en réalité *sur Riyad* que l'Amérique faisait pression et Riyad semblait l'avoir compris. Dix ans à ruminer l'humiliation de 1990 qui avait administré la preuve de l'impuissance du royaume à se défendre seul. Dix ans aussi pendant lesquels les tensions sociales ne cessaient de monter en Arabie. Sa population s'était multipliée par trois depuis 1973, tandis que se renforçaient les tendances rigoristes et anti-occidentales de l'islam et que montait l'impatience des masses arabes vis-à-vis des attermoissements américains dans le dossier israélo-palestinien. L'accumulation de ces tensions et frustrations ne pouvait manquer d'ébranler la posture – je ne dis pas « la conviction », car je crois qu'il n'a jamais existé rien de tel – pro-occidentale des dirigeants saoudiens.

Les amis de mes amis sont mes ennemis

Ces dix ans nous mènent en 2001 et aux attentats de New York.

Où l'on découvre que ce fameux Ben Laden a été, au début de son parcours tortueux, le chouchou des autorités saoudiennes : elles ont fait sa fortune avec de juteux contrats de construction. Où l'on découvre – enfin, je veux dire « l'opinion publique découvre », et moi avec ; j'imagine que les « services » savaient cela depuis longtemps – que, même entré dans la clandestinité, Ben Laden a continué à entretenir des relations avec certains proches de la famille royale, que ses affaires, désormais dirigées par l'un de ses frères, continuent à prospérer et à jouir de la faveur des administrations saoudiennes. Cela ne permet pas de dire, bien sûr, que Ben Laden est appuyé en sous-main par le gouvernement de Riyad. Encore moins d'imaginer que, si on ne l'a pas trouvé malgré une traque mobilisant des moyens immenses, c'est qu'il se cache précisément là où les Américains ne peuvent pas aller le chercher, dans le palais d'un prince saoudien, par exemple. Et pourquoi pas au Texas dans le ranch de George Bush tant qu'on y est ?

Je viens d'employer une expression banale, « le gouvernement de Riyad ». Mais, à vrai dire, correspond elle à une réalité politique ou institutionnelle ? Le régime saoudien, plus encore que celui de Pékin ou de Pyongyang, est l'un des plus mystérieux du monde – disons, pour être polis, l'un des moins transparents. Il n'y a pas de parlement, pas de constitution. Officiellement, c'est une monarchie absolue, où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du souverain, qui n'en exerce

LE LAIT DES ESPERANCES

aucun²⁰⁷. Il existe certes une administration qui, aux dires de ceux qui l'ont pratiquée, fonctionne très correctement. Mais au-dessus, entre ce roi symbolique et ces ministres, des sortes de hauts fonctionnaires presque tous princes, de qui donc émanent les directives politiques ? Comment se prennent les décisions ? Tout se passe comme si ces dernières étaient les résultantes de mécanismes consensuels impliquant un noyau restreint de membres de l'innombrable famille royale, ballotté au hasard des intrigues et des rapports de forces dans lesquels l'élément tribal joue un rôle non négligeable.

Depuis la mort du vieil Abdelaziz Ibn Saoud, le fondateur du royaume, la couronne est passée de frère en frère à une demi-douzaine de ses fils. En avait-il donc tant que cela ? Eh oui. Selon la tradition des chefs bédouins, Ibn Saoud avait pris femme dans chacune des grandes tribus du pays. Les alliances scellées avec les chefs de tribus dont il avait épousé la fille étaient les garantes de la stabilité du royaume. Le titre de « prince » accordé ainsi aux proches parents des épouses royales étendaient le partage du gâteau aux chefs tribaux et, partant, assuraient la loyauté des tribus²⁰⁸. C'est ainsi qu'on parle – mais on parle tellement et on a si peu d'informations solides – de cinq mille ou même de dix mille princes émargeant à la distribution de la manne royale. La famille royale et le pouvoir politique qui en est l'émanation n'ont ainsi rien de monolithique et on peut imaginer le jeu compliqué de ces clans et de ces coteries, tantôt opposés par des rivalités sourdes, tantôt tissant des alliances de circonstance.

Une des faiblesses de la France de Louis XV, où sévissait sous des formes différentes un régime de même acabit, a été de ne pas pouvoir contracter d'alliances durables parce que, dans le contexte diplomatique de l'époque, la vulnérabilité de ses gouvernements à l'égard des intrigues de cour l'empêchait d'être considérée comme un partenaire fiable. Cela lui a valu de se trouver seule contre tous au moment de la guerre de Sept ans. On se prend à soupçonner qu'il pourrait en être de même de l'Arabie Saoudite. Donc, même s'il ne faut sans doute pas chercher la main de Riyad derrière Ben Laden, il n'est pas dit que certaines factions saoudiennes ne voient pas son entreprise d'un œil favorable et ne lui donnent pas quelques coups de pouce.

En tout cas, la participation de ressortissants saoudiens aux équipes du onze septembre, les ambiguïtés de la position de Riyad, une certaine mollesse à embrasser la cause américaine dans la « guerre contre le terrorisme », laissaient à penser que l'épouvantail irakien ne fonctionnait plus.

Les ennemis de mes ennemis sont mes ennemis

Lorsqu'une formule est usée, il faut en changer. Puisque Saddam a fini de servir, il n'y a plus qu'à s'en débarrasser en le jetant aux poubelles de l'histoire, d'autant plus qu'on ne risque guère d'éveiller des regrets pour ce méchant personnage. Et puis, si l'alliance saoudienne se fissure, *quid* de l'approvisionnement en pétrole ? Tandis que, si l'on se donne les moyens de maîtriser les réserves irakiennes, on dispose d'une arme efficace pour tenir la dragée haute à ces prétentieux saoudiens et les faire rentrer dans le rang.

Peu importe que Saddam fomenté ou non les actions du terrorisme islamiste, peu importe que Al-Qaeda ait ou non des attaches en Irak, le lien entre l'Irak et Ben Laden, ou plus exactement le lien entre la question irakienne et la question Ben Laden, existe vraiment. Ce n'est pas un lien organique²⁰⁹, encore moins un lien de sympathie, ni même un lien d'intérêt, c'est un *lien logique*, un lien de pure abstraction mais bien réel en ce sens qu'il joue un rôle opératoire, non pas dans la stratégie de Saddam, mais dans celle des Américains. Ben Laden, Saddam Hussein et pouvoir saoudien : tels sont les trois sommets du triangle infernal dont la logique se retournait contre les Américains et qu'ils ont cru pouvoir briser en détruisant le régime baasiste.

Se sont-ils trompés dans leur calcul ? Ce n'est pas si sûr. À court terme, on peut même penser que, paradoxalement, l'embraselement de l'Irak depuis son occupation leur a donné raison. Qu'une succursale supposée de Al-Qaeda ait pris la tête de l'insurrection, voilà qui justifie *a posteriori* un des arguments invoqués pour déclencher l'invasion – même s'il est douteux que les commandos Ben Laden aient déjà été en place sous le régime de Saddam Hussein. Vous voyez Saddam, avec sa parano du pouvoir et ses rêves de leadership sur le monde arabe, appuyer un gaillard dont le prestige lui faisait de l'ombre ? Cela ne tient pas debout. Et, en outre, si moi, tout seul dans mon coin²¹⁰, suis arrivé à percer la logique du triangle infernal et le rôle fonctionnel qu'elle assignait à Bagdad, pensez-vous que ce rusé de Saddam pouvait ne pas y voir clair ? Il devait bien savoir que les Américains se méfiaient de leurs amis saoudiens et avaient besoin de lui, indirectement, pour les tenir en mains. C'est pourquoi, se sachant instrumentalisé, il se croyait protégé. Il s'est donc tenu coi et a fait, tout au long des dix ans qui ont suivi la guerre du Golfe, patte de velours chaque fois que les Américains haussaient le ton. Des provocations verbales, oui, il ne s'en est pas privé : cela faisait partie de sa partition d'épouvantail dans le jeu de rôles. Mais, quant à donner son appui à des actions terroristes menaçant les États-Unis, il savait trop bien que ce serait un *casus belli* qui le mènerait à sa perte.

LE LAIT DES ESPERANCES

En tout cas, l'activité que les groupes terroristes déploient maintenant en Irak – ainsi qu'en Arabie Saoudite – les tient assez occupés pour qu'ils n'aient plus le temps ni les moyens d'opérer aux États-Unis. Certes, il y a eu les attentats de Madrid et de Londres. Eh bien justement, ni Madrid ni Londres ne sont aux États-Unis. En impliquant quelques états européens dans la coalition, Washington tirait un dividende supplémentaire : élargir le choix des cibles offertes à ses ennemis, c'est diluer le risque pour l'Amérique. En outre, l'Irak fonctionne comme un aspirateur pour attirer vers ses champs de bataille bon nombre de candidats jihadistes qui sans cela opéreraient en Occident²¹¹. Créer un abcès de fixation au Proche-Orient pour y attirer les forces adverses, et si possible les écraser, cela relève d'une vieille stratégie²¹². « Porter la guerre en Afrique » : telle était l'obsession de Caton l'Ancien au cours des guerres puniques. Si l'on ne peut pas éviter un conflit, autant qu'il fasse ses ravages chez ceux d'en face – ou même chez ses chers alliés – plutôt que chez soi. Comme c'est en quelque sorte l'image en négatif de la stratégie d'Al-Qaeda, tout le monde est content, à part les Londoniens, les Madrilènes et les Irakiens de base mais, maintenant que ces derniers ont voté, on ne leur redemandera plus leur avis avant longtemps. Quant aux habitants des deux capitales européennes, je ne sache pas qu'ils envoient des députés au Congrès, alors ils peuvent toujours se plaindre, qu'en a-t-on à faire ? L'administration Bush avait tout lieu de se sentir justifiée et elle a pu, malgré les quolibets dont on l'a accablée, quitter le pouvoir, sinon la tête haute, du moins avec la satisfaction d'avoir joué un joli coup : qui peut nier que, en combattant les commandos d'Al-Zarkaoui – et maintenant de son successeur –, le corps expéditionnaire américain était bel et bien engagé dans la guerre contre le terrorisme ? Et au diable les armes de destruction massive ! CQFD.

L'Occident piégé

Si l'intervention américaine en Irak a bien découlé de la logique que je viens d'exposer – et qui, tout en étant hypothétique, est en tout cas plus plausible que les motifs affichés – elle expose l'Occident à de sérieuses déconvenues. Je ne veux même pas parler de la question de l'exportation de la démocratie, qui ne mérite pas qu'on lui consacre plus que quelques lignes tant elle est hors sujet. Ce n'est pas que l'idée démocratique soit pure illusion, ni même que certains dirigeants américains ne soient pas convaincus des bienfaits qu'elle pourrait procurer au Proche-Orient, mais une puissance qui a pour allié un des seuls états au monde qui ne fait même pas semblant de se référer aux principes démocratiques – l'Arabie saoudite – paraît bien mal placée pour donner des leçons sur ce thème. Et quand, en outre, elle accorde son appui sans condition et sans modération à la politique agressive que mène son protégé israélien depuis trente ans pour *déstabiliser, voire détruire, le seul état démocratique du monde arabe*, il y a de quoi s'interroger encore plus. Au demeurant, une démocratie ne peut être le produit que de la volonté d'un peuple, pas d'une pédagogie en rangers parachutée de l'extérieur. Il y a certes l'exemple du Japon vaincu d'après 1945, où la constitution démocratique dictée par les Américains a réussi à prospérer, mais est-il transposable ? Un de mes amis, général grec à la retraite, m'a raconté une anecdote datant de sa jeunesse. En poste à l'état-major de Mac Arthur au titre du contingent grec participant à la guerre de Corée, il avait toutes les peines du monde à convaincre ses interlocuteurs japonais qu'il n'était pas spartiate. « La société japonaise d'avant-guerre était tellement militariste, disait-il, que les aperçus d'histoire européenne enseignés dans les écoles se réduisaient à Sparte, César, Napoléon et la Prusse, les seuls exemples méritant d'être étudiés. En tant que Grec et officier de carrière, je ne pouvais donc pour eux qu'être de Sparte ». Il ajoutait que ce conditionnement avait eu pour effet que, lorsque le chef a dit : « maintenant, on va devenir une démocratie », tout le monde s'est mis au garde-à-vous et a obéi aux ordres. Et la dynamique décrite par Pascal a fonctionné : « faites semblant de croire et, à force, vous croirez ». On a du mal à imaginer qu'il puisse en être de même au Proche-Orient. En fait, on a l'impression que la politique américaine a engagé l'Occident tout entier dans un piège, et il ne sert à rien de vouloir s'en démarquer faute de pouvoir peser sur ses orientations.

Le protocole des sages de Washington

Une des clefs de la question proche-orientale est, bien entendu, le problème israélo-arabe. Comme je l'ai dit, la plupart des Arabes, mais aussi beaucoup d'Européens, croient dur comme fer que la politique des États-Unis est téléguidée par le « lobby juif ». Il ne s'agit pas de nier l'existence d'un tel lobby en Amérique. En France, le mot sonne mal et son emploi peut vous faire taxer d'antisémitisme ; aux États-Unis, il n'a rien de péjoratif. Comme toutes les communautés et toutes les coalitions d'intérêts qui structurent la société américaine, les juifs s'efforcent de se faire entendre auprès du gouvernement et s'organisent en conséquence. Ils ont, il est vrai, des atouts plus puissants que beaucoup d'autres du fait de leur présence visible dans les secteurs qui orientent l'opinion : la presse – lisez donc la liste du comité éditorial du *Washington Post*, le journal sans doute le plus influent du pays –, l'*establishment* universitaire et, bien entendu, Hollywood. Je n'apprendrai rien à personne en rappelant en outre leur rôle dans la finance de Wall Street. Cela étant, il ne faut pas oublier que, selon la classique blague juive, « dès que vous mettez ensemble deux juifs, vous avez au moins trois partis politiques » : en d'autres termes, les juifs américains sont loin de constituer une communauté monolithique. La tradition de liberté critique issue de la culture juive fait que, pendant que des militants en redingotes noires et papillotes tapent sur des casseroles pour vendre des marrons chauds au profit des œuvres du « grand Israël » les soirs d'hiver sur les trottoirs de New York, des intellectuels juifs « libéraux » comme Noam Chomsky dénoncent la collusion entre le sionisme et la politique impérialiste de « W » avec des arguments si véhéments qu'ils confinent à la mauvaise foi²¹³. Il ne faut surtout pas oublier que les juifs sont peu représentés au sein de deux secteurs qui ont une influence bien plus déterminante sur les orientations concrètes de la politique étrangère de Washington : le complexe militaro-industriel et les intérêts agricoles. Lorsqu'on y ajoute les résidus d'antisémitisme qui imprègnent toujours l'*establishment* Wasp – souvenez-vous du ciblage de ses victimes par le maccarthisme au début des années cinquante – on est en droit de s'interroger sur la sincérité et la durabilité du soutien américain à la cause israélienne.

Ce n'est pas par amour pour Israël ni pour les beaux yeux des juifs que Washington soutient l'état hébreu, c'est uniquement parce que c'est utile à ses intérêts géopolitiques. J'ai déjà mentionné le mandat qui avait été assigné à Israël dans le contexte de la guerre froide : tenir en respect les régimes arabes prosoviétiques. C'est la même logique qui avait présidé à l'appui discret consenti – par Saoudiens interposés – aux Frères musulmans d'Égypte du temps de Nasser, puis au Hamas palestinien, dont le rôle n'était

L'OCCIDENT PIEGE

autre que de mener la vie dure à Yasser Arafat, coupable de flirter avec Moscou : les alliances de revers sont une spécialité bien connue de la stratégie américaine. Alliances de revers, mais aussi alliances hautement réversibles. Une fois que le Hamas a fini de servir, il devient la bête noire. Et qui sait si un jour, Washington ne sacrifiera pas de même ses « amis » israéliens à ses intérêts pétroliers, selon la manière dont évolueront les données de l'équation proche-orientale ? Le caractère circonstanciel, plus que sentimental, du soutien américain n'avait pas échappé aux dirigeants de Jérusalem : c'est pourquoi, dès que la guerre froide a été enterrée, ils se sont promptement adaptés au changement de circonstances en ouvrant des négociations avec l'OLP. En ce sens, les accords d'Oslo sont un produit direct de la chute du mur de Berlin.

Pourquoi donc les deux camps ont-ils opposé tant de mauvaise volonté à la mise en œuvre des accords, au point de faire échec à la normalisation amorcée ? Il y a sans doute une part de responsabilité à imputer au jeu personnel d'Arafat, bien obligé de donner des gages aux factions radicales pour conserver son pouvoir dont les méchantes langues prétendent qu'il était très profitable à lui-même et à ses proches. D'où l'insistance de la partie israélienne à exiger la mise hors-jeu de cet incommode personnage comme préalable à toute avancée, bon prétexte pour ne rien faire non plus de son côté. Prétexte, car le remplacement du leader historique de l'OLP par un successeur plus coopératif n'a rien arrangé. Se pourrait-il que les gouvernements qui se sont succédés à Jérusalem aient soudain oublié les données de base de l'après-guerre froide pour se laisser aveugler par le mythe du « lobby juif », garantissant à leurs yeux le caractère « indéfectible » de l'alliance américaine ? On a peine à le croire. Le tempérament d'Ariel Sharon ne plaidait pas pour l'hypothèse d'une telle naïveté. Et même si ceux qui lui ont succédé sont plus falots, ils ont hérité des mêmes conseillers et des mêmes services de renseignements et ceux-ci ne sont pas aveugles à ce point.

Si les fantasmes personnels des dirigeants et les considérations idéologiques ne jouent que peu de rôle dans l'échec de ce qu'on a appelé avec un peu d'optimisme « le processus de paix », c'est sans doute que des raisons objectives ont été plus déterminantes. Une partie de ces raisons tient aux équations politiques internes : la montée en puissance des mouvances radicales, ultras du « grand Israël » d'un côté, réseaux islamistes de l'autre. Ce sont des éléments bien connus sur lesquels ont été publiées d'innombrables analyses, et je n'ai pas lieu d'en dissenter davantage. Une autre partie des raisons me semble économique. Côté israélien, la création des « colonies » en territoire palestinien répond à un triple objectif. Le

LE LAIT DES ESPERANCES

premier était stratégique : créer un maillage de présence sur le terrain pour compartimenter l'espace et assurer une surveillance en profondeur. Aujourd'hui, la situation est inversée : la protection des colonies immobilise des forces considérables qui diluent le potentiel militaire israélien. Le second est politique : les colonies constituent une « prise de gages », une monnaie d'échange qui pourra, le moment venu, être jetée dans la corbeille d'un règlement global pour s'épargner des sacrifices plus douloureux ; c'est du jeu diplomatique tout à fait classique, dont les naïfs « colons » feignent d'ignorer qu'ils devront bien un jour faire les frais, à moins qu'ils n'aient d'autre choix que d'habiter là en raison du coût inabordable pour eux du logement en territoire israélien proprement dit. Ce qui nous introduit au troisième objectif qui est, lui, économique : la colonisation en territoire palestinien est en effet un *business*, une énorme opération de promotion immobilière qui doit bien profiter à des secteurs puissants du monde israélien des affaires, assez influents en tout cas pour se faire entendre auprès des partis politiques.

Les impératifs du *business* peuvent aussi avoir joué un rôle du côté palestinien. Pour vous en convaincre, allez donc faire un tour sur les marchés de Damas. Ils regorgent de fruits et de légumes que la *Ghouta*, l'ancienne oasis aujourd'hui bétonnée, ne peut plus fournir. Si vous demandez aux vendeurs d'où viennent ces aubergines, ces bananes, ces tomates bien calibrées et bien rangées dans leurs caquettes qui ont remplacé les produits en vrac d'autrefois, du temps des charrettes à âne. « *Filistini* », de Palestine, vous répondra-t-on. Vu la pauvreté et la disette qui sévissent dans les « territoires », il y a lieu de s'interroger. À mots couverts, on vous expliquera que ces denrées viendraient « peut-être » d'Israël, via la Cisjordanie, où l'on a collé sur les emballages les étiquettes « *product of Palestine* » qui leur servent de sauf-conduit pour continuer leur route au-delà du pont Allenby. Les négociants de Naplouse ou de Ramallah qui se sont assurés un fructueux monopole sur ce transit n'ont pas nécessairement intérêt à une normalisation des rapports entre Israël et ses voisins, qui lui permettrait d'exporter sur les marchés régionaux sans passer par leur intermédiaire. De là à dire que ces intérêts sont à eux seuls assez puissants pour faire obstacle à la paix, non. Mais ils s'inscrivent dans un contexte plus général qui fait de la poursuite du conflit une assez bonne affaire pour les deux bords.

L'économie palestinienne est en ruines. La relever est une tâche surhumaine et le pays ne dispose pas de beaucoup d'atouts pour fonder une prospérité autre qu'artificielle. Avec son territoire exigu et sa surpopulation, la Palestine ne peut pas espérer développer son agriculture. Quant à l'industrie, je crois bien que les investisseurs y regarderont à deux fois avant

L'OCCIDENT PIEGE

de s'implanter là. En attendant, l'artifice qui lui permet de survivre vient de la contribution des pays frères – les états arabes pétroliers – à la « lutte ». À supposer que la lutte cesse, quelle garantie a-t-on que l'aide continuera ?

Ce qui est vrai pour les Palestiniens l'est tout autant pour les Israéliens. Il y a longtemps que l'économie de l'état hébreu a cessé de reposer sur la production agricole des *kibboutzim*. Israël est aujourd'hui surtout un pays industriel, spécialisé dans le *high-tech*. Or la faiblesse des échelles de production fait que le modèle économique peine à atteindre le seuil de viabilité. Sans l'aide financière importante fournie par les États-Unis, l'équilibre serait rompu. Les industries de pointe elles mêmes ont beau comprendre des segments civils – biotechnologies, équipements médicaux –, le secteur militaire y tient un poids considérable. Une part de sa production est exportée aux quatre coins du monde. Toutefois, la rentabilité de cette industrie dépend largement des achats de *Tsahal* tandis que l'exportation est stimulée par l'« effet de démonstration » de son impressionnante capacité de frappe. Au surplus, l'effort de recherche et développement, indispensable pour se tenir à niveau dans ce domaine fort concurrentiel, serait impossible sans les financements de l'État, dont le budget dépend de l'aide américaine. De même que pour la partie palestinienne, la fin du conflit risquerait fort de tarir l'aide et, finalement, ne pas être une bonne affaire. Comme on ne veut pas de la guerre – d'une grosse guerre, en tout cas – on fait donc semblant de vouloir progresser vers la paix en continuant à se faire la guéguerre et ça arrange bien du monde – pas tout le monde, car la guéguerre est meurtrière –, du moins parmi ceux qui ont voix au chapitre. Tout se passe en effet comme si les deux parties étaient piégées par une situation dont ni l'une ni l'autre n'a intérêt à sortir ; pire : dont ni l'une ni l'autre ne peut se permettre de sortir.

Il faudra pourtant bien en sortir un jour.

Tous dans le même sac

Trois problèmes coriaces font obstacle à cela.

Paradoxalement, le plus douloureux est sans doute le plus facile à résoudre, celui du « droit au retour » des Palestiniens. « Retour » est une façon de parler puisque, dans leur immense majorité, ils n'ont jamais « quitté » la Palestine, n'étant pas nés à l'époque : ce sont leurs parents, ou même plutôt leurs grands-parents, qui ont été chassés et spoliés de leur pays. Ce « retour » est à l'évidence inacceptable pour l'état d'Israël : avec ses six millions d'habitants sur un territoire « utile » grand comme deux départements français, on voit mal comment il pourrait en absorber d'un

LE LAIT DES ESPERANCES

coup deux ou trois millions de plus ; on voit encore plus mal comment il pourrait, dans une telle hypothèse, conserver le caractère d'« état juif » sans lequel il perd sa *raison d'être*. Allons donc : les nationalités, l'identité, tout ça c'est dépassé, la tendance est aux entités « multiculturelles », « multiethniques ». Ça, c'est vous qui le dites. Ni les Israéliens, ni les Arabes, n'en sont convaincus. Pourtant, Israël devrait accepter cette revendication dont le caractère symbolique est fondamental pour la dignité du peuple palestinien. Reconnaître le droit des Palestiniens à leur patrie, c'est reconnaître que leurs droits ont été bafoués, c'est avouer le « crime fondateur » de la création d'Israël. Quitte, sur le plan pratique, à traduire ce droit autrement que par l'installation en Israël des descendants des exilés de 1948. En mettant tout d'abord à leur disposition les biens des colonies juives en territoire occupé : celles-ci devront bien être rétrocédées un jour ou l'autre. Ensuite sous la forme d'une indemnisation massive qui les aide à sortir enfin de la misère et de l'abandon où ils sont tenus depuis soixante ans. La communauté internationale – c'est-à-dire l'Occident – a entériné la création d'Israël ; elle n'a pas su, ou pas voulu, trouver une solution plus indolore ou plus équitable au problème qu'elle avait elle-même créé : celui d'avoir été incapable d'assurer la sécurité d'une de ses minorités au sein de sa propre société. C'est à elle d'assumer, en compensant le *pretium doloris* entraîné par ses choix d'alors, de mettre la main à la poche pour « racheter » les droits des Palestiniens. De toute manière, les montants nécessaires, de quelque manière qu'on les calcule, dépassent de loin les moyens de l'état hébreu.

La ville de Jérusalem constitue une pierre d'achoppement autrement difficile à éliminer. Elle est tout aussi vénérable pour les Arabes, chrétiens ou musulmans, – c'est pourquoi il l'appellent *Al-Qods*, « la Sainte » – que pour les juifs. Toutes les spéculations sur un éventuel statut hybride semblent irréalistes : de tels statuts – « ville libre », souveraineté partagée – n'ont jamais fonctionné et ont au contraire contribué à rallumer les conflits qu'ils prétendaient éteindre – qu'on se souvienne de Fiume et de Dantzig ! –, à l'exception de quelques exemples ponctuels non transposables comme la principauté d'Andorre, et encore²¹⁴. La solution du contentieux relatif à Jérusalem peut-elle venir « par surcroît », comme sous-produit d'une pacification générale des relations entre Israël et ses voisins ? Ce serait une belle chose, mais il faudrait qu'une des parties renonce à ses prétentions : après tout, les chrétiens ont bien fait leur deuil d'avoir Jérusalem à eux, alors pourquoi pas les autres ?

L'OCCIDENT PIEGE

L'eau est le troisième problème. Là, pas de symboles, une dure réalité : l'eau manque et aujourd'hui sa répartition est déterminée par la fortune des armes.

Le monde arabe attend des occidentaux qu'ils forcent Israël à des compromis. Problème : sur ce dossier, « l'Occident » n'existe pas, en tant que volonté politique cohérente. Washington avalise la ligne jusqu'au-boutiste des leaders israéliens – tant que cela l'arrange –, se privant auprès de la partie arabe de toute crédibilité autre que celle des porte-avions, des missiles de croisière et du roi dollar – soyons réalistes, ça compte ; ça pèse même assez lourd, mais ça ne suffit pas – ; l'Europe, gouvernements et opinion publique confondus, a déjà abandonné la cause d'Israël, perdant du même coup toute capacité d'influence auprès de ses dirigeants. On peut se féliciter que l'Europe ait choisi d'afficher sa préférence pour les Palestiniens. On peut aussi le déplorer. Je crois qu'il le faut. Je m'explique. C'est que je ne crois pas à la sincérité de l'amour que les Européens font semblant d'éprouver à l'égard de la cause palestinienne. Je crois que l'Europe a juste pris Israël en grippe parce qu'Israël lui pose des problèmes et qu'elle croit pouvoir s'en débarrasser en se disant qu'« ils n'ont qu'à se d...ébrouiller tout seuls ». Elle refuse de voir que l'état d'Israël est un produit de l'Europe, un pseudopode de la civilisation européenne projeté dans le contexte proche-oriental ; elle oublie qu'elle plonge ses propres racines et sa singularité historique dans une antique tradition issue de la culture juive ; elle oublie surtout qu'en ayant porté l'état d'Israël sur les fonds baptismaux – si j'ose utiliser cette image – elle s'est investie d'une responsabilité dont elle ne peut pas se défaire. En reniant, en trahissant Israël, elle se trahit elle-même et se déconsidère aux yeux du monde. Ce n'est qu'en assumant sa responsabilité morale vis-à-vis d'Israël que l'Europe peut espérer se faire entendre de lui en tant qu'interlocuteur ayant voix au chapitre pour imposer un minimum de modération dans ses positions et ses actes. C'est aussi en tirant les conséquences de la responsabilité – au moins indirecte – qu'elle encourt à l'égard des tiers du fait des actes d'Israël.

Les Arabes sont beaucoup plus conscients de tout cela que les Européens. Pour eux, Israël est perçu comme un morceau d'Occident greffé dans leur chair, une sorte d'avatar ultime du colonialisme jeté au dernier moment sur le théâtre proche-oriental, une bombe à retardement abandonnée à la marée descendante par les empires coloniaux. Au-delà des pays directement concernés par le conflit, au-delà même du monde arabe, on s'est complètement approprié cette vision et on n'exprime, à travers la haine affichée d'Israël et les condamnations récurrentes du sionisme, dont on n'a, à vrai dire, « rien à cirer », pas autre chose que *la haine de l'Occident*. Chez

LE LAIT DES ESPERANCES

vous, au cœur même de votre société, ce qui est visé par la posture « antisioniste », voire « judéophobe », de certains milieux – pas la peine de citer des noms, vous avez tous compris à quels inintéressants personnages je fais allusion –, c'est *vous*, et personne d'autre.

Ce n'est certes pas en vous désolidarisant d'Israël que vous aurez la moindre chance de vous attirer les bonnes grâces de ceux qui vous détestent. C'est bien plus en affirmant votre solidarité avec ce pays qui fait partie intégrante de la communauté occidentale que vous pourrez contribuer à une solution du conflit. Pas pour accorder votre bénédiction à ses actes : pour *lui fixer avec fermeté les bornes de ce qu'autorise cette appartenance* et l'amener à composition. La création d'Israël sur la terre de Palestine était « plus qu'un crime, une faute » ; ne le laissez pas seul expier le crime – au surplus en en faisant payer le prix à ses victimes –, assumez la faute.

Comment ?

Il y aurait bien une solution radicale : accepter la disparition, l'abolition, de *l'état* d'Israël. Elle n'est pas idiote. Elle n'est pas dépourvue d'avantages. Il ne s'agit pas de prôner, comme certains bons esprits dénués de sens des réalités, la dissolution d'Israël dans une entité « multiculturelle » dont on espèrerait miracle. Et pas davantage la destruction physique de la nation israélienne, encore moins de s'en faire complice : il s'agit seulement de prendre acte de l'impasse où a mené l'entreprise sioniste, de prendre acte du caractère *occidental* du peuple d'Israël, de reconnaître – il serait temps – qu'il a toute sa place, sa place légitime, chez vous, et de le recueillir sur votre territoire. Autant la création, ou le transfert, d'un état juif en Europe est irréaliste, autant il est clair que l'Europe, qui reçoit, bon an mal an, un ou deux millions d'immigrants du « Sud », n'aurait pas de peine à absorber la population juive d'Israël qui, au surplus, ne poserait guère de problèmes d'intégration. On efface le passé et on reprend la vie commune, pour le meilleur, en écartant à jamais la possibilité du pire. Le « retour du fils prodigue », oserais-je dire si je ne craignais que cette image évangélique ne heurte par trop la sensibilité de gens qui peuvent voir dans le Nouveau Testament la source de leurs malheurs. Croyez-moi, cela ferait plus de bien à l'Europe que d'« importer des cerveaux » pétris d'autres cultures de pays où on la déteste. Autorisez moi une considération mesquine : dans le différentiel de dynamisme entre l'Amérique et l'Europe depuis un demi-siècle, pour combien pèse le fait que l'Europe a perdu ses juifs²¹⁵ alors que l'Amérique a gardé les siens ? Rien ne dit, au demeurant, que cette solution radicale ne prévaudra pas un jour comme ultime recours si, d'aventure, les États-Unis retireraient leur soutien à Israël, comme ils l'ont déjà fait à l'égard d'autres alliés « indéfectibles ». Avez-vous déjà oublié le Vietnam, le shah d'Iran et

L'OCCIDENT PIEGE

quelques autres ? Alors, à tout prendre, ne vaudrait-il pas mieux que cela s'accomplisse en bon ordre plutôt que dans le chaos sous la pression des circonstances ?

Ce serait pourtant, au plan symbolique, une catastrophe pour l'Occident : pour tout le reste de la planète, une telle sortie de crise serait perçue comme une capitulation, comme une défaite majeure, tant la question a cristallisé d'attentes frustrées et d'hostilité. Regardez comment a été interprétée dans le tiers-monde la décision de l'Espagne de rapatrier ses troupes d'Irak. Prise par le gouvernement Zapatero dès son entrée en fonctions et au lendemain des attentats de Madrid, vous pouvez bien la trouver logique et moralement fondée – qu'allait donc faire l'Espagne dans cette galère ? –, ce n'est pas du tout de cette manière qu'on la voit au « Sud », c'est comme une victoire remportée sur le « Nord », comme une démonstration de sa faiblesse, comme la preuve de l'efficacité de l'action terroriste *et la justification de celle-ci*. Loin de vous attirer un mouvement de sympathie reconnaissante, la restitution de la Palestine et le rapatriement des juifs qui l'habitent vers l'Europe risqueraient fort de donner le signal d'un hallali généralisé contre la domination des « blancs ».

Puisqu'aux yeux du reste du monde l'amalgame est total entre Israël et l'Occident, pourquoi ne pas l'assumer jusqu'au bout ? L'Europe tient peut-être là, sans en être consciente, une des clefs d'une solution possible. D'une certaine manière, Israël en fait déjà partie, puisque ses fédérations sportives participent aux compétitions européennes. Intégrer Israël dans l'Union européenne n'est pas si difficile. Ni du point de vue de la distance géographique : après tout, ce n'est guère que trois cents kilomètres au-delà de Chypre, que les anciens atlas classaient pourtant en Asie. Ni, bien entendu au plan de la distance culturelle : il n'y en a guère, y compris en ce qui concerne la culture politique. Ni au niveau de l'économie : celle d'Israël a des structures modernes – bien plus modernes que celles de certains pays d'Europe de l'est récemment entrés dans l'Union – et son poids n'est pas tel qu'elle se heurte à un problème de « capacité d'absorption ». La question se pose au plan militaire : l'Europe n'a ni les moyens, ni surtout la volonté d'étendre jusque là son périmètre de protection – il est vrai qu'elle n'est pas en mesure de protéger quiconque, y compris ses actuels états périphériques, comme les pays baltes, Chypre, et même la Grèce, entièrement dépendants, à travers l'OTAN, du parapluie américain. Mais, dans une telle hypothèse, serait-il besoin de forces immenses pour assurer la sécurité de ce bout d'Europe ? L'intégration d'Israël dans l'Union conférerait à celle-ci la légitimité qui lui manque aujourd'hui pour promouvoir une politique de modération à l'égard des voisins arabes, et donnerait au gouvernement de

LE LAIT DES ESPERANCES

Jérusalem l'adossement nécessaire pour consentir avec confiance aux concessions aptes à désamorcer le conflit. Je crois bien que ce serait un puissant facteur de stabilisation et d'apaisement. Y compris sur la question de Jérusalem : les pays arabes ne peuvent pas, ne pourront jamais, accepter une souveraineté juive sur la ville ; y renoncer serait pour les Israéliens comme s'arracher les tripes. Une souveraineté européenne donnerait aux musulmans de meilleures garanties d'un accès libre de brimades à leurs lieux saints ; à l'inverse, une souveraineté arabe deviendrait plus acceptable par des Israéliens conscients d'appartenir à un bloc assez fort pour considérer que l'enjeu est devenu secondaire. On peut aller plus loin. Le cadre budgétaire européen dispose d'assez de marge de manœuvre pour mettre au pot de quoi « racheter » le droit au retour des Palestiniens, tandis que le cadre institutionnel des coopérations avec les pays méditerranéens pourrait faciliter l'organisation de la réinstallation des réfugiés à travers la « nation arabe », puisque, paraît-il, nation arabe il y a. Quant à la question de l'eau, ce n'est pas avec de l'argent qu'on fera pleuvoir, mais on peut tout de même faire bien des choses. Bon, c'est vrai, un tel scénario repose sur une hypothèse fantaisiste : celle que l'Europe existe en tant qu'acteur.

Fautes de solutions hardies, la guéguerre peut continuer longtemps et l'Occident n'a rien à y gagner. Il est tout entier pris dans la nasse. Qu'il soutienne Israël en fermant les yeux sur ses politiques agressives et il en est perçu comme le complice, si ce n'est comme l'instigateur, avec les conséquences que nous connaissons. Qu'il abandonne Israël pour cajoler ses ennemis, il ne s'en fera pas des amis pour autant – qui a envie d'avoir des traîtres pour amis ? – et n'évitera pas d'être rangé dans le même sac que les sionistes honnis. La « voie moyenne » est tentante pour des pays qui ont perdu la puissance – ou pour des partis minoritaires dans le jeu politique intérieur –, elle est souvent dangereuse et contre-productive. L'instauration d'une coexistence paisible entre bords opposés suppose que chacun sache de quel bord il se trouve ; je dirais même plus : la pacification des rapports entre adversaires a pour préalable la reconnaissance mutuelle du *statut d'adversaires*. C'est à partir de là, et de là seulement, que ce statut peut être dépassé. Le monde arabo-musulman ne peut s'empêcher de voir, à travers la question proche-orientale, l'Occident tout entier, Europe comprise, comme son adversaire et le fait que celle-ci s'amuse à flirter avec le camp d'en face n'est, aux yeux des orientaux, qu'une preuve supplémentaire de sa duplicité.

La bien-pensance postmoderne n'aime ni le mot ni l'idée de « frontières ». Elle a bien tort. Il faut sans doute avoir, comme moi, vécu au moins quelque temps dans des pays de dictature pour comprendre le sentiment de liberté et de sécurité qu'on peut éprouver aussitôt qu'on vient

L'OCCIDENT PIEGE

de franchir la frontière pour en sortir, comme si on respirait de nouveau après avoir failli étouffer. Au-delà de ces considérations subjectives, il est clair que poser ses propres frontières et respecter celles des autres est la base de la bonne entente entre voisins. Établir sur la « ligne verte » la frontière de l'Occident n'est pas seulement dire au monde arabo-musulman : « au-delà, pas touche », c'est aussi lui reconnaître le droit de régler comme il l'entend ses affaires *dans son propre périmètre*, c'est renoncer à la prétention de lui dicter sa conduite chez lui. L'ingérence américaine en Irak, sous couvert d'apporter la « démocratie » – c'est le nom qu'on a donné aux intérêts pétroliers : logique, puisque le critère numéro un de la démocratie version Bush est le droit inaliénable de chaque citoyen de remplir le réservoir d'essence de son « SUV » qui consomme vingt-cinq litres aux cent kilomètres –, est devenue une deuxième pomme de discorde majeure entre l'Occident et le monde musulman, comme si la question israélo-arabe ne suffisait pas à empoisonner l'atmosphère. Là aussi, l'Occident est dans la nasse. Les États-Unis ne peuvent pas espérer maîtriser militairement la situation avec les moyens relativement modestes qu'ils ont déployés et ils n'arrivent pas à recruter assez pour les augmenter. Depuis la fin des hostilités ouvertes et le début de l'occupation, l'armée américaine n'a guère fait que de la figuration et de l'autoprotection, comme la police dans les banlieues françaises dont l'objet semble se borner à protéger les commissariats qu'on n'a pas encore fermés. Figuration, ou « provocation » ? La poursuite de l'intervention excite les antagonismes et les haines ; mais comment se retirer quand, à l'inverse, un retrait aurait le sens d'une défaite ? On verra si le « charisme » d'Obama lui permettra de se tirer de ce dilemme.

Pendant ce temps, les islamistes, modérés ou pas, savent bien que la problématique de « tous dans le même sac » fonctionne dans tous les camps et qu'elle est incontournable en période de crise. Les terroristes sont les premiers à savoir que l'escalade du conflit fait se ranger un nombre croissant de musulmans dans leur camp, c'est même la base de leur stratégie. Cela a été trop bien illustré par les cycles subversion, répression, insurrection des guerres de libération ou la polarisation sur les extrêmes de conflits tels que la guerre d'Espagne, où les modérés qui n'ont pas été absorbés par l'un ou l'autre des camps combattants ont disparu du jeu politique.

Est-il trop tard pour renverser le mouvement ? Peut-on espérer trouver un interstice pour sortir du piège ?

Sortir du piège ?

Les bons esprits ont trouvé l'issue : c'est le serpent de mer du « dialogue des civilisations ». On lui consacre des émissions de télé à

LE LAIT DES ESPERANCES

répétition, on a créé des fondations richement dotées pour lui servir de cadre, on a même édifié un lieu emblématique pour le symboliser. Disons-le tout net : c'est une mascarade.

Le lieu, pour commencer. Il s'agit bien entendu de la fameuse bibliothèque d'Alexandrie, construite sous le parrainage – moral – de l'Unesco, avec l'argent de contributeurs comme l'Union européenne, c'est-à-dire le vôtre. Implantée dans un site superbe, au milieu de la *concha* que dessine le boulevard maritime de la métropole égyptienne, on ne sait pas très bien si elle entend commémorer le mythique lieu de savoir fondé par Ptolémée Philadelphe ou le tout aussi mythique « brassage » opéré dans l'Alexandrie d'il y a un siècle ; ni si elle a pour fonction d'expier l'incendie de son illustre devancière²¹⁶, imputé aux conquérants musulmans ou, au contraire, d'expier un péché contre l'Esprit encore plus grave : la malveillance des occidentaux qui les en ont injustement accusés. C'est en tout cas, vu de l'extérieur, une sorte de bunker pompeux. Sa façade en plan incliné m'évoque le sobriquet attaché à l'« autel de la Patrie » dont le marbre blanc orgueilleusement dressé au pied du Capitole fait tache au milieu de l'ocre du travertin romain : « la machine à écrire ». Une architecture dont le *kitsch* minimaliste révèle involontairement le *kitsch* idéologique du projet qu'elle incarne. L'intérieur est, en revanche, bien plus séduisant, avec sa lumière douce filtrée par la verrière réfléchissante, son décor de bois clair et l'étagement de ses gradins qui plonge jusqu'en dessous du niveau de la mer. Pourtant, dès l'entrée, l'impression se gâte : portiques de détection, contrôles de sûreté, mais il faut vivre avec son temps, n'est-ce pas ? À part les processions de touristes occidentaux venus accomplir leurs dévotions dans ce sanctuaire compassé du « multiculturalisme », on n'y voit guère que de petits groupes de lycéennes voilées de noir, qui pouffent à voix basse en échangeant des œillades avec des garçons de leur âge tenus à distance réglementaire : dans une ville aujourd'hui en proie à l'islamisme, la Bibliothèque fait figure de dernier refuge d'intrigues adolescentes imitées des *sitcoms* américains. Ne servirait-elle qu'à cela, ce ne serait déjà pas si mal, mais c'est tout de même cher payé. Dans une bibliothèque, moi, ce qui m'intéresse, ce sont les livres. J'ai donc eu la curiosité – malsaine, je l'avoue – d'aller jeter un coup d'œil aux collections en commençant, vous ne vous en étonnerez pas, par le rayon des « affaires contemporaines ». On y trouve, c'est dommage, peu d'ouvrages en arabe ; les autres sont, quant à eux, essentiellement consacrés à l'exposition des thèses tiers-mondistes et à la dénonciation des méfaits de l'Occident, avec une prépondérance de titres en anglais émanant d'universitaires afro-américains, à croire que la politique d'acquisition a été confiée au comité éditorial du *Monde diplomatique*. Mais, au XXI^e siècle, les livres, me direz-vous, c'est dépassé : l'heure est à

L'OCCIDENT PIEGE

l'interactivité. D'ailleurs, la bibliothèque possède plus de postes de consultation *Internet* que de pupitres de lecture. Il suffit, pour s'en faire ouvrir un, de remplir une fiche au comptoir en donnant son nom, son adresse et le numéro de la machine qu'on a choisie, de prendre l'ascenseur pour monter quatre étages jusqu'au guichet du « service lecteurs », de faire la queue un quart d'heure et de présenter son passeport et son ticket d'entrée pour obtenir le sésame : le mot de passe qui active le navigateur. Une fois la connexion établie, petite déception : les accès aux grands portails, les *Yahoo*, *Google* et autres, sont bloqués. Tant pis, je relèverai mes *mails* une autre fois ; consolons-nous en lisant le journal : pas de chance, les accès aux sites des organes de presse sont aussi bloqués. Assez de médisance : vous avez librement accès aux sites de l'Unesco et de l'ONU, à celui de la bibliothèque elle-même, fort bien fait d'ailleurs et à un excellent moteur de recherche qui vous permet de trouver en un seul clic le numéro ISBN de tous les livres qu'elle a en rayon ; ainsi que, m'a-t-il semblé, à quelques sites de *sudoku*. Le ton est donné : ce « dialogue des cultures », dont la bibliothèque se veut un symbole, est d'emblée placé sous le signe de la censure, ou plutôt, *de l'autocensure*. Mais ce n'est pas grave, puisque personne n'y va pour s'instruire. Tout ça, je vous le répète, avec votre argent et sous le parrainage des institutions les plus prestigieuses.

Ce sont les mêmes institutions qui parrainent à grand frais les autres fondations dédiées au « dialogue ». Elles tiennent session à la belle saison dans de beaux endroits où elles rassemblent du beau monde pour applaudir à de beaux discours où « ambassadeurs de bonne volonté », anciens ministres, muftis bien élevés, commissaires européens et intellectuels de bonne composition sont invités à débiter des platitudes consensuelles avant de se retrouver autour d'une coupe de champagne – désolé, je fais erreur, pas du champagne, du jus d'orange avec, tout au plus, un trait de vodka parce que, sur les images télévisées, on ne voit pas la différence avec l'eau. Nos penseurs organiques adorent ce genre de mondanités et, bien entendu, se prêtent au jeu : qui ne serait séduit à la perspective d'aller serrer la louche au secrétaire général de la Francophonie ou au directeur général de l'Unesco en grignotant un canapé à la mortadelle de dindonneau – on ne va quand même pas leur servir du *San Daniele*, il ne faudrait pas offenser des convictions qui nous sont si chères – ? Sans compter qu'un week-end à Marrakech ou à Palerme tous frais payés, ça ne se refuse pas. Payés par qui ? Question superflue : par vous.

Palerme, justement, était le lieu choisi pour une émission télévisée consacrée au vaste sujet des rapports entre les deux rives de la Méditerranée. Palerme, tout le monde le sait, a été le centre de la culture européenne au X^e

LE LAIT DES ESPERANCES

siècle, culture musulmane, cela va de soi, que les conquérants normands, en barbares intolérants qu'ils étaient, ont bizarrement laissé perdurer au point qu'on en retrouve plus que des traces dans leurs monuments, le Palais royal ou la cathédrale de Monreale. L'émission nous a appris toutes sortes de choses dont nous n'avions aucune idée, incultes que nous sommes, par exemple que la prise de Grenade par les chrétiens a inauguré dans la péninsule un « âge des ténèbres » qui a duré ... jusqu'à l'arrivée au pouvoir des socialistes dans les années 1980. Un illustre écrivain espagnol, qui n'avait apparemment jamais entendu les noms de Cervantès, de Calderón ou de Vélasquez, mais qui pratiquait un français fort châtié, a renchéri sur ce thème pour nous révéler que « l'Espagne » n'avait jamais existé²¹⁷, que c'était juste « une fiction inventée par le franquisme ». Diable, voilà un vrai scoop ! Une intellectuelle tunisienne nous a obligeamment rappelé que l'Europe persistait à refuser « l'Autre », au point de ne délivrer qu'au compte-gouttes les visas Schengen. Bref, tout aurait été parfait sans une petite erreur de *casting* : un vrai érudit, qui savait de quoi il parlait. Ce professeur à l'université d'Aix-en-Provence, bien au fait de l'histoire séculaire des civilisations méditerranéennes – et, m'a-t-il semblé, de leurs traditions culinaires : c'est un test qui ne trompe pas –, a eu la grossièreté de laisser entendre qu'intolérances et incompréhensions avaient pu être réciproques. Le tollé qu'ont suscité ses propos sur le plateau de l'émission l'a heureusement obligé à rentrer dans le rang du consensus et le tout s'est conclu sur la vision d'un beau coucher de soleil en arrière-plan du générique de fin.

Ce qu'illustre cette bouffonnerie, c'est que le principal défaut du « dialogue des civilisations » est d'être *asymétrique*. De votre côté, il ne viendrait pas à l'idée des organisateurs de donner la parole à des tenants de la singularité de l'identité occidentale : la bienséance commande de ne sélectionner que des participants acquis aux thèmes de la « tolérance musulmane » et de l'heureuse « fécondation » de la culture européenne par les lumières de l'Islam. En face, bien entendu, ces thèmes vont de soi, de sorte qu'il n'y a pas de débat : on se satisfait de part et d'autre – passez-moi l'expression – de « dire la messe ». Et l'on renchérit à qui mieux sur les « traumatismes » causés à l'identité des peuples musulmans par le « colonialisme » et sur les « peurs irraisonnées » que suscite l'islam en Occident. Côté « sud », on accueille des intellectuels militants qui ne se privent pas, eux, de revendiquer plus de « tolérance » à l'égard de l'islam au sein des sociétés occidentales. Qui aurait le mauvais goût de leur rétorquer que leur demande ne sera recevable qu'à partir du moment où il deviendra pensable d'obtenir de la municipalité de La Mecque un permis de construire pour une église – ou un cinéma –, où l'Algérie et d'autres pays similaires

L'OCCIDENT PIEGE

abrogeront les lois faisant de la conversion d'un musulman à une autre religion un délit pénal ? La monopolisation du « dialogue », côté occidental, par les interlocuteurs bien-pensants empêche que soient soulevées les questions dérangeantes qui, seules, pourraient le rendre productif et en faire autre chose que la promesse unilatérale d'une capitulation en rase campagne.

Il est pourtant urgent d'apaiser les relations entre la civilisation occidentale et la sphère islamique. Cet objectif ne se réalisera pas à travers le simulacre de dialogue auquel nous assistons, mais à partir d'une perspective « huntingtonienne » – j'irais même jusqu'à dire « westphalienne » – : que l'Occident renonce enfin à s'immiscer dans les affaires des autres civilisations²¹⁸ – même, et surtout, au nom de principes « éthiques » – et qu'en contrepartie, il mobilise ses forces matérielles et morales à développer la sienne chez lui. Cela implique un préalable : que l'Occident et l'Islam aient la franchise de *s'assumer comme adversaires* afin de dialoguer comme tels. C'est non seulement une exigence de respect mutuel, mais aussi une exigence de réalisme : adversaires, ils le sont à l'évidence, car ils sont *rivaux* par l'ambition universelle qu'a chacun de gagner les consciences et de répandre ses mœurs. La *realpolitik* a souvent plus d'efficacité pacificatrice que les bons sentiments. Si la famille joue partout le rôle de « cellule de base » de la société, ce n'est pas tant à cause d'un processus historique de sociogenèse qui ferait dériver les structures d'organisation humaine d'hypothétiques « familles originelles » évoluant pour devenir des clans, des tribus, puis des nations. C'est plutôt parce que c'est au sein de la famille que se développe en premier le phénomène de reconnaissance de l'« autre » en tant qu'adversaire. Rivaux, les frères et sœurs le sont *naturellement* entre eux quand il s'agit de capter l'attention et l'affection des parents et, même dans nos sociétés d'abondance, de la distribution de la nourriture – « qui m'a piqué *ma* barre chocolatée ? » – ou de l'appropriation territoriale au sein de l'espace commun – « qui t'a permis d'entrer dans *ma* chambre ? ». C'est à partir de cette situation de rivalité assumée, progressivement pacifiée, puis surmontée, que l'enfant apprend à composer avec la volonté d'autrui, que se construit aussi bien l'affection fraternelle que le « devenir adulte » des individus. Qui sait, d'ailleurs, si la généralisation de l'enfant unique et la raréfaction des fratries ne joue pas un rôle dans l'effacement postmoderne du sens civique ? La cellule familiale est ainsi la *matrice* des comportements sociaux d'appropriation des normes – codes de civilité aussi bien que Codes civils – indispensables pour *policer* les rapports avec l'« autre », préalablement reconnu comme adversaire, *donc comme égal*. C'est surtout vrai en démocratie : dans une société hiérarchisée, celui qui est en bas de l'échelle n'a pas à *se* contraindre pour respecter celui qui est en haut, la crainte du bâton y pourvoit ; il y a assez d'écart entre « grands » et « petites

LE LAIT DES ESPERANCES

gens » pour que les premiers ne perçoivent pas les seconds comme des rivaux ; dans les régimes despotiques, la contrainte projetée d'en haut suffit à assurer la paix civile, c'est pourquoi ils n'ont jamais besoin de devenir *totalitaires*. Dans mes années étudiantes, j'avais eu du mal à comprendre pourquoi mes professeurs s'obstinaient à présenter Hobbes comme le précurseur du libéralisme moderne, alors que son *Léviathan* fait songer aux pires édifices totalitaires : c'est que la démocratie et l'égalité des conditions impliquent une lutte concurrentielle « de tous contre tous » dont il faut *d'abord* prendre conscience avant d'accepter collectivement les règles de vie sociale qui y portent remède. Le meilleur médecin est impuissant à soigner un malade qui s'ignore. Ce n'est pas en niant ou en occultant à la sauce consensuelle les facteurs *bien réels* de l'hostilité que l'Islam et l'Occident entretiennent l'un envers l'autre qu'on les amènera à conclure l'armistice.

Les principes énoncés au traité de Westphalie, reconnaissant le droit de chacun à être maître chez soi, n'ont pas établi la paix générale en Europe mais ils ont eu le mérite de mettre fin aux guerres de religion. Leur traduction au niveau de l'affrontement entre Occident et Islam est simple : c'est aux musulmans eux-mêmes de déterminer l'orientation qu'ils veulent imprimer à leur civilisation et de choisir le rythme des réformes religieuses, politiques et sociétales qu'ils entendent – ou pas – mettre en œuvre dans leurs pays ; c'est, en revanche, à l'Occident de fixer les conditions d'allégeance auxquelles il subordonne les droits consentis aux musulmans vivant dans son périmètre. Reconnaissons que la tâche n'est pas facile car l'Islam n'a aucune expérience historique d'avoir eu à transiger avec un ordre autre que le sien : il a toujours, au contraire, été habitué à ce que *les autres* transigent avec lui et il en a développé un complexe de supériorité qui n'a été qu'à peine entamé par les deux siècles au cours desquels la plus grande partie du monde musulman a été soumise à l'impérialisme occidental. Même à l'apogée de celui-ci, en effet, les autorités coloniales qui administraient ces pays ont presque partout trouvé convenance à composer avec l'islam plutôt qu'à lui imposer l'inverse, bien plus sans doute au nom de la recherche de l'efficacité à court terme et de la loi du moindre effort qu'au nom des grands principes de « respect de l'Autre ». C'est pourtant à partir d'une telle clarification de leurs rapports réciproques qu'il deviendrait possible à l'Occident et au monde islamique d'établir leur *modus vivendi* frontalier et de surmonter leur condition d'adversaires pour faire face *ensemble* aux défis de l'avenir dans un espace euro-méditerranéen réconcilié.

Hélas, il n'y a aucune chance d'y parvenir pour la bonne raison que l'Occident a décidé en son âme et conscience de se saborder une bonne fois pour toutes dans une grandiose « Nuit du quatre août » planétaire, à la

L'OCCIDENT PIEGE

grande joie du reste de l'humanité. Soyons honnêtes en reconnaissant à l'islam qu'il n'en porte pas la responsabilité.

En attendant la suite :

Les vendanges de septembre

Je n'ai pas la prétention d'apporter un éclairage nouveau sur la genèse ou les rouages des attentats du 11 septembre 2001 : je n'en sais pas plus sur la question que ce qu'en savent les autres lecteurs de journaux et ce n'est pas sur ce plan que j'ai choisi de faire porter mes analyses en écrivant ce livre. Je ne vais pas non plus vous livrer ici une interprétation des faits de cette journée sur le thème de l'inauguration « d'une ère nouvelle de l'histoire du monde », quelque tentant que soit l'exercice : si nous sommes entrés dans une ère nouvelle, elle ne date pas de ce jour. Le onze septembre n'est en effet qu'un épisode, il est vrai exceptionnel par sa ampleur et son retentissement, d'une chaîne d'événements qui s'est enclenchée il y a longtemps déjà. Mon propos vise plutôt à préparer le terrain pour les volumes qui doivent faire suite à ce livre, en évoquant un aspect particulier des résonances qu'a eues l'événement : son caractère de « catalyseur » susceptible d'articuler le projet politique des islamistes avec les revendications tiers-mondistes.

Ce qui m'a d'abord frappé dans les attentats de New York, quand les médias ont commencé à en diffuser les détails d'exécution, c'est la maîtrise technique qu'ils révélaient et le contraste saisissant entre la modestie des moyens employés et l'ampleur *prodigieuse* du résultat. Je dis bien « prodigieuse », car l'affaire a tout des prodiges que relatent les récits légendaires : les cutters brandis par les pirates y « fonctionnent » de la même manière que la mâchoire d'âne à l'aide de laquelle Samson punissait ces mécréants de Philistins de leurs dépravations en les assommant par milliers avant de les ensevelir sous les décombres de leurs palais et de leurs temples. Rien ne dit d'ailleurs que la métaphore biblique n'ait pas, consciemment ou non, guidé les planificateurs de l'opération.

Ce n'est qu'un peu plus tard, lorsque la planète entière semblait s'être mise à entonner l'antienne du « nous sommes tous des New-yorkais » que je me suis rendu compte que c'était vrai de la seule planète « blanche », un petit septième de l'humanité communiant dans l'effroi et l'indignation. Dans le reste du monde, c'était – au mieux – politesse gênée : « oui, c'est bien

LE CROISSANT ET LES BOULES

triste ce qui vous arrive, croyez que nous en sommes navrés et, promis, juré, craché, nous n'y sommes pour rien » ; froideur affectée : « bon, et alors ? Trois mille morts, pas de quoi en faire tout un plat : à peine l'ouvrage d'une demi-journée au Rwanda ... » ; voire franche satisfaction rigolarde : « il était temps que ça leur arrive, à eux aussi ». Au pire, un délire d'enthousiasme.

Et pas seulement à Gaza ou à Karachi. En plein Paris, des petits cafés enfumés où la télévision passait en boucle les images de New York résonnaient d'explosions de joie à chaque retour des séquences montrant l'impact des avions ou l'effondrement des tours. A Roissy, dans les salles de repos des agents de sécurité de l'aéroport – oui, ceux-là mêmes qui sont censés empêcher les pirates d'embarquer avec des armes – nombreux étaient-ils, m'a affirmé un témoin oculaire, agglutinés devant les écrans des récepteurs et applaudissant aux « bons » moments du film.

On ne peut pas se limiter à analyser ces réactions au regard des enjeux de l'islamisme : on a applaudi à la chute des tours bien au-delà de la sphère musulmane. Il est difficile de ne pas trouver dans l'événement un écho lointain de ce que Nnamdi Azikiwe, le futur premier chef d'État du Nigeria indépendant, à l'époque militant nationaliste radical, écrivait en 1934 dans un journal étudiant afro-américain : « un jour, Londres et New York seront détruits par les avions des peuples noirs²¹⁹ ». On aurait tort, à l'inverse, d'interpréter trop vite ces réactions comme témoignant de sentiments profonds de haine ou de joie. Il y a aussi une explication au premier degré, presque ingénue : pour beaucoup de gens simples du tiers-monde, la catastrophe n'était qu'un spectacle, plus fascinant que les films d'Hollywood, car là au moins les effets spéciaux étaient totalement réalistes. Que voulez vous, on ne peut pas reprocher à des gens privés de distractions de laisser paraître leur plaisir lorsque les circonstances leur offrent une pareille superproduction, avec du suspense en direct, du drame, du vécu : tout ce qu'on recherche dans les fameux « téléfilms sur des sujets de société tirés de faits réels », le grand spectacle en plus. Le fait que des milliers de personnes étaient en train de mourir n'était pas de nature à émouvoir exagérément des populations habituées, hélas, à vivre des tragédies dans leur quotidien. Pourtant, même si les applaudissements qu'ont déclenchés les scènes du onze septembre et la relative indifférence manifestée à l'égard du sort des victimes n'ont pas nécessairement la signification d'une approbation morale ou politique des attentats et des stratégies terroristes, la tentation est grande pour leurs instigateurs de les interpréter comme un encouragement à leur « cause », à la manière d'un artiste de scène galvanisé par les vivats de la salle. Ce qui peut se révéler à la longue plus dangereux que le « fanatisme islamiste » en donnant aux *jihadistes* la conviction de porter les espoirs et les

LES VENDANGES DE SEPTEMBRE

haines d'une partie de l'humanité. Ainsi instrumentalisés par la démagogie tiers-mondiste, ils risquent de se laisser pousser à une escalade débordant de leurs objectifs initiaux, somme toute limités, pour se projeter dans une mission bien plus ambitieuse de fer de lance de « tous les opprimés de la planète » avec les conséquences incalculables que cela comporte.

On a affirmé que, dans les semaines qui ont suivi le onze septembre, il a été enregistré dans le « Neuf trois » un nombre inhabituel de déclarations de naissance de petits « Oussama ». Là aussi, il convient de considérer la chose avec prudence. Aucune statistique n'ayant été publiée, il est difficile de dire s'il s'agissait d'une mode soudaine s'emparant de parents sympathisants de la cause des *jihadistes* ou d'une simple impression des employés de l'état civil qui n'avaient pas jusque là prêté attention à ce prénom relativement courant et se sont mis soudain à le remarquer davantage.

Plus significatives étaient les réactions des médias du « Sud ». Tout en condamnant du bout des lèvres l'action des terroristes, de nombreux éditoriaux de la presse africaine ou proche-orientale insistaient davantage sur deux thèmes. L'un était : « il faudra bien que l'Occident tire la leçon des événements ». Et l'autre, manifestant un certain agacement : « ça leur va bien de s'apitoyer sur les victimes de *Ground Zero* tandis que le sort des Palestiniens et des populations africaines frappées par les famines ou les massacres interethniques les laissent étrangement indifférents ». À la manière dont les auteurs articulaient les deux thèmes l'un avec l'autre, on avait l'impression d'un *message codé* suggérant que les occidentaux étaient mal venus de trop se plaindre, car la punition qui leur avait été infligée était bien légère en regard des innombrables méfaits qu'ils avaient accumulés à l'encontre du reste du monde, peut-être même un simple hors d'œuvre dans l'attente du *vrai* châtement. Procès d'intention ? Non, car c'est ainsi que bien des lecteurs de ces pays l'ont compris, si j'en crois les réactions entendues dans plusieurs émissions de radio recueillant les commentaires des auditeurs. Les éditoriaux expriment certes l'opinion personnelle de leurs auteurs ou l'opinion collective des équipes de rédaction, mais un bon éditorialiste, s'il veut garder son poste, ne peut pas *toujours* afficher des positions trop éloignées ce que pensent ses lecteurs : il faut bien quelquefois qu'il exprime des idées en phase avec son public. En outre, l'optique choisie par les éditorialistes des médias du « Sud » pour commenter les événements du onze septembre était en parfaite harmonie avec leur discours récurrent stigmatisant « l'égoïsme de l'Occident »²⁰ à l'occasion des drames de Somalie, du Rwanda, du Liberia ou du Darfour. La mobilisation humanitaire occidentale n'est jamais décrite autrement que comme « un moyen de se

LE CROISSANT ET LES BOULES

donner bonne conscience à peu de frais ». En bref, les éditorialistes du « Sud » traitant des attentats de New York avaient, avec un bel ensemble, trouvé le ton « vendeur » et reflétaient un sentiment partagé.

Les peuples du tiers-monde nous détestent-ils donc tant que cela ? Et pourquoi ?

Les griefs qu'ils expriment vis-à-vis de l'Occident remontent pour certains à des époques anciennes, que d'ailleurs les occidentaux ne seraient pas fâchés de faire oublier. C'est le cas de trois d'entre eux qui reviennent souvent dans le discours. J'ai traité des croisades ; les deux autres se rapportent à l'esclavage et à la colonisation. C'est du passé, me direz-vous ? Non car ils s'imbriquent avec des griefs tout à fait actuels : l'impérialisme américain, la misère en Afrique, le racisme, la condition des populations d'origine non européenne présentes sur votre sol. Si j'ai voulu évoquer ici, plus que les événements du onze septembre, les réactions qu'ils ont éveillées, c'est qu'il ne faudrait pas, en se focalisant sur la seule question du terrorisme islamiste, oublier le reste.

C'est, en tout cas, assez de reproches pour que vous ayez du souci à vous faire. Au train où vont les choses, votre avenir est tracé : petits blancs, vous finirez tous mangés.

Et vous ne l'aurez pas volé.

Table des matières

Préambule

I

Le sang des Croisades

Jusqu'au mors des chevaux	13
Un prêté pour un rendu	15
La raison du plus fort	19
La morale, quand même	24
La gueule de bois	28

II

Le miel de la paix et de la tolérance

Mythes et âges d'or

Arabe, oui ; quoique ...	37
Mille et une nuits	44
<i>No hay peor desgracia que ser ciego en Granada</i>	47
Les passeurs de lumières	54
La fille aînée de l'islam	61

Une si douce tolérance

Des empires et de la tolérance	79
Échec aux bachi-bouzouks	80
Ni turque, ni musulmane	82
Entre mer et déserts	84
Sépharades et « juifs arabes »	86
Tolérance à géométrie variable	90
Le génie des conquérants	92
Des racines et des songes	97
La Morée vaut bien une messe	101

La main sur le cœur

Islamophobe, moi ? Jamais	105
Amalgame et malaise	108
Dehors ou dedans ?	116
Un frère égaré reste un frère	118
Mise en boîte	120

LE CROISSANT ET LES BOULES

Profil d'un kamikaze	126
Le vieux de la montagne	127
Les mystères du bazar	131
Le carburant des poseurs de bombes	137
<i>Problématique des barbous</i>	145
Cachez ces cheveux que je ne saurais voir	147
Les petits rois de Kaboul	153
Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage	159
Les dindons de la farce	162
Le minaret du Sacré-Cœur	165

III

Le lait des espérances

<i>Repères, repaires et autres impairs</i>	
Belvédères et châteaux d'eau	173
Pas franchement mauvais, mais curieux	176
Les tribus manquantes	183
<i>Le triangle infernal</i>	
En avoir ou pas ?	189
Au bon vieux temps des amitiés sincères	191
Que sont mes amis devenus ?	192
Les ennemis de mes amis sont mes amis	194
Les amis de mes amis sont mes ennemis	195
Les ennemis de mes ennemis sont mes ennemis	198
<i>L'Occident piégé</i>	
Le protocole des sages de Washington	202
Tous dans le même sac	208
Sortir du piège ?	217

**En attendant la suite ...
Les vendanges de septembre**

Notes, références et compléments

¹ Ou plutôt, il l'est devenu. Il semble que le croissant n'était pas utilisé aux origines de l'islam arabe. Il aurait été introduit par les Turcs seldjoukides, chez qui il était un signe tribal datant de l'époque préislamique (Jean-Paul Roux, *Un choc de religions : La longue guerre de l'islam et de la chrétienté, 622-2007*, Fayard, Paris, 2007, p. 133).

² Selon la convention adoptée par de nombreux auteurs, la majuscule se rapporte, non à la seule religion, mais à l'univers islamique et à la civilisation qui s'est formée sur la base des principes coraniques. Ainsi, l'islam (avec minuscule) a pour pendant le christianisme, et l'Islam (avec majuscule), la chrétienté.

³ « Ouvrages de synthèse » est parfois un terme courtois pour désigner des ouvrages de vulgarisation qui, du reste, sont parfois rédigés, non par des historiens, mais par des « écrivains d'histoire ». J'assume. D'ailleurs, il y en a de bons.

⁴ L'historien (« engagé ») Claude Liauzu évoque ainsi « les compromis, difficilement élaborés depuis la Troisième République, entre l'État et la corporation des historiens afin d'élaborer, au sortir de guerres civiles répétées depuis 1789, un consensus permettant d'assurer, à travers l'élaboration d'une histoire commune, l'intégration sociale », *Une loi contre l'histoire, Le Monde diplomatique*, avril 2005. C'est une vue assez idéalisée : par exemple, ce que l'école enseigne sur la croisade contre les Albigeois reflète fort peu le point de vue occitan ; quant aux résistances au rattachement de la Bretagne à la France aux XV^e et XVI^e siècles, elles sont carrément passées sous silence. Sur ces points, l'« histoire commune » n'a donc pas grand-chose de « consensuel » : elle est en fait une *histoire de la formation de l'État français* qui tient peu compte de la « mémoire » particulière de ceux qui y ont été intégrés de force. Alors pourquoi exiger désormais d'élaborer un consensus transigeant avec la mémoire de nouveaux venus alors qu'on ne s'en soucie guère pour celle des vaincus « de l'intérieur » ? Mystère.

⁵ Un « roman national », selon le joli mot de Max Gallo, lui-même talentueux « écrivain d'histoire » (tout en étant *aussi* titulaire d'un doctorat en Histoire). Il s'agit bien, en effet, d'une construction romanesque et cela ne l'empêche pas d'être parfois plus « vraie » que des spéculations savantes. La « vérité » d'un roman ne réside pas dans la véracité des faits qu'il relate, mais dans la vérité humaine des personnages, telle qu'elle ressort de leurs actes et, bien souvent, du décalage entre leurs actes et leurs intentions. C'est ce qui distingue la grandeur intemporelle des chefs d'œuvre de la littérature des genres mineurs, comme le « roman historique » qui fleurit aujourd'hui, où cette vérité humaine est souvent sacrifiée au profit d'une reconstitution minutieuse des aspects pittoresques du passé : pour faire bref, c'est la

différence entre *Madame Bovary* et *Salambô*. La « vérité » d'une histoire nationale réside, elle, dans sa capacité à fonder le pacte liant les citoyens : une « fiction utile », pourrait-on dire, pour paraphraser l'expression de Joseph de Maistre.

⁶ Sur le côté ouest du bâtiment, en allant en direction de la *Tate Gallery*.

⁷ Selon les chroniques, le chef de l'armée musulmane a été tué au cours de la bataille et ses troupes se sont enfuies à la faveur de la nuit.

⁸ « Des études historiques qui font autorité s'accordent à réduire la portée de la bataille », *Des Sarrasins aux Beurs, une vieille méfiance*, Alain Riscio, *Le Monde diplomatique*, février 2004. L'article mentionne l'hypothèse d'un simple raid de rapine aux objectifs limités (le pillage de la ville de Tours) sans projet de conquête territoriale.

⁹ Victor Hugo, *Œuvres complètes, Poésie*, vol VII, Hetzel, Paris, 1883, p. 298.

¹⁰ La *root beer* n'est pas une bière confectionnée avec des racines. C'est une limonade aromatisée avec un produit qui rappelle les désinfectants utilisés autrefois par les dentistes. On la consomme traditionnellement en assistant aux matches de football américain ou au cours des barbecues collectifs, c'est dire que c'est une boisson « identitaire » – serait-ce ce que signifie *root* ? –, plutôt marquée *redneck*. Dans le Sud profond, on la sert parfois en version folklorique, sous le nom de *salsaparilla*. N'ayant jamais goûté celle des *Schtroumpfs*, je ne saurais dire s'il s'agit de la même chose.

¹¹ Il est douteux que cette affirmation mille fois évoquée, due à Raymond d'Aguilers, chapelain du comte de Toulouse et témoin oculaire de la prise de Jérusalem, soit à prendre à la lettre. Pour l'historien britannique Christopher Tyerman (*God's War : A new history of the Crusades*, Penguin Books, Londres, 2006, page 31), elle a toutes les apparences d'une allusion littéraire renvoyant à un verset de l'Apocalypse : « Le pressoir est foulé hors de la cité, du sang sort du pressoir, jusqu'au mors des chevaux » (ch. 14, v. 20, trad. André Chouraki).

¹² « *Castilla, el país de los castillos* », le « pays des châteaux ».

¹³ Claude Cahen, *L'islam – Des origines au début de l'Empire ottoman*, Hachette *Pluriel*, Paris, 1997, p. 222.

¹⁴ Très timide : c'est tout juste si l'autorité des Capétiens atteignait Orléans.

¹⁵ En particulier Robert le Moine et Foulques de Chartres (Andrew Wheatcroft, *Infidels. A history of the conflict between Christendom and Islam*, Penguin Books, Londres, 2004, pages 173-174 et 386).

Wheatcroft a écrit là un ouvrage essentiel, dressant un tableau saisissant des relations conflictuelles entre la Chrétienté et l'Islam des origines au XX^e siècle. On ne saurait trop en recommander la lecture, sans même attendre qu'il en soit publié une traduction française. Son propos, exposé dans la préface, est de démontrer que l'opposition entre l'Occident et le monde islamique méditerranéen est, pour une bonne part, le produit de fantasmes réciproques, plus repérables en Europe qu'en Orient. En fait, il laisse l'impression inverse, à mesure qu'on prend conscience du rôle joué par des raisons objectives : incompatibilités culturelles, rivalités politiques et économiques, au fil d'une recherche menée sans parti pris, servie par une

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

documentation éblouissante (les notes, fort copieuses, méritent d'être lues en détail) et d'un remarquable travail critique d'interprétation des sources et de « déconstruction » des discours. Il suffirait, pour qu'il échappe au (petit) reproche que j'ai mentionné, de deux infimes correctifs : donner en cinq lignes une portée plus générale à la discussion portant sur la différence entre adversité et hostilité (les raisons objectives d'être adversaires ne justifient pas politiquement et moralement les postures subjectives d'hostilité et la construction délibérée de celle-ci à travers un discours de diabolisation) qu'il esquisse pourtant à l'occasion d'un parallèle entre Lincoln et les deux Roosevelt d'une part, et Bush d'autre part, mais sans aller au bout du raisonnement ; ajouter un point d'interrogation à la phrase à cheval sur les pages 39 et 40, qui contient une affirmation non démontrée, concession sans doute à l'esprit du temps. À moins que ... Qui sait si cet historien subtil n'a pas, pour faire passer une démonstration politiquement incorrecte du caractère objectif du conflit entre Occident et Islam, résolu sciemment de lui donner l'emballage politiquement correct de la thèse inverse ?

¹⁶ L'un des grands ordres de chevalerie nés de la croisade, celui des Hospitaliers de saint Jean de Jérusalem, existe encore aujourd'hui sous le nom d'« Ordre souverain et militaire de Malte ». C'est la plus ancienne et l'une des plus irréprochables des organisations humanitaires, dédiée en particulier à la lutte contre la lèpre. Comme son nom l'indique, ce n'est pas une ONG puisque l'ordre jouit du statut d'un état souverain, avec ses propres plaques d'immatriculation automobiles (« OSMM ») et un siège extraterritorial à Rome, via Condotti. Voilà au moins une séquelle des Croisades dont l'Occident n'a certes pas de quoi avoir honte.

¹⁷ Alfred de Musset, *La nuit de mai*.

¹⁸ Non seulement les musulmans avaient occupé la plus grande partie de la péninsule ibérique ainsi que la Sicile, mais ils ont continué, bien après Poitiers à exercer une pression militaire sur la France : leur dernier raid sur Toulouse date de 940 et, quelques décennies à peine avant la croisade, ils maintenaient encore quelques garnisons en Provence.

¹⁹ George Bernard Shaw.

²⁰ La propagande catholique traitait les patriarches byzantins de « schismatiques ». Pour ces derniers, au contraire, c'étaient l'évêque de Rome et ses suppôts qui s'étaient écartés du « droit chemin » – ce que signifie précisément le mot « orthodoxie ».

²¹ Après avoir défait l'armée franque à la bataille de Hattin, près du lac de Tibériade, Saladin avait pris Jérusalem le 2 octobre 1187.

²² Au final, Édesse, aujourd'hui appelée Urfâ, a été détruite par les Turcs et sa population massacrée – mais cette fois sans survivants – au cours du génocide de 1915.

²³ Ce qui a fourni des sujets à toute une littérature romanesque parmi laquelle je me plais à citer une charmante pièce d'Edmond Rostand, *La princesse lointaine*, aujourd'hui oubliée et introuvable.

²⁴ À l'inverse, il a été pour les maronites du Mont Liban, depuis leur origine en froid avec l'orthodoxie, l'occasion de se rapprocher de Rome et de faire allégeance au pape.

²⁵ Dans l'organisation administrative ottomane, le *sandjak* était une subdivision d'une province, comme un arrondissement dans un département français.

²⁶ Rien, ou si peu de chose que les Croisades peuvent apparaître comme un simple épiphénomène, à tel point qu'Albert Hourani, historien britannique d'origine libanaise, leur consacre à peine quelques lignes dans son ouvrage, *A history of the Arab peoples*, Faber and Faber, Londres, 2002.

²⁷ « *Même si c'est le capitalisme qui réalise pleinement la domination de la planète par l'Occident à partir du XIX^e siècle, c'est dans l'existence du système féodal qu'on peut situer l'exception historique d'où surgit la première dynamique de l'Europe et les débuts de son entreprise de conquête du monde* ». Jérôme Baschet, *La civilisation féodale. De l'an mil à la colonisation de l'Amérique*, Aubier, Paris, 2004, p. 513.

²⁸ Cette affirmation, qui fait partie intégrante de la vulgate actuelle, est elle-même sujette à caution : après tout, au moment de la conquête arabe, il y avait déjà pas loin de *mille ans* que les pays du Levant étaient intégrés dans la sphère culturelle hellénique. Je sais qu'en Orient, « le temps ne compte pas », mais, mille ans, ce n'est pas rien.

²⁹ « Dès le X^e siècle av. J.C., l'alphabet phénicien fut repris par les peuples voisins pour noter leurs propres inscriptions. Araméens, Hébreux, peuple de la Transjordanie ont fait peu à peu évoluer cet alphabet de façon à ce qu'il présente des formes locales bien distinctes. L'écriture araméenne (...) forma, pendant plusieurs siècles, la *lingua franca* du Proche-Orient, avant d'être supplantée par l'arabe avec la conquête islamique ». Actes du colloque *Ras Shamra - Ougarit : du bronze moyen au bronze récent, nouvelles perspectives de recherche*, Maison de l'Orient méditerranéen, Lyon, 2001.

³⁰ Cyrille et son frère Méthode, moines byzantins du IX^e siècle originaires de Salonique, ont évangélisé la Moravie et inventé une écriture dérivée du grec pour traduire la Bible en slavon, ancêtre de l'écriture « cyrillique » moderne. Un monument à leur mémoire se trouve sur l'esplanade située entre la cathédrale de Sofia et la Bibliothèque nationale de Bulgarie.

³¹ Mais peut-être pas des Égyptiens.

³² Fernand Braudel, *Les Mémoires de la Méditerranée*, Le livre de Poche *Références*, Paris, 2002, page 180.

³³ Notons, pour échapper au reproche de « levantinophilie », que, lorsqu'ils se sont établis dans l'Orient byzantin, les rustiques « fils du désert » avaient déjà été « dégrossis » par leur contact avec la Mésopotamie sassanide qu'ils avaient conquise quelques années plus tôt. La belle exposition sur les Sassanides, présentée à Paris en septembre 2006, montre à quel point les emprunts à cette culture ont marqué

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

l'esthétique des arts décoratifs « arabes ». On y voit par exemple que les fameux motifs « en arabesques » sont d'origine ... sassanide.

³⁴ Sigrid Hunke, *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*, Albin Michel, Paris, 1997.

³⁵ Et pourquoi pas ses chants liturgiques de l'office du Vendredi saint, histoire de rappeler que l'équation « arabe = musulman » est erronée ?

³⁶ Claude Cahen, *L'islam*, p 21.

³⁷ Petit correctif en ce qui concerne Socrate : celui-ci avait de l'humour, vertu qu'on ne décèle guère chez Mahomet et à laquelle beaucoup de ses disciples semblent hermétiques.

³⁸ La grande figure d'Avicenne est revendiquée par les Ouzbeks, mais il était d'origine d'une minorité tadjike (peuple apparenté aux Persans) vivant sur le territoire de ce qui est aujourd'hui l'Ouzbékistan. Tant qu'à faire, il faut être précis.

³⁹ « Les affaires financières sont probablement celles qui sont l'objet de la plus grande attention, en tout cas de la plus grande somme d'efforts de la part des administrations musulmanes d'alors ». Claude Cahen, *L'islam*, p 127.

⁴⁰ Cette méthode de gestion, qui a fait la force de l'empire califal à son apogée, en a été plus tard une des faiblesses essentielles : dès que le système de contrôle s'est relâché, l'autonomie financière qu'elle donnait aux gouverneurs de provinces a facilité les dissidences et l'émiettement de l'empire.

⁴¹ Il serait, toutefois, erroné de présenter cette conception comme spécifique à la culture islamique. On en trouve en effet des exemples dans d'autres civilisations et même en Occident, où on peut la rattacher à la maxime évangélique : « c'est au fruit qu'on connaît l'arbre » (Mt, 7, 20.).

En 829, donc en plein « âge d'or » de l'Islam, le Concile de Paris adoptait l'énoncé suivant: « Tant que le roi gouverne avec piété, justice et miséricorde, il mérite son titre de roi. Si ces qualités lui font défaut, il n'est pas roi, mais tyran » (cité par : Jacques Le Goff, *La civilisation de l'Occident médiéval*, p. 252). Aux siècles suivants, ce principe est occulté par les théories mettant en avant la légitimité conférée par l'élection, par le sacre et par la succession héréditaire. Il faut attendre le XIV^e siècle pour le voir ressurgir, avec les fresques de Simone Martini au Palais communal de Sienne qui en donnent une illustration célèbre. On le retrouvera dans la Déclaration d'indépendance des Pays-Bas en 1581 : « De même qu'il est apparent à tous qu'un Prince est institué par Dieu pour diriger son peuple, le défendre de l'oppression et de la violence comme un berger son troupeau, et que Dieu n'a pas créé les peuples esclaves de leurs princes (...), mais plutôt les princes pour le bien de leurs sujets et pour les gouverner selon l'équité, si le Prince n'agit pas ainsi, mais au contraire les opprime (...), il n'est plus un prince mais un tyran et ses sujets (...) sont en droit, non seulement de récuser son autorité, mais de procéder légalement au choix d'un autre Prince ».

⁴² En appliquant le critère islamique, le pouvoir d'Hitler n'était pas légitime parce qu'injuste, et peu importe qu'il ait été obtenu par le jeu (dévoyé) des procédures démocratiques et constitutionnelles ; pas si bête, cette conception, non ?

⁴³ « *Les Arabes prennent alors le contrôle de régions au passé très riche et, contrairement à une idée répandue, ils ne détruisent pas les communautés locales dont le savoir s'est transmis oralement, de maître à élèves, depuis plusieurs siècles*, explique Ahmed Djebbar, mathématicien et historien des sciences », Stéphane Foucart, *Les sciences arabes de Cordoue à Samarcande*, *Le Monde*, 3 novembre 2005. Le Pr. Djebbar se réfère à la Syrie et à la Mésopotamie, mais il n'y a aucune raison que les Arabes n'aient pas adopté la même stratégie en Espagne puisqu'elle avait fait si brillamment ses preuves en Orient.

⁴⁴ L'idéalisation d'*Al-Andalous* n'est pas un phénomène isolé. C'est un trait commun des auteurs contemporains écrivant sur les civilisations non occidentales de les idéaliser.

Il y a toutes sortes de raisons à cela, mais, au premier degré, c'est tout à fait normal. Pour écrire sur ce genre de sujet, il faut d'abord l'étudier, cela va sans dire. Vous ne pouvez pas vous immerger pendant de longues années dans l'étude d'une civilisation sans vous prendre à son égard d'une certaine empathie – si ce n'était pas le cas, vous auriez changé de sujet, non ? Il y a un deuxième aspect, plus terre-à-terre. Imaginons que vous vous êtes consacré à l'étude des *Bubwanas* de la région des sources du *Kikoro* – ne cherchez pas sur la carte, c'est une ethnie imaginaire que j'ai choisie pour ne froisser personne en particulier – et que vous vous proposez de publier des livres sur la question. Vous n'allez pas casser votre « fonds de commerce » en décrivant ces braves gens comme une peuplade à la culture d'une pauvreté affligeante et aux mœurs répugnantes.

Al-Andalous était vraiment une civilisation à la culture brillante et aux mœurs raffinées. Ce n'était pas la seule dans ce cas. Lorsqu'on appartient à une catégorie où on est en compétition pour attirer l'intérêt du lecteur avec la Florence du *Quattrocento*, la Grèce de Périclès, le Grand Siècle français, l'Angleterre victorienne et j'en passe, on est tenté d'en rajouter pour doper les ventes. C'est pourquoi on nous fait miroiter que c'était le paradis sur terre. Ne tombons pas dans le panneau.

⁴⁵ Tant qu'à faire, puissions à des sources indiscutables. Le *Diccionario de la Real Academia Española* donne les définitions suivantes : « *Convivencia* : *Acción de convivir* » et « *Convivir* : *Vivir en compañía de otro u otros* ». « *Vivir* », en espagnol a le sens de « vivre », mais aussi celui d'« habiter ». « *Convivencia* » peut donc, au choix, se traduire par « coexistence » ou « cohabitation ». L'usage du mot pour caractériser le climat particulier d'*Al-Andalous* a été popularisé par le grand critique littéraire Américo Castro dans *La realidad histórica de España*, Mexico, 1954, ouvrage aussi célèbre qu'introuvable.

⁴⁶ Cela fait penser à la jolie phrase de Braudel à propos de la haute Antiquité levantine : « Ces civilisations éblouissantes n'avaient peut-être que l'épaisseur d'une feuille d'or », *Les Mémoires de la Méditerranée*, page 271. C'est sans doute vrai de beaucoup des belles floraisons culturelles de l'histoire humaine.

⁴⁷ Ce n'est peut-être pas par hasard que les meilleures origines des fameux jambons ibériques *pata negra*, Jabugo dans la sierra d'Aracena et l'Alpujarra, se trouvent dans les massifs montagneux des confins andalous.

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

⁴⁸ Les exemples cités dans les ouvrages que j'ai consultés sont presque toujours ceux de conseillers auliques, rarement de détenteurs de fonctions d'autorité. Les chroniques ont retenu le nom d'un juif cordouan devenu vizir, et il a mal fini.

⁴⁹ Cet épisode a inspiré dans les années 60 la belle pièce de Maurice Clavel, *Saint Euloge de Cordoue*, aujourd'hui introuvable et qu'aucun théâtre ne se risquerait à monter. Il est vrai qu'elle avait été jouée, si ma mémoire est bonne, au *Vieux Colombier*, salle qui avait la solide habitude de « porter la poisse ». Je me souviens d'y avoir assisté en 1967 à une représentation d'un classique du théâtre espagnol du XV^e siècle, *La Celestina*. Nous n'étions que quatre spectateurs, dont Salvador Dali et Gala, ce qui m'a donné l'occasion d'échanger quelques mots avec eux à la sortie. Nous avons tous fort goûté le spectacle et, comme je déplorais cet insuccès immérité, Dali m'a appris que la critique avait « assassiné » la pièce dans les journaux de la veille pour punir le metteur en scène de ne pas l'avoir chargée d'allusions antifranquistes. Elle a d'ailleurs été retirée de l'affiche le lendemain. J'ai revu *La Celestina* vingt ans plus tard à l'*Odéon* : cette fois, la salle était comble, malgré une scénographie au symbolisme opaque et lourdaud qui obligeait la pauvre Jeanne Moreau à passer son temps à monter et descendre d'immenses et instables escaliers de bois en colimaçon ne menant nulle part, ce dont elle s'est acquittée de bout en bout avec un professionnalisme héroïque, en faisant toutefois bien attention de ne pas se prendre les pieds dans son manteau à traîne. Cela créait une atmosphère de suspense haletant qui, s'ajoutant aux craquements de l'escalier, ne laissait plus le loisir d'entendre le texte. Je suppose que le public n'avait cure du texte, puisqu'il semblait être venu dans l'unique but de voir l'actrice manquer une marche et dévaler l'escalier, comme certains vont au cirque en espérant secrètement voir le lion manger le dompteur.

⁵⁰ À cet égard, la comparaison que je fais au paragraphe précédent entre Al-Andalous et le régime colonial est peut-être abusive. En flânant au gré des rayons des bibliothèques, j'ai en effet mis la main sur des brûlots écrits par des intellectuels africains à l'époque coloniale ; malgré l'extrême violence de leurs propos, dénonçant l'idéologie de la République et l'hypocrisie de ses soi-disant « principes sacrés », ces ouvrages ont été épargnés par la censure, puisqu'ils ont été publiés par des éditeurs ayant pignon sur rue à Paris ou à Dakar, et leurs auteurs n'ont pas, que je sache, été décapités et jetés en pâture aux chiens comme ce fut le cas des « martyrs de Cordoue », sinon ils seraient aujourd'hui célèbres et auraient des avenues à leur nom dans les capitales africaines et les communes progressistes de chez nous.

⁵¹ « Relative » car la liberté avait des limites. J'ai déjà mentionné l'affaire d'Euloge de Cordoue mais les chrétiens n'ont pas été seuls à en souffrir. Averroès, l'intellectuel emblématique d'Al-Andalous, a été en butte aux persécutions des Ulemas de Cordoue qui l'ont exilé et fait brûler ses livres. Cet épisode fournit la trame du film de Youssef Chahine, *Le destin*. Les chantres de la « tolérance islamique » ont tendance à le passer sous silence. Sigrid Hunke, qui consacre un chapitre entier à cette grande figure dans *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*, ne le mentionne même pas. Cela n'a rien d'étonnant car cet ouvrage, publié en

Allemagne dans les années 60 et qui est à l'origine de tout le courant de « redécouverte » de l'héritage islamique de la civilisation européenne, a été écrit par une ancienne journaliste, attachée aux services de propagande nazis dans les années 30. L'idéalisation de l'héritage islamique par Mme Hunke se situait ainsi dans l'exacte continuité de l'entreprise de dénigrement menée par les nazis contre la tradition humaniste occidentale et contre ses racines judéo-chrétiennes.

Et quant à Averroès lui-même, au grand et sublime Averroès, il s'est attaché à démontrer dans un de ses traités philosophiques la nécessité rigoureuse de mettre à mort les hérétiques.

⁵² L'action du *Quatuor d'Alexandrie* couvre la période des années 30 (*Justine*) à la seconde guerre mondiale (*Clea*), sauf pour *Mountolive* qui est un *flash-back* dont l'action se situe apparemment dans les années 20. Midhat Gazale, Français d'origine égyptienne (copte), ancien patron d'entreprises et aujourd'hui conseiller du président Moubarak, interviewé par Bernard Pivot dans l'émission *Double je* (TV 5, 2004), estime quant à lui que le tableau brossé par Durrell n'est pas fidèle, donnant une place disproportionnée à des milieux marginaux qui n'étaient pas ceux qui faisaient l'originalité de la culture alexandrine. Il évoque néanmoins lui aussi l'atmosphère « automnale » de l'Alexandrie cosmopolite de son enfance.

⁵³ En fait, ce n'est pas si nouveau. Déjà au XIII^e siècle, les « Arabes » étaient à la mode et c'était « tendance » chez les auteurs occidentaux de se référer à eux. Dans un univers intellectuel régi par les *auctoritates*, il était souvent préférable, pour faire « passer la pilule » d'un énoncé dérangeant, d'en attribuer la paternité à quelque savant exotique, quitte à inventer son existence pour le besoin de la cause, plutôt que de jouer au présomptueux à la revendiquer pour soi-même (Jacques Le Goff, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Champs, Paris, rééd. 2008, page 299).

⁵⁴ « Quant aux “savants arabes”, ils sont tout autant juifs, chrétiens ou païens que musulmans. Et autant perses qu'arabes, stricto sensu. L'un des plus illustres, Hunayn Ibn Ishaq (env. 809-877), de confession chrétienne, est d'ailleurs né dans la ville mésopotamienne d'Hira. De langue maternelle syriaque – un idiome proche de l'araméen –, il traduira en arabe plus d'une centaine de traités de Galien et d'Hippocrate. » Stéphane Foucart, *Les sciences arabes de Cordoue à Samarcande*, article cité.

⁵⁵ Non seulement il est de bon ton de la passer sous silence, mais il est dangereux pour un universitaire d'en faire état dans un ouvrage destiné au grand public, ainsi qu'en témoigne le tollé qui a accueilli la parution de l'étude fort bien documentée de Sylvain Gouguenheim, *Aristote au mont Saint-Michel : les racines grecques de l'Europe chrétienne*, Seuil, Paris, 2008. L'auteur a été accusé de toutes les turpitudes pour avoir enfreint le tabou.

⁵⁶ Sigrid Hunke, *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*.

⁵⁷ Cette difficulté fait l'objet de longs développements dans l'introduction rédigée par Alain de Libera au traité d'Averroès, *L'intelligence et la pensée*, Garnier-Flammarion, Paris, 1998.

⁵⁸ Si je me permets de risquer une comparaison, la philosophie scolastique discutant d'Aristote est dans la même situation qu'un essayiste moderne faisant référence à la pensée de Spinoza, de Bacon, de Locke ou de Nietzsche et qui ne la connaîtrait qu'à travers les séries d'articles publiés par les hebdomadaires d'actualité à l'occasion de la commémoration d'un centenaire ou qui ne connaîtrait Hegel qu'à travers Marcuse ou Fukuyama. Cela ne veut pas dire que la compréhension est fautive, elle peut même être subjectivement meilleure dans la mesure où, par exemple, Marcuse ou Fukuyama peuvent être plus clairs que Hegel dont la lecture est ardue. Lorsque deux intellectuels réunis sur un plateau de télé disputent de Spinoza, bien malin qui saurait dire s'ils parlent du texte de Spinoza ou d'une vulgate spinoziste qui pourrait être représentée par les articles de presse ... La pensée possède une vie propre, source de réflexion et d'inspiration. La manière dont elle est reçue, vécue, ressentie, n'est pas la même aux différentes époques ; elle est faite de la succession et de la superposition des différentes lectures, gloses, paraphrases, interprétations qu'en donnent les époques successives selon leur contexte historique, social, culturel.

⁵⁹ Sur la problématique de la transmission des textes de l'Antiquité classique et de leur reconstitution, voir : L.D. Reynolds & N.G. Wilson, *D'Homère à Érasme, la transmission des classiques grecs et latins*, CNRS, Paris, 1984.

⁶⁰ Que les puristes se rassurent : je n'ai pas mis le mot de « technologie » comme un synonyme alambiqué de « technique » selon l'usage actuel (je le fais ailleurs, toutefois), mais dans son sens étymologique de « savoir relatif aux techniques ». En l'espèce, la contribution arabe a porté aussi bien sur l'invention de solutions techniques nouvelles pour répondre à des besoins concrets que sur la manière de les employer et de les intégrer dans les pratiques sociales. C'est en cela que le mot de « technologies » est plus approprié.

⁶¹ On peut citer notamment : Sigrid Hunke, *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*, déjà mentionné ; ainsi que : Juan Vernet, *Lo que Europa debe al Islam de España*, El Acanilado, Barcelone, 1999.

⁶² Les chiffres « arabes » ont été introduits en Occident en 1202 par le mathématicien pisan Leonardo Fibonacci, mais ont mis longtemps à s'imposer malgré leur commodité évidente. J'y met des guillemets pour deux raisons : ce système a été inventé en Inde et seulement perfectionné par les Arabes ; et ensuite parce que la forme de nos chiffres n'est pas identique à celle qu'on utilise en arabe (_ pour zéro, _ , _ , _ , etc.), elle s'en inspire seulement : faites pivoter le « _ » d'un quart de tour dans le sens inverse des aiguilles d'une montre et vous retrouverez presque votre « 2 » familier. Notez qu'en arabe, on écrit les nombres de gauche à droite, dans le sens *inverse* de l'écriture, bizarrerie dont j'ignore l'origine (mais qui est cohérente avec la manière dont on *énonce* les nombres en arabe : « *khems ou achrin* », soit « cinq et vingt » pour « 25 », comme en allemand) et qui ne fait l'objet d'aucune explication dans les ouvrages cités.

⁶³ Le calcul arithmétique sur papier, hérité des Arabes, est pourtant une pratique très marquée culturellement. Les Chinois, qui ne la connaissaient pas, allaient encore plus vite avec le boulier, instrument dont les occidentaux ont

totallement perdu l'usage lorsque la numération arabe s'est imposée, sans doute vers la fin du moyen âge.

⁶⁴ L'idée allait si peu de soi qu'en plein XIX^e siècle, Pasteur, qui n'était pas médecin mais chimiste et « naturaliste » – on dirait aujourd'hui « biologiste » – était en butte à l'hostilité de la Faculté, à telle enseigne qu'il a même été poursuivi pour « exercice illégal de la médecine » après avoir administré son célèbre vaccin à ses premiers patients.

⁶⁵ C'est le moment de se rappeler que les économistes jugent de la modernité de l'économie d'un pays à la place qu'y occupe le secteur tertiaire – près de 80% du PIB en Europe et en Amérique du nord. Or une bonne partie des fonctions du tertiaire consiste à rédiger, à classer, à envoyer du papier – et parfois à le lire, mais c'est plus rare.

⁶⁶ À vrai dire, je ne sais pas si c'est de l'Oronte ou de Mésopotamie ou d'ailleurs, mais il me plaît d'imaginer que l'invention vient de là, parce que c'est là que j'ai goûté ces fameux *charab*.

⁶⁷ Mais moins que celle du papier à travers le délire bureaucratique qu'elle a permis.

⁶⁸ Il était, selon la tradition, fils d'une Phénicienne et avait appris la géométrie et l'astronomie au cours de voyages en Égypte et en Mésopotamie (le voleur !).

⁶⁹ « *Il y a plus affaire à interpréter les interprétations, qu'à interpréter les choses : et plus de livres sur les livres, que sur autre subject : Nous ne faisons que nous entregloser. Tout fourmille de commentaires : d'auteurs, il en est grand cherté* ». Montaigne, *Essais*, Livre III, chapitre 13.

⁷⁰ Remarquez, dans les sciences humaines, il semble qu'on n'ait guère avancé depuis les Grecs puisqu'on continue souvent à procéder de la sorte. Et moi le premier dans ce livre – il ne prétend certes pas à un statut d'ouvrage scientifique mais la matière sur laquelle il porte, l'analyse politique, relève tout de même du domaine des « sciences humaines » : la politique, ce n'est pas fait pour les chiens, que je sache.

⁷¹ Curieusement, la pensée postmoderne retrouve ce chemin de circularité où s'était engagée l'Antiquité tardive – en cela aussi elle se situe en rupture avec l'héritage de la modernité. Jacques Derrida, évoquant sa théorie de la « déconstruction », une des fondements intellectuels de la postmodernité, ne décrit pas autre chose que ces gloses et entregloses sans fin qu'évoquait Avicenne au sujet des continuateurs des Anciens : « la déconstruction au fond, c'est lire et relire sans cesse les ouvrages fondateurs, pour en tirer du sens autre que celui qui a été découvert jusqu'ici » (je cite de mémoire sans garantir le mot à mot).

⁷² Sigrid Hunke, *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*, p 198.

⁷³ Pas de son statut social en tant que savant, car rien n'existe de tel, mais de celui qui est lié à la profession dont il tire ses moyens d'existence.

⁷⁴ Cet enfermement dans une abstraction stérile a peut-être joué un rôle aussi important dans l'effondrement du monde antique que les invasions barbares, la fragilisation de ses structures sociales et l'essoufflement de ses croyances traditionnelles. Fustel de Coulanges, en insistant longuement dans *La cité antique*

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

sur les fondements religieux des systèmes politiques de l'Antiquité classique, suggère qu'ils *ne pouvaient pas* survivre à la disparition des croyances fondatrices, que cette disparition soit le fait de la laïcisation de la pensée ou de l'essor d'une nouvelle foi. De nombreux auteurs, à la suite des penseurs des Lumières et notamment d'Edward Gibbon (*The decline and fall of the Roman empire*, The Modern Library, New York, 1987), imputent l'enfermement de la pensée antique à l'avènement du christianisme (par exemple Charles Freeman, *The closing of the Western mind. The rise of faith and the fall of reason*, Vintage Books, New York, 2005, qui reprend et modernise la thèse de Gibbon). On peut aussi, à l'inverse, penser que la culture antique s'était *d'elle même* engagée dans une voie sans issue et que c'est précisément cela qui a laissé le champ libre au christianisme qui ouvrait une porte vers « l'ailleurs ».

Au fond, la problématique du monde gréco-romain finissant annonce, *mutatis mutandis*, celle d'aujourd'hui : une société dont le développement et les équilibres sociaux se fondent sur une consommation sans cesse accrue de richesses matérielles, confrontée à l'horizon désormais proche de l'épuisement des ressources essentielles, pétrole, métaux rares, espace, oxygène, tentée de trouver la porte de sortie dans un développement spirituel (à travers le courant *New Age*, les sectes évangéliques, le bouddhisme, l'islam) et la réorientation vers des consommations « immatérielles », savoirs, culture, information, innovations sociétales.

⁷⁵ L'impression n'est pas si fautive non plus. Des Japonais âgés m'ont dit que, dans leur enfance, on leur faisait étudier le chinois, « comme vous le latin », ajoutaient-ils. Tout Japonais lettré se doit d'utiliser le maximum de *kenji*, c'est-à-dire de caractères chinois, et de réserver les *katakana*, caractères phonétiques, à la transcription des vocables étrangers. C'est même à ce critère, m'ont ils dit, qu'on reconnaît d'emblée le niveau d'éducation d'une personne. Or, si les deux langues parlées sont très différentes, elles utilisent à l'écrit *les mêmes idéogrammes pour exprimer les mêmes concepts*, de sorte qu'un Chinois peut déchiffrer un texte japonais rédigé en *kenji*, et vice versa – pas à 100%, mais à 80 ou 90% m'ont-ils précisé, soit à peu près autant qu'un Anglais et un Américain face à un article de la presse populaire de l'autre pays. Cela n'empêche pas les sociétés chinoise et japonaise d'avoir des « valeurs » différentes et de ressentir une profonde animosité réciproque.

⁷⁶ En français, « oriental » se réfère *a priori* au Proche-Orient ; en anglais, « *Oriental* » veut dire « asiatique » et se réfère surtout à la Chine et au Japon (on dit plutôt « *Asian* » quand il s'agit de l'Inde).

⁷⁷ On peut y ajouter une quatrième raison, d'ordre *métaphysique*. Elle est liée à des conceptions divergentes des rapports entre foi et raison dans les deux traditions religieuses.

Pour l'islam, la liberté divine est absolue (c'est-à-dire qu'elle ne saurait être liée par rien, même pas par des promesses données par Dieu) et la « raison », c'est-à-dire la logique qui préside aux lois de l'ordre naturel, est une manifestation quasi contingente de l'arbitraire de la volonté divine, toujours susceptible d'être remise en cause par cette même volonté, fondamentalement imprévisible. On en voit une

LE CROISSANT ET LES BOULES

illustration dans le « *inch'Allah* » par lequel le musulman pieux doit faire suivre non seulement les bulletins météo (ça peut se comprendre ...), mais aussi tout énoncé, y compris relevant des sciences « exactes », faisant intervenir le *futur* (c'est pourquoi, par exemple, il serait « impie » de fixer à l'avance les dates du Ramadan, liées aux phases de la Lune : il faut avoir physiquement *vu* la nouvelle lune à l'horizon pour prononcer le début et la fin du jeûne). C'est d'une émouvante profondeur spirituelle, mais j'avoue que ça peut jeter un froid quand on entend : « ici votre commandant, nous atteindrons Le Caire notre prochaine escale, *inch'Allah*, après 1 heure 15 de vol » ...

Dans le christianisme, au contraire, la raison en soi (le *logos* ou, en version latinisée, le *Verbe*) est d'essence divine (« Au commencement était le Verbe, et le Verbe était auprès de Dieu et le Verbe était Dieu », prologue de l'Évangile de Jean). L'Incarnation (« le Verbe s'est fait chair ») a le sens d'un pacte par lequel Dieu donne aux hommes sa garantie d'une congruence entre la raison divine et l'ordre des choses, lui-même accessible à la raison humaine puisque l'homme, « créé à l'image de Dieu », est porteur d'une parcelle – ou d'un reflet – de la raison divine. De telles considérations se situent, de toute évidence, à l'exact opposé de la conception d'absolue transcendance de la raison divine que cultive l'islam. On peut y voir une influence de la pensée platonicienne sur l'élaboration – initiale et ultérieure – de la doctrine chrétienne, en particulier chez saint Jean. Certains contestent la réalité de cette influence et estiment que Jean n'a fait qu'emprunter du *vocabulaire* au corpus platonicien dont il n'avait qu'une compréhension limitée et peut-être confuse. Il est toutefois plausible que, après avoir été immergé pendant 300 ans dans le monde hellénistique, le peuple juif en ait été quelque peu influencé et que certains des courants précurseurs du christianisme aient reflété cette influence. À cet égard, les courants protestants évangéliques, eux, tendent à se rapprocher de la conception islamique de l'arbitraire divin. Cette orientation « fondamentaliste », à laquelle on donne le nom de « déshellénisation de la foi », est également prônée par certains catholiques (notamment ceux de tendance « tiers-mondiste ») désireux de dégager le christianisme de l'héritage de la philosophie grecque et, plus largement, de son enracinement « occidental ». C'est à ce débat interne à la pensée chrétienne contemporaine, plus qu'aux rapports avec l'islam, qu'était consacrée la fameuse « conférence de Ratisbonne » de Benoît XVI qui a soulevé, bien à tort, tant de polémiques. Le vrai reproche fait au pape étant, au demeurant, d'avoir porté atteinte au monopole des professionnels de l'islam en osant citer un passage du Coran sans la permission des ayants droit du *copyright*.

Bien que la question soit au cœur du sujet de ce livre, je n'entrerai pas dans la discussion au-delà de ce simple exposé des positions en présence car je n'ai pas les compétences philosophiques pour y apporter grand chose. Je préfère m'en tenir pour ma part à des considérations moins élevées que m'inspirent mes observations personnelles en terrain « multiculturel ». Du reste, il n'est pas évident que, lorsque qu'ils échangeaient de grands coups d'épée, ni les croisés (bien sûr, incultes qu'ils étaient !), ni les Sarrasins (malgré leur éducation raffinée nourrie des lumières de l'islam), étaient totalement pénétrés de ces subtilités. Les lecteurs intéressés par la

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

dimension métaphysique des rapports entre la pensée occidentale et la pensée islamique peuvent se référer à l'article, passionnant, mais quelque peu « coriace », de Christian Jambet, *Les malentendus de Ratisbonne : l'islam, la volonté et l'intelligence*, publié dans la revue *Esprit*, n° 329, novembre 2006.

⁷⁸ Jérôme Baschet, *La civilisation féodale*, p 515.

⁷⁹ « Les rapports des hauts feudataires avec celui qui porte la couronne sont réduits au minimum », Achille Luchaire, *Les premiers Capétiens*, Paris, 1901, cité par Norbert Elias.

⁸⁰ Georges Duby, *Le temps des cathédrales : L'art et la société, 980-1420*, Gallimard, Paris, 1976, p.

⁸¹ Il est de bon ton, aujourd'hui, de prétendre que l'islam a puisé tout autant que le christianisme, aux sources de la philosophie grecque. C'est très discutable.

La vision platonicienne a concouru, notamment à travers l'Évangile de Jean, à la formation de certains des énoncés fondateurs du christianisme. Les Pères de l'Église, qui ont poursuivi l'élaboration doctrinale au cours des trois premiers siècles, étaient eux-mêmes imprégnés de culture gréco-latine, en particulier des idées émanant du courant stoïcien.

L'héritage de la pensée grecque dans la philosophie islamique est attesté et évident. Mais il s'agit d'une part d'un phénomène minoritaire qui a touché une poignée de penseurs sans avoir exercé d'influence sur les convictions de la masse des croyants, et d'autre part d'une acculturation *tardive*, résultant d'un travail de redécouverte opéré au contact du Levant hellénisé à partir de l'époque abbasside et jusqu'à l'an mil, postérieure à l'achèvement du *corpus* doctrinal mahométhan qui ne lui doit presque rien. Parmi les penseurs musulmans d'aujourd'hui, les plus intransigeants tendent à récuser, voire à condamner, ce pan de l'héritage de l'Islam classique. Quant aux emprunts faits dès les débuts aux traditions byzantine et hellénistique dans le domaine des arts et des techniques (dont témoigne, par exemple, l'architecture de la mosquée des Omeyyades de Damas), ils sont purement d'ordre *pratique* et non d'ordre philosophique.

⁸² Ce dessein stratégique restera d'actualité tout au long du XVI^e siècle et la « découverte de l'Amérique », c'est-à-dire la découverte que ce nouveau continent n'était pas l'Inde, ne l'arrêtera pas : c'est à partir du Mexique que les Espagnols organiseront la colonisation des Philippines, et se retrouveront au contact avec les marches orientales de l'Islam.

⁸³ Elle a même laissé des traces dans la culture populaire, comme ces jeux de *Moros y cristianos*, qui font encore la joie des enfants dans les fêtes de villages en Espagne, en Sicile et en Amérique latine. Faudra-t-il bientôt interdire ces fêtes, les masques, les marionnettes et les charrettes peintes (figurant pourtant au patrimoine mondial de l'Unesco !) sous prétexte que cela véhicule de vieux préjugés ?

⁸⁴ Pour préciser ce que j'entends par le « rôle opératoire » des convictions, risquons une comparaison. Du point de vue d'aujourd'hui, la France et l'Allemagne avaient certes, en 1914, des sujets de contentieux – l'Alsace-Lorraine, les rivalités coloniales – mais nous pouvons juger que leur proximité culturelle et leurs intérêts communs étaient bien plus forts que leurs motifs de querelle. Il n'empêche que les

Français du début du XX^e siècle tenaient les Allemands pour leurs ennemis jurés, et réciproquement. Cette conviction, si peu fondée qu'elle ait été à nos yeux – et à ceux de quelques contemporains lucides, comme Romain Rolland ou Stefan Zweig – les a bien jetés dans une guerre cruelle. Elle ne l'a pas, à elle seule, déclenchée, mais quand les dysfonctionnements des mécanismes diplomatiques et la volonté belliqueuse du Kaiser d'un côté, de Poincaré de l'autre, ont allumé la mèche, l'option de la guerre a eu d'emblée le soutien massif de l'opinion publique dans les deux pays. C'est précisément parce que les leaders se sentaient assurés de ce soutien qu'ils se sont lancés, l'esprit léger, dans cette aventure insensée.

À l'inverse, on peut soutenir que, tout au long du XIX^e siècle, Français et Anglais continuaient dans leurs grandes masses à se croire « ennemis héréditaires » – une conviction que le régime de Vichy s'est employé à raviver pour en jouer sans vergogne et qui est encore loin d'être extirpée des deux côtés de la Manche – alors que leurs gouvernements n'ont pas cessé de se comporter en *alliés objectifs* dès les années 1820. Faisant passer au second plan leurs rivalités sur les théâtres périphériques des conquêtes coloniales, ils se retrouvaient la plupart du temps du même bord sur les questions européennes : expédition d'Espagne, indépendance de la Grèce, guerre de Crimée. L'« Entente cordiale » de 1905 n'a pas été le renversement d'une posture séculaire, elle n'était que l'aboutissement logique de ce processus, la cerise sur le gâteau.

Ce qui montre que les convictions des peuples, si elles ont un caractère *opérateur* indéniable, ne sont pas toujours, à elles seules, déterminantes, et que des politiques sages peuvent parfois prévaloir si le contexte s'y prête.

⁸⁵ Ce caractère ne s'est pas affirmé d'emblée. En particulier, l'Égypte musulmane s'était plus ou moins accommodée de la domination franque au Levant, qui avait l'avantage de lui offrir un rempart « gratuit » contre les risques d'invasion turque. Elle a commencé à s'en alarmer quand l'essor des ports levantins a porté atteinte aux intérêts de son commerce, raison fort terre-à-terre n'ayant rien à voir avec la religion. Ce n'est que dans la seconde moitié du XII^e siècle, avec Nouredine, que la lutte contre les états latins a pris l'aspect du *jihad*. (Claude Cahen, *L'islam*, p. 347).

⁸⁶ Selon les chroniqueurs arabes, Pelayo n'était que le chef d'une trentaine de réfractaires plus ou moins abrutis, perdus au fin fond des vallées cantabriques. Pour certains historiens actuels, son existence même est sujette à caution. Raison de plus pour l'évoquer ici. En effet, si ce fameux « Pelayo » n'est qu'une figure légendaire, il n'en incarne que mieux l'appropriation de l'idée de la *Reconquista* par la conscience populaire.

⁸⁷ Certes, islam et christianisme s'appuient l'un et l'autre sur la tradition biblique. Mais de la Bible, le récit coranique reprend surtout des aspects anecdotiques, la galerie de personnages et la figure univoque d'un Dieu vengeur. Il ne s'embarrasse pas des contradictions inhérentes à cette tradition et fait l'économie d'une réflexion sur celles-ci, réflexion qu'exprime, par exemple, le livre de Job. Il occulte également ce qui est, selon René Girard, l'aboutissement de la pensée judéo-chrétienne : la révélation de l'innocence des victimes.

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

⁸⁸ Jérôme Baschet l'attribue pour l'essentiel à la stabilisation de l'habitat rural et à la naissance des communautés villageoises, sous l'effet de l'« encellulement » féodal (*La civilisation féodale*, pp. 90 et 115-118).

⁸⁹ Le terme d'« entité sociale » est inspiré de Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Pocket, Paris, 2003. Elias utilise aussi celui d'« unité de domination ».

⁹⁰ Dans la seconde moitié du XV^e siècle, émergent trois grands états territoriaux avec l'union d'Aragon et de Castille, la victoire définitive des rois de France sur leurs rivaux bourguignons, au moment où l'Angleterre commence à assumer son insularité : trois des acteurs majeurs de la scène européenne et de la future expansion coloniale sont en place.

⁹¹ Dans l'Europe médiévale, c'était l'*institution ecclésiastique* qui était imbriquée avec l'ordre social, plus que la religion en tant que telle dont les principes de base étaient si antinomiques avec les valeurs de l'ordre social.

⁹² Le seul cadre politique commun étant justement la superstructure que l'Église et la papauté ont essayé d'instituer en se posant en arbitres des princes : donc un cadre fondé sur l'appartenance religieuse.

⁹³ Gilles Veinstein, *Leçon inaugurale*, chaire d'histoire turque et ottomane au Collège de France, 1999.

⁹⁴ C'est précisément la question religieuse qui est à l'origine de la création du *Raj*. Jusqu'en 1857, l'Inde britannique était administrée par une compagnie privée, la *East India Company*. L'insurrection de 1857 (la « révolte des cipayes » ou, en anglais, « *Indian mutiny* ») a éclaté en réaction au zèle déployé par les missions protestantes qui avaient entrepris dans les années 1840 d'évangéliser l'Inde, ce que hindous et musulmans ont ressenti comme une agression contre leur identité (l'incident des cartouches enduites de graisse de porc ou de bœuf qu'on cite toujours comme point de départ de la mutinerie, n'étant qu'un détail anecdotique qui ne prend son sens que replacé dans ce contexte). Après avoir écrasé l'insurrection dans le sang, les Anglais ont décidé d'abolir la *Company* et de lui substituer une structure administrative étatique, qu'on a appelée le *Raj* (même racine indo-européenne que le mot français « royaume » ou le mot allemand « *Reich* ») qui se voulait dépositaire de l'héritage impérial moghol. L'un des premiers actes du *Raj* a été, pour consolider la paix intérieure, d'abolir les lois favorisant les entreprises missionnaires et de garantir le respect des religions traditionnelles des Indiens.

⁹⁵ J'écris plus souvent « Constantinople » que « Istanbul ». N'y voyez aucune prévention à l'égard des Turcs. « Constantinople » est simplement le nom qu'a toujours eu cette ville en français, « Istanbul » étant la prononciation turque populaire de *Constantinopolis*. L'appellation officielle sous l'Empire ottoman était *Konstantiniye*.

Après tout, vous dites bien « Alger » et non pas *Al-Jezair* comme ceux qui vous l'ont reprise et « Saint-Jean de Luz » au lieu de *Donibane Lohitzun* comme ceux à qui vous l'avez pris. Alors pourquoi pas Constantinople ?

⁹⁶ Smyrne comptait, en 1914, plus de population grecque qu'Athènes, tandis qu'il existait, sur l'ensemble de l'Asie Mineure, plus de 2 000 établissements

LE CROISSANT ET LES BOULES

scolaires grecs (Giles Milton, *Paradise lost, Smyrna 1922, The destruction of Islam's city of tolerance*, Sceptre Books, Londres, 2008).

⁹⁷ Cette région, aujourd'hui partagée entre la Syrie, l'Irak et la Turquie, forme une « île » entre le Tigre et l'Euphrate, c'est pourquoi on l'appelle « Jazira » en arabe.

⁹⁸ Quand je dis « regarder », je n'exagère pas. Souvenez-vous du film *Babe*, un dessin animé assez benêt dont le héros était un petit cochon et qui avait, pour cette raison, été interdit dans des pays musulmans.

⁹⁹ Un bémol, cependant : les chrétiens orientaux non plus ne mangent pas de porc ; ce n'est pas qu'ils soient soumis à un interdit, c'est juste parce qu'on n'en élève pas au Proche-Orient, cette viande est donc coûteuse et difficile à trouver dans le commerce et, de ce fait, personne n'a eu l'occasion d'y prendre goût.

¹⁰⁰ C'est, du moins, à cela qu'il peut faire penser pour quelqu'un qui n'a pas été nourri des subtilités de la théologie catholique. On peut aussi rappeler la phrase de Michelet : « au XII^e siècle, Dieu changea de sexe » (cité par Jérôme Baschet, *La civilisation féodale*, p 452).

¹⁰¹ Qu'on me pardonne cet anachronisme : ce n'est que deux ans plus tard, en 1494, que les souverains espagnols ont reçu ce titre du pape, en reconnaissance d'avoir restitué Grenade à la chrétienté et, c'est triste à dire, en récompense du bien mauvais service qu'ils avaient rendu à celle-ci en expulsant les juifs de leurs royaumes.

¹⁰² N'allez surtout pas goûter un chocolat dans une des bonnes maisons de Bayonne : c'est le meilleur du monde et après, tous les autres vous paraîtraient insipides.

¹⁰³ C'est ainsi que le Portugal a perdu la plupart de ses possessions des Indes orientales, pas seulement parce que les Hollandais s'en sont emparés par la force, mais aussi parce que les compagnies qui administraient ces possessions se sont délocalisées à Amsterdam. À noter que l'un des premiers gouverneurs de la VOC, fondateur de la ville de Batavia (l'actuelle Jakarta), s'appelait Jan Coen.

¹⁰⁴ Par exemple, lors des massacres de Chio dans les années 1820, de Bulgarie en 1878 ou du Liban à deux ou trois reprises au cours du XIX^e siècle.

¹⁰⁵ La Grèce ne fait pas exception : si les Turcs n'ont pas réussi à triompher de l'insurrection, c'est parce que celle-ci avait reçu le soutien militaire de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

¹⁰⁶ Je tiens l'épisode du gouverneur d'Alep, Djilal Bey, d'une brève mention figurant dans l'ouvrage de Gérard Chaliand, *Mémoire de ma mémoire*, Juillard, Paris, 2003, p. 102. Je n'en ai pas trouvé trace dans les autres sources que j'ai consultées : Peter Balakian, *The burning Tigris*, Pimlico, Londres, 2005 ; Papken Injarabian, *La solitude des massacres*, Garnier, Paris, 1980 ; et le *Livre bleu du gouvernement britannique sur la question arménienne*, consultable sur le site www.imprescriptible.fr/documents/livre-bleu. En revanche, j'ai trouvé dans un article de Raymond Kévorkian, *Ahmed Djémal pacha et le sort des déportés arméniens de Syrie-Palestine*, les mentions suivantes : « *Chükrü* [un des chefs de la

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

Direction générale des Déportations,] *passa plusieurs mois dans la métropole syrienne, affairé à mettre en œuvre le programme d'extermination des déportés que le Comité Union et Progrès [l'instance dirigeante du régime Jeune Turc] lui avait confié, et qu'il rencontra pas mal de difficulté pour trouver les hommes susceptibles de mener à bien les opérations. Il dut notamment affronter l'hostilité du préfet d'Alep, Djelal bey, que Mehmed Talaat se chargea bien vite, sur les recommandations de Chükriü, de destituer* ». Plusieurs amis de ma belle-famille étaient des Arméniens d'Alep et appartenaient à une génération qui avait vingt ans au moment du génocide. Or je ne les ai jamais entendu parler de massacres les ayant affectés (je ne peux plus leur poser la question aujourd'hui, car plus aucun n'est encore en vie), ce qui tendrait à accréditer la version donnée par Chaliand, quoique ce ne soit pas décisif : chez les Levantins, on est pudique et l'étiquette veut qu'on ne s'appesantisse pas sur ses propres malheurs.

¹⁰⁷ Les déserts de Syrie et de Mésopotamie ont été le théâtre des massacres les plus horribles et les plus massifs du génocide de 1915. Les survivants des massacres d'Anatolie y ont été conduits par les soldats turcs et leurs supplétifs kurdes pour y être exterminés ou y mourir de soif et d'épuisement.

¹⁰⁸ Eh oui, je ne peux pas dire : « sur le papier » puisque celui-ci n'était pas encore inventé.

¹⁰⁹ La victoire du Yarmouk, en Transjordanie, qui a ouvert aux musulmans les portes de la Syrie, se situe à un moment où les forces byzantines étaient également occupées sur un autre front, contre les Sassanides à l'est de l'Anatolie.

¹¹⁰ Il est possible que les « hérésies » aient aussi traduit une forme de résistance des peuples orientaux à la domination grecque. C'est l'opinion d'Albert Hourani (*A history of the Arab peoples*, Faber and Faber, Londres, 2002, page 8). De fait, elles n'ont jamais prospéré dans le cœur hellénique de l'empire. En témoignent aussi l'appellation de « melkites » (royalistes), c'est-à-dire partisans du *basileus* de Constantinople, donnée aux adeptes de l'orthodoxie chalcédonienne.

¹¹¹ Position doctrinale adoptée par le concile de Chalcédoine en 451.

¹¹² On peut se référer sur ce point à la thèse de Marcel Gauchet qui estime que ce différend qui porte sur le fondement même de la foi chrétienne – qui est vraiment le Christ ? – n'a rien de mince : la formulation adoptée par le concile de Chalcédoine répond à une « nécessité structurelle » de la religion chrétienne. D'ailleurs, si c'est la solution doctrinale de l'orthodoxie chalcédonienne qui a finalement prévalu sur les déviations hérétiques, c'est peut-être la démonstration qu'elle lui conférait une dynamique interne apte à assurer le succès du christianisme.

¹¹³ Albert Hourani ajoute trois autres facteurs : celui, déjà cité, du caractère de dissidence politique que revêtaient les hérésies ; le fait que des tribus arabes avaient déjà migré depuis des siècles dans l'arrière pays, et en particulier dans la *Jazira* ; et enfin le fait que, à l'époque de la conquête, le *corpus* doctrinal de l'islam était loin d'être fixé et que la nouvelle religion, encore peu différenciée de son substrat judéo-chrétien, pouvait n'apparaître aux yeux des populations christianisées que comme une « hérésie » de plus parmi d'autres (*A history of the Arab peoples*, page 24).

Cette interprétation va à l'encontre de toute une tradition islamique pour qui la doctrine mahométane a été fixée une fois pour toutes par le Prophète lui-même et transmise *ne varietur* par ses compagnons. Elle est toutefois historiquement plus plausible que la tradition. Selon certains experts, le texte du Coran contient des éléments qui révéleraient une élaboration stylistique postérieure d'un demi-siècle à la mort de Mahomet ; en particulier, la langue coranique, si on la compare à celle des textes littéraires préislamiques, témoignerait d'un enrichissement par son contact avec le syriaque, ce qui suggère qu'elle pourrait dater de l'époque des Omeyyades de Damas. De là à dire que pendant ce laps de temps l'élaboration doctrinale a continué, il n'y a qu'un pas. On peut toutefois déduire de ces constatations une théorie inverse : dans la mesure où le syriaque était langue véhiculaire et langue de culture dans tout le Proche-Orient de l'époque, il est possible que la révélation mahométane ait été le produit d'une synthèse élaborée à partir de spéculations théologiques développées *antérieurement* par différents courants dissidents du christianisme syrien et irakien (cf. article *Christoph Luxenberg* sur *fr.wikipedia.org* ainsi que : Claude Gilliot, *L'origine syro-araméenne du Coran*, dans *Le Nouvel Observateur*, hors série mai 2004).

¹¹⁴ Par exemple, c'est un évêque d'une église dissidente qui aurait ouvert les portes de Damas aux musulmans.

¹¹⁵ « *Conversion was an attractive option, for non-Muslims were second-class citizens within Islamic society* », Andrew Wheatcroft, *Infidels*, p. 79.

¹¹⁶ En particulier les *Actes des apôtres*.

¹¹⁷ D'autres récits mentionnent le sigle « __ », formé des deux premières lettres du mot grec « *Christos* ».

¹¹⁸ « *It was a mark of Constantine's political genius and flexibility that he realized it was better to utilize a religion that already had a well-established structure of authority as a prop to the imperial regime rather than to exclude it as a hindrance* », Charles Freeman, *The closing of the Western mind*, p 158.

L'ouvrage récent de l'historien français Paul Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien*, Albin Michel, Paris, 2007, expose une thèse qui semble l'exact inverse : Constantin, interprétant sa victoire du pont Milvius comme un « signal » divin, aurait décidé d'embrasser le christianisme à contre-courant des convictions de l'immense majorité de ses contemporains. En fait, les deux thèses ne sont pas si contradictoires : même si 10 % seulement de la population de l'empire étaient chrétiens (davantage sans doute en Orient), leur poids politique pouvait être supérieur à leur importance numérique grâce au caractère structuré de l'institution ecclésiastique.

¹¹⁹ Du reste, ces détails résultent du récit qu'a fait Constantin lui-même à son biographe officiel plusieurs années après les événements auxquels il se réfère.

Clovis, lui, avait promis de se faire chrétien, mais avait attendu d'avoir gagné définitivement la partie pour tenir parole. Prudent, limite mesquin, de sa part ...

¹²⁰ Discours du 28 août 1963 au mémorial de Lincoln à Washington.

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

¹²¹ À l'inverse, le parti Démocrate était historiquement celui des propriétaires fonciers sudistes. L'action de Martin Luther King a donc *retourné* l'équation politique dans les états du Sud pour l'aligner sur celle du reste du pays où, depuis longtemps, les démocrates, liés aux syndicats ouvriers (bien implantés dans les minorités d'immigration récente), incarnaient la « gauche » et les républicains la « droite » (anglo-saxonne et protestante).

¹²² Je me réfère en particulier aux sanctuaires de la région de Qalaat Semaan et des « citées perdues » du massif montagneux situé à l'ouest d'Alep. Voir à ce sujet les articles *Les monts de Syrie que la vie a quittés* et *Qalaat Semaan, le sanctuaire de Siméon le Stylite*, *Le Monde*, 26 juillet 2002.

¹²³ La proportion actuelle serait de l'ordre de 10% en Syrie, de 20 à 30% au Liban et de moins de 5% en Palestine. Cette évolution rapide est due, non à des conversions, mais d'une part à l'émigration de nombreux chrétiens vers l'Occident et surtout au différentiel démographique, les musulmans continuant à avoir en moyenne deux fois plus d'enfants que les chrétiens.

¹²⁴ L'Inquisition, n'est-ce pas ? Eh bien, je ne crois pas. Voir dans l'Inquisition une manifestation de fanatisme est, sinon erroné, du moins très réducteur : c'est un phénomène essentiellement politique, l'instrumentalisation de l'autorité morale de l'Église par le pouvoir royal, à quoi l'institution ecclésiastique ne se prête que par souci de conserver son emprise sur la société à un moment où elle est menacée par la montée en puissance de la monarchie absolue et les contestations doctrinales.

¹²⁵ Ça ne s'invente pas ! J'ai découvert ça en Mauritanie. Au cours de la première réunion à laquelle j'ai assisté, j'entends soudain un « *Allah ou akbar* », tout proche. Comme je me retournais machinalement pour voir d'où venait le son, mon voisin m'a fait un signe pour me montrer que c'était juste son téléphone cellulaire qui sonnait. Très vite, on s'habitue : beaucoup de Mauritaniens ont recours à ce genre de sonneries, ils n'arrêtent jamais leurs portables, et consacrent 90 % du temps des réunions à papoter au téléphone et le reste à l'ordre du jour.

¹²⁶ *Une majorité d'Occidentaux aurait une opinion favorable des musulmans*, *Le Monde*, 23 juin 2006.

¹²⁷ *Journal de France 2*, 18 août 2006.

¹²⁸ Brigitte Bardot, *Un cri dans le silence*, Éditions du Rocher, Paris, 2003. Mme Bardot a été condamnée le 10 juin 2004 à 5000 € d'amende pour « propos incitant à la haine raciale » à raison de plusieurs passages de ce livre (AFP).

¹²⁹ Stimulée par le torrent de critiques qui avait accueilli *La rabbia e l'orgoglio* (2001), Oriana Fallaci a récidivé avec *La forza della ragione* (2004) et *Intervista sé stessa – L'Apocalisse* (2004), Rizzoli International, où elle n'hésite pas à comparer la complaisance actuelle de l'Europe à l'égard de l'islam avec l'esprit « munichois » de 1938.

¹³⁰ Michel Onfray, *Traité d'athéologie*, Grasset, Paris, 2005.

¹³¹ C'est de cette même logique que procède le négationnisme turc vis-à-vis du génocide arménien.

¹³² On notera toutefois que les – nombreux – passages de l'Ancien Testament relatifs à des combats et à des massacres sont essentiellement *narratifs*, et non pas

normatifs. En outre, la religion mosaïque ancienne est morte, disons en 70 avec la destruction du Temple par Titus. Le judaïsme rabbinique et le christianisme qui lui ont succédé, assument tous deux l'héritage de l'Ancien Testament mais c'est pour en tirer une leçon qui, dans l'un et l'autre cas, révèle l'impasse à laquelle mène la violence et en prononce haut et clair la condamnation. Avouons que ce n'est pas rien.

On peut également observer que les différentes traditions religieuses ne confèrent pas le même *statut* à leurs Livres saints. Selon la tradition musulmane, le Coran est parole divine, dictée d'un bloc par Dieu lui-même au Prophète et transcrite *verbatim* par ses secrétaires. La tradition chrétienne assume le fait que la Bible est œuvre humaine, reflet d'une inspiration divine dont on admet (sauf dans les sectes fondamentalistes) qu'elle a pu être traduite de façon imparfaite par les rédacteurs en fonction de la sensibilité propre de chacun (comme en atteste le fait que l'établissement du *canon* biblique a été l'objet de débats qui ont abouti à retenir quatre Évangiles en dépit des contradictions qu'on peut relever entre eux) ou du contexte culturel et social de l'époque où le texte a été élaboré. D'où une plus grande latitude d'interprétation, en particulier pour reconnaître le caractère purement circonstanciel et « dépassable » de bien des contenus normatifs légués par les Écritures.

¹³³ Andrew Wheatcroft, *Infidels*, p. 40.

¹³⁴ « Aucune contrainte dans les choses de la foi », *Le Coran*, sourate 2, v. 256, cité par Benoît XVI dans sa conférence de Ratisbonne, 12 septembre 2006.

¹³⁵ « Que propose Mahomet ? Un renforcement du patriarcat (...). Les valeurs fortes comme la richesse, la force, la guerre ne sont pas remises en question. Religion masculine par définition » Malek Chebel, interview au *Point*, 17 janvier 2007.

¹³⁶ Je ne résiste pas à l'envie de vous faire part de quelques traits pittoresques de la condition des juifs dans le Sud marocain, tels que René Caillié les avait relevés au début du XIX^e siècle (*Voyage à Tombouctou*, La Découverte, Paris, 1996, pp. 355-357) : « il y a des Juifs qui habitent les mêmes villages que les musulmans ; ils y sont très malheureux, vont presque nus et sont sans cesse insultés par les Maures : ces fanatiques vont jusqu'à les frapper indignement, et leur lancent des pierres comme à des chiens (...) sans qu'ils puissent ni se faire justice eux-mêmes, ni compter sur la protection de l'autorité ». Sans commentaires ... Admettons que ce brave René Caillié était un esprit trop simple et trop franc pour être exempt de toute trace d'islamophobie et que le Tafilalet n'était pas ce qu'il y avait de plus éclairé dans le monde arabo-musulman d'alors, mais l'humiliation au quotidien des « infidèles », à qui la piété commande de rappeler sans cesse leur indignité, a toujours fait partie intégrante du programme de la « tolérance » islamique.

¹³⁷ Par exemple, la famille Chehab, qui a donné au Liban un président de la République dans les années 50, est chrétienne maronite depuis la conversion de l'émir Béchir Chehab au début du XIX^e siècle (Georges Corm, *Le Liban contemporain*, La Découverte, Paris 2003, p 88). Sans doute était-il plus facile de passer au travers des mailles du filet de la tolérance musulmane pour un grand

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

féodal qui pouvait compter sur mille hommes armés jusqu'aux dents pour le protéger au cas où on lui aurait cherché noise.

¹³⁸ Il y a eu, dans l'Empire ottoman, des gouverneurs de province (« pachas ») chrétiens mais cela résultait soit de compromis politiques passés avec les féodalités locales, comme dans les provinces balkaniques, soit de conditions imposées par les puissances occidentales à la suite des confrontations militaires ou diplomatiques du XIX^e siècle, comme au Mont-Liban ou en Arménie. Les Sultans n'avaient d'ailleurs pas tort de s'en méfier : c'est un *pronunciamento* des gouverneurs grecs des provinces danubiennes liés à la société secrète des *Filiki Etairi* qui est à l'origine de l'insurrection d'où sortira l'indépendance de la Grèce (Henry Kissinger, *A world restored, Castlereagh, Metternich and the problems of peace 1812-1822*, Phoenix Press, Londres, 2000, p 286 ; Andrew Wheatcroft, *Infidels*, p 253).

¹³⁹ Un exemple souvent cité est celui de l'excision, pratique issue de vieilles coutumes africaines, dont les intéressées croient dur comme fer – mais à tort – qu'elle est prescrite par le Coran.

¹⁴⁰ On en voit un bon exemple dans les critiques – enfin, les volées d'injures, pour être plus précis – adressées sur des blogs islamistes (*La voix des opprimés*, news.stcom.net) à Anne-Marie Delacambre, universitaire reconnue, islamologue, arabisante et auteur de plusieurs ouvrages critiques sur l'islam. Qualifiée de « mécréante ennemie acharnée de l'islam » et de « pauvre cloche allumée du cigare », elle a beau lire le Coran dans le texte, elle ne peut rien y comprendre *puisque'elle n'est pas musulmane* : « c'est l'intelligentsia musulmane qui est importante car c'est celle-ci qui approche les textes, les analysent (*sic*), les étudient et influence la masse ». Dont acte.

¹⁴¹ Il y a des exceptions. Elles sont peu nombreuses et je ne citerai pas de noms pour ne faire de peine à personne. À l'inverse, j'ai été frappé de l'attitude d'un intellectuel comme Tahar Ben Jelloun, qui a fait une sortie d'une véhémence inaccoutumée au sujet de l'affaire des « caricatures de Mahomet » lors d'une émission littéraire portant sur un tout autre sujet. L'image « voltairienne » qu'il cultive aurait fait attendre de lui une expression plus mesurée de sa réprobation.

¹⁴² *Ce soir ou jamais*, émission animée par Frédéric Taddei, *Fance* 3, 16 janvier 2007.

¹⁴³ Oui, en effet, pourquoi Napoléon, et pas Jésus-Christ ? Selon la doctrine chrétienne orthodoxe, le Christ est le fils de Dieu fait homme ; certains courants « hérétiques » des premiers siècles voulaient voir en lui un prophète élevé par Dieu à participer à sa divinité. Mais c'est une pure question de foi. Mahomet, en revanche, est *une figure historique attestée*, dont on connaît avec assez de précision la biographie par recoupement de multiples sources et qui, par là-même, est exposée aux jugements humains au même titre que Napoléon ou tout autre acteur de l'histoire. Le personnage de Jésus n'a pas un tel statut au regard de la critique historique. Du point de vue des historiens, laïques ou croyants, son existence historique n'est pas suffisamment attestée pour être considérée autrement que comme *une hypothèse*. Hypothèse la plus plausible, selon certains, car fournissant l'explication la plus simple du phénomène historique de l'émergence du

christianisme et de sa diffusion initiale, quitte à ce que la reconstruction effectuée par la mémoire des premières communautés chrétiennes ait idéalisé le caractère du personnage et les événements de sa vie (les miracles, par exemple). Ou encore, une simple hypothèse parmi d'autres : celle, par exemple, d'un personnage « de synthèse » représentatif de divers courants rénovateurs du judaïsme, comme celui qui a produit les fameux *Manuscrits de la Mer Morte*. Pour quelques uns (c'est la ligne sur laquelle se situe Michel Onfray dans le droit fil de la théorie du « complot sacerdotal » propagée par Voltaire), le personnage de Jésus est *pure invention* d'un groupuscule sectaire issu du judaïsme ayant cherché à se donner une légitimité pour attirer à lui des disciples crédules. Pour d'autres enfin, comme Jack Miles (*Christ, a crisis in the life of God*, William Heinemann, Londres, 2001), il est possible de produire du « sens » en étudiant la figure de Jésus comme celle du personnage central d'une œuvre littéraire, les *Évangiles*, sans avoir à se prononcer sur la conformité de cette œuvre à une quelconque « vérité » historique impossible à appréhender.

¹⁴⁴ Goa et Pondichéry. En Amérique du nord, le Québec et la Louisiane ont leur droit civil basé sur le code Napoléon, tout en étant régis par le *Common Law* en matière procédurale.

¹⁴⁵ *On n'est pas couché*, animée par Laurent Ruquier, *France 2*, 20 janvier 2007.

¹⁴⁶ Phrase entendue *verbatim* dans un reportage télévisé qui rapportait les réactions de la rue après les attentats d'Alger du 11 avril 2007. Et tuer des *non musulmans* ? Et quoi encore ? On ne vous a jamais appris la politesse ? On ne pose pas ce genre de questions.

Remarquez, les théologiens qui soutiennent le terrorisme - il y en a, ce serait mentir que le nier (*A Jihadi guidebook on the rules of killing*, Michael Moss et Souad Mekhennet, *The New York Times*, 16 juin 2007) - ont la réponse toute prête à ces questions. Et celle-ci relève d'une subtile casuistique qui se situe dans le droit fil de la doctrine islamique classique de la transcendance absolue de la volonté divine : l'homme ne fait que poser la bombe mais c'est Dieu seul qui décide souverainement qui doit mourir ou pas dans l'attentat. Si, d'aventure, des innocents se trouvent dans le rayon d'action d'une bombe, il n'y a pas à douter que Dieu les épargnera, à moins qu'il n'ait voulu pour eux un destin de martyrs leur ouvrant d'office les portes de son paradis. Donc, à cette exception près, les victimes d'attentats perpétrés pour la bonne cause, sont nécessairement « coupables ».

¹⁴⁷ On a vu affirmer de tels principes, mais pas en Islam ; c'était en Occident avec certains mouvements gauchistes violents des années 70 qui faisaient des hold-up dans les banques en les baptisant « impôt révolutionnaire », non sans tuer au passage quelques « contribuables ».

¹⁴⁸ Une « typologie » n'est pas une classification. C'est un outil intellectuel rudimentaire qui permet de penser un phénomène sur lequel manquent les données scientifiques nécessaires pour établir une vraie classification. Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, PUF, Paris, 2002, page 76 à 88.

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

¹⁴⁹ *Les ex de Guantanamo et «la mode» du djihad*, Anne-Charlotte De Langhe, Le Figaro, 4 juillet 2006.

¹⁵⁰ Un exemple en est donné dans l'article : *Les musulmans français proches du Maroc remportent l'élection au CFCM*, Le Monde, 26 juin 2005.

¹⁵¹ L'historien Frédéric Rousseau fait une observation similaire, au sujet de l'esprit de sacrifice des combattants de 14-18 : « La haine de l'ennemi, l'esprit de croisade ont bien existé, mais l'essentiel est de comprendre comment le consentement se construit socialement, via la pression du groupe et l'attachement aux camarades, par exemple, bien au-delà des seuls gendarmes et des cours martiales. » Cité dans : *1914-1918, guerre de tranchées entre historiens*, Le Monde, 11 mars 2006.

¹⁵² C'est en voyant une superbe émission télévisée de Michel Serres où il disséquait deux autres romans de Jules Verne, *Le Chancellor* et *Les Indes noires*, que j'ai ouvert les yeux sur cette dimension initiatique et la superposition des niveaux de lecture chez Verne. En relisant *Vingt mille lieues sous les mers* dans cette optique, cela apparaît très clairement. Je n'ai même pas eu besoin de le relire *physiquement*, je l'ai juste relu dans ma tête, tant les souvenirs de ce livre, lu il y a cinquante ans y sont imprimés. C'est peut-être à un tel effet de rémanence que se reconnaissent les grandes œuvres, et qu'on s'aperçoit que Jules Verne a beau être ignoré de l'enseignement et snobé par le *Lagarde et Michard*, il figure au rang des écrivains majeurs du XIX^e siècle « victorien », un de ceux qui témoignent le mieux de l'esprit de cette époque. Merci Michel Serres !

¹⁵³ Le Vieux de la Montagne, figure légendaire inspirée par le personnage historique de Hassan ibn al-Sabbâh, chef de la « secte des Assassins ». Issue d'un courant dissident de l'ismaélisme égyptien du XI^e siècle, elle utilisait les mêmes moyens que les terroristes modernes, enlèvements et attentats. Ses combattants portaient le titre de « *feddayin* ». Elle était d'ailleurs accusée de faire le jeu des Francs, comme les islamistes modérés le reprochent aux terroristes d'aujourd'hui.

Voir : Amin Maalouf, *Les croisades vues par les Arabes*, J'ai lu, Paris, 1999 ; Jean-Claude Frère, *L'ordre des Assassins : Hasan Sabbah, le Vieux de la Montagne et l'ismaélisme*, Éd. Culture, Arts et Loisirs, Paris, 1973 ; et Bernard Lewis, *Les Assassins, terrorisme politique dans l'Islam médiéval*, Éd. Complexe, Paris, 2001.

Sur le parallèle entre Al-Qaeda et la secte en question, *Al-Qaida, une secte millénariste*, de Pierre Conesa, *Le Monde diplomatique*, janvier 2002. La thèse de l'article est que Al-Qaeda est *vraiment* une secte, alors que la mienne est qu'elle ne fait que *jouer sur cette image* dans un but essentiellement temporel.

¹⁵⁴ Les émirs en question ne sont pas des « indigènes », et les « sudistes » ne se privent pas de le rappeler à l'occasion. Ils se sont en effet établis au nord du Nigeria actuel à l'occasion de la conquête de cette région par les Fulanis (Peuhls) sous la conduite d'Ousman Dan Fodio au XIX^e siècle, bien avant l'arrivée des colonisateurs britanniques.

¹⁵⁵ Le « légendaire » *Palmier en zinc*, c'est juste pour faire fantasmer avec les souvenirs de Monfreid. L'ancien, que je n'ai pas connu, l'était sans doute, mais il a

été détruit par un attentat à la bombe. L'enseigne a été reprise par un établissement tout à fait banal, installé après la reconstruction de l'immeuble en style moderne.

¹⁵⁶ Pour l'anecdote, le terme d'« islamiste » a longtemps désigné ... un universitaire se consacrant à l'étude de l'Islam, comme on dit un « latiniste » ou un « orientaliste ». Je l'ai trouvé appliqué à Bernard Lewis sur la quatrième de couverture de l'édition britannique d'un de ses livres publié dans les années 70.

¹⁵⁷ « Du communisme, l'islam révolutionnaire reprend la dialectique tiers-mondiste, anticapitaliste, antichrétienne, qui fait de l'Occident l'exploiteur, du musulman le damné de la terre, de l'immigré le prolétaire », écrit le polémiste Ivan Rioufol (*Le Figaro*, 15 septembre 2006).

¹⁵⁸ Je mets à part les « situationnistes », que leur pensée acérée, leur distance critique, leur refus obstiné d'être dupes, a tenus à l'écart du courant bien-pensant. Cela n'empêche pas une certaine vulgate pseudo-situationniste d'en être partie prenante, s'imaginant sans l'avoir lu que *La société du spectacle* est un essai sur le *show-biz* : « De tous ceux qui ont cité ce livre pour lui reconnaître de l'importance, je n'en ai pas vu jusqu'ici un seul qui se soit risqué à dire, au moins sommairement, de quoi il s'agissait », Guy Debord, Préface à la quatrième édition italienne de *La société du spectacle*.

¹⁵⁹ Sans oublier que, lorsqu'un incendie est « circonscrit » il reste encore du travail pour l'éteindre. « Circonscrire » le terrorisme n'est pas le vaincre. Ceux qui préconisent de lutter contre le terrorisme en s'attaquant aux conditions sociales qui en sont le « terreau » n'ont pas tort, mais on peut penser que cela exige d'abord de l'avoir « circonscrit ». C'est la stratégie qu'a adoptée le pouvoir algérien avec, semble-t-il, un certain succès. Du moins jusqu'aux attentats du 11 avril 2007.

¹⁶⁰ Sigrid Hunke, *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*,

¹⁶¹ J'ai relu – l'exercice est fastidieux mais il faut ce qu'il faut – le *Deutéronome* et le *Lévitique* pour vérifier, mais je n'y ai pas retrouvé les prescriptions relatives au voile dont je croyais me souvenir. En revanche, on peut lire dans la première épître de saint Paul aux Corinthiens : « est-il convenable qu'une femme prie Dieu sans être voilée ? » (1 Co 11, 13) et, quelques lignes plus loin : « c'est une gloire pour la femme de porter de longs cheveux parce que la chevelure lui a été donnée comme voile » (1 Co 11, 15) : les deux versets semblent se contredire. Ou est-ce à dire que la femme doit se voiler (au moins pour le culte) sauf si elle a les cheveux assez longs pour tenir lieu de voile ? En tout cas, les conséquences pratiques à en tirer ne sont pas très claires (les citations sont empruntées à une bible éditée par une ligue évangélique américaine, la seule que j'ai sous la main au moment où j'écris et dont les traductions me semblent parfois un peu ... tirées par les cheveux quand je les compare à mes souvenirs des traductions érudites telles que *La Bible de Jérusalem*).

¹⁶² Une fois n'est pas coutume : puisons aux sources du saint Livre. « Si vous craignez de ne pas être équitables envers les orphelines, il vous est permis de vous marier, à deux, trois ou quatre femmes ! Si vous craignez de manquer d'impartialité envers elles, prenez une seule femme, ou les captives que votre droite maîtrise. C'est

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

plus sûr, pour ne pas être inique. » *Le Coran*, Sourate 4, verset 3, traduction André Chouraqui, édition en ligne. Ce verset confirme le lien entre la question de la polygamie et un devoir d'assistance sociale (« être équitable envers les orphelines »). Notons que la limite de quatre épouses ne s'applique pas aux « captives ». Il ne manquerait plus que ça !

¹⁶³ On peut, par exemple, rappeler que la polygamie a subsisté chez les juifs d'Algérie jusqu'au XIX^e siècle et qu'ils y ont renoncé pour accéder à la citoyenneté française que leur accordait le décret Crémieux en 1870. Chez les chrétiens, même si la monogamie est *implicitement* prescrite par les Évangiles, l'Église a eu bien du mal à l'imposer, surtout aux milieux dirigeants où elle n'est devenue la norme qu'aux environs de l'an mil. Une polygamie *de facto* a continué à sévir dans les cours où le statut de « maîtresse royale » était institutionnalisé par l'étiquette (laquelle imposait aux rois, justement pour dissimuler ce que cette pratique devait à la survivance d'anciennes mœurs polygames, de ne prendre pour maîtresses que des femmes *mariées* !).

¹⁶⁴ Cette coutume est d'ailleurs évoquée de façon fort poétique dans la Bible : « Les enfants de Dieu, voyant que les filles des hommes étaient belles, prirent pour femmes celles qui leur avaient plu. » Genèse, ch. 6, v. 2.

¹⁶⁵ « L'individualisme dans la famille – c'est-à-dire le droit d'épouser qui on veut – est la clé de tout individualisme, et c'est la négation de ce droit qui permet aux structures sociales et familiales de se transmettre de génération en génération ». Francis Fukuyama, *Voile et contrôle sexuel*, *Le Monde*, 3 février 2004. Tout est dit ? Eh bien, on peut aller plus loin : la négation de ce droit ne me semble pas relever de la seule persistance de mœurs archaïques mais d'une *stratégie* visant à transmettre sans altération les structures sociales et familiales pour singulariser et « durcir » la communauté.

¹⁶⁶ Farid El-Atrach était en fait syrien, mais l'essentiel de sa carrière s'est déroulé en Égypte, ce qui autorise à le qualifier de « chanteur égyptien », au même titre que Dalida a été la plus grande *chanteuse française* de sa génération.

¹⁶⁷ C'est, *grosso modo*, la ligne préconisée par Tariq Ramadan.

¹⁶⁸ L'interdit sur le porc n'a pas que des effets négatifs, même au pays des charcuteries alsaciennes : c'est en raison de cet interdit que les juifs ont inventé le gavage des oies pour obtenir de la graisse qui remplace le saindoux, pratique à l'origine de la tradition du foie gras d'Alsace. À accompagner, avec modération bien entendu, de gewürztraminer.

¹⁶⁹ *Le Monde*, ,

¹⁷⁰ « Près de 10% des viandes consommées en France seraient halal, selon l'organisateur du 2^{ème} salon européen de l'alimentation halal Antoine Bonnel. » *La nourriture halal attire de plus en plus les jeunes musulmans*, *Le Monde*, 14 juin 2005. Certains industriels ont ainsi décidé de convertir l'ensemble de leur production au halal, plutôt que d'offrir une gamme distincte : « Il n'y a pas de raison de mettre une sous-marque. Ces consommateurs ne sont pas des sous-consommateurs », dit l'un d'eux (même article).

¹⁷¹ « Volontairement discrètes pour préserver la vie des otages en Irak, les grandes organisations musulmanes françaises ont mis en sourdine leur combat pour le voile. Mais elles poursuivent la bataille au niveau européen » - Thierry Portes, *Activistes musulmans et députés européens ont défini une stratégie contre la loi française ; Les partisans du voile à l'école lancent leur lobbying européen*, *Le Figaro*, 23 septembre 2004.

¹⁷² « La réaction des musulmans de France, solidaires du gouvernement, a fait la preuve de leur maturité politique », Jocelyne Cesari, *La crise des otages redéfinit l'islam français*, *Libération*, 21 septembre 2004

¹⁷³ Comme pour n'importe quel bien immobilier, les propriétaires, en l'espèce les communes, sont tenus d'assurer le « clos et couvert », donc les grosses réparations affectant la sécurité des occupants ; l'entretien locatif, lui, est à la charge de l'affectataire, en l'occurrence les associations culturelles. Les cathédrales sont, elles, propriété de l'État et la plupart sont classées monuments historiques, ce qui facilite le financement de leur entretien.

¹⁷⁴ Cette problématique est illustrée, en langage laborieusement « codé », dans la brochure diffusée par la mairie de Paris pour son projet d'Institut des Cultures islamiques dans le quartier de la Goutte d'Or (consultable sur le site officiel www.paris.fr/portail/ici).

¹⁷⁵ C'est pourtant facile : les premiers ressemblent à des livres normaux, les seconds ont des reliures en simili cuir vert foncé ornées de calligraphies dorées !

¹⁷⁶ La Grèce avait arraché Salonique aux Turcs lors de la Première guerre balkanique en 1912. Venizelos s'était alors pris à rêver d'une « restauration de l'Empire Byzantin », projet non seulement fumeux mais dangereux, où Lloyd George avait vu l'occasion d'une alternative à la politique britannique traditionnelle de soutien à l'Empire ottoman face aux velléités russes d'accéder à la Méditerranée.

¹⁷⁷ C'était bien une contre-offensive : les Turcs étaient partis fleur au fusil pour, promettaient leurs chefs, « chasser les Russes du Caucase ». Ceux-ci ont vivement réagi et ont avancé en territoire turc, mais n'avaient pas les moyens d'exploiter leur succès. Ils se sont repliés sur des positions défensives après avoir brièvement occupé Van et une partie de l'Arménie turque. Il est vrai qu'ils avaient d'autres chats à fouetter sur leurs fronts ouest où ils avaient affaire aux Allemands et aux Austro-Hongrois.

¹⁷⁸ Cette interprétation courante n'est guère convaincante. L'empereur Charles, qui avait succédé à François-Joseph en 1915, était conscient du danger d'une défaite ou d'une guerre prolongée pour la survie de l'Empire. Il avait donc, sans qu'il ait été besoin d'éventuelles pressions de la communauté juive, déjà fait des ouvertures en ce sens aux Alliés (notamment par le truchement du pape Benoît XV). Elles avaient été rejetées sèchement par Clemenceau et n'avaient donc aucune chance d'aboutir. C'est pourquoi je penche pour l'hypothèse « proche-orientale » et pas seulement par tropisme personnel.

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

¹⁷⁹ Les premiers établissements ont été antérieurs à la publication de *L'état juif* par Théodore Herzl. Ils se sont grossis de réfugiés issus de la communauté juive de Salonique après la prise de la ville par les Grecs.

¹⁸⁰ Anthony Pagden, *Worlds at war : the 2500-year struggle between East & West*, Oxford University Press, 2008, p. 421.

¹⁸¹ Sykes n'était pas diplomate de carrière, mais chargé de mission en tant que député au Parlement.

¹⁸² Si vous passez par Marseille, ne manquez pas le monument aux morts de l'armée d'Orient, édifié sur un promontoire battu par la mer entre les Catalans et Endoume : une statue en style Arts Déco posée devant une arche de marbre blanc se détachant sur le panorama de la rade, avec la chaîne de l'Estaque à l'horizon. Choisissez un matin de mars, avec du mistral et des embruns, au moment où la lumière donne encore des reflets roses à la pierre et où la mer est d'un bleu sombre. D'un coup remonteront en vous les réminiscences d'Homère, de Cézanne, de Matisse, toute l'âme de la Méditerranée et l'ancienne gloire de la France.

Pour vous remettre du choc du sublime, vous pourrez ensuite descendre par un escalier au vallon des Auffes, une crique du bout du monde en pleine ville, et y commander une bouillabaisse et un vin de Cassis (€ € € €, vous êtes prévenus).

À la réflexion, j'ai eu tort d'écrire « si vous passez par Marseille » : l'expérience (monument, site, lumière et bouillabaisse) mérite le voyage ! Peut-être pas depuis Valparaiso, mais depuis Paris ou Bruxelles, assurément.

¹⁸³ Guillemets de citation : c'est l'expression qui figure sur le monument érigé à Belgrade en hommage à la France. Il a été barbouillé de peinture dans les années 90 par des manifestants qui avaient eu le mauvais goût de ne pas vouloir comprendre que, si nos avions leur jetaient des bombes sur ordre des Américains, c'était pour leur bien. Trois quarts de siècle, ce n'est pas si mal pour une « éternité » en politique.

¹⁸⁴ Ce rôle reposait sur l'interprétation que faisait la France de certaines dispositions des « Capitulations » conclues entre François I^{er} et Soliman le Magnifique. Des forces françaises sont venues à plusieurs reprises au secours des maronites du Liban lors de massacres perpétrés par les Ottomans. Dans les « échelles du Levant », les chrétiens pouvaient se placer sous la juridiction des consuls français. Cette « protection » a facilité l'implantation des congrégations religieuses catholiques françaises en Orient et l'imprégnation des élites levantines par la culture française. Beaucoup d'orientaux auraient préféré que la France persiste dans cette subtile politique d'influence plutôt que de se compromettre dans une entreprise de type « colonial », au prix de l'érosion du capital de sympathie dont elle disposait.

¹⁸⁵ On me pardonnera ce possible anachronisme : je n'ai pas vérifié si Mustapha Kemal avait déjà adopté le nom d'« Atatürk » à ce moment-là.

¹⁸⁶ La première question était de savoir s'il fallait constituer un état réunissant l'ensemble des territoires du mandat français, ou s'orienter vers la constitution de plusieurs états plus petits autour des trois métropoles historiques de Damas, Alep et Beyrouth. Elle a été tranchée en faveur d'une solution intermédiaire : réunir le

Balad-ash-Cham et le *Balad-al-Haleb* pour former un état de « Syrie », et délimiter un état « libanais ».

Restait la question des frontières de celui-ci. L'option du « petit Liban » était de se limiter à la ville de Beyrouth et aux « fiefs » traditionnels des communautés maronite et druze – qui avaient longtemps été des émirats autonomes au sein de l'Empire ottoman – afin de donner *une base identitaire forte* à la nation libanaise. Celle du « grand Liban » était d'élargir ce périmètre pour lui donner une « respiration » et conforter son assise économique. On a privilégié *l'économie au détriment de la politique* et c'est la seconde option qui a prévalu, avec pour résultats que les communautés « historiques » sont par la suite devenues minoritaires et que la Syrie n'a jamais vraiment accepté cette amputation de son « territoire naturel ».

On peut voir dans les événements récents des conséquences lointaines des choix effectués à cette époque – imposés, diraient les partisans de choix différents.

On trouvera plus de précisions dans l'ouvrage de Georges Corm, *Le Liban contemporain*. Le Pr. Corm n'est pas un observateur neutre (il a été engagé politiquement et exprime notamment des opinions très critiques à l'égard du système communautariste, de l'action de Rafic Hariri et de celle des leaders maronites) ; cela ne l'empêche pas de présenter avec honnêteté les points de vue contraires au sien.

¹⁸⁷ La décision de s'emparer de la Syrie de vive force au lieu de se donner le temps de la rallier en douceur a été prise après que le gouvernement de Vichy ait accordé aux Allemands l'utilisation des bases aériennes syriennes par la *Luftwaffe*. Avec Rommel aux portes de l'Égypte, il y avait urgence.

¹⁸⁸ De Gaulle en était parfaitement conscient. On peut tout exiger d'un militaire, disait-il, y compris de se faire tuer, à l'exception d'une seule chose : ne pas toucher sa solde à la fin du mois. C'est pourquoi l'un des tout premiers actes de la France libre, dès le 20 juin 1940, a été de négocier un accord financier avec le gouvernement britannique pour assurer le paiement des soldes aux troupes ralliées et de créer un organisme pour gérer les fonds (la Caisse centrale de la France libre, plus tard devenue « Caisse centrale de la France d'outre-mer », ancêtre de l'actuelle Agence française de Développement). On peut y voir un effet de son aversion pour l'« intendance » : ces questions sont si assommantes qu'il faut les régler à l'avance une fois pour toutes, afin de ne plus avoir à y revenir. Ce par quoi la méthode « gaullienne » diffère de celle des politiciens qui se réclament de son héritage : on se débarrasse en premier des questions qui fâchent alors que la tendance d'aujourd'hui est plutôt de les laisser aux successeurs. On peut lire le récit détaillé de cet épisode dans la brochure publiée par la Caisse centrale pour le cinquantenaire de sa création.

¹⁸⁹ À une réserve près : en se mettant au service de la France libre, celle-ci assurait leur solde. Oui, mais, dans ces conditions, comment les militaires pouvaient-ils subvenir aux besoins de leurs familles restées en France, alors que la rupture des communications empêchait les transferts de fonds ? C'est pourquoi nombre d'entre eux ont préféré être rapatriés, sans qu'il faille y voir de motif idéologique. On ne pense jamais à ces questions terre-à-terre quand on présente les événements historiques sous un angle moralisant, mais elles pèsent lourd pour les intéressés.

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

¹⁹⁰ Il avait été en poste à l'état-major des forces françaises au Levant à Beyrouth pendant deux ans, de 1929 à 1931.

¹⁹¹ Deux des grandes fautes reprochées à de Gaulle par les orientaux ont été, l'une d'avoir insisté pour que l'indépendance soit différée jusqu'à la fin de la guerre, poussant ainsi les états levantins à la proclamer unilatéralement ; l'autre d'avoir enlevé le général Catroux, administrateur remarquable et respectueux de la culture levantine, pour le remplacer par un délégué maladroit qui a réussi en quelques mois à faire l'unanimité contre lui. Ce militaire peu subtil a fait emprisonner le président de la République libanaise sous un prétexte douteux (la promulgation d'une loi omettant les références à la souveraineté française, alors que les droits de la France au titre du mandat sur le Liban n'étaient en rien « souverains » puisqu'ils n'étaient exercés que par délégation de la Société des Nations au nom d'un futur état libanais, dont l'indépendance avait, au demeurant, déjà été proclamée officiellement par le général Gouraud le 1^{er} septembre 1920), offrant ainsi l'occasion aux Anglais d'intervenir pour le faire libérer *manu militari* et d'ouvrir une crise – une de plus – avec la France libre. Il avait fallu toute l'autorité du très francophile Churchill pour calmer le jeu. Mais de Gaulle avait trop besoin du loyal et brillant Catroux (qui était un de ses anciens camarades de captivité en Allemagne pendant la Grande Guerre) auprès de lui à Alger ainsi que de maintenir la fiction d'une souveraineté française au Levant, de manière – croyait-il – à peser davantage auprès des Alliés.

¹⁹² Elie Kedourie, *The Anglo Arab labyrinth : the McMahon-Husayn correspondence and its interpretations 1914-1939*, Cambridge University Press, 1976.

¹⁹³ Cette orientation avait été soutenue par Wilson à la conférence de la paix ; il avait essayé vainement d'obtenir que la république en question soit placée sous le mandat des États-Unis. Les Américains étaient déjà présents au Proche-Orient depuis plusieurs décennies à travers un réseau de mission évangéliques (Peter Balakian, *The burning Tigris*, Pimlico, Londres, 2005) et le Collège supérieur protestant de Beyrouth (aujourd'hui Université américaine, dont le campus est situé dans le quartier de Hamra, juste en face d'une des meilleures pâtisseries de la ville).

¹⁹⁴ Est-il besoin de rappeler que l'abolition de l'esclavage par l'Empire ottoman en 1857, lors de l'épisode réformateur (*tanzimat*) qu'il avait connu au milieu du XIX^e siècle, avait déclenché l'entrée en dissidence des chefs tribaux du Hedjaz, à tel point que la Porte avait été obligée de leur consentir une exemption (Bernard Lewis, *What went wrong ? Western impact and Middle-Eastern response*, Oxford University Press, New York, 2002, p. 91) ? C'est précisément sur ces propensions réactionnaires que l'entreprise de Lawrence a fait fond.

¹⁹⁵ C'est du reste exactement ce que dit Lawrence, mais bien sûr avec le point de vue inverse, dans le récit qu'il donne des intrigues qu'il mène après la prise de Damas dans le but d'écarter les nationalistes arabes « modernistes » au profit de Fayçal (T.E. Lawrence, *Seven pillars of wisdom*, Wordsworth Classics, Londres, 1997, page 645).

¹⁹⁶ Je vous avais promis de vous faire grâce des citations érudites, mais il y a quand même des références incontournables ... La phrase complète est, si je me

souviens bien, n'ayant pas eu cet ouvrage en mains depuis près de 50 ans : « *Ah c'est ça, l'eau ! J'en avais entendu parler, mais je n'en avais jamais goûté ; pas franchement mauvais, mais curieux* ».

¹⁹⁷ Ne voyez dans ce « peut-être » et dans les guillemets qui entourent le mot « peuple » aucune volonté de nier ou de dénigrer l'« identité » juive.. La convention orthographique française elle-même, qui omet la majuscule en écrivant « les juifs » comme on écrit « les protestants » ou « les musulmans », alors qu'elle est de règle pour les noms de nationalité, procède d'un doute similaire (je mets la majuscule une fois, lorsque j'évoque la dispersion des Juifs par Titus car il s'agit là au sens strict de la nation du royaume de Juda).

Il faut en effet reconnaître que, compte tenu de la diversité des origines *et des expériences historiques* entre juifs d'Europe occidentale, ashkénazes, sépharades du Maghreb, sépharades balkaniques, sépharades hollandais, « juifs berbères » et « juifs arabes », pour n'évoquer que les composantes les plus familières, la question fait problème, et d'autant plus à mesure que le ciment religieux s'affaiblit.

Cette problématique est parfaitement exposée par Esther Benbassa dans *Les juifs ont-ils encore un avenir ?* Le livre de Poche « Pluriel », Paris, 2001. Mme Benbassa (qui revendique ses origines sépharades balkaniques) pousse d'ailleurs très loin le raisonnement puisqu'elle n'hésite pas à poser une question dérangeante : et si la mémoire de la Shoah fonctionnait aujourd'hui à la manière d'une « religion civile » se substituant à la religion israélite en tant que socle de l'identité juive ? Les intellectuels arabo-musulmans, qui n'ont que trop tendance à tourner autour du pot dans leur réflexion sur leur propre identité, devraient en prendre de la graine et s'inspirer de la liberté d'esprit dont témoignent leurs homologues juifs.

Peter Sloterdijk, lui, pense au contraire que ce sont les juifs qui ont inventé, puis enseigné l'« art d'être un peuple » (Peter Sloterdijk et Alain Finkielkraut, *Les battements du monde*, Hachette Pluriel, Paris, 2003, p. 48). Reprenant les idées du philosophe Jacob Taubes, il le formule comme « un principe de cohérence spirituelle (...) physiquement ancré dans une généalogie biologique ». Le discrédit jeté contre tout ce qui fait appel à la « généalogie biologique » suite à l'usage qu'en ont fait les nazis serait ainsi, selon lui, à l'origine d'un rejet par la conscience occidentale de ce concept de « peuple » hérité de la tradition biblique. Alors que la réflexion d'Esther Benbassa conduit à conférer à la Shoah le caractère paradoxal d'« événement fondateur » de l'identité juive post-religieuse, celle de Peter Sloterdijk conduit à la conclusion inverse : c'est la Shoah qui, paradoxe encore plus terrifiant, englobe les descendants des victimes eux-mêmes dans l'interdiction désormais universelle de se réclamer de sa généalogie pour être soi.

La contradiction n'est certes pas totale, Mme Benbassa se situant sur un plan sociologique et politique, et Sloterdijk se situant sur un plan plus métaphysique, mais c'est dire que la question est complexe et que les interrogations sont profondes.

¹⁹⁸ De même que, au cours de la seconde guerre mondiale, les militants sionistes de Palestine ont suspendu leurs actions subversives pour constituer une « brigade juive » engagée dans l'armée britannique contre l'ennemi nazi, il y a eu des collusions de certains mouvements nationalistes arabes avec les Allemands. Ce

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

fut le cas en Égypte où une organisation structurée à la mode fasciste prônait sans détour un renversement d'alliance au moment où l'*Afrika Korps* était à portée d'Alexandrie, et surtout en Irak, où une faction de militaires anti-britanniques avait réussi pendant quelques semaines à prendre le pouvoir avant d'être balayée par un corps expéditionnaire dépêché des Indes. Il faut plutôt interpréter ces tentations comme un calcul géopolitique – profiter de la pression militaire allemande, voire s'appuyer sur l'Allemagne, pour s'émanciper de la tutelle britannique – que comme l'effet d'une sympathie pour la « cause » nazie ou pour la politique anti-juive de Hitler. L'expédition de Rommel avait pour but de couper la « route des Indes » aux Britanniques. Elle répondait peut-être aussi, de l'avis de certains historiens, à un dessein plus ambitieux, le *Reich* comptant sur le nationalisme arabe pour lui ouvrir le Proche-Orient et ses ressources pétrolières puis, de là, prendre la Russie à revers par son flanc sud (ce n'est pas le cas de l'universitaire américain Douglas Porch, auteur de l'ouvrage récent le plus complet sur la question, *Hitler's Mediterranean Gamble: The North African and the Mediterranean Campaigns in World War II*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2004, qui estime plutôt qu'Hitler a été entraîné contre son gré et sans dessein précis sur le théâtre méditerranéen par les revers de son allié italien et que ce sont au contraire les Alliés qui ont les premiers saisi cette occasion pour écarter des forces allemandes du front russe et affûter leur propre instrument militaire en vue de l'étape décisive). Il est en effet assez étonnant que Anglais et Allemands soient allés se combattre en Égypte alors que leurs troupes se regardaient en chiens de faïence de part et d'autre du Pas-de-Calais sans tenter grand-chose pendant plusieurs années. Une telle configuration n'était pas inédite : la guerre franco-anglaise de 1778-1783 s'est entièrement déroulée sur des théâtres lointains, Amérique, Caraïbes, océan Indien, Philippines, sans que les deux belligérants se soient affrontés sur leurs territoires respectifs, séparés d'à peine trente kilomètres (à l'exception de la bataille d'Ouessant, au début de la guerre).

Il y a eu, il est vrai, le cas troublant du Grand mufti de Jérusalem, en conflit ouvert avec les Anglais et avec le mouvement sioniste, qui s'était réfugié à Berlin d'où il servait la propagande nazie à la radio. Tout cela est resté minoritaire et n'a pas joué de rôle dans la politique nazie à l'encontre des juifs. Au cours des années 50, la propagande occidentale s'en est servi pour discréditer le nationalisme arabe, notamment en accusant Nasser et son entourage d'avoir eu des « sympathies pronazies » et en faisant de l'hostilité arabe à l'égard d'Israël un prolongement de ces sympathies. Cette propagande est oubliée aujourd'hui : il n'empêche qu'elle a joué un certain rôle dans la difficulté qu'ont eu les occidentaux à appréhender plus tôt les enjeux des revendications palestiniennes. Le danger avec la propagande est que, même quand elle est impuissante à affaiblir l'adversaire, elle peut finir par auto-intoxiquer ses auteurs. Et, quand elle agit sur l'adversaire, c'est parfois de manière « décalée » : qui sait si la dérive de l'antisionisme vers l'antijudaïsme n'en est pas un lointain effet ?

¹⁹⁹ Cette thèse fait débat. Elle est notamment illustrée avec brio, mais sans emporter la conviction, dans *L'idéologie française*, de Bernard-Henri Lévy (Grasset, Paris, 1981). Alain Finkielkraut qui, à la différence de BHL, d'Attali et de pas mal

d'autres intellectuels juifs, prend ses distances avec elle, voit au contraire dans un exemple tel que la représentation des rois de Juda au fronton des cathédrales gothiques la reconnaissance par la culture médiévale européenne d'une filiation directe entre « la constitution et la personnalisation de la nation française » (*Les battements du monde*, p. 50) et le modèle de l'Israël biblique.

La démonstration mérite pourtant d'être mise en perspective. Il n'est pas si évident que le judaïsme moderne soit un prolongement direct de la tradition vétérotestamentaire, opinion qui est un des fondements idéologiques des ultras du sionisme. Or, ce qui s'est passé avec le choc de la conquête romaine, de la destruction du Temple et de l'exil, peut être interprété comme la prise de conscience de l'impasse (de l'« échec », dit Jack Miles, *Christ, a crisis in the life of God*) à quoi aboutit la dimension *temporelle* de la Promesse et de l'espérance messianique, ce qui a entraîné deux réponses contradictoires, l'une extrovertie, l'autre introvertie, et donné naissance à deux rameaux distincts, à *deux religions nouvelles, aussi novatrices l'une que l'autre* par rapport à l'héritage mosaïque : d'une part le christianisme qui s'est surtout développé en direction du monde païen, et de l'autre le judaïsme rabbinique (le « judaïsme sans Temple » né dans le creuset d'Alexandrie) qui s'est imposé dans la diaspora (« Dieu fait homme d'un côté, Dieu fait Livre de l'autre », dit en substance Jack Miles). La vision que reflètent les références hébraïques dans l'iconographie médiévale est la prétention du christianisme à *capter pour lui seul l'héritage de la Promesse*, reléguant les juifs au rôle de nouveaux « fils d'Agar ». Prétention qui est aujourd'hui reprise par tout un courant du protestantisme nord-américain. Et qui, soit dit en passant, est symétrique de celle de l'islam, qui voit dans la Révélation mahométane la seule continuation authentique et légitime des « révélations imparfaites » confiées à Abraham, Moïse et Jésus.

²⁰⁰ Les juifs représentent moins de 0,3 % de la population mondiale. Quel pourcentage des prix Nobel scientifiques depuis cent ans ? De la réponse vous pouvez tirer deux interprétations : soit le « lobby juif » a noyauté le jury Nobel ; soit les juifs sont plus doués que les autres pour les sciences. Elles ont toutes les chances d'être fausses l'une et l'autre : ce qui fait la différence est que les juifs apprennent depuis tout petits à travailler à l'école. Souvenez-vous en, ça pourra vous servir quand vous ne serez plus que 5 %.

²⁰¹ La thèse a été popularisée par le livre d'Arthur Koestler, *La treizième tribu* (*The Thirteenth Tribe: The Khazar Empire and Its Heritage*, Random House, New York, 1976). Le roi des Khazars, un peuple apparenté aux Turcs, établi entre la Volga et la mer Noire, aurait voulu, pour faire « moderne », substituer une religion plus « tendance » aux cultes chamaniques importés de son lointain berceau altaïque. Il a organisé un appel d'offres en invitant un moine byzantin, un rabbin et un imam à venir plancher devant l'assemblée de ses dignitaires. Il a choisi le judaïsme. « Mauvaise pioche », diront certains en évoquant les malheurs auxquels il a ainsi exposé les générations futures de son peuple.

La thèse n'était pas neuve, puisqu'elle apparaît dans un ouvrage rédigé en arabe par Yehuda Halevi, rabbin espagnol du XII^e siècle, consacré à la *disputatio*

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

organisée par le roi des Khazars. On ne saurait cependant prendre cet ouvrage pour une source historique, non seulement parce qu'il a été écrit presque 400 ans après les faits auxquels il se réfère, mais surtout parce que l'intention de l'auteur n'était pas de cet ordre. Elle était de s'appuyer sur un épisode, « vrai » ou fictif, rapporté par la tradition, pour « mettre en scène » de façon vivante à travers le procédé littéraire, hérité de l'Antiquité classique, du « dialogue philosophique » une réflexion sur les mérites comparés des trois religions. Au demeurant, il ajoute au trio le personnage d'un philosophe « laïque » pour introduire un point de vue « neutre » et animer davantage le dialogue.

Cette thèse ne fait pas l'unanimité. Elle est même purement et simplement passée sous silence par certains auteurs. Jacques Attali admet implicitement, tout au long des quelque 800 pages de son ouvrage *Les Juifs, le monde et l'argent : une histoire économique du peuple juif* (Le livre de poche, Paris, 2003), le postulat de l'origine hébraïque de tous les juifs. Il présente le peuplement ashkénaze dans le royaume polono-lituanien comme le produit de la migration de juifs chassés d'Europe de l'ouest par les persécutions qui s'intensifient à la fin du Moyen-Âge. Il concède tout au plus que « quelques khazars convertis » auraient pu se mêler au mouvement, et encore ne le mentionne-t-il que de manière incidente au détour d'une phrase (page 277). Est-ce pour ne pas rompre le fil de son exposé en s'engageant dans un débat étranger au sujet central de son livre, ou pour ne pas nuire à « la cause » en développant un point qui peut faire de la peine aux « amis d'Israël » ?

²⁰² Encore que ... La notion de « sémite » n'est pas « ethnique », elle est *linguistique* – comme celle d'« indo-européen » – et donc, d'une certaine manière, « culturelle » (la langue étant à la fois constituant et vecteur d'une culture). L'appropriation de la culture héritée de la tradition hébraïque par les communautés d'origine eurasiatique, européenne ou berbère converties au judaïsme en fait, en un sens, des « sémites » au plan culturel, mais guère plus que pour les chrétiens : « spirituellement, nous sommes des sémites », disait le pape Pie XI.

²⁰³ On peut s'en faire une idée à la lecture du rapport intitulé *Iraq's Weapons of Mass Destruction Programs*, octobre 2002, disponible sur le site web de la CIA, www.cia.gov.

²⁰⁴ Pas toutes, rassurez-vous. Mais il faut *toujours* se souvenir du *Petit livre rouge* : « la plus grande faute de jugement qu'on puisse commettre est de sous-estimer l'adversaire ».

²⁰⁵ Vision qui était déjà, à quelques détails près, celle de l'équipe Clinton. Les différences ne portent que sur le style, moins brutal sous l'administration démocrate, mais guère moins « unilatéral », en dépit des sourires de Clinton. L'expérience m'a appris à me méfier de deux sortes de personnes : celles qui sourient tout le temps et celles qui écrivent leurs commentaires au crayon à papier (c'est facile à effacer de sorte qu'on n'est pas engagé par ce qu'on a écrit). Pas de chance, les « décideurs » américains ne se montrent que tout sourire et ils écrivent au crayon. Si vous avez fréquenté les immeubles des grandes firmes US, vous ne pouvez pas manquer d'avoir remarqué ces gros taille-crayons cylindriques en acier inoxydable toujours fixés au mur des bureaux du secrétariat de direction.

²⁰⁶ Les *marines* américains ont pourtant débarqué à Beyrouth en 1958 pour dénouer la crise qui opposait les « pro-occidentaux » aux « nassériens ». Mais le Liban de l'époque était un cas vraiment particulier (Georges Corm, *Le Liban contemporain*, page

²⁰⁷ Du moins jusqu'à une date récente. Le roi actuel semble, depuis qu'il a accédé au trône, vouloir imprimer une marque personnelle sur l'évolution du pays. On verra ce qu'il en est. En tout cas, le système que je décris me semble bien être celui qui prévalait au moment où s'est noué le drame du « triangle infernal ».

²⁰⁸ Toutefois l'équilibre politique ne peut être assuré de cette manière que tant que l'élément tribal reste dominant dans la société saoudienne ; c'est de moins en moins le cas aujourd'hui du fait de l'urbanisation, du poids de l'immigration venant des pays voisins et du réveil politique des chiïtes de la région côtière du Golfe (cf Monde diplo).

²⁰⁹ Ce point a été confirmé par le rapport du Congrès des États-Unis de septembre 2006. On s'en doutait depuis longtemps, mais de là à en avoir la preuve ...

²¹⁰ Cela dit, je ne prétends pas à l'originalité complète de ma thèse car des éléments clefs de cette logique ont déjà été exposés par d'autres. Par exemple : « Le 11 septembre est la démonstration éclatante, aux yeux des dirigeants américains, que le système saoudien n'est plus fiable, parce qu'il a engendré des monstres : 15 kamikazes sur 19 étaient saoudiens », Gilles Kepel, *Les dossiers de l'Obs*, 4 septembre 2004. Je ne fais que rassembler les pièces du puzzle et refermer le triangle en introduisant la thèse de l'instrumentalisation de Saddam.

²¹¹ cf articles

²¹² La stratégie est sans doute à courte vue, basée qu'elle est sur l'idée qu'il existe à l'ouest un « stock » de jihadistes potentiels qu'on va mécaniquement vider en le déversant sur le théâtre irakien. Les résultats des enquêtes sur les attentats de Londres semblent indiquer qu'au contraire le conflit irakien multiplie le nombre des aspirants au *jihad*.

On peut aussi avancer une autre hypothèse : la prise de contrôle de l'Irak ne serait qu'une étape ; les Américains voudraient juste s'en servir comme point d'appui pour engager une deuxième étape, plus ambitieuse : Iran ? Syrie ? La Syrie, en particulier, c'est le désenclavement de l'Irak, et derrière lui, des régions pétrolières du Golfe, vers la Méditerranée, afin de s'affranchir du verrou du détroit d'Hormuz, toujours vulnérable face à un Iran hostile, mais trop gros morceau – et trop proche de la Russie et de la Chine – pour qu'on prenne le risque de s'y attaquer.

²¹³ Noam Chomsky, *Hegemony or survival. America's quest for global dominance*, Henry Holt, New York, 2004. Je ne mets pas des guillemets à « libéraux » pour mettre en doute leur libéralisme, mais parce que le sens du mot aux États-Unis est différent : en gros, il veut dire : « de gauche ».

²¹⁴ Andorre était un cas de « souveraineté partagée » entre le chef de l'État français (au titre de successeur des comtes de Foix) et l'évêque d'Urgel. Ce statut a été aboli par la nouvelle constitution qui confie la souveraineté au peuple andorran

NOTES, REFERENCES ET COMPLEMENTS

et ne conserve les « coprines » qu'à titre honorifique. Pourquoi la formule a-t-elle marché ? Parce qu'au fond de ses vallées, Andorre ne présentait pas d'enjeu, ni stratégique, ni symbolique. Mais attendez donc que l'Union européenne se décide à s'y intéresser, une fois qu'elle aura fini d'étrangler la Suisse !

²¹⁵ À l'exception de la France, où les juifs sont plus nombreux qu'avant-guerre, du fait de l'apport des communautés d'Afrique du nord ; à ceci près qu'ils sont de plus en plus à partir.

²¹⁶ On trouve une discussion complète des différentes thèses concernant la disparition de la bibliothèque antique dans : Luciano Canfora, *La véritable histoire de la bibliothèque d'Alexandrie*, Desjonquères, Paris, 1988.

²¹⁷ Admettons, pour être aimable avec ce monsieur, que sa thèse n'est pas totalement inconsistante. Je m'explique.

La construction politique réalisée par les Rois catholiques n'est d'abord qu'une alliance qui parle d'une seule voix sur la scène diplomatique avant de réunir sur la personne de leurs successeurs (à partir de l'avènement de leur petit-fils Charles en 1516) les deux couronnes de Castille et Aragon. Celles-ci règnent à leur tour sur plusieurs entités politiques ayant chacune ses lois et sa pratique constitutionnelle : royaumes de Castille et de Navarre d'une part, royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence d'autre part, dont chacun conserve son propre Conseil du Roi et sa propre bureaucratie. Le roi ne peut légiférer de sa propre autorité que dans le seul royaume de Castille que, alors que dans tous les autres, il doit obtenir l'assentiment des Cortes (qui ne se privent pas de le lui refuser en maintes occasions). L'empire espagnol d'Amérique ne relevait que de la couronne de Castille et le Conseil des Indes était une institution du Royaume de Castille. Il n'existait qu'un organe à compétence « horizontale » ayant juridiction sur l'ensemble du pays sans se soucier des frontières entre royaumes : c'était l'Inquisition (qui, pour ces raisons mêmes n'a pu être établie que par une bulle du Pape). D'où l'importance politique de celle-ci, qu'on aurait tort d'attribuer au seul « fanatisme religieux » (Henry Kamen, *The Spanish Inquisition : a historical revision*, Yale University Press, 1998, pp. 75-82). Au XVIII^e siècle, la Catalogne fera même sécession pendant plusieurs années à la faveur de la guerre de Succession d'Espagne. Ce n'est qu'avec les réformes d'inspiration « napoléonienne » des années 1820, que l'unification politique et administrative sera réalisée, encore que de manière bien imparfaite comme en atteste le cycle de guerres civiles qui s'ensuit.

.On peut ainsi prétendre avec quelque vraisemblance que « l'Espagne » n'aura existé que 150 ans, avant de commencer à se dissoudre avec la constitution de 1978.

Et la culture dans tout ça ?

On peut soutenir que ce que nous appelons la « culture espagnole », symbolisée par les grands noms du Siècle d'or, est pour l'essentiel, castillane. Celle-ci a, sinon étouffé, les autres cultures du moins les a confinées dans un statut vernaculaire.

Cela admis, le raccourci pratiqué par ce monsieur relève de la caricature et sa référence au franquisme est franchement fantaisiste.

LE CROISSANT ET LES BOULES

²¹⁸ En effet, c'est ce qui ressort de la thèse de Huntington, si on a lu son livre. Contrairement à ce qu'on répète à l'envi sur les plateaux, il ne *préconise* pas le conflit, il *constate* que les civilisations s'entrechoquent et cherche comment éviter que cela s'envenime.

²¹⁹ Cité par Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire – D'hier à demain*, Hatier, Paris, 1978, p 493.

²²⁰ À ce sujet, la chronique quotidienne *Médias d'Afrique* que tient Alain Foka sur les antennes de RFI (qu'on peut entendre à Paris sur 89.5 FM) est particulièrement éclairante.